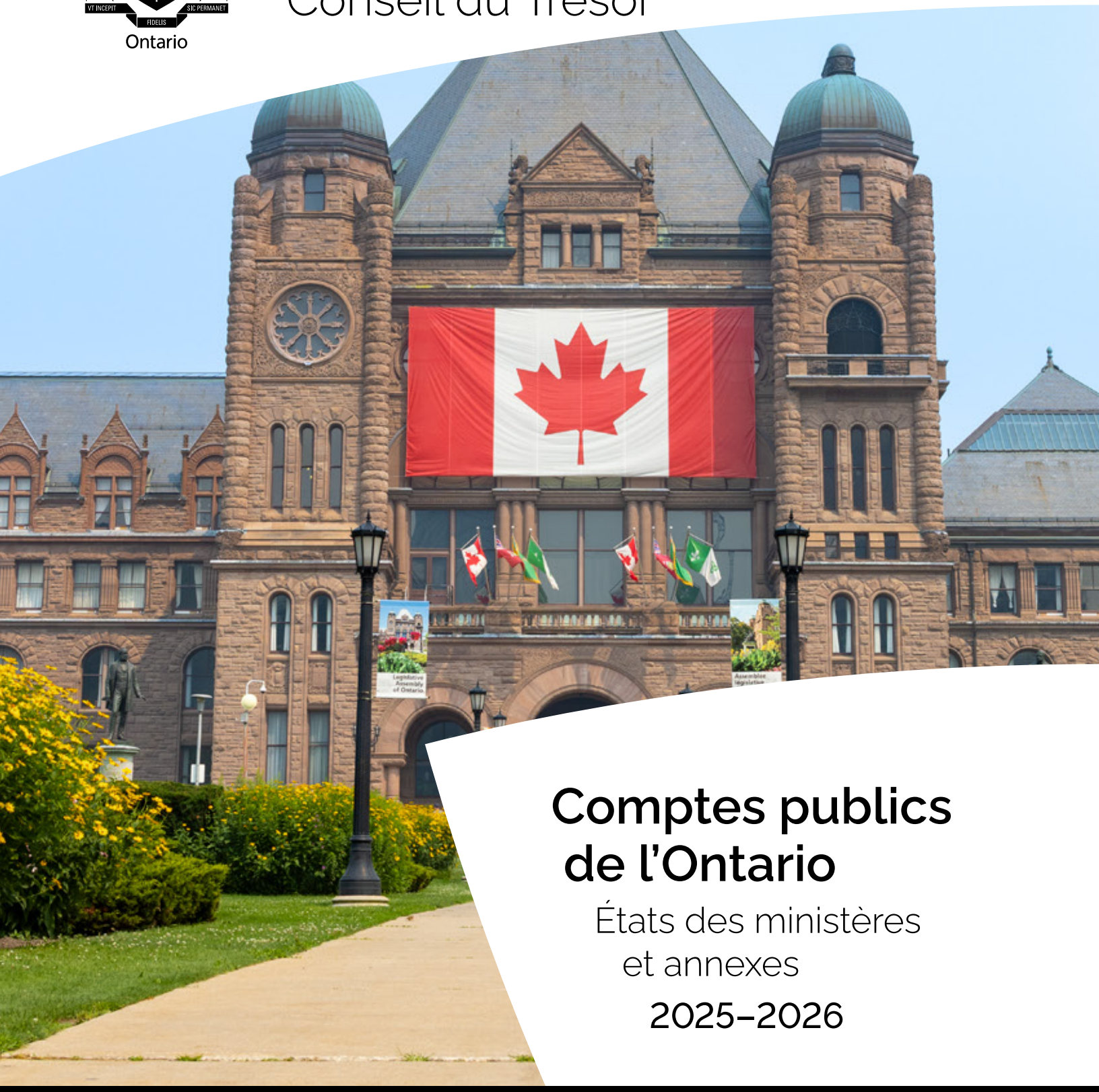
Ontario

Secrétariat du
Conseil du Trésor



Comptes publics de l'Ontario

États des ministères et annexes

2025–2026

Ontario

TABLE DES MATIÈRES

Page

Guide d'interprétation des comptes publics iii
Sources de renseignements supplémentaires vii

Section 1 – Annexes – Revenus et dépenses

Détails des revenus 1-1
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie principale 1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses 1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement 1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations 1-24
Fonds ontarien d'initiative 1-26

Section 2 – États financiers

Ministères et bureaux de la direction
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations 2-1
Affaires civiques et Multiculturalisme 2-9
Affaires francophones 2-21
Affaires municipales et Logement 2-29
Affaires rurales 2-45
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise 2-51
Bureau du Conseil des ministres 2-69
Bureau du lieutenant-gouverneur 2-75
Cabinet du premier ministre 2-79
Collèges et Universitésm Excellence en recherche et Sécurité 2-83
Développement économique, Création d'emplois et Commerce 2-97
Développement et croissance économique du Nord 2-109
Éducation 2-121
Énergie at Mines 2-135
Environnement, Protection de la nature et Parcs 2-155
Finances 2-185
Infrastructure 2-211
Procureur général 2-233
Protection civile et Intervention en cas d'urgence 2-265
Richesses naturelles 2-273
Santé 2-291
Secrétariat du Conseil du Trésor 2-321
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires 2-343
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement 2-359
Services aux aînés et Accessibilité 2-393
Soins de longue durée 2-405
Solliciteur général 2-413
Sport 2-453
Tourisme, Culture et Jeux 2-463
Transports 2-485
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences 2-517

Commission de régie interne
Bureau de l'Assemblée législative 2-543
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario 2-551
Bureau du directeur général des élections 2-557
Bureau du vérificateur général 2-563

TABLE DES MATIÈRES - Suite

Page

Section 2 – États financiers – Suite

Compte à fin designee
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'echarge 2-567
Normes de rendement à l'égard des émissions 2-568
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles 2-569
Produits de la criminalité - échelle provinciale 2-570
Fonds réservés aux transports en commun 2-571

Section 3 – Annexes – Dette

Dette à long terme 3-1
Remboursement de la dette à long terme 3-4
Variation nette de la dette à court terme 3-9
Sommaire de l'encours de la dette 3-10
Encours de la dette 3-12
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-31

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-1
Fonds et autre passif 4-14
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-21
Demandes à l'encontre de la Couronne 4-23
Pertes radiées des comptes 4-28
Remise de revenus 4-29

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les Comptes publics de la province de l'Ontario pour 2025-2026 comprennent le **Rapport annuel et les états financiers consolidés** et sont présentés en deux volumes :

Les **États des ministères et annexes** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Les Détails des paiements contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.*

Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à www.ontario.ca/comptespublics; il suffit de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes. Ils sont aussi disponibles sur demande.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DES ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes – Revenus et charges

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les six états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des charges et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des charges et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le Budget des dépenses ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « Sommaire des paiements de transfert d'une durée limitée et discrétionnaires »

Ce sommaire présente une liste détaillée des paiements de transfert et indique s'ils sont d'une durée limitée et s'ils sont discrétionnaires. Il présente les paiements de transfert par crédit et par poste, ainsi que les montants réels.

(e) « État des revenus »

Cet état présente les revenus perçus au cours de l'exercice selon les sources de revenus figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Tous les revenus perçus sont déposés dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des revenus qui figurent dans leurs états financiers.

(f) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne, les pertes radiées des comptes et les remises des revenus.

TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux
Si l'Assemblée législative n'est pas en session et que des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses.

Recouvrement des coûts
Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 $.

Crédits législatifs
Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses
Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2025-2026 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de charges qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

CHARGES

Traitements et salaires
Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux
Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services
Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

Paiements de transfert
Cette catégorie comprend les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux; les transferts de droit, les ententes relatives aux frais partagés et les autres transferts à des particuliers, des organisations et d'autres administrations.

Autres opérations
Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

ACTIF

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance
Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables
Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements
Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Stock détenu à des fins de revente
Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

Terrains
Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles
Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière, comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples, comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports
Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Améliorations locatives
Cette catégorie comprend les améliorations ou mises à niveau importantes de locaux loués, p. ex., la mise à niveau des circuits électriques pour répondre aux besoins des systèmes de TI.

Barrages et ouvrages d'art
Cette catégorie comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

Machines et équipement
Cette catégorie comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

Matériel de technologie de l'information
Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion
Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

Parc automobile et flotte de bateaux
Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions
Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

Investissements dans des immobilisations corporelles
Cette catégorie permet le financement des coûts directs relatifs à la construction ou l'acquisition de biens matériels.

Sites d'enfouissement
Également appelés « lieux d'élimination des déchets » dans la *Loi sur la protection de l'environnement*, il s'agit de zones définies de terrain ou d'excavation qui ont été achetées/acquises/aménagées et qui sont destinées à recevoir des déchets. Les déchets peuvent inclure des déchets solides non dangereux, des déchets ménagers, des déchets commerciaux solides, des boues non dangereuses et des déchets industriels solides.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à www.ontario.ca/comptespublics.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.ontario.ca/fr/page/budget-de-lontario-editions-anterieures.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le président du Conseil du Trésor, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.ontario.ca/fr/page/budget-des-depenses.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.ontario.ca/fr/page/comptes-economiques-de-lontario.

NOTA

This publication is available in English and French.

www.ontario.ca/publicaccounts

Le présent document est publié en français et en anglais.

www.ontario.ca/comptespublics

Section 1

Annexes – revenus et charges

(non auditées)

DÉTAILS DES REVENUS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

La présente annexe établit le sommaire des sources de revenus de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des revenus perçus par les différents ministères.[1]

REVENUS FISCAUX	2026 $	Chiffres retraités [2] de 2025 $
Impôt sur le revenu des particuliers	57 001 868 438	55 701 272 496
Taxe de vente	39 316 547 387	39 362 809 063
Impôt des sociétés	28 278 205 022	27 756 561 299
Impôt-santé des employeurs	8 334 553 438	7 844 641 578
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 981 730 801	5 887 683 169
Contribution-santé de l'Ontario	5 157 927 712	5 220 671 595
Droits de cession immobilière	3 393 446 455	3 736 044 471
Taxe sur l'essence	1 740 621 106	1 719 201 677
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	843 532 000	53 830 000
Taxe sur le tabac	683 151 376	692 985 928
Taxe sur les carburants	522 073 386	513 544 281
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux	465 192 881	529 858 346
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis	412 273 261	389 745 770
Impôt sur l'administration des successions	369 667 531	346 102 959
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	211 585 389	221 089 376
Impôt sur les bénéfices miniers	127 964 685	201 649 731
Droit d'accise sur les produits du vapotage	123 813 682	74 813 410
Impôt foncier provincial	36 937 808	39 329 219
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier	4 305 470	4 053 592
Taxe sur le pari mutuel	3 221 542	3 434 547
Impôt calculé sur la superficie en acres – *Loi sur les mines*	2 349 597	1 888 737
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	**153 010 968 965**	**150 301 211 244**

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2025-2026 ont été réduits de 651 012 836 $ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges

[1] Crédits d'impôt sur le revenu remboursables :
La Section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

[2] Les résultats réels pour 2024-2025 sont retraités afin d'éliminer les soldes de revenus et de charges interentités sur l'impôt-santé des employeurs.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Pour 2026, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 53 891 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 53 891 $ et jusqu'à 107 785 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 107 785 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Pour 2025, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 52 886 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 52 886 $ et jusqu'à 105 775 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 105 775 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Pour 2024, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 51 446 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 51 446 $ et jusqu'à 102 894 $; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 102 894 $ jusqu'à 150 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 $ jusqu'à 220 000 $; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., montant de base, conjoint, frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 $), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. Ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2026, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 818 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 7 446 $. En 2025, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 710 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 7 307 $. En 2024, celle-ci équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 554 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 7 108 $.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2026, le montant déterminant de base est de 300 $, auquel on ajoute 554 $ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge. Pour 2025, le montant déterminant de base est de 294 $, auquel on ajoute 544 $ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge. Pour 2024, le montant déterminant de base est de 286 $, auquel on ajoute 529 $ par enfant à charge de 18 ans et moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province selon une formule de répartition des revenus. L'Ontario perçoit également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 2 574 181 634 $ en 2025-2026 et de 2 610 973 671 $ en 2024-2025.

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 $ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement, réduit à 2,2 % à compter du 1er juillet 2026. Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associés, ayant un capital imposable de plus de 10 millions de dollars, et éliminé entièrement si un capital imposable de 50 millions de dollars a été utilisé au Canada l'année précédente. La province perçoit également un impôt

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS correspond à l'excédent de 2,7 % du revenu net ajusté d'une société à des fins comptables sur l'IRS à payer.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs (ISE) est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 $ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le seuil d'exonération de l'impôt-santé des employeurs pour 2026 est de 1 million de dollars. En 2021, le gouvernement de l'Ontario a rendu permanente la hausse temporaire de l'exonération qu'il avait accordée en 2020 pour faire passer celle-ci de 490 000 $ à 1 million de dollars. L'exonération sera rajustée pour tenir compte de l'inflation, au moyen de l'indice des prix à la consommation, le 1er janvier 2029, et tous les cinq ans par la suite. En règle générale, les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 5 000 000 $ ne sont pas exonérés de l'impôt-santé.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation élémentaire et secondaire. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immeubles. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,153 % pour les biens résidentiels en 2025. Les taux pour les biens commerciaux et industriels, les pipelines et les décharges sont établis pour chaque municipalité de palier supérieur et à palier unique. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués sont présentés en chiffres nets après déduction de crédits d'impôt fonciers et de subventions représentant 1 468 816 004 $ en 2025-2026 et 1 458 807 968 $ en 2024-2025. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

La Contribution-santé de l'Ontario (CSO) aide le gouvernement à investir dans le système de santé de la province. L'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario et n'est pas destiné à une fin déterminée d'avance. Les revenus générés par la CSO ont diminué de 63 millions de dollars, passant de 5 221 millions de dollars en 2024-2025 à 5 158 millions de dollars en 2025-2026. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 5 867 millions de dollars pour se chiffrer à 97 497 millions de dollars, par rapport aux 91 631 millions de dollars affichés en 2024-2025.

En 2025-2026, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 5 158 millions de dollars, ce qui représente 5,3 % des charges totales de 97 497 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. En comparaison, ces revenus avaient atteint 5 221 millions de dollars ou 5,7 % des charges de 91 631 millions de dollars en 2024-2025. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO pourraient soutenir des investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien qui serait accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2024-2025 et en 2025-2026 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario pourrait appuyer les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs **(en millions de dollars)**	**2025-2026** **5,3 %**	**2024-2025** **5,7 %**
Hôpitaux	1 501	1 553
Assurance-santé de l'Ontario	1 270	1 268
Soins à domicile et en milieu communautaire et services de santé mentale et de lutte contre les dépendances	535	536
Foyers de soins de longue durée	468	478
Programmes de médicaments de l'Ontario	356	373
Santé publique, traitement et dépistage du cancer, et autre	1 028	1 012
Total	5 158	5 221

La Contribution-santé de l'Ontario (CSO) est payée par les particuliers qui résident en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; 900 $ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 $. Depuis 2024, les particuliers qui paient de l'impôt sur un revenu fractionné doivent ajouter leur revenu fractionné à leur revenu imposable lorsqu'ils calculent leur CSO.

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 $ inclusivement, de 1 % du montant de plus de 55 000 $ jusqu'à 250 000 $ inclusivement, de 1,5 % du montant de plus de 250 000 $ jusqu'à 400 000 $ inclusivement, et de 2 % du montant de plus de 400 000 $. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 $ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 $. Un impôt supplémentaire sur la spéculation pour les non-résidents s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis. Depuis le 25 octobre 2022, le taux de l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents est passé de 20 % à 25 %. Les conventions d'achat-vente exécutoires conclues avant le 25 octobre 2022 pourraient faire l'objet de dispositions d'allégement transitoires.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de la taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre (réduit temporairement à 9 cents le litre du 1er juillet 2022 au 30 juin 2025). Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre, sauf dans le Nord de l'Ontario (régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming), où la taxe est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est préperçue par les percepteurs et importateurs enregistrés. La taxe sur l'essence est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 18,475 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de la taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre (réduit temporairement à 9 cents le litre du 1er juillet 2022 au 30 juin 2025). Le taux de la taxe sur les carburants est de 4,5 cents le litre pour le matériel ferroviaire. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats uniquement lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. La taxe de base sur la bière s'applique à la bière achetée directement par un consommateur dans un magasin de vente au détail sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie titulaire d'un permis ou au Beer Store. La taxe de base sur le vin s'applique au vin et au vin panaché achetés dans un magasin d'établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication. La taxe sur les spiritueux s'applique aux spiritueux et au vin panaché à base de spiritueux achetés sur place dans le magasin de vente au détail d'un fabricant de spiritueux.

Ontario Power Generation Inc. et ses filiales ainsi que les services municipaux d'électricité qui sont exonérés de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés doivent verser à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) les paiements tenant lieu d'impôt fédéral et provincial sur le revenu des sociétés. Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés* non exonérées.

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la *Loi de 2007 sur les impôts*.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaire en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance par la Cour de l'Ontario d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire ou d'un certificat de petite succession (appelés tous les deux « certificat successoral »). Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1er janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 $ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 $, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 $ pour chaque tranche de 1 000 $ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 $.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 $ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de 10 ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés à l'extérieur des limites municipales selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Le droit d'accise sur le cannabis est perçu par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la *Loi sur les douanes* (Canada). Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 $ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur, et pour le cannabis comestible, les extraits de cannabis et le cannabis pour usage topique, le taux du droit d'accise est de 0,01 $ le milligramme de tétrahydrocannabinol (THC). Différents taux s'appliquent selon le type de produit. L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par une redevance sur le revenu brut (RRB) perçue sur le revenu brut des centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier de la RRB payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier de la RRB payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément d'utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel de 0,5 % est perçue sur tous les paris effectués en Ontario sur des courses de chevaux se déroulant en Ontario, ou se déroulant ailleurs mais diffusées en temps réel en Ontario; elle est prélevée par l'exploitant et reversée à la province.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la *Loi sur les mines*, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la loi, à un taux de 4 $ l'hectare par année.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

GOUVERNEMENT DU CANADA	2026 $	2025 $
Transfert canadien en matière de santé……	21 380 547 760	20 363 244 280
Transfert canadien en matière de programmes sociaux…….	6 809 527 000	6 611 407 000
Apprentissage et garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada……	4 070 529 090	2 800 361 921
Priorités partagées en santé……..	1 070 736 197	1 204 087 473
Programmes d'infrastructure……	937 366 736	1 124 318 747
Transferts directs aux organismes du secteur parapublic……	715 304 445	690 634 957
Entente sur le développement du marché du travail……	675 179 221	641 027 883
Péréquation……..	546 350 000	575 696 000
Vieillir dans la dignité…….	463 517 381	463 734 536
Accord sur les services sociaux dispensés aux Autochtones…..	359 657 624	338 407 208
Entente sur le développement de la main-d'œuvre……	280 203 560	280 319 658
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants……..	223 672 222	209 798 014
Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares……..	178 127 962	178 378 775
Expansion du bilinguisme……	159 130 093	150 515 830
Logement social…….	132 445 474	172 923 809
Aide juridique – Droit criminel……	79 643 546	76 848 014
Justice pénale pour les adolescents……..	67 820 209	67 577 874
Partenariat canadien pour une agriculture durable……	52 596 936	68 512 690
Aide financière aux études……	32 531 485	32 449 004
Personnes gardées pour des raisons d'immigration……	1 301 432	3 736 570
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	219	-
Autres.....	880 238 269	579 103 707
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	**39 116 426 860**	**36 633 083 950**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire et aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

En mars 2022, l'Ontario a conclu avec le gouvernement fédéral l'Accord entre le Canada et l'Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada, qui offre un soutien financier de 2021-2022 à 2026-2027 afin de rendre les services de garde d'enfants de haute qualité plus abordables, accessibles et inclusifs pour les familles de l'Ontario.

L'accord bilatéral sur les priorités partagées en santé (« Accord entre le Canada et l'Ontario pour travailler ensemble pour améliorer les soins de santé pour les Canadiens ») soutient les initiatives provinciales en cours visant à améliorer les services de santé en Ontario, dont un meilleur accès aux services de santé familiale, l'augmentation du personnel de santé, l'amélioration des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, et l'élargissement de l'accès aux services de santé numériques. Depuis 2023-2024, cet accord bilatéral finance les services de santé mentale et de toxicomanie qui avaient été prévus dans le cadre des Accords bilatéraux de 2017 sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC), de la Stratégie nationale sur le logement, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux. Ces ententes soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, le logement abordable et les réseaux hydrographiques.

Les transferts directs aux organismes du secteur parapublic (hôpitaux, conseils scolaires, collèges et société d'aide à l'enfance) représentent le financement versé par le gouvernement fédéral à ces organismes pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et à long terme dispensés aux anciens combattants, les soins communautaires bonifiés pour le Nord de l'Ontario, les cours Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) et Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), l'aide à l'emploi et les programmes d'éducation postsecondaire.

Aux termes de l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT), l'Ontario reçoit du financement pour la conception et la prestation des programmes d'emploi et de formation destinés aux participants (au sens de la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi du Canada*) et pour le financement de mesures de soutien destinées à aider les clients à trouver un emploi, à faciliter les partenariats du marché du travail et à soutenir les activités de recherche et d'innovation. L'EDMT est une entente continue. En mars 2026, le Canada et l'Ontario ont finalisé, dans le cadre de l'EDMT, un accord triennal, l'Initiative d'aide aux travailleurs en raison des droits de douane, qui vise à financer des mesures de soutien aux travailleurs des secteurs touchés par les droits de douane.

La péréquation est le programme de transfert du gouvernement du Canada destiné à remédier aux disparités fiscales entre les provinces. Les paiements de péréquation ne sont pas assortis de conditions; les provinces bénéficiaires sont libres de dépenser les fonds en fonction de leurs propres priorités.

L'accord bilatéral « Vieillir dans la dignité » soutient la continuité des services élargis de soins à domicile et en milieu communautaire, ainsi qu'une plus grande stabilité en matière de soins de longue durée et de normes. Depuis 2023-2024, l'accord sur « Vieillir dans la dignité » fournit des fonds pour les services à domicile et en milieu communautaire qui avaient été prévus dans le cadre des Accords bilatéraux de 2017 sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Le Protocole d'entente sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être ») est une entente bilatérale de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières Nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente reconnaît un engagement commun de l'Ontario et du Canada à fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent plus dans des réserves, jusqu'à un an après leur départ de la réserve, des services sociaux admissibles qui sont offerts à la population de la province qui ne vit pas dans des réserves. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour des services dans quatre secteurs de programmes énoncés dans l'entente, et fournis et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail), et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

L'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre finance la formation et le développement des compétences des Ontariennes et des Ontariens, y compris des compétences essentielles lorsque nécessaire, ainsi que les programmes pour les personnes handicapées, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes.

En juin 2017, l'Ontario a signé l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Le plan d'action de l'Ontario visé par l'Accord favorise un engagement partagé par le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral visant à investir dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants afin d'accroître la qualité, l'accessibilité, l'abordabilité, la souplesse et l'inclusivité en priorisant les enfants de 0 à 6 ans. Cet accord, qui a été renouvelé plusieurs fois, a été récemment prolongé jusqu'en 2030-2031.

L'accord sur la Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares, qui couvre la période de 2024-2025 à 2026-2027, est un accord bilatéral entre le gouvernement du Canada et la province de l'Ontario visant à investir dans l'amélioration de l'accès pour les résidents de l'Ontario aux médicaments nouveaux et existants contre les maladies rares, tout en soutenant le diagnostic précoce, le dépistage et de meilleurs cheminements cliniques pour les personnes atteintes d'une maladie rare.

Le financement du programme d'expansion du bilinguisme comprend les contributions du gouvernement fédéral pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Le Partenariat canadien pour une agriculture durable (PCA durable) est un accord quinquennal conclu entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour soutenir les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agricoles de l'Ontario en améliorant son rendement environnemental, l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des émissions de GES. Le PCA durable est entré en vigueur le 1er avril 2023 et a remplacé le Partenariat canadien sur l'agriculture, en vigueur entre 2018-2019 et 2022-2023.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, notamment l'accord sur le Programme national d'alimentation scolaire, l'entente avec les Premières Nations visant le financement de la gestion des situations d'urgence, l'Entente cadre d'intégration des services de santé de la région de Weeneebayko, l'accord entre le Canada et l'Ontario pour la mise en œuvre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente, l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les anciens combattants, l'entente sur le contrôle des armes à feu, l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration et le fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;

b) subventions annuelles en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;

c) intérêts sur le fonds des écoles publiques.

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT D'ORGANISMES DU SECTEUR PARAPUBLIC	**2026 $**	**2025 $**
Hôpitaux……	6 092 302 065	6 524 781 701
Conseils scolaires……..	1 867 170 513	1 784 424 282
Collèges……..	3 920 584 513	6 323 659 557
Sociétés d'aide à l'enfance……	73 430 093	77 065 064
TOTAL – DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT D'ORGANISMES DU SECTEUR PARAPUBLIC……	**11 953 487 185**	**14 709 930 605**

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires, des collèges et des sociétés d'aide à l'enfance (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public, comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

REVENUS D'ENTREPRISES PUBLIQUES	2026 $	2025 $
Ontario Power Generation Inc.	2 369 000 000	2 010 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 368 849 089	2 246 784 000
Régie des alcools de l'Ontario	1 809 096 000	2 170 701 000
Hydro One Limited	644 135 076	571 191 990
Jeux en ligne Ontario	284 318 000	218 692 000
Société ontarienne du cannabis	243 847 000	246 432 000
TOTAL DES REVENUS D'ENTREPRISES PUBLIQUES	**7 719 245 165**	**7 463 800 990**

Les revenus des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) organise et gère des jeux de hasard pour le compte de la province de l'Ontario, notamment les loteries, les jeux dans les établissements, et les jeux en ligne par l'entremise de son site OLG.ca.

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) achète des boissons alcoolisées (bière, vin, spiritueux) pour les revendre par l'entremise de son réseau de magasins de vente au détail d'alcool, et en gros. La LCBO agit à titre de grossiste exclusif pour les épiceries, les dépanneurs, les bars et les restaurants, ainsi que pour les autres titulaires de permis de vente d'alcool et ses comptoirs express. La LCBO fait l'essai des produits vendus et fixe les prix en fonction des prix que lui offrent ses fournisseurs d'alcool.

Les activités principales d'Ontario Power Generation Inc. (OPG) consistent à produire et à vendre de l'électricité. OPG possède et exploite des centrales nucléaires, hydrothermiques, thermiques, solaires et au gaz naturel en Ontario, et vend et achète sur les marchés interconnectés de l'électricité dans d'autres provinces canadiennes, ainsi que dans les régions du nord-est et du centre-ouest des États-Unis.

Les activités principales d'Hydro One Limited sont le transport et la distribution d'électricité aux clients de l'Ontario. Hydro One est le plus grand service de transport et de distribution d'électricité de l'Ontario et a l'obligation d'acheminer l'électricité de façon sécuritaire et fiable à environ 1,5 million de clients dans l'ensemble de l'Ontario. Cette société est réglementée par la Commission de l'énergie de l'Ontario.

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis (SOC), est le vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario et le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

Jeux en ligne Ontario organise et gère les jeux sur Internet et encourage le jeu responsable en Ontario en conformité avec la *Loi de 2024 sur Jeux en ligne Ontario*, le Code criminel (Canada) et la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, ainsi qu'aux règlements pris en application de ces lois. Jeux en ligne Ontario conclut des ententes d'exploitation avec des exploitants privés de jeux qui agissent en tant qu'agents uniquement pour exploiter en son nom des sites Web offrant des jeux en ligne aux joueurs de la province de l'Ontario.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

REVENUS D'INTÉRÊT ET DE PLACEMENTS	2026 $	2025 $
Programme du Trésor…….	794 903 539	1 237 467 295
Organismes du secteur parapublic……..	629 583 802	894 560 606
Autres organismes publics	723 601 969	654 453 958
TOTAL DES REVENUS D'INTÉRÊT ET DE PLACEMENTS……	**2 148 089 310**	**2 786 481 859**

Les revenus d'intérêt et de placements comprennent les intérêts tirés d'instruments financiers et les revenus générés par des placements de portefeuille.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

AUTRES REVENUS	2026 $	2025 $
Ventes et locations……	1 597 160 369	1 629 876 759
Droits, permis et autorisations :		
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 201 123 207	1 232 173 663
Autres droits et permis :		
Loi sur les sûretés mobilières……..	89 150 880	63 041 283
Constitutions en société……..	34 860 852	32 261 065
Greffiers locaux……..	12 136 465	11 889 910
Revenus des jeux……..	3 867 882	3 525 727
Autres……..	1 518 353 387	1 489 861 709
Total des droits, permis et autorisations ……..	2 859 492 672	2 832 753 357
Redevances :		
Redevances sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique……	126 044 889	127 094 811
Redevances - Teranet Polaris……	45 947 045	44 888 557
Droits sur le bois de la Couronne……	39 368 452	42 087 159
Autres redevances……	81 035 394	82 661 100
Total, redevances……	292 395 780	296 731 627
Recouvrement de dépenses des années précédentes……	1 610 066 782	2 079 485 976
Remboursement de dépenses……	1 118 953 626	1 072 954 731
Divers :		
Revenus de la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité……	275 122 769	260 678 300
Amendes et pénalités……	133 323 420	98 921 497
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité……	42 800 000	40 470 000
Autres……..	1 452 681 383	4 738 620 996
Total, divers……..	1 903 927 572	5 138 690 792
TOTAL DES AUTRES REVENUS	**9 381 996 801**	**13 050 493 242**

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Sous la rubrique « Ventes et locations » figurent le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière, de la location des terres de la Couronne et de la vente de biens et de services fournis par des institutions provinciales.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent principalement les droits d'immatriculation des véhicules ainsi que les droits associés à la validation des vignettes, aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation et ceux associés à la validation des vignettes des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule automobile sur une voie publique. Les droits associés aux conducteurs visent principalement l'examen de conduite, le permis de conduire et son renouvellement. Les droits des transporteurs comprennent principalement les droits d'immatriculation des conducteurs de véhicules utilitaires pour l'autorisation de conduire un véhicule utilitaire sur une voie publique.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières utilisées en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus au moment de l'enregistrement ou lorsqu'une recherche est effectuée.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus au moment de l'enregistrement ou lorsqu'une recherche est effectuée.

Les frais relatifs aux jeux perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatif, commercial et des jeux en ligne. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives ou religieuses admissibles.

Depuis le 1er janvier 2001, les titulaires d'un bail pour l'exploitation de ressources hydroélectriques sont tenus d'acquitter une redevance d'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydroélectrique. Il s'agit de l'élément « utilisation d'énergie hydraulique » de la redevance sur le revenu brut (RRB), dont il est fait mention aux pages 1-5.

Redevances – Teranet Polaris – En 2003-2004, la province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet. En 2010-2011, elle a négocié la prolongation de l'entente initiale prise avec Teranet, ce qui a prolongé de 50 ans la période visée à l'origine par cette entente. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue de Teranet en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de l'exercice 2011-2012 à l'exercice 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1er avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements, établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet, sont effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2025-2026, la province a déclaré un total de 45,9 millions de dollars (44,9 millions de dollars en 2024-2025) en revenus tirés de redevances de Teranet.

La province a monétisé les données du Registre des entreprises de l'Ontario (REO) en délivrant des licences à huit fournisseurs de services autorisés. Par l'entremise de contrats conclus entre la province et chaque fournisseur de services autorisé, la province accorde une licence limitée, non exclusive, incessible et non transférable pour accéder au REO par le biais d'une interface de programmation d'applications (API) et utiliser les informations et les données gouvernementales sous licence qu'il contient pour la fourniture et la livraison de produits et services gouvernementaux à ses fournisseurs de services. En contrepartie, les fournisseurs de services autorisés sont tenus de verser à la province une redevance de 5 % sur tous les revenus générés par la vente des produits à valeur ajoutée (PVA) qu'ils ont mis au point.

DÉTAILS DES REVENUS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

La redevance « droits sur le bois de la Couronne » est une redevance forestière versée pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne en vertu de lettres patentes. Cette redevance est habituellement calculée au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, est établi comme prix minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2025-2026 étaient de 5,91 $, 0,77 $ ou 0,00 $ (bioproduits seulement) le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,77 $ le mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 $ et 6,14 $ le mètre cube, selon les différents groupes d'essences et les secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2025-2026, les droits à l'IRF étaient de 2,50 $ ou de 0,77 $, selon les groupes d'essences et l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 $[1]. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « amendes et pénalités » présente les sommes perçues pour les infractions aux lois, aux règlements et aux règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement, auprès des consommateurs d'électricité, du coût lié aux accords d'approvisionnement en électricité gérés par la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

Les contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants en Ontario étaient à l'origine conclus avec l'ancienne société Ontario Hydro. Après la restructuration d'Ontario Hydro le 1er avril 1999, la SFIEO est devenue la société de contrepartie à ces contrats.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité* en tant que société indépendante sans but lucratif sans capital-actions. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. La SIERE est chargée d'assurer l'exploitation et la fiabilité du réseau d'électricité de la province, d'équilibrer l'offre et la demande sur le marché de gros et de réguler l'acheminement de l'électricité dans tout le réseau de transport. Ses revenus proviennent principalement des droits approuvés par la CEO perçus pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau contrôlé par la SIERE.

[1] La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel les droits à l'IRF sont perçus au taux de 0,59 $/m3 tout au long de l'exercice.

DÉTAILS DES REVENUS – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	2026	2025
TOTAL DES REVENUS	**223 330 214 286 $**	**224 945 001 889 $**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Impôts et taxes	Gouvernement du Canada	Revenus tirés des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	54 161 903	-	190 299	290 709	3 467
Bureau de l'Assemblée	-	-	-	-	-	72 252
Procureur général	-	109 928 766	209 000 000	87 410 517	176 784 060	125 483
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	615	1 784	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	591 630 300	-	32 539 235	1 590 277	111
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	50	-
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	112 746 037	-	696 568	2 518 536	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	1 510 261	71 727
Éducation	-	4 423 124 321	-	-	3 602 312	-
Protection civile et intervention d'urgence	-	215 218 485	-	1 145 158	-	-
Énergie et Mines	2 349 597	41 526 813	390 944 146	-	7 445 665	12 413 173
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	12 056 914	-	643 835	328 179 617	5 187
Finances	152 973 620 847	28 746 288 850	2 305 000 000	144 265 081	59 448 580	-
Affaires francophones	-	4 840 164	-	-	-	-
Santé	-	1 574 594 442	-	35 433 149	9 267 147	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	8 205	-
Infrastructure	-	120 969 823	-	141 283	33 376	107 014 660
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	884 463 783	-	264 500 509	24 049 153	667
Soins de longue durée	-	239 981 256	-	-	118 085	-
Affaires municipales et Logement	-	552 006 576	-	3 911 718	2 346 276	-
Richesses naturelles	-	22 270 766	-	11 118 227	10 901 689	13 985 043
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	-	250 000	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	-	-	-	8 401 816	204 774 454	9 133 275
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	335	-
Solliciteur général	-	60 264 267	-	474 869 348	17 461 158	3 505 296
Sport	-	1 128 228	-	-	83 300	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	163 500	2 448 960 243	-	194,783	1 670 584
Transports	382 044 817	375 720 676	-	-	1 255 895 502	12 607 098
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	122 388	30	-
Total avant la consolidation	153 358 015 261	38 143 085 871	5 353 904 389	1 065 389 747	2 106 755 344	160 608 022
Redressements de consolidation et autres	(347 046 296)	973 340 989	2 365 340 776	53 563 879	752 737 328	1 436 552 347
Selon les états financiers consolidés	**153 010 968 965**	**39 116 426 860**	**7 719 245 165**	**1 118 953 626**	**2 859 492 672**	**1 597 160 369**

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2026

Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Revenus d'intérêt et de placements	Total avant la consolidation	Redressements de consolidation, de reclassification et autres	**Résultats après la consolidation**	Ministère
$	$	$	$	$	$	**$**	
-	16 965 154	4 993 535	-	76 605 066	339 414 530	**416 019 596**	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	438 467	1 286 323	-	1 797 042	-	**1 797 042**	Bureau de l'Assemblée
-	6 087 748	277 152 519	-	866 489 093	507 154 652	**1 373 643 745**	Procureur général
-	-	9	-	2 408	-	**2 408**	Bureau du Conseil des ministres
-	-	1 793 148	-	1 793 148	-	**1 793 148**	Bureau du directeur général des élections
-	99 001 378	10 319 768	-	735 081 069	100 144 926	**835 225 996**	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 659 550	75 027	-	1 734 627	5 631 771	**7 366 398**	Affaires civiques et Multiculturalisme
-	179 324 662	152 694 833	-	447 980 635	4 141 845 129	**4 589 825 765**	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
189 946	35 606 685	12 330 855	-	49 709 473	31 420 183	**81 129 657**	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	63 435 557	1 943 268	-	4 492 105 458	1 999 407 004	**6 491 512 462**	Éducation
-	751 368	334 829	-	217 449 840	-	**217 449 840**	Protection civile et intervention d'urgence
4 240 627	5 422 038	13 824 908	-	478 166 967	3 010 592 154	**3 488 759 122**	Énergie et Mines
-	7 635 317	5 298 004	-	353 818 873	505 703 338	**859 522 211**	Environnement, Protection de la nature et Parcs
45 947 045	83 847 481	40 208 441	794 903 539	185 193 529 864	214 687 054	**185 408 216 918**	Finances
-	74 626	-	-	4 914 790	-	**4 914 790**	Affaires francophones
-	1 098 185 191	3 197 128	-	2 720 677 057	6 928 704 154	**9 649 381 211**	Santé
-	6 448 745	1	-	6 456 951	-	**6 456 951**	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
-	58 494 903	63 854 830	-	350 508 875	232 055 093	**582 563 968**	Infrastructure
-	58 704 411	5 933 139	-	1 237 651 662	40 914 047	**1 278 565 710**	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	187 366 849	699 221	-	428 165 411	(158 913 652)	**269 251 759**	Soins de longue durée
-	9 681 636	22 674	-	567 968 881	-	**567 968 881**	Affaires municipales et Logement
170 196 515	73 515 969	18 154 903	-	320 143 111	159 693 037	**479 836 148**	Richesses naturelles
-	224 919	1 367 157	-	1 842 076	6 242 100	**8 084 176**	Développement et croissance économique du Nord
-	15 325	157 985	-	173 310	-	**173 310**	Ombudsman Ontario
109 648	7 556 605	2 527 578	-	232 503 377	19 082 824	**251 586 201**	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
-	816 139	21 418	-	837 892	-	**837 892**	Services aux aînés et Accessibilité
-	37 924 197	601 148	-	594 625 415	5 484 637	**600 110 052**	Solliciteur général
-	291 432	1 000	-	1 503 960	-	**1 503 960**	Sport
-	8 228 941	12 784	-	2 459 230 835	328 610 661	**2 787 841 496**	Tourisme, Culture et Jeux
-	54 367 322	54 510 222	-	2 135 145 637	932 023 873	**3 067 169 510**	Transports
-	1 581 150	398	-	1 703 965	-	**1 703 965**	Secrétariat du Conseil du Trésor
220 683 780	2 103 653 764	673 317 052	794 903 539	203 980 316 770			Total avant la consolidation
71 712 000	(493 586 982)	13 184 097 706	1 353 185 770		19 349 897 518		Redressements de consolidation et autres
292 395 780	**1 610 066 782**	**13 857 414 759**	**2 148 089 310**			**223 330 214 287**	**Selon les états financiers consolidés**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	94 944 123	15 593 276	2 563 331	28 984 329	1 257 178
Bureau de l'Assemblée	140 887 233	34 993 109	6 310 747	52 389 703	14 232 254
Procureur général	1 139 766 324	153 923 933	27 279 185	457 157 341	9 718 150
Bureau de la vérificatrice générale	18 131 895	4 599 861	203 172	6 684 052	1 235 828
Bureau du Conseil des ministres	60 165 101	7 932 854	689 125	7 431 129	842 505
Bureau du directeur général des élections	20 211 708	4 534 247	11 334	954 831	3 713
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	504 866 604	99 411 110	15 495 416	167 169 614	10 662 780
Affaires civiques et Multiculturalisme	22 699 728	3 197 432	271 018	8 639 670	64 077
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	44 298 108	6 677 693	985 116	23 264 869	91 950
Développement économique, Création d'emplois	60 268 719	8 773 272	1 846 560	58 784 189	689 768
Éducation	154 911 528	24 286 507	1 990 027	65 568 876	3 886 809
Protection civile et intervention d'urgence	23 408 858	3 199 232	932 855	234 245 831	1 376 203
Énergie et Mines	64 895 133	10 025 864	1 629 656	153 243 643	1 693 639
Environnement, Protection de la nature et Parcs	203 234 521	32 524 650	2 454 848	206 375 630	8 690 428
Finances	131 299 045	20 318 026	3 924 122	226 401 964	2 159 256
Affaires francophones	3 243 681	474 481	92 932	5 596 892	15 378
Santé	297 615 584	53 573 557	8 632 002	186 105 144	1 742 473
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	21 477 009	2 974 747	617 150	17 009 005	293 156
Infrastructure	51 632 403	7 243 370	155 400	704 871 531	1 831 161
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	266 006 369	43 312 107	3 863 468	83 549 078	2 755 862
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 920 208	207 552	24 526	301 017	42 902
Soins de longue durée	80 659 033	13 331 617	2 734 109	18 345 220	144 441
Affaires municipales et Logement	54 202 082	8 335 256	507 281	15 265 608	145 278
Richesses naturelles	278 472 556	47 427 081	13 366 964	390 809 735	43 204 734
Développement et croissance économique du Nord	14 813 906	2 212 604	501 545	28 237 832	146 153
Ombudsman Ontario	20 318 826	4 870 583	591 352	5 089 008	827 670
Bureau du premier ministre	1 997 927	86 232	37 883	268 731	41 038
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	615 280 936	94 898 245	26 295 027	610 566 041	22 505 020
Affaires rurales	4 630 027	669 077	122 914	1 147 424	43 584
Services aux aînés et Accessibilité	17 807 422	2 443 270	132 013	3 861 521	52 952
Solliciteur général	2 543 666 332	480 192 325	124 797 436	671 919 665	290 858 584
Sport	8 310 337	1 259 300	504 104	2 482 070	278 441
Tourisme, Culture et Jeux	43 803 866	6 684 971	611 732	17 370 471	2 072 034
Transports	267 795 689	24 122 554	18 002 364	976 866 268	33 630 280
Secrétariat du Conseil du Trésor	216 310 794	1 929 298 487	1 001 553	52 168 002	746 098
	7 493 953 615	3 153 608 480	269 178 266	5 489 125 932	457 981 776
Reclassification des charges	270 852 776	34 559 009	24 722 648	(341 071 372)	10 936 938
Total avant la consolidation	7 764 806 392	3 188 167 488	293 900 915	5 148 054 560	468 918 714
Redressements de consolidation et autres	54 323 697 066	13 227 405 756	508 943 495	13 775 573 395	12 360 959 449
Selon les états financiers consolidés	**62 088 503 457**	**16 415 573 245**	**802 844 409**	**18 923 627 956**	**12 829 878 163**

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.
**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ministère de l'Éducation, ministère du Solliciteur général et Secrétariat du Conseil du Trésor) et Architecture organisationnelle en matière d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE*

le 31 mars 2026

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation	Redressements de consolidation, de reclassification et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
660 949 562	115 662	804 407 463	293 521 876	**1 097 929 339**	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
633 676	-	249 446 722	(19 157 547)	**230 289 174**	Bureau de l'Assemblée
477 620 956	376 296 417	2 641 762 306	(8 767 171)	**2 632 995 134**	Procureur général
25 375	-	30 880 182	(415 424)	**30 464 758**	Bureau de la vérificatrice générale
-	-	77 060 713	(1 156 296)	**75 904 417**	Bureau du Conseil des ministres
-	56 263 089	81 978 922	(2 566 261)	**79 412 661**	Bureau du directeur général des élections
20 497 462 255	290 146 935	21 585 214 713	(198 568 594)	**21 386 646 119**	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
44 090 971	-	78 962 896	11 101 942	**90 064 838**	Affaires civiques et Multiculturalisme
9 438 232 984	55 670 339	9 569 221 059	4 368 366 726	**13 937 587 785**	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
1 748 754 147	46 692 938	1 925 809 594	2 187 191	**1 927 996 785**	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
41 861 700 536	10 123 977	42 122 468 260	188 333 874	**42 310 802 134**	Éducation
11 567 179	1 013 667	275 743 824	(447 962)	**275 295 862**	Protection civile et intervention d'urgence
7 454 006 174	652 297	7 686 146 406	312 203 345	**7 998 349 752**	Énergie et Mines
122 284 333	13 422 809	588 987 219	447 156 653	**1 036 143 872**	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 289 164 382	15 656 984 588	17 330 251 383	205 223 661	**17 535 475 044**	Finances
4 921 734	-	14 345 097	(134 449)	**14 210 648**	Affaires francophones
82 879 969 799	2 456 134	83 430 094 694	10 453 281 966	**93 883 376 660**	Santé
116 266 205	-	158 637 272	(1 487 003)	**157 150 269**	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 518 083 145	19 248 680	2 303 065 691	1 031 248 098	**3 334 313 788**	Infrastructure
1 561 058 390	8 844 702	1 969 389 976	(330 254 121)	**1 639 135 856**	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	2 652 004	(36 084)	**2 615 920**	Bureau du lieutenant-gouverneur
8 740 805 164	-	8 856 019 584	(5 241 908 630)	**3 614 110 954**	Soins de longue durée
1 807 127 132	904 132	1 886 486 769	(3 032 132)	**1 883 454 637**	Affaires municipales et Logement
99 474 068	60 431 550	933 186 688	120 572 276	**1 053 758 964**	Richesses naturelles
351 281 099	484 063 818	881 256 956	2 540 768	**883 797 724**	Développement et croissance économique du Nord
-	-	31 697 439	(2 207 846)	**29 489 592**	Ombudsman Ontario
-	-	2 431 811	(210 583)	**2 221 228**	Bureau du premier ministre
235 759 952	62 012 574	1 667 317 795	(49 046 926)	**1 618 270 869**	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
3 407 359	-	10 020 384	(78 796)	**9 941 589**	Affaires rurales
137 062 886	162 870	161 522 934	(336 055)	**161 186 879**	Services aux aînés et Accessibilité
681 342 203	223 377 615	5 016 154 161	(425 864 108)	**4 590 290 054**	Solliciteur général
153 762 146	-	166 596 399	(155 292)	**166 441 107**	Sport
1 497 717 363	6 490	1 568 266 927	364 533 130	**1 932 800 057**	Tourisme, Culture et Jeux
12 895 670 548	1 515 819 295	15 731 906 998	(7 294 882 564)	**8 437 024 434**	Transports
1 000 000	11 405 321	2 211 930 255	65 500 629	**2 277 430 885**	Secrétariat du Conseil du Trésor
196 291 201 725	18 896 271 700	232 051 321 495	4 285 058 292	**236 336 379 787**	
-	-	-	-		Reclassification des charges
196 291 201 725	18 896 271 700	232 051 321 495	-	**-**	Total avant la consolidation
(99 457 370 747)	9 545 849 879		4 285 058 292		Redressements de consolidation et autres
96 833 830 978	**28 442 121 579**		**-**	**236 336 379 787**	**Selon les états financiers consolidés**

[1] Les charges totales désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2025-2026 a été publié.

[2] Les chiffres réels des ministères pour 2025-2026 ont été rajustés de façon à comptabiliser l'augmentation du passif ou des passifs éventuels. Les ministères n'ont pas pu imputer ces montants à un crédit pour l'exercice 2025-2026, mais demanderont le crédit nécessaire pour l'exercice 2026-2027.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	94 944 123	15 593 276	2 563 331	28 984 329	1 257 178
Bureau de l'Assemblée	140 887 233	34 993 109	6 310 747	52 389 703	14 232 254
Procureur général	1 139 766 324	153 923 933	27 279 185	457 157 341	9 718 150
Bureau de la vérificatrice générale	18 131 895	4 599 861	203 172	6 684 052	1 235 828
Bureau du Conseil des ministres	60 165 101	7 932 854	689 125	7 431 129	842 505
Bureau du directeur général des élections	20 211 708	4 534 247	11 334	954 831	3 713
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	504 866 604	99 411 110	15 495 416	167 169 614	10 662 780
Affaires civiques et Multiculturalisme	22 699 728	3 197 432	271 018	8 639 670	64 077
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	44 298 108	6 677 693	985 116	23 264 869	91 950
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	60 268 719	8 773 272	1 846 560	58 784 189	689 768
Éducation	154 911 528	24 286 507	1 990 027	65 568 876	3 886 809
Protection civile et intervention d'urgence	23 408 858	3 199 232	932 855	234 245 831	1 376 203
Énergie et Mines	64 895 133	10 025 864	1 629 656	73 924 462	1 691 343
Environnement, Protection de la nature et Parcs	203 234 521	32 524 650	2 300 485	93 926 923	6 785 641
Finances	131 299 045	20 318 026	3 924 122	226 401 964	2 159 256
Affaires francophones	3 243 681	474 481	92 932	5 596 892	15 378
Santé	297 615 584	53 573 557	8 632 002	186 105 144	1 742 473
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	21 477 009	2 974 747	617 150	17 009 005	293 156
Infrastructure	51 632 403	7 243 370	148 620	395 670 212	1 484 757
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	266 006 369	43 312 107	3 863 468	83 549 078	2 755 862
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 920 208	207 552	24 526	301 017	42 902
Soins de longue durée	80 659 033	13 331 617	2 734 109	18 345 220	144 441
Affaires municipales et Logement	54 202 082	8 335 256	507 281	15 265 608	145 278
Richesses naturelles	278 472 556	47 427 081	13 284 604	322 623 733	36 531 030
Développement et croissance économique du Nord	14 813 906	2 212 604	501 545	1 625 601	146 153
Ombudsman Ontario	20 318 826	4 870 583	591 352	5 089 008	827 670
Bureau du premier ministre	1 997 927	86 232	37 883	268 731	41 038
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	615 280 936	94 898 245	26 295 027	605 283 062	22 505 020
Affaires rurales	4 630 027	669,077	122 914	1 147 424	43 584
Services aux aînés et Accessibilité	17 807 422	2 443 270	132 013	3 861 521	52 952
Solliciteur général	2 543 666 332	480 192 325	124 797 436	635 634 373	290 198 484
Sport	8 310 337	1 259 300	504 104	2 482 070	278 441
Tourisme, Culture et Jeux	43 803 866	6 684 971	611 732	11 124 937	1 707 923
Transports	250 340 667	41 577 576	17 903 472	968 050 874	32 418 290
Secrétariat du Conseil du Trésor	216 310 794	1 929 298 487	1 001 553	52 168 002	746 098
	7 476 498 594	3 171 063 502	268 835 873	4 836 729 292	446 818 382
Reclassification des charges	270 852 776	34 559 009	24 722 648	(341 071 372)	10 936 938
Total avant la consolidation	7 747 351 370	3 205 622 510	293 558 521	4 495 657 921	457 755 320
Redressements de consolidation et autres	54 323 697 066	13 227 405 756	508 943 495	14 045 987 898	12 360 959 449
Selon les états financiers consolidés	**62 071 048 436**	**16 433 028 267**	**802 502 016**	**18 541 645 818**	**12 818 714 769**

*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ministère de l'Éducation, ministère du Solliciteur général et Secrétariat du Conseil du Trésor) et Architecture organisationnelle en matière d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2026

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation [1]	Redressements de consolidation, de reclassification et autres[2]	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
636 917 540	115 662	780 375 440	303 836 000	**1 084 211 440**	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
633 676	-	249 446 722	(19 157 547)	**230 289 174**	Bureau de l'Assemblée
477 620 956	277 869 041	2 543 334 929	(11 360 996)	**2 531 973 933**	Procureur général
25 375	-	30 880 182	(415 424)	**30 464 758**	Bureau de la vérificatrice générale
-	-	77 060 713	(1 156 296)	**75 904 417**	Bureau du Conseil des ministres
-	56 263 089	81 978 922	(2 566 261)	**79 412 661**	Bureau du directeur général des élections
20 340 099 033	272 139 370	21 409 843 927	(120 994 222)	**21 288 849 705**	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
44 090 971	-	78 962 896	10 875 942	**89 838 838**	Affaires civiques et Multiculturalisme
8 997 003 017	54 845 626	9 127 166 379	4 110 554 731	**13 237 721 110**	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
1 748 754 147	46 692 938	1 925 809 594	2 187 191	**1 927 996 785**	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
39 164 479 774	-	39 415 123 521	712 229 676	**40 127 353 198**	Éducation
7 713 895	-	270 876 874	(447 962)	**270 428 912**	Protection civile et intervention d'urgence
7 078 925 894	5 580	7 231 097 933	274 696 159	**7 505 794 092**	Énergie et Mines
57 955 236	673 000	397 400 456	441 770 800	**839 171 256**	Environnement, Protection de la nature et Parcs
1 289 164 382	15 656 984 588	17 330 251 383	188 341 967	**17 518 593 350**	Finances
4 921 734	-	14 345 097	(134 449)	**14 210 648**	Affaires francophones
79 736 484 918	379 437	80 284 533 116	11 062 966 608	**91 347 499 724**	Santé
91 225 971	-	133 597 038	(1 487 003)	**132 110 035**	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
29 122 682	8 490 599	493 792 644	862 795 018	**1 356 587 662**	Infrastructure
1 491 024 119	2 136 373	1 892 647 376	(309 402 239)	**1 583 245 136**	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
-	155 800	2 652 004	(36 084)	**2 615 920**	Bureau du lieutenant-gouverneur
8 737 805 164	-	8 853 019 584	(5 238 908 630)	**3 614 110 954**	Soins de longue durée
1 290 577 611	299 733	1 369 332 849	(3 032 132)	**1 366 300 717**	Affaires municipales et Logement
94 518 232	5 332 471	798 189 707	123 533 535	**921 723 242**	Richesses naturelles
269 746 054	60 057 136	349 102 998	(17 155 105)	**331 947 893**	Développement et croissance économique du Nord
-	-	31 697 439	(2 207 846)	**29 489 592**	Ombudsman Ontario
-	-	2 431 811	(210 583)	**2 221 228**	Bureau du premier ministre
235 759 952	18 165 380	1 618 187 621	(39 909 308)	**1 578 278 313**	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
3 407 359	-	10 020 384	(78 796)	**9 941 589**	Affaires rurales
137 062 886	162 870	161 522 934	(336 055)	**161 186 879**	Services aux aînés et Accessibilité
641 735 581	64 462 665	4 780 687 195	(289 763 251)	**4 490 923 945**	Solliciteur général
74 614 153	-	87 448 405	(155 292)	**87 293 114**	Sport
1 456 014 020	6 490	1 519 953 939	343 087 689	**1 863 041 627**	Tourisme, Culture et Jeux
2 062 746 843	26 460 615	3 399 498 337	1 390 235 102	**4 789 733 439**	Transports
1 000 000	10 037 954	2 210 562 887	65 500 629	**2 276 063 517**	Secrétariat du Conseil du Trésor
176 201 151 176	16 561 736 418	208 962 833 236	13 833 695 567	**222 796 528 803**	
-	-	-	-		Reclassification des charges
176 201 151 176	16 561 736 418	208 962 833 236	-	**-**	Total avant la consolidation
(83 488 178 015)	2 854 879 918		13 833 695 567		Redressements de consolidation et autres
92 712 973 161	**19 416 616 337**		**-**	**222 796 528 803**	**Selon les états financiers consolidés**

[1] Les charges du FRC tiennent compte de l'affectation des crédits selon la structure des ministères qui était en place au moment où le budget des dépenses pour 2025-2026 a été publié.

[2] Les chiffres réels des ministères pour 2025-2026 ont été rajustés de façon à comptabiliser l'augmentation du passif ou des passifs éventuels. Les ministères n'ont pas pu imputer ces montants à un crédit pour l'exercice 2025-2026, mais demanderont le crédit nécessaire pour l'exercice 2026-2027.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE

Pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	-	-	-	-	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Multiculturalisme	-	-	-	-	-
Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Protection civile et intervention d'urgence	-	-	-	-	-
Énergie et Mines	-	-	-	79 319 181	2 296
Environnement, Protection de la nature et Parcs	-	-	154 362	112 448 707	1 904 788
Finances	-	-	-	-	-
Santé	-	-	-	-	-
Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	6 780	309 201 319	346 404
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	-	-	-	-	-
Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	82 359	68 186 002	6 673 705
Développement et croissance économique du Nord	-	-	-	26 612 231	-
Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement	-	-	-	5 282 979	-
Solliciteur général	-	-	-	36 285 293	660 101
Sport	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Jeux	-	-	-	6 245 534	364 112
Transports	17 455 022	(17 455 022)	98 892	8 815 394	1 211 990
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	17 455 022	(17 455 022)	342 393	652 396 640	11 163 394
Redressements de consolidation et autres	-	-	-	(270 414 502)	-
Selon les états financiers consolidés	**17 455 022**	**(17 455 022)**	**342 393**	**381 982 137**	**11 163 394**

On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par catégorie de dépenses est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.
Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES – IMMOBILISATIONS *

le 31 mars 2026

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation	Redressements de consolidation, de reclassification et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	**$**	
24 032 022	-	24 032 022	(10 314 124)	**13 717 899**	Agriculture, Alimentation et Agroentreprise
-	98 427 377	98 427 377	2 593 825	**101 021 201**	Procureur général
157 363 222	18 007 565	175 370 786	(77 574 372)	**97 796 414**	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	-	226 000	**226 000**	Affaires civiques et Multiculturalisme
441 229 967	824 713	442 054 680	257 811 995	**699 866 675**	Collèges, Universités, Excellence en recherche et Sécurité
2 697 220 762	10 123 977	2 707 344 738	(523 895 803)	**2 183 448 936**	Éducation
3 853 283	1 013 667	4 866 950	-	**4 866 950**	Protection civile et intervention d'urgence
375 080 280	646 716	455 048 474	37 507 186	**492 555 660**	Énergie et Mines
64 329 097	12 749 809	191 586 763	5 385 853	**196 972 616**	Environnement, Protection de la nature et Parcs
-	-	-	16 881 694	**16 881 694**	Finances
3 143 484 881	2 076 697	3 145 561 578	(609 684 642)	**2 535 876 936**	Santé
25 040 234	-	25 040 234	-	**25 040 234**	Affaires autochtones et Réconciliation économique avec les Premières Nations
1 488 960 463	10 758 081	1 809 273 047	168 453 079	**1 977 726 126**	Infrastructure
70 034 271	6 708 329	76 742 600	(20 851 881)	**55 890 719**	Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences
3 000 000	-	3 000 000	(3 000 000)	**-**	Soins de longue durée
516 549 522	604,398	517 153 920	-	**517 153 920**	Affaires municipales et Logement
4 955 836	55 099 079	134 996 980	(2 961 259)	**132 035 721**	Richesses naturelles
81 535 045	424 006 682	532 153 958	19 695 873	**551 849 831**	Développement et croissance économique du Nord
-	43 847 195	49 130 174	(9 137 618)	**39 992 556**	Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement
39 606 623	158 914 950	235 466 966	(136 100 857)	**99 366 109**	Solliciteur général
79 147 993	-	79 147 993	-	**79 147 993**	Sport
41 703 343	-	48 312 989	21 445 442	**69 758 430**	Tourisme, Culture et Jeux
10 832 923 705	1 489 358 680	12 332 408 662	(8 685 117 667)	**3 647 290 995**	Transports
-	1 367 368	1 367 368	-	**1 367 368**	Secrétariat du Conseil du Trésor
20 090 050 550	2 334 535 282	23 088 488 259	-	**-**	Total avant la consolidation
(15 969 192 733)	6 690 969 960		(9 548 637 275)		Redressements de consolidation et autres
4 120 857 817	**9 025 505 243**		**-**	**13 539 850 984**	**Selon les états financiers consolidés**

[1] Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2025-2026 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Au 31 mars 2026

Pour l'exercice clos le 31 mars	**2026**	**2025**
Fonds ontarien d'initiative		
Contributions des Ontariens[1]	217 339 $	116 693 $
	217 339 $	**116 693 $**

[1] Représente les paiements versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit ou de la dette.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-5
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-6
ÉTAT DES RECETTES	2-7

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
961 143 124	Programme des affaires autochtones	146 750 614	133 597 037
961 143 124	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**146 750 614**	**133 597 037**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
6 130 523	Programme des affaires autochtones	26 481 700	25 040 234
6 130 523	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**26 481 700**	**25 040 234**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DES AFFAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**AUTOCHTONES**	
1	116 820 900	(4 080 400)	112 740 500	Affaires autochtones.....	100 949 029
2	102 000	12 844 200	12 946 200	Revendications territoriales et initiative sur l'autonomie gouvernementale.....	12 867 945
4	15 886 000	2 692 900	18 578 900	Administration du ministère.....	16 463 988
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	70 725
L	16 173	0	16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	0
L	2 420 000	0	2 420 000	Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure - Fiduciaire, *Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon*.....	3 245 350
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	135 293 914	**11 456 700**	**146 750 614**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....**	**133 597 037**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DES AFFAIRES**	
CHARGES D'IMMOBILISATI(				**AUTOCHTONES**	
3	9 538 500	16 943 200	26 481 700	Programme d'immobilisations, Affaires autochtones.....	25 040 234
	9 538 500	**16 943 200**	**26 481 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....**	**25 040 234**

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations (AAREPN) est de diriger les politiques stratégiques autochtones pour l'Ontario par la coordination d'initiatives intergouvernementales qui améliorent les résultats pour les peuples autochtones, de mener les négociations provinciales relativement aux revendications territoriales autochtones et de soutenir le développement économique et communautaire des partenaires autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES - CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 4)		
Traitements et salaires		5 938 795
Avantages sociaux		826 691
Transports et communications		344 423
Services		9 280 546
Fournitures et matériel		73 533
		16 463 988
Affaires autochtones (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 467 489
Avantages sociaux		2 148 055
Transports et communications		272 728
Services		7 708 459
Fournitures et matériel		219 622
Paiements de transfert		
Règlement des revendications territoriales	124 512	
Fonds pour le renforcement des capacités et la croissance	2 689 932	
Fonds de développement économique pour les Autochtones	10 681 495	
Initiatives de partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	3 546 837	
Fonds pour la participation	8 298 645	
Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnats indiens	19 096 194	
Fonds de soutien aux collectivités pour les négociations	13 674 635	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	2 860 426	
Fonds pour les nouvelles relations	14 160 000	
		75 132 676
		100 949 029
Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Services		20 000
Paiements de transfert		
Règlement des revendications territoriales	12 847 945	
		12 847 945
		12 867 945
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		70 725
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		0
Paiements de transfert		
Fonds d'aide en cas d''incapacité due à la pollution au mercure - Fiduciaire, *Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon*		3 245 350
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		3 316 075
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES		**133 597 037**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programme d'immobilisations, Affaires autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Projets d'immobilisations dans le cadre des partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	18 609 504	
Programme de subventions pour l'infrastructure des communautés autochtones	6 430 730	
		25 040 234
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES		**25 040 234**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
croissance	200101	Oui	Oui	2 689 932
Initiatives de partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	200101	Oui	Oui	3 546 837
Fonds de développement économique pour les Autochtones	200101	Oui	Oui	10 681 495
Règlement des revendications territoriales	200101	Non	Non	124 512
	200102	Non	Non	12 847 945
Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure – Fiduciaire, *Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English- Wabigoon*	200117	Non	Non	3 245 350
Fonds pour les nouvelles relations	200101	Oui	Oui	14 160 000
Fonds pour la participation	200101	Oui	Oui	8 298 645
politiques	200101	Oui	Oui	2 860 426
Fonds de soutien aux collectivités pour les négociations	200101	Oui	Oui	13 674 635
Soutien relatif aux lieux de sépulture des pensionnats indiens	200101	Oui	Oui	19 096 194
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme de subventions pour l'infrastructure de	200103	Oui	Oui	6 430 730
Projets d'immobilisations dans le cadre des partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	200103	Oui	Oui	18 609 504
TOTAL				**116 266 205**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DE LA RÉCONCILIATION ÉCONOMIQUE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Demande d'accès à l'information	8 205	6 903
	8 205	6 903
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6 448 745	6 069 682
DIVERS	1	320
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**6 456 951**	**6 076 905**

MINISTRY OF CITIZENSHIP AND MULTICULTURALISM

EXERCICE , 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-10
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME	2-13
AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-12
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-18
ÉTAT DES RECETTES	2-19

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
6 877 829	Administration du ministère	11 730 287	11 426 474
26 690 338	Direction générale de l'action contre le racisme	47 340 900	47 176 372
41 630 197	Affaires civiques, inclusion et patrim	20 839 400	20 360 051
75 198 364	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**79 910 587**	**78 962 897**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Affaires civiques, inclusion et patrimoine	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**1 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Affaires civiques, inclusion et patrimoine	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	8 451 800	3 197 300	11 649 100	Administration du ministère.....	11 336 429
S	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur Conseil exécutif.....	67 088
S	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	22 957
S	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	8 532 987	**3 197 300**	**11 730 287**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**11 426 474**

Description du programme

Le programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit une gamme complète de services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, comme les communications, la planification opérationnelle et financière, les ressources humaines, ainsi que les politiques ministérielles et la coordination.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4601

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 1)		
Traitements et salaires		7 959 056
Avantages sociaux		1 068 503
Transports et communications		110 931
Services		2 158 910
Fournitures et matériel		39 029
		11 336 429
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 033 778	
Avantages sociaux	241 188	
Transports et communications	54 128	
Services	116 004	
Fournitures et matériel	14 012	
		2 459 110
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 215 389	
Avantages sociaux	570 862	
Transports et communications	46 033	
Services	881 795	
Fournitures et matériel	18 068	
		5 732 147
Services de communications		
Traitements et salaires	1 709 889	
Avantages sociaux	256 453	
Transports et communications	10 770	
Services	1 161 111	
Fournitures et matériel	6 949	
		3 145 172

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	67 088
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	22 957
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	90 045
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈR	**11 426 474**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits approuvés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4602				**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME (DGAR)**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	49 565 300	(2 224 400)	47 340 900	DGAR.....	47 176 372
	49 565 300	**(2 224 400)**	**47 340 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DGAR.....**	**47 176 372**

Description du programme

La Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) dirige tous les efforts gouvernementaux de lutte contre la haine et le racisme. Elle s'emploie à éliminer le racisme systémique dans les politiques, les décisions, les programmes et les services du gouvernement et à faire progresser l'équité raciale en Ontario pour les populations autochtones, noires et racisées ainsi que pour les communautés touchées par l'antisémitisme et l'islamophobie. La DGAR est déterminée à soutenir un gouvernement de l'Ontario plus inclusif et plus sensible aux besoins, afin de veiller à ce que toute la population soit servie équitablement, dans le cadre d'un plan reposant sur des données probantes et la recherche. Étant responsable du Plan stratégique de l'Ontario contre le racisme, la DGAR exécute des initiatives axées sur la lutte contre le racisme et la haine et supervise la collecte de données sur la race par les services de police municipaux, les sociétés d'aide à l'enfance, les conseils scolaires de l'Ontario et les ministères et organismes gouvernementaux.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 4602

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de l'action contre le racisme (DGAR) (poste 1)		
Traitements et salaires		5 624 967
Avantages sociaux		798 937
Transports et communications		26 586
Services		3 226 673
Fournitures et matériel		4 420
Paiements de transfert		
Plan d'action pour la jeunesse	20 499 478	
Initiatives contre le racisme	16 995 311	
		37 494 789
		47 176 372
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LA DGAR		**47 176 372**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4603				**AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	19 478 500	1 360 900	20 839 400	Affaires civiques, inclusion et patrimoine	20 360 051
	19 478 500	**1 360 900**	**20 839 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....**	**20 360 051**
BIENS IMMOBILISÉS					
5	1 000	0	1 000	Affaires civiques, inclusion et patrimoine	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000	0	1 000	Affaires civiques, inclusion et patrimoine	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – AFFAIRES CIVIQUES ET INCLUSION.....**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les programmes de distinctions et de prix de la Division des affaires civiques, de l'inclusion et du patrimoine, offerts par le Secrétariat ontarien des distinctions et des prix, célèbrent et reconnaissent les réalisations exceptionnelles des Ontariens et encouragent la participation et l'engagement civiques. Le Secrétariat célèbre et reconnaît les réalisations exceptionnelles des Ontariens qui ont produit un effet positif dans leur collectivité et dans la province, tout en encourageant la participation civique et l'inclusion de toutes les cultures, commémorant l'histoire de l'Ontario et favorisant le leadership et le volontariat communautaires.

La division administre la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* , pierre angulaire du cadre de protection du patrimoine de la province, et travaille avec les ministères partenaires, le secteur parapublic, les municipalités et les cmmunautés autochtones pour assurer que le patrimoine culturel est pris en compte dans les autres processus que d'aménagement du territoire, la planification du logement et de l'infrastructure et la gestion des biens-fonds détenus par la province. De plus, en vertu de cette loi, la Division réglemente les archéologues et le ministère établit des normes pour la conservation des ressources archéologiques durant le processus d'autorisation visant l'aménagement et le développement du territoire. Le financement que le ministère accorde à la Fiducie du patrimoine ontarien est affecté à ce crédit.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE – CRÉDIT 4603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques, inclusion et patrimoine		
Traitements et salaires		9 025 661
Avantages sociaux		1 329 993
Transports et communications		133 500
Services		3 254 087
Fournitures et matériel		20 628
Paiements de transfert		
Fiducie du patrimoine ontarien	4 489 700	
Soutien au secteur du patrimoine	2 106 482	
		6 596 182
		20 360 051
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – AFFAIRES CIVIQUES, INCLUSION ET PATRIMOINE		**20 360 051**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Initiatives contre le racisme	460201	Oui	Oui	16 995 311
Soutien au secteur du patrimoine	460301	Oui	Oui	2 106 482
Fiducie du patrimoine ontarien	460301	Oui	Oui	4 489 700
Plan d'action pour la jeunesse	460201	Oui	Oui	20 499 478
TOTAL				**44 090 971**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DU MULTICULTURALISME

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DROITS, LICENCES ET PERMIS	50	0
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES ANTÉRIEURES	1 659 550	907 734
DIVERS		
Pénalités - intérêt	75 027	5 478
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 734 627**	**913 212**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-22
PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	2-23
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-25
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-26
ÉTAT DES RECETTES	2-27

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

#VALUE!

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
13 791 554	Programme des affaires francophones	14 567 473	14 345 097
13 791 554	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**14 567 473**	**14 345 097**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programme des affaires francophones	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	11 301 100	3 250 200	14 551 300	Coordination des affaires francophones	14 322 139
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
	11 317 273	**3 250 200**	**14 567 473**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....**	**14 345 097**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Programme des affaires francophones..	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le ministère conseille le gouvernement de l’Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du ministère comprend les activités suivantes :

• la collaboration avec les ministères, les organismes et la Commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province;

• l’élaboration et la mise en œuvre d’outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que ces services soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l’élaboration des politiques et des programmes;

• la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées;

• la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province;

• la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l’Entente Canada-Ontario sur les services en français;.

• la gestion du Programme d’appui à la francophonie ontarienne et de l’Accord de coopération et d’échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l’Ontario en matière de francophonie;

• la collaboration avec les ministères partenaires, les entreprises (y compris celles à vocation sociale) et les entrepreneurs francophones établis en Ontario, de même qu’avec les autorités législatives au Canada et à l’étranger, pour stimuler le développement économique francophone, ainsi que la surveillance de la participation de l’Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l’Organisation internationale de la Francophonie.

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES– CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Coordination des affaires francophones (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 220 723
Avantages sociaux		474 481
Transports et communications		92 932
Services		5 596 892
Fournitures et matériel		15 377
Paiements de transfert		
Programme d’appui à la francophonie ontarienne	2 999 816	
Entente de coopération et d’échange conclue entre le Québec et l’Ontario	276 918	
Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	1 645 000	
		4 921 734
		14 322 139
Crédits législatifs		
Traitement versé à l’adjoint parlementaire en vertu de *la Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		22 958
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) — PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES		**14 345 097**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme d'appui à la francophonie ontarienne	130 101	Oui	Oui	2 999 816
Entente de coopération et d'échange conclue entre le Québec et l'Ontario	130 101	Oui	Oui	276 918
Soutien au développement économique à long terme pour les francophones	130 101	Oui	Non	1 645 000
TOTAL				**4 921 734**

MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la Loi sur les services en français	4 840 164	5 324 025
Autre	0	35 000
	4 840 164	5 359 025
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	74 626	27 398
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	10 000
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**4 914 790**	**5 396 423**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-30
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-31
ADMINISTRATIONS LOCALES	2-34
POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION	2-36
ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT	2-39
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-33, 2-38, 2-41
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-42
ÉTAT DES RECETTES	2-43
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-44

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
24 241 133	Administration du ministère	25 940 792	25 171 934
9 360 814	Administrations locales	8 420 500	7 793 258
29 355 673	Politiques de logement et planification	23 782 700	21 778 373
1 400 408 002	Activités relatives aux municipalités et au logement	1 321 840 300	1 314 589 283
1 463 365 622	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**1 379 984 292**	**1 369 332 848**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
276 696 262	Politiques de logement et planification	173 502 000	169 124 526
352 882 077	Activités relatives aux municipalités et au logement	348 312 800	348 029 394
629 578 339	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**521 815 800**	**517 153 920**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	24 709 200	1 144 200	25 853 400	Administration du ministère.....	25 028 116
L	47 841	0	47 841	Traitment versé au ministre en vertu de *la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre associé en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	30 824
L	16 173	0	16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	45 084
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	24 796 592	**1 144 200**	**25 940 792**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**25 171 934**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère - immobilisations.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants :

• orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements) ainsi que les programmes organisationnels et les activités du ministère;
• fournir du soutien efficace en communication stratégique et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats;
• surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère.
Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 486 014
Avantages sociaux		1 999 923
Transports et communications		172 855
Services		8 301 791
Fournitures et matériel		67 533
		25 028 116
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 161 623	
Avantages sociaux	542 964	
Transports et communications	95 833	
Services	247 300	
Fournitures et matériel	30 293	
		5 078 013
Services de communication		
Traitements et salaires	3 868 316	
Avantages sociaux	569 574	
Transports et communications	24 071	
Services	512 947	
Fournitures et matériel	5 694	
		4 980 602
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 825 417	
Avantages sociaux	669 958	
Transports et communications	28 011	
Services	482 114	
Fournitures et matériel	5 731	
		6 011 231
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 630 658	
Avantages sociaux	217 427	
Transports et communications	13 998	
Services	88 917	
Fournitures et matériel	2 656	
		1 953 656
Services juridiques		
Transports et communications	10 942	
Services	5 878 164	
Fournitures et matériel	23 159	
		5 912 265
Systèmes informatiques		
Services	1 092 349	
		1 092 349
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé au ministre associé en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		30 824
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		45 084
		143 818
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 171 934**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ADMINISTRATIONS LOCALES**	
7	12 169 700	(3 750 200)	8 419 500	Administrations locales	7 793 258
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	12 170 700	**(3 750 200)**	**8 420 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATIONS LOCALES.....**	**7 793 258**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l'Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et à leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques, les programmes, l'administration et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des administrations locales et des processus démocratiques. Ses activités incluent la surveillance des lois suivantes : Loi de 2001 sur les municipalités, Loi de 2006 sur la cité de Toronto, Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement, Loi de 1996 sur les élections municipales, Loi sur les conflits d'intérêts municipaux, Loi de 2006 sur le régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, et des dispositions relatives aux outils financiers destinés aux infrastructures liées à la croissance, en vertu de la Loi sur l'aménagement du territoire.

Pour atteindre ses objectifs, le programme mène ses activités à l'échelle de l'administration publique et en partenariat avec le gouvernement fédéral, les autres provinces et territoires, les municipalités, les entreprises, les organisations environnementales, les organisations non gouvernementales et les peuples autochtones pour faire progresser les priorités communes, comme la viabilité à long terme des municipalités et la prise de décisions fondées sur des données probantes. Cela inclut notamment la gestion des relations intergouvernementales avec le gouvernement fédéral dans le cadre d'ententes, telles que la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et le Fonds pour le développement des collectivités du Canada (FDCC).

Le programme renforce également les liens de la province avec les 444 municipalités de l'Ontario par la mise en œuvre du protocole d'entente avec l'Association of Municipalities of Ontario et de l'Entente de coopération et de consultation entre la cité de Toronto et la province de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales (Poste 7)	
Traitements et salaires	5 661 234
Avantages sociaux	857 557
Transports et communications	34 204
Services	1 231 144
Fournitures et matériel	9 119
	7 793 258
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATIONS LOCALES	**7 793 258**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1908				**POLITIQUES DE LOGEMENT ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PLANIFICATION**	
1	32 681 700	(8 900 000)	23 781 700	Politiques de logement et planification	21 778 373
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	32 682 700	**(8 900 000)**	**23 782 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION**.....	**21 778 373**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	190 002 000	(16 500 000)	173 502 000	Politiques de logement et planification...	169 124 526
	190 002 000	**(16 500 000)**	**173 502 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION**.....	**169 124 526**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

L'objectif de ce programme est de veiller à ce que les municipalités de l’Ontario soient bien planifiées et fournissent de manière efficace des services à leurs résidents et leurs entreprises. Le programme contribue à un cadre à long terme pour les politiques et la législation qui améliore la responsabilisation, la transparence et l'efficacité des processus des administrations locales. Le ministère travaille à l’échelle de tout le gouvernement, en partenariat avec les municipalités, pour faire avancer les priorités communes comme la viabilité à long terme du secteur municipal et la prise de décision fondée sur des données probantes. Ses activités incluent la surveillance des lois suivantes : Loi sur l'aménagement du territoire, Déclaration provinciale sur la planification, Loi de 2005 sur la ceinture de verdure, Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario, Loi de 2005 sur les zones de croissance, Loi de 2011 sur les services de logement, Loi de 2006 sur la location à usage d’habitation, Loi sur la location commerciale et Loi de 1992 sur le code du bâtiment.

Il inclut les activités qui suivent : dialoguer avec les intervenants sur les possibilités d’améliorer les logements; travailler selon une approche horizontale pour diriger l’apport de modifications aux politiques et à la législation afin d’accroître et de maintenir l’offre de logements abordables et du marché et d’améliorer l’abordabilité globale des logements; soutenir des approches novatrices afin d’accroître l’offre de logements; et maintenir un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf.

En outre, ce travail inclut la surveillance de politiques de réglementation propres à certaines régions comme le Plan de la ceinture de verdure, le Plan de conservation de la moraine d’Oak Ridges et le Plan de croissance du Nord de l’Ontario (avec le ministère du Développement et de la croissance économique du Nord). De plus, le programme soutient la protection de l’environnement, la préservation des terres agricoles et la conservation des espaces verts tout en fournissant un cadre législatif pour la planification de l’aménagement du territoire et les approbations des demandes d’aménagement, notamment l’administration du Code du bâtiment de l’Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION – CRÉDIT 1908

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de logement et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 562 859
Avantages sociaux		2 582 155
Transports et communications		92 152
Services		3 027 495
Fournitures et matériel		13 712
Paiements de transfert		
Fonds pour l'accélération de la construction	500 000	
		500 000
		21 778 373
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION		**21 778 373**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques de logement et planification (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme de logement à la portée du revenu		6 700 000
Fonds pour l'accélération de la construction		162 424 526
		169 124 526
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES DE LOGEMENT ET PLANIFICATION		**169 124 526**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1909				**ACTIVITÉS RELATIVES AUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT**	
1	1 152 421 300	167 156 500	1 319 577 800	Activités relatives aux municipalités et au logement.....	1 312 560 044
2	1 918 800	42 200	1 961 000	Location à usage d'habitation.....	1 729 506
L	300 500	0	300 500	Intérêt de la dette, *Loi sur l'administration financière*.....	299 733
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	1 154 641 600	**167 198 700**	**1 321 840 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT.....**	**1 314 589 283**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	342 840 400	4 834 900	347 675 300	Activités relatives aux municipalités et au logement.....	347 424 996
5	1 000	0	1 000	Activités relatives aux municipalités et au immobilisations, charges liées aux biens immobilisés.....	0
L	636 500	0	636 500	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	604 398
	343 477 900	**4 834 900**	**348 312 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT.....**	**348 029 394**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs de renforcer les administrations locales, de promouvoir des collectivités bien planifiées, sûres, complètes et prospères, et d’accroître l’offre de logements grâce à une collaboration directe avec les clients et fournisseurs de services de logement municipaux. Cela implique notamment : de collaborer avec les parties prenantes sur les possibilités d’améliorer l’administration locale, l’aménagement du territoire et le logement; de soutenir les municipalités, les gestionnaires des services municipaux, les fournisseurs de logements, les administrateurs de programmes autochtones et d’autres intervenants indépendants afin de les aider à s’acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; et de soutenir les populations vulnérables par le biais de programmes de prévention de l’itinérance et de prestations de logement transférables. Ses principales priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la Loi de 2001 sur les municipalités, de la Loi sur l’aménagement du territoire, de la Loi sur les services de logement ainsi que des lois, règlements, politiques et programmes de paiements de transfert connexes; renforcer la capacité des municipalités à fournir des services efficaces qui répondent aux besoins locaux et à atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; et diriger le système provincial de guichet unique en matière d’aménagement du territoire afin de favoriser l’augmentation de l’offre de logements et les occasions de développement économique. En outre, ce programme fournit une aide provinciale à la reconstruction après une catastrophe et gère le programme de gestion des urgences du ministère, établi par décret. Pour atteindre ses objectifs, le programme offre une gamme complète de services : mise en œuvre des politiques et de la législation; gestion de l’information et production de rapports; conception et exécution de programmes; services de consultation et d’approbation; et financement des programmes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT – CRÉDIT 1909

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Activités relatives aux municipalités et au logement (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 016 426
Avantages sociaux		3 206 721
Transports et communications		207 076
Services		4 388 053
Fournitures et matériel		55 310
Paiements de transfert		
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 717 800	
Aide aux conseils d'aménagement	346 500	
Programme d'aide aux entreprises suite à la tempête de verglas	920 866	
Programmes relatifs au logement communautaire	120 296 289	
Programmes relatifs à l'itinérance	676 277 812	
Initiatives relatives aux autochtones et au logement communautaire	9 826 200	
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	1 099 946	
Programme d'aide aux municipalités suite à la tempête de verglas	89 770 100	
Stratégie nationale sur le logemen	355 633 429	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant *lieu d'impôt aux municipalités*	97 732 818	
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	34 188 669	
Impôts sur les propriétés provincia louées en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux *municipalités*	9 517 572	
		1 397 328 001
Autres opérations		3 543 417
		1 429 745 004
Moins : recouvrements		117 184 960
		1 312 560 044
Location à usage d'habitation (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 223 218
Avantages sociaux		219 365
Transports et communications		16 828
Services		268 795
Fournitures et matériel		1 300
		1 729 506
Crédits législatifs		
Intérêt de la dette, *Loi sur l'administration financière*		299 733
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		299 733
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT		**1 314 589 283**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Activités relatives aux municipalités et au logement (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Programmes relatifs au logement communautaire	14 010 534	
Programmes relatifs à l'itinérance	24 607 467	
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	2 119 257	
Programme d'aide aux municipalit suite à la tempête de verglas	694 900	
Stratégie nationale sur le logemen	299 404 494	
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	6 588 344	
		347 424 996
		347 424 996
Crédits législatifs		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		604 398
		604 398
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - ACTIVITÉS RELATIVES AUX MUNICIPALITÉS ET AU LOGEMENT		**348 029 394**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fonds pour l'accélération de la construction	190801	Oui	Oui	500 000
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	190901	Oui	Non	1 717 800
Aide aux conseils d'aménagement	190901	Oui	Oui	346 500
Programme d'aide aux entreprises pour la reprise après une catastrophe	190901	Oui	Oui	920 866
Programmes relatifs au logement communautaire	190901	Oui	Oui	120 296 289
Programmes relatifs à l'itinérance	190901	Oui	Oui	676 277 812
Initiatives relatives aux Autochtones et au logement communautaire	190901	Oui	Non	9 826 200
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	190901	Oui	Non	1 099 946
Programme d'aide aux municipalités suite à la tempête de verglas	190901	Oui	Oui	89 770 100
Stratégie nationale sur le logement	190901	Oui	Oui	355 633 429
tenant lieu d'impôt aux municipalités	190901	Oui	Non	97 732 818
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	190901	Oui	Oui	34 188 669
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	190901	Non	Non	9 517 572
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme de logement à la portée du revenu	190803	Oui	Oui	6 700 000
Fonds pour l'accélération de la construction	190803	Oui	Oui	162 424 526
Programmes relatifs au logement communautaire	190904	Oui	Oui	14 010 534
Programmes relatifs à l'itinérance	190904	Oui	Oui	24 607 467
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe	190904	Oui	Non	2 119 257
Programme d'aide aux municipalités suite à la tempête de verglas	190904	Oui	Oui	694 900
Stratégie nationale sur le logement	190904	Oui	Oui	299 404 494
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales	190904	Oui	Oui	6 588 344
TOTAL				**1 914 377 523**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Financement de la Stratégie nationale sur le logement du Canada - (SCHL)...	423 030 718	591 667 000
Remboursement du logement social (C.M.H.C.).....	128 975 858	168 467 597
Gouvernement du Canada - Autres	0	(9 193) *
	552 006 576	760 125 404
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement par le CMSMS du remboursement de la dette publique.....	3 444 528	7 083 627
Intérêt sur la dette publique.....	400 526	954 200
Rénovation urbaine.....	43 792	43 792
Syndicat/Association.....	22 872	13 255
Remboursements de dépenses - Autres.....	0	2 257 682
	3 911 718	10 352 556
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 972 131	2 089 252
Évaluation de matériaux de construction.....	168 984	130 522
Droits pour les approbations d'urbanisme.....	188 655	62 518
Formation adm. code du bâtiment.....	5 611	34 372
Demande d'information FOI.....	10 875	10 555
Frais de demande de FOI.....	20	39
	2 346 276	2 327 258
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	9 681 636	7 077 187
DIVERS		
Pénalités – intérêts.....	5 367	858
Autres.....	17 307	51 088
	22 674	51 946
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	**567 968 880**	**779 934 351**

* Revenu retourné au payeur

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

L'ÉTAT DU REMBOURSEMENT DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Aide aux crédits d'impôt municipaux et scolaires.....	600	2 700
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	**600**	**2 700**

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-46
PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES	2-47
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-49
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE	2-50

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
7 040 580	Programme des affaires rurales	13 589 814	10 020 385
7 040 580	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**13 589 814**	**10 020 385**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programme des affaires rurales	1 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
5001				**PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	19 269 400	(5 744 600)	13 524 800	Programme des affaires rurales.....	9 929 517
S	47 841	0	47 841	Traitement versé à la ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
S	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
S	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	19 334 414	**(5 744 600)**	**13 589 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES.....**	**10 020 385**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Programme des affaires rurales.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES.....**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

L'objectif consiste à mettre en œuvre un Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario (DCRO) modernisé, qui aide les communautés rurales et autochtones à éliminer les obstacles au développement économique, à attirer des investissements, à créer des emplois et à les conserver, à pourvoir les postes vacants et à favoriser la croissance économique. Le Programme de DCRO aide les régions rurales de l'Ontario à relever de nouveaux défis et à exploiter les nouvelles possibilités de croissance dans les domaines englobant le développement économique et les infrastructures communautaires, la main-d'œuvre et l’emploi, le logement et l’investissement dans les installations communautaires, le développement économique et l’innovation, le partage d'histoires de réussite, ainsi que le renforcement des capacités et de la résilience. Le Programme de DCRO crée également une plateforme où les communautés peuvent partager des histoires de réussite, favorisant la croissance et l'innovation dans des domaines où d'autres communautés n'ont peut-être pas progressé auparavant.

Le ministère dirige l'élaboration de politiques et de programmes pour les collectivités rurales, veille à ce que les intérêts ruraux soient pris en compte dans les politiques et les programmes à l’échelle du gouvernement, et favorise la croissance et les perspectives économiques afin d’offrir à la population une bonne qualité de vie.

Les Initiatives dans ce domaine soutiennent, dynamisent et renforcent les collectivités rurales de l'Ontario :

• en fournissant un financement axé sur le partage des coûts pour soutenir des activités qui créent des collectivités rurales solides en Ontario et ouvrent des portes au développement économique rural;
• en assurant le déploiement et la gestion de programmes stratégiques d'investissement pour soutenir l'amélioration des infrastructures économiques et le développement économique dans les communautés rurales de l'Ontario;
• en élaborant des politiques fondées sur des données probantes et en fournissant une analyse et des conseils stratégiques fondés sur des prévisions économiques et sectorielles à long terme pour divers domaines;
• en cernant les enjeux ruraux émergents et les occasions d’élaborer des réponses politiques et de programmes appropriées. Cela inclut les stratégies sectorielles de la chaîne de valeur et les programmes de soutien aux communautés rurales, l'attraction et la rétention des entreprises rurales, ainsi que le soutien d'une économie durable;
• en fournissant une perspective rurale et un soutien politique à d'autres ministères aux niveaux provincial et fédéral dans les domaines qui ont une incidence sur le mandat du ministère;
• en définissant les risques et en relevant les défis ou les obstacles qui freinent le secteur, et en soutenant les occasions de maximiser la compétitivité, la résilience et la croissance.

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES – CRÉDIT 5001

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme des affaires rurales (poste 1)		
Traitements et salaires		4 539 159
Avantages sociaux		669 077
Transports et communications		122 914
Services		1 147 424
Fournitures et matériel		43 584
Paiements de transfert		
Développement des collectivités rurales de l'Ontario	3 407 359	
		3 407 359
		9 929 517
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES RURALES		**10 020 385**

MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario	500101	Oui	Oui	3 407 359
TOTAL				**3 407 359**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS — PAGE

SOMMAIRE 2-52

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-53

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2-55

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES 2-59

ÉLABORATION DES POLITIQUES 2-63

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-54, 2-58, 2-61

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE 2-65

ÉTAT DES RECETTES 2-67

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-68

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
23 719 833	Administration du ministère	22 645 814	22 588 078
109 784 390	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	105 503 400	100 518 480
523 837 727	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	653 134 300	640 994 021
15 929 152	Élaboration des politiques	17 168 900	16 274 861
673 271 102	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**798 452 414**	**780 375 440**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
2 862 200	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	5 000 000	1 943 400
2 862 200	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**5 000 000**	**1 943 400**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 000	0
5 000 000	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	30 645 800	24 032 022
5 000 000	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**30 647 800**	**24 032 022**
	BIENS IMMOBILISÉS		
2 489 699	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 500 000	2 143 794
2 489 699	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**2 500 000**	**2 143 794**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D’ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	24 126 900	(1 545 100)	22 581 800	Administration du ministère.....	22 497 210
				Traitement versé au ministre en vertu de la	
L	47 841	0	47 841	*Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
				Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la	
L	16 173	0	16 173	*Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D’ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	
	24 190 914	**(1 545 100)**	**22 645 814**		**22 588 078**

Description du programme :

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 055 743
Avantages sociaux		2 766 048
Transports et communications		383 904
Services		5 196 019
Fournitures et matériel		95 496
		22 497 210
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 034 072	
Avantages sociaux	372 638	
Transports et communications	127 631	
Services	222 819	
Fournitures et matériel	22 594	
		3 779 754
Services opérationnels		
Traitements et salaires	2 309 359	
Avantages sociaux	360 082	
Transports et communications	203 701	
Services	623 714	
Fournitures et matériel	20 407	
		3 517 263
Planification des activités et services financiers		
Traitements et salaires	2 977 626	
Avantages sociaux	410 411	
Transports et communications	6 578	
Services	111 189	
Fournitures et matériel	2 179	
		3 507 983
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 982 172	
Avantages sociaux	1 058 443	
Transports et communications	10 957	
Services	115 409	
Fournitures et matériel	12 385	
		3 179 366
Services de communication		
Traitements et salaires	3 752 514	
Avantages sociaux	564 474	
Transports et communications	30 949	
Services	643 790	
Fournitures et matériel	24 578	
		5 016 305
Services juridiques		
Transports et communications	4 088	
Services	3 479 098	
Fournitures et matériel	13 353	
		3 496 539
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 588 078**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
107				**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	103 498 300	1 995 100	105 493 400	Amélioration de la santé publique et de l'environnement.....	100 518 356
L	10 000	0	10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	124
	103 508 300	**1 995 100**	**105 503 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**100 518 480**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	5 000 000	0	5 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement.....	1 943 400
	5 000 000	**0**	**5 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**1 943 400**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME D'AMÉLIORATION	
107				**DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**L'ENVIRONNEMENT**	
				Amélioration de la santé publique et de	
4	1 000	0	1 000	l'environnement.....	0
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	
	2 000	**0**	**2 000**		**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Amélioration de la santé publique et de	
3	2 500 000	0	2 500 000	l'environnement.....	2 143 794
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	
	2 500 000	**0**	**2 500 000**		**2 143 794**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le ministère de l’Agriculture, de l’Alimentation et de l’Agroentreprise joue un rôle clé dans la protection de l’intérêt public en assurant la supervision de la sécurité alimentaire, de la santé animale et de la gestion des nutriments. Il travaille en partenariat avec le secteur agroalimentaire pour proposer des formations et un soutien aux programmes dans des domaines tels que la santé animale, le bien-être animal, la sécurité alimentaire, la traçabilité, la gestion des nutriments et les meilleures pratiques environnementales. En établissant des normes et des réglementations, le ministère favorise la sécurité alimentaire, la santé animale et végétale ainsi que la protection de l’environnement. Il gère la santé et le bien-être des animaux, la santé des végétaux et les pollinisateurs par le biais d’activités d’inspection, de surveillance et de suivi. De plus, le ministère renforce la sécurité alimentaire en mettant en œuvre le programme provincial d’inspection de la viande, des produits laitiers, des fruits et légumes et du poisson, et soutient la lutte contre les ravageurs et les maladies chez les végétaux et les animaux au moyen de formations, de conseils techniques et d’outils.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		40 167 857
Avantages sociaux		6 442 402
Transports et communications		1 457 287
Services		12 265 974
Fournitures et matériel		808 553
Paiements de transfert		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	15 667 000	
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	18 193 884	
Partenariat canadien pour - l'agriculture - contribution provinciale - santé publique et environnement	5 714 695	
Programme pour la croissance communautaire	100 000	
Accord Canada-Ontario concernant les Grands Lacs	816 100	
Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe	496 900	
		40 988 579
		102 130 652
Moins : recouvrements		1 612 296
		100 518 356
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		124
		124
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**100 518 480**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Prêts et investissements	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	1 943 400
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	0
	1 943 400
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**1 943 400**
BIENS IMMOBILISÉS	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste3)	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	2 143 794
	2 143 794
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**2 143 794**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 4)	
Autres opérations	0
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**0**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	219 480 900	55 335 500	274 816 400	Développement économique.....	265 675 193
3	84 910 000	3 057 400	87 967 400	Recherche.....	86 456 247
4	301 943 500	(12 600 000)	289 343 500	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises.....	288 747 042
L	2 000	0	2 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*.....	0
L	1 005 000	0	1 005 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	115 539
	607 341 400	**45 792 900**	**653 134 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉ RURALES ET FORTES.....**	**640 994 021**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	12 651 000	17 994 800	30 645 800	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'agroentreprise.....	24 032 022
	12 651 000	**17 994 800**	**30 645 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....**	**24 032 022**

Description du programme :

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l’Agroentreprise soutient les secteurs agroalimentaire et agrocommercial de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en confirmant les priorités en matière de recherche; en concevant des pratiques exemplaires de gestion durable, de nouvelles technologies et des innovations et en encourageant leur adoption; en se chargeant de la surveillance de la santé animale et végétale, y compris l’atténuation des ravageurs et des maladies; en exécutant des programmes d'aide et de soutien sectoriels, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en surveillant les chaînes d’approvisionnement; en soutenant les investissements dans les secteurs rural, alimentaire et des boissons; en faisant la promotion de l’industrie agroalimentaire de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES - CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 1)		
Traitements et salaires		24 760 097
Avantages sociaux		3 932 229
Transports et communications		549 598
Services		9 663 424
Fournitures et matériel		327 016
Paiements de transfert		
Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	3 637 417	
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédéra - développement économique	18 803 515	
Programme de santé mentale de l'initiative pour le bien-être des agriculteurs	543 300	
Programme pour la croissance communautaire	4 634 258	
Fonds de promotion des vins de l'Ontario	186 897 707	
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	11 836 437	
Programme d'incitatifs pour les vétérinaires	90 195	
		226 442 829
		265 675 193
Recherche (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 176 003
Avantages sociaux		475 683
Transports et communications		51 404
Services		669 790
Fournitures et matériel		15 876
Paiements de transfert		
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	13,891,311	
Recherche sur l'innocuité des aliments	280 180	
Subventions tenant lieu d'impôt	1 250 000	
Université de Guelph	66 646 000	
		82 067 491
		86,456,247

	$	$
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Agricorp	13 208 677	
Agri-protection	37 907 945	
Agri-investissement	21 100 000	
Agri-stabilité	34 469 500	
Programmes de protection financière et garanties d'emprunt	55 000	
Programme ontarien de gestion des risques	180 000 000	
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	969 850	
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	1 036 070	
		288 747 042
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements au titre des prêts bancaires garantis *Loi sur l'administration financière*		0
		0
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		115 539
		115 539
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES - GESTION DU PROGRAMME		**640 994 021**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES - CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et à l'agroentreprise (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
Programme coopératif de doctorat en médecine vétérinaire	5 998 425	
Autres paiements de transfert	533 597	
Entretien et réparation de l'infrastructure de recherche	15 500 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche	1 500 000	
		24 032 022
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		**24 032 022**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
109				**ÉLABORATION DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	16 933 800	235 100	17 168 900	Élaboration des politiques.....	16 274 861
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	**16 274 861**
	16 933 800	**235 100**	**17 168 900**		

Description du programme :

Le programme d'élaboration des politiques comprend la coordination et la mise au point de conseils et d'analyses stratégiques novateurs et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales. Cela contribue à favoriser la croissance économique dans les secteurs agroalimentaire et de l'agroentreprise de l'Ontario, tout en assurant la sécurité et la surveillance du système agroalimentaire et des chaînes d'approvisionnement, ainsi qu'en protégeant la capacité de production et la durabilité des richesses naturelles de l'Ontario. Le ministère défend les intérêts de l'Ontario en matière de politique commerciale en fournissant des conseils sur les négociations commerciales et l'accès aux marchés, en réalisant des analyses d'impact sur les questions commerciales, en planifiant et en organisant des missions commerciales vers des marchés cibles, ainsi qu'en défendant les intérêts de l'Ontario dans le secteur agroalimentaire. Le programme supervise également l'administration et l'exécution des programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que la gestion des partenariats stratégiques du ministère avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 946 450
Avantages sociaux	1 976 914
Transports et communications	124 937
Services	1 209 942
Fournitures et matériel	16 618
	16 274 861
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ÉLABORATION DES POLITIQUES	**16 274 861**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Agricorp	010804	Oui	Non	13 208 677
Programme d'infrastructure de drainage agricole	010701	Non	Oui	15 667 000
Fonds pour le secteur agroalimentaire visant la transformation des aliments	010801	Oui	Oui	3 637 417
Agri-protection	010804	Non	Non	37 907 945
Agri-investissement	010804	Non	Non	21 100 000
Agri-stabilité	010804	Non	Non	34 469 500
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - développement économique	010801	Oui	Oui	18 803 515
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - santé publique et env.	010701	Oui	Oui	18 193 884
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédérale - recherche	010803	Oui	Oui	13 891 311
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution provinciale - santé publique et environnement	010701	Oui	Oui	5 714 695
Programme de protection financière et garanties d'emprunt	010804	Oui	Oui	55 000
Recherche sur l'innocuité des aliments	010803	Oui	Oui	280 180
Programme de santé mentale de l'Initiative pour le bien-être des agriculteurs	010801	Oui	Oui	543 300
Subventions tenant lieu d'impôt	010803	Oui	Non	1 250 000
Programme pour la croissance communautaire	010701	Oui	Oui	100 000
Programme pour la croissance communautaire	010801	Oui	Oui	4 634 258
Accord Canada-Ontario concernant les Grands Lacs*	010701	Oui	Oui	816 100
Partenariats agroenvironnementaux pour le lac Simcoe*	010701	Oui	Oui	496 900
Programme ontarien de gestion des risques	010804	Non	Non	180 000 000
Fonds de promotion des vins de l'Ontario	010801	Non	Oui	186 897 707
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries	010801	Non	Oui	11 836 437
Université de Guelph	010803	Oui	Oui	66 646 000
Programme d'incitatifs pour les vétérinaires	010801	Oui	Oui	90 195
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution fédérale	010804	Non	Non	969 850
Indemnisation des dommages causés par la faune - contribution provinciale	010804	Non	Non	1 036 070
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	010807	Oui	Non	500 000
Programme coopératif de doctorat en médecine vétérinaire	010807	Oui	Oui	5 998 425

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-26 Dépenses réelles $
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Autres paiements de transfert	010807	Oui	Oui	533 597
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	0
Renouvellement de l'infrastructure de recherche	010807	Oui	Oui	0
TOTAL				**612,764,869**

*Entièrement compensé par les recouvrements

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERENMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour une agriculture durable	52 596 935	68 512 690
Indemnisation des dommages causés par la faune	1 264 968	1 016 222
Agri-stabilité – administration	300 000	330 000
	54 161 903	69 858 912
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	190 299	169 480
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	290 709	522 369
VENTES ET LOCATIONS	3 467	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	16 965 154	9 432 708
DIVERS	4 993 535	4 328 536
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**76 605 067**	**84 312 005**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	1 999 105	2 013 602
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l’Ontario	6 081	18 192
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**2 005 186**	**2 031 794**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-70
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	2-71
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-72
ÉTAT DES RECETTES	2-73

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
66 681 875	Bureau du conseil des ministres	77 082 928	77 060 712
66 681 875	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**77 082 928**	**77 060 712**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
RECOUVREMENTS DES DÉPENSES				**CONSEIL DES MINISTRES**	
1	73 676 300	2 950 600	76 626 900	Bureau principal.....	76 626 899
2	328 000	0	328 000	Leader parlementaire du gouvernement	321 561
L	95 682	0	95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	44 342
	74 132 328	**2 950 600**	**77 082 928**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....**	**77 060 712**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres agit en qualité d'organisme central chargé de soutenir la réalisation des priorités gouvernementales en élaborant les politiques et les stratégies de communication, en les coordonnant et en assurant leur suivi. De plus, le Bureau soutient et surveille la mise en œuvre et la réalisation du mandat du gouvernement et dirige des initiatives de premier plan comme les services de marketing et les communications internes afin de renforcer la culture et les capacités à l'échelle de l'organisation pour améliorer la communication et l'engagement au sein de la fonction publique de l'Ontario.

Le ministère des Affaires intergouvernementales, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, dirige les stratégies intergouvernementales ainsi que le protocole et les relations internationales. Le ministère de la Réduction des formalités administratives, qui est intégré au Bureau du Conseil des ministres, pilote les efforts visant à réduire de manière significative les formalités administratives et à mettre en place un cadre réglementaire moderne afin d'aider les entreprises et les citoyens à prospérer. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES - CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
RECOUVREMENTS DES DÉPENSES		
Traitements et salaires		59 772 862
Avantages sociaux		7 901 642
Transports et communications		688 696
Services		7 422 741
Fournitures et matériel		840 958
		76 626 899
Bureau du Conseil des ministres		
Traitements et salaires	42 933 687	
Avantages sociaux	5 743 290	
Transports et communications	448 234	
Services	2 393 664	
Fournitures et matériel	722 456	
		52 241 331
Affaires intergouvernementales		
Traitements et salaires	9 194 261	
Avantages sociaux	1 157 591	
Transports et communications	184 274	
Services	2 124 937	
Fournitures et matériel	103 784	
		12 764 847
Réduction des formalités administratives		
Traitements et salaires	7 644 914	
Avantages sociaux	1 000 761	
Transports et communications	56 188	
Services	2 904 140	
Fournitures et matériel	14 718	
		11 620 721
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitements versés aux adjoints parlementaires en *vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		44 342
		112 252
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires		279 987
Avantages sociaux		31 212
Transports et communications		428
Services		8 387
Fournitures et matériel		1 547
		321 561
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**77 060 712**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 784	1 251
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES	615	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	351 829
DIVERS	9	12
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 408**	**353 092**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-76
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	2-78

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2 658 571	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 855 300	2 652 004
2 658 571	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**2 855 300**	**2 652 004**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	2 802 100	53 200	2 855 300	Bureau du lieutenant-gouverneur.....	2 652 004
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU	
	2 802 100	**53 200**	**2 855 300**	**LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....**	**2 652 004**

Description du programme

Le Programme du Bureau du lieutenant-gouverneur fournit des services pour aider le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, communautaires et de représentation.

Le Programme assure des services qui aident le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, notamment la nomination du premier ministre, la nomination des ministres sur l'avis du premier ministre, la signature des décrets sur l'avis du Conseil des ministres, la convocation, la prorogation et la dissolution de la Législature et l'octroi de la sanction royale aux projets de loi adoptés par l'Assemblée législative. Le Programme permet aussi au Bureau du lieutenant-gouverneur de planifier et de mettre en œuvre les nombreux programmes et activités entrepris par le lieutenant-gouverneur dans tout l'Ontario et ailleurs. Ces activités et programmes sont centrés sur la reconnaissance de l'excellence et des réalisations des Ontariennes et des Ontariens ainsi que sur la promotion de la réconciliation, de l'unité et de l'identité de la population. De plus, le Programme aide le lieutenant-gouverneur à s'acquitter de ses fonctions liées à tous les aspects des programmes de distinctions de l'Ontario, notamment l'Ordre de l'Ontario, plusieurs prix et médailles de l'Ontario et divers prix du lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

For the year ended March 31, 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 920 208
Avantages sociaux	207 552
Transports et communications	24 525
Services	301 017
Fournitures et matériel	42 902
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	155 800
	2 652 004
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) — PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**2 652 004**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-80
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-81
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-82

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2 418 231	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 431 811
	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -		
2 418 231	**CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 432 661**	**2 431 811**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME DU CABINET DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PREMIER MINISTRE**	
1	2 326 800	0	2 326 800	Cabinet du Premier ministre.....	2 303 972
L	89 688	0	89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	127 312
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	527
	2 432 661	**0**	**2 432 661**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....**	**2 431 811**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 870 088
Avantages sociaux	86 232
Transports et communications	37 883
Services	268 731
Fournitures et matériel	41 038
	2 303 972
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	127 312
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	527
	127 839
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	**2 431 811**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-84
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-85
PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-87
PROGRAMME DE RECHERCHE	2-91
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-86, 2-90
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-93
ÉTAT DES RECETTES	2-94
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-95

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
16 272 521	Programme d'administration du ministère	20 204 414	17 677 621
7 399 682 024	Programme d'éducation postsecondaire	8 953 971 300	8 928 175 467
169 688 858	Programme de recherche	184 504 600	181 313 291
7 585 643 403	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**9 158 680 314**	**9 127 166 379**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
380 722 876	Programme d'éducation postsecondaire	601 897 000	600 657 066
380 722 876	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**601 897 000**	**600 657 066**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
240 983 041	Programme d'éducation postsecondaire	309 543 300	308 475 780
131 368 800	Programme de recherche	149 578 900	133 578 900
372 351 841	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**459 122 200**	**442 054 680**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Programme d'éducation postsecondaire	205 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**205 000**	**0**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	16 124 100	4 015 300	20 139 400	Administration du ministère.....	17 564 627
L	64 014	0	64 014	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	0	0	0	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	45 084
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables - coûts administratifs *Loi sur l'administration financière*.....	0
	16 189 114	**4 015 300**	**20 204 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...**	**17 677 621**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère fournit l'orientation générale requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité d'atteindre ses objectifs. Il assure des services d'administration et de soutien, notamment dans les domaines de la communication, de la coordination institutionnelle, des finances, des ressources humaines, des services juridiques et des technologies de l'information, nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		9 587 204
Avantages sociaux		1 494 507
Transports et communications		160 119
Services		6 283 582
Fournitures et matériel		39 215
		17 564 627
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 273 640	
Avantages sociaux	337 650	
Transports et communications	57 427	
Services	55 152	
Fournitures et matériel	14 465	
		2 738 334
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 689 950	
Avantages sociaux	641 231	
Transports et communications	84 915	
Services	3 515 459	
Fournitures et matériel	18 626	
		7 950 181
Ressources humaines		
Traitements et salaires	870 226	
Avantages sociaux	120 678	
Transports et communications	2 628	
Services	157 821	
Fournitures et matériel	181	
		1 151 534
Services de communication		
Traitements et salaires	2 753 388	
Avantages sociaux	394 948	
Transports et communications	13 072	
Services	454 118	
Fournitures et matériel	5 943	
		3 621 469
Services juridiques		
Services	1 216 600	
		1 216 600
Systèmes informatiques		
Transports et communications	2 077	
Services	884 432	
		886 509
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		45 084
		112 994
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**17 677 621**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POSTSECONDAIRE**	
1	8 879 170 300	18 510 000	8 897 680 300	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	8 872 633 196
L	55 790 000	0	55 790 000	Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants, *Loi sur l'administration financière*.....	54 837 375
L	500 000	0	500 000	Créances irrécouvrables - collèges et universités *Loi sur l'administration financière*.....	8 251
L	1 000	0	1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de *la formation, Loi de 2005 sur les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario*…..	696 645
	8 935 461 300	**18 510 000**	**8 953 971 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....**	**8 928 175 467**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	632 077 000	(30 180 000)	601 897 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	589 657 066
L	0	0	0	Soutien aux collèges et aux universités - prêts.....	11 000 000
	632 077 000	**(30 180 000)**	**601 897 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....**	**600 657 066**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	281 391 000	27 192 700	308 583 700	Soutien à l'éducation postsecondaire....	307 651 067
L	959 600	0	959 600	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	824 713
	282 350 600	**27 192 700**	**309 543 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....**	**308 475 780**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	3 501 000	(3 296 000)	205 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	0
	3 501 000	**(3 296 000)**	**205 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....**	**0**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programm

Le programme de l’éducation postsecondaire soutient les établissements et les étudiants afin de créer en Ontario un système d’éducation postsecondaire novateur, accessible, financièrement viable et adapté. Il établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et stratégiques, et offre un soutien financier aux établissements d’enseignement postsecondaire et aux étudiants. Il assure également la surveillance réglementaire et l’assurance de la qualité d’un éventail de programmes et d’établissements d’enseignement postsecondaire, en plus de soutenir des canaux de prestation modernes fondés sur la technologie. Le programme s'inscrit dans le cadre des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement dans le but d’offrir des possibilités d’éducation de qualité, novatrices, adaptées aux besoins et accessibles.

Les programmes et activités clés sont notamment : l’élaboration de cadres stratégiques, législatifs et de financement; l’administration des paiements de transfert aux établissements postsecondaires; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements, les organismes et les organisations recevant des paiements de transfert; la gestion des mécanismes de responsabilisation comme les ententes de mandat stratégiques bilatérales, qui prévoient la mise en œuvre du modèle de financement axé sur le rendement; l’apport de mesures de soutien aux apprenants autochtones et francophones; la réglementation des collèges publics conformément aux lois applicables; la fourniture de services d’assurance de la qualité aux collèges publics ainsi qu’aux établissements privés et de l’extérieur de la province qui souhaitent proposer en Ontario des programmes menant à un grade; l’établissement de résultats d’apprentissage pour les programmes de formation professionnelle ne menant pas à un grade.

Le ministère exécute le Régime d’aide financière aux étudiants de l’Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins, qui est proposé avec le gouvernement fédéral. Le RAFEO offre une aide financière, sous forme de bourses ou de prêts, aux étudiants admissibles dans des programmes d’études postsecondaires. De plus, le ministère propose des bourses d’entretien et d’études et d’autres programmes d’aide et d’encouragement comme la subvention ontarienne Apprendre et rester.

Par l’entremise du bureau du surintendant des collèges d’enseignement professionnel, le ministère réglemente aussi les collèges d’enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes, et il administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements d’accepter des étudiants étrangers.

Le programme de l’éducation postsecondaire surveille également l’organisme Propriété intellectuelle Ontario (PIO) et la mise en œuvre d’autres initiatives liées à la propriété intellectuelle (PI) afin d’aider le secteur de l’enseignement postsecondaire.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE - CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		
Traitements et salaires		31 409 553
Avantages sociaux		4 800 880
Transports et communications		817 114
Services		17 146 523
Fournitures et matériel		50 748
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des établissements autochtones	33 481 270	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 562 195 837	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	4 236 070 387	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	806 784	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	13 600 000	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	2 947 701 213	
Propriété intellectuelle Ontario	25 511 328	
		8 819 366 819
		8 873 591 637
Moins : recouvrements		958 441
		8 872 633 196
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants - *Loi sur l'administration financière*		54 837 375
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation - *Loi sur les collèges privés d'enseignement* professionnel		696 645
Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, *Loi sur l'administration financière*		8 251
		55 542 271
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**8 928 175 467**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Prêts et investissements		
Prêts aux étudiants		589 657 066
Soutien aux collèges et aux universités - prêts		11 000 000
		600 657 066
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**600 657 066**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – établissements autochtones	8 219 573	
Subventions d'immobilisations – collèges	119 813 024	
Subventions d'immobilisations – universités	179 618 470	
		307 651 067
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		824 713
		824 713
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**308 475 780**
BIENS IMMOBILISÉS		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)		
Logiciel d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés		0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**0**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3005				**PROGRAMME**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE RECHERCHE**	
1	186 304 600	(1 800 000)	184 504 600	Soutien à la recherche.....	181 313 291
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE RECHERCHE.....	
	186 304 600	**(1 800 000)**	**184 504 600**		**181 313 291**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	159 578 900	(10 000 000)	149 578 900	Soutien à la recherche.....	133 578 900
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE RECHERCHE.....	
	159 578 900	**(10 000 000)**	**149 578 900**		**133 578 900**

Description du programme :

Le programme de recherche soutient un solide écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche du ministère qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et les talents en recherche afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario. Ce programme met à profit le financement fédéral, favorise la recherche translationnelle et ciblée dans des domaines précis, soutient le développement des talents et promeut les collaborations en recherche et développement à l'échelon mondial avec d'autres administrations. Il met également en œuvre des politiques et des pratiques en matière de sécurité de la recherche afin de garantir que la recherche financée par des fonds publics serve les intérêts vitaux de l'Ontario et du Canada en matière de sécurité.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme de recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 188 357
Avantages sociaux		382 306
Transports et communications		7 883
Services		96 559
Fournitures et matériel		1 986
Paiements de transfert		
Coûts de fonctionnement liés à la recherche	177 636 200	
		177 636 200
		181 313 291
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE RECHERCHE		**181 313 291**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de recherche (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Fonds pour la recherche en Ontario - infrastructure de recherche	133 578 900
	133 578 900
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE RECHERCHE	**133 578 900**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Mitacs	300201	Oui	Oui	10 800 000
Plan d'action en matière de santé mentale	300201	Oui	Oui	2 563 830
Total				**13 363 830**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	26 000 611	26 000 611
Langues officielles dans l'enseignement	43 963 941	41 869 495
Programme canadien de prêts aux étudiants	20 725 155	21 259 813
Subventions spéciales à des étudiants ayant des handicaps permanents	11 806 330	11 189 191
Priorités partagées en santé	10 250 000	0
	112 746 037	100 319 110
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	696 568	695 568
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel	1 659 525	1 552 624
Droits, permis et autorisations	382 906	0
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	476 000	118 000
Frais pour chèques refusés	105	420
	2 518 536	1 671 044
AMENDES ET PÉNALITÉS	162 762	660 944
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	179 324 662	115 774 526
DIVERS		
Pénalités – intérêt	108 471 881	130 462 273
Autres	44 060 190	32 200 107
	152 532 071	162 662 380
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**447 980 636**	**381 783 572**

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Remboursement – Prêts aux étudiants	193 977 513	280 612 636
Remboursement – Prêts aux étudiants - impayés	16 592 168	15 816 393
Remboursement – Prêt du débiteur exploitant - Université Laurentienne	1 555 918	1 466 381
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**212 125 599**	**297 895 410**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-98
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-99
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE	2-101
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-100, 2-105
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-106
ÉTAT DES RECETTES	2-107
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-108

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
21 517 760	Programme d'administration du ministère	25 265 865	21 168 129
1 705 354 500	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	1 965 086 100	1 904 641 465
1 726 872 260	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**1 990 351 965**	**1 925 809 594**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
44 479 153	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	129 371 600	38 803 428
44 479 153	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**129 371 600**	**38 803 428**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	4 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**4 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Programme de développement économique, de création d'emplois et de commerce	2 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	24 793 100	369 200	25 162 300	Administration du ministère.....	21 045 605
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 911
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	30 824
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	23 789
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	24 896 665	**369 200**	**25 265 865**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEM PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**21 168 129**

Description du programme

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 224 698
Avantages sociaux		1 993 041
Transports et communications		255 080
Services		5 383 228
Fournitures et matériel		189 558
		21 045 605
Moins : recouvrements		0
		21 045 605
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 990 408	
Avantages sociaux	499 303	
Transports et communications	159 448	
Services	304 955	
Fournitures et matériel	31 870	
		4 985 984
Planification et finances		
Traitements et salaires	4 576 585	
Avantages sociaux	767 692	
Transports et communications	52 295	
Services	859 758	
Fournitures et matériel	82 641	
		6 338 971
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 586 529	
Avantages sociaux	221 127	
Transports et communications	8 706	
Services	198 124	
Fournitures et matériel	6 536	
		2 021 022
Services de communication		
Traitements et salaires	3 071 176	
Avantages sociaux	504 919	
Transports et communications	21 472	
Services	683 935	
Fournitures et matériel	29 275	
		4,310,777
Services juridiques		
Transports et communications	13 159	
Services	3 336 456	
Fournitures et matériel	39 236	
		3 388 851
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 911
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		30 824
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		23 789
		122 524
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) — PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTERE		**21 168 129**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
902				**ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**D'EMPLOIS ET DE COMMERCE**	
				Développement économique,	
13	2 469 421 000	(504 760 900)	1 964 660 100	Création d'emplois et Commerce.....	1 857 948 527
				Créances irrécouvrables,	
L	426 000	0	426 000	*Loi sur l'administration financière*.....	46 692 938
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) — PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	**1 904 641 465**
	2 469 847 000	**(504 760 900)**	**1 965 086 100**		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
				Développement économique,	
14	329 371 600	(200 000 000)	129 371 600	Création d'emplois et Commerce.....	38 803 428
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) — PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	**38 803 428**
	329 371 600	**(200 000 000)**	**129 371 600**		

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
902				**ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**D'EMPLOIS ET DE COMMERCE**	
				Développement économique,	
21	3 000	0	3 000	Création d'emplois et Commerce.....	0
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) — PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION	
	4 000	**0**	**4 000**	**D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Développement économique, Création	
22	2 000	0	2 000	d'emplois et Commerce.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) — PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION	
	2 000	**0**	**2 000**	**D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme appuie comme suit la croissance économique et la création d’emplois en Ontario :

• il facilite l’accès aux capitaux d’amorçage et aux capitaux de développement afin de soutenir la croissance des entreprises ontariennes par l’intermédiaire de Croissance Ontario et d’autres organismes de l’écosystème.
• il exécute et gère les programmes de soutien aux entreprises et de financement connexes;
• il dialogue avec l’industrie pour soutenir les priorités de l’Ontario et la gestion des problèmes;
• il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises;
• il veille à ce que les intérêts de l’Ontario soient bien représentés dans l’ensemble des négociations et des dossiers commerciaux; il élabore des stratégies commerciales et d’investissement pour accroître la compétitivité de l’Ontario sur le plan national et international;
• il détermine des sites possibles qui conviendraient à des investissements industriels importants et travaille avec des partenaires (municipalités, propriétaires fonciers et services publics) pour faire en sorte que ces sites soient prêts à l’investissement
• il attire, favorise et facilite les exportations et les investissements par l’entremise du réseau international ontarien de quinze bureaux du commerce et des investissements;
• il met en œuvre des programmes et des services de soutien à l’exportation afin d’accroître le nombre d’exportateurs ontariens et d’augmenter les exportations..
• il propose des services d’investissement plus larges et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités dans la province;
• il fait progresser les investissements directs étrangers et établit des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l’économie ontarienne;.
• il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, comme l’automobile, la fabrication de pointe, la biofabrication et les sciences de la vie;

Investissements Ontario, l’organisme ontarien de promotion des investissements, joue un rôle central dans la reprise économique et la croissance à venir de la province. Il s’attache à obtenir des investissements sûrs et de prochaine génération qui créeront des emplois, renforceront la résilience et diversifieront notre économie, et à établir de nouvelles possibilités le long des chaînes de valeur et d’approvisionnement.

Le ministère met en œuvre des programmes dans les domaines de la technologie, du développement, de l’adoption et des talents, qui visent à tisser des liens solides avec les acteurs de l’écosystème entrepreneurial et de l’innovation, et à leur donner accès à des capitaux et à des services leur permettant de développer leurs activités et de créer des emplois.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE

– CRÉDIT 902

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 13		
Traitements et salaires		46 921 498
Avantages sociaux		6 780 231
Transports et communications		1 591 480
Services		53 400 961
Fournitures et matériel		500 210
Paiements de transfert		
Plan pour le secteur automobile	9 027 982	
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	27 341 980	
Initiative relative aux technologies critiques	59 800 551	
Futurpreneur	2 200 000	
Mobilisation des collectivités autochtones	590 000	
Aménagement des terrains à usage industriel	273 770 273	
Fonds pour Investissements Ontario	18 863 250	
Fonds pour Investissements Ontario fonctionnement	16 354 791	
Organismes de promotion des investissements	4 440 000	
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	50 366 276	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour	23 884 892	
les entreprises parrainant les instituts de recherche	27 778 736	
Centre d'innovation de l'Ontario	13 342 900	
Crédit d'impôt à l'innovation	255 025 200	
Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	395 000 000	
Fabriqué en Ontario	1 250 000	
□	4 841 043	
Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	13 950 000	
Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	107 945 200	
Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	7 469 346	
Subventions de soutien aux secteurs	18 842 646	
Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement	16 880 444	
Investissements stratégiques	399 537 237	
Programme d'aide aux collectivités affectées par les barrières tarifaires	251 400	
		1 748 754 147
		1 857 948 527
Moins : recouvrements		0
		1 857 948 527

	$	$
Développement économique et investissements		
Traitements et salaires	23 424 937	
Avantages sociaux	3 360 456	
Transports et communications	187 428	
Services	4 648 950	
Fournitures et matériel	23 693	
Transferts de paiement		
Plan pour le secteur automobile	9 027 982	
Initiative relative aux technologies critiques	59 800 551	
Futurpreneur	2 200 000	
Mobilisation des collectivités autochtones	590 000	
Aménagement des terrains à usage industriel	273 770 273	
Fonds pour Investissements Ontario.	18 863 250	
Fonds pour Investissements Ontario - fonctionnement	16 354 791	
Organismes de promotion des investissements	4 440 000	
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	50 366 276	
Stratégie ontarienne pour les sciences	23 884 892	
Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	395 000 000	
Fabriqué en Ontario	1 250 000	
Fonds L'Ontario, ensemble pour le commerce	4 841 043	
Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	13 950 000	
Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	107 945 200	
Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	7 469 346	
Subventions de soutien aux secteurs	18 842 646	
Investissements stratégiques	399 537 237	
Programme d'aide aux collectivités affectée par les barrières tarifaires.	251 400	
		1 440 030 351
Stratégies et politiques		
Traitements et salaires	2 526 595	
Avantages sociaux	373 032	
Transports et communications	5 398	
Services	13 485	
Fournitures et matériel	769	
		2 919 279

non vérifié

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE

– CRÉDIT 902

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Démarrage et expansion		
Traitements et salaires	8 261 226	
Avantages sociaux	1 086 812	
Transports et communications	39 343	
Services	715 496	
Fournitures et matériel	401 940	
Paiements de transfert		
Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	16 880 444	
		27 385 261
Commerce international		
Traitements et salaires	12 708 740	
Avantages sociaux	1 959 931	
Transports et communications	1 359 312	
Services	48 023 030	
Fournitures et matériel	73 808	
		64 124 821
Innovation		
Paiements de transfert		
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	27 341 980	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	27 778 736	
Centre d'innovation de l'Ontario	13 342 900	
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	255 025 200	
		323 488 816

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	46 692 938
	46 692 938
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE	**1 904 641 465**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 14	
Prêts et investissements	
Investissements Ontario	1 397 778
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	37 405 650
	38 803 428
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE	**38 803 428**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Plan pour le secteur automobile	0902 — 13	Oui	Oui	9 027 982
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	0902 — 13	Oui	Non	27 341 980
Initiative relative aux technologies critiques	0902 — 13		Oui	59 800 551
Futurpreneur	0902 — 13	Oui	Non	2 200 000
Mobilisation des collectivités autochtones	0902 - 13	Oui	Oui	590 000
Aménagement des terrains à usage industriel	0902 — 13	Oui	Oui	273 770 273
Investissements Ontario	0902 — 13	Oui	Oui	18 863 250
Fonds pour Investissements Ontario — fonctionnement	0902 — 13	Oui	Non	16 354 791
Organismes de promotion des investissements	0902 — 13	Oui	Non	4 440 000
Fonds pour l'emploi et la prospérité et autres programmes de soutien aux entreprises	0902 — 13	Oui	Oui	50 366 276
Stratégie pour les sciences de la vie	0902 — 13	Oui	Oui	23 884 892
Centre d'innovation de l'Ontario	0902 — 13	Oui	Non	13 342 900
Fabriqué en Ontario	0902 — 13	Oui	Oui	1 250 000
Fonds L'Ontario, ensemble	0902 — 13	Oui	Oui	4 841 043
Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	0902 — 13	Oui	Oui	13 950 000
Subventions de soutien aux secteurs	0902 — 13	Oui	Non	18 842 646
Centre de compétences en numérisation pour les petites entreprises	0902 — 13	Oui	Oui	7 469 346
Programmes pour l'entrepreneuriat des Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	0902 — 13	Oui	Non	16 880 444
Investissements stratégiques	0902 — 13	Oui	Oui	399 537 237
Programme d'aide aux collectivités affectées par les barrières tarifaires	0902 — 13	Oui	Oui	251 400
TOTAL				**963 005 011**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de mission commerciale	1 509 192	1 221 646
Autres	1 069	874
	1 510 261	1 222 520
VENTES ET LOCATIONS		
Centre ontarien des investissements et du commerce	71 727	62 094
	71 727	62 094
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	189 946	111 557
	189 946	111 557
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	30 141 234	25 933 819
Recouvrement lié aux radiations	5 465 451	29 106
	35 606 685	25 962 925
DIVERS		
Intérêt	9 682 919	11 674 926
Autres	2 647 752	32 678 169
	12 330 671	44 353 095
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**49 709 290**	**71 712 191**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Fonds pour l'emploi et la prospérité	5 552 003	3 379 229
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	0	1 400 000
MaRS Phase 2	1 709 355	3 192 754
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	196 529	393 901
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	11 836 486	3 274 139
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**19 294 373**	**11 640 023**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-110
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-111
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-114
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-113, 2-117
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-118
ÉTAT DES RECETTES	2-119

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
6 549 399	Programme d'administration du ministère	7 222 614	7 067 927
227 032 709	Programme de développement du Nord	283 585 800	342 035 072
233 582 108	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**290 808 414**	**349 102 999**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
24 000 000	Programme de développement du Nord	2 000	0
24 000 000	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**3 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programme d'administration du ministère	4 000	0
517 073 346	Programme de développement du Nord	502 871 400	532 153 958
517 073 346	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**502 875 400**	**532 153 958**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Programme d'administration du ministère	2 000	0
619 036 324	Programme de développement du Nord	527 892 100	486 827 552
619 036 324	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**527 894 100**	**486 827 552**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MIINISTÈRE**	
1	7 038 600	119 000	7 157 600	Administration du ministère.....	6 977 059
L	64 014	0	64 014	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	67 910
L	0	0	0	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	7 103 614	**119 000**	**7 222 614**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**7 067 927**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DU MINISTÈRE**	
3	2 000	0	2 000	Administration du ministère.....	0
L	2 000	0	2 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	4 000	**0**	**4 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	2 000	0	2 000	Administration du ministère.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers — ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration — et à des services de soutien professionnel (par exemple, juridiques). Ce programme apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 496 059
Avantages sociaux		935 843
Transports et communications		244 512
Services		1 830 171
Fournitures et matériel		102 851
		9 609 436
Moins : recouvrements		2 632 377
		6 977 059
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 531 582	
Avantages sociaux	195 445	
Transports et communications	157 097	
Services	229 459	
Fournitures et matériel	43 417	
		2 157 000
Finances et administration		
Traitements et salaires	2 449 242	
Avantages sociaux	374 542	
Transports et communications	48 720	
Services	132 478	
Fournitures et matériel	39 102	
	3 044 084	
Moins : recouvrements	1 486 097	
		1 557 987
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 048 067	
Avantages sociaux	230 635	
Transports et communications	20 584	
Services	45 100	
Fournitures et matériel	4 433	
	1 348 819	
Moins : recouvrements	670 461	
		678 358
Services de communication		
Traitements et salaires	967 168	
Avantages sociaux	135 221	
Transports et communications	5 507	
Services	26 849	
Fournitures et matériel	9 948	
		1 144 693
Analyse et planification		
Traitements et salaires	500 000	
		500 000
Services juridiques		
Transports et communications	4 272	
Services	593 581	
Fournitures et matériel	5 951	
		603 804
Systèmes d'information		
Transports et communications	8 332	
Services	802 704	
	811 036	
Moins : recouvrements	475 819	
		335 217
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTERE		**7 067 927**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	291 565 800	(7 981 000)	283 584 800	Développement économique du Nord....	281 977 936
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	60 057 136
	291 566 800	**(7 981 000)**	**283 585 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....**	**342 035 072**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000	0	2 000	Développement du Nord.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	116 443 000	5 063 800	121 506 800	Développement économique du Nord....	111 631 379
L	381 364 600	0	381 364 600	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	420 522 579
	497 807 600	**5 063 800**	**502 871 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....**	**532 153 958**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le conseil exécutif	Total		
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	500 902 100	26 990 000	527 892 100	Développement du Nord.....	486 827 552
	500 902 100	**26 990 000**	**527 892 100**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....**	**486 827 552**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme dirige l’élaboration et l’exécution de politiques, de programmes et de services qui soutiennent les entreprises et les collectivités du Nord de l’Ontario, et y apporte son concours. Il s’attache également à rendre le Nord de l’Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l’accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l’investissement et en abordant les besoins régionaux et locaux d’infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme fournit des conseils stratégiques en matière de politiques à partir d’analyses et de recherches afin de soutenir l’élaboration, l’exécution et la mise en œuvre de programmes de développement économique du Nord concernant un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l’Ontario. De plus, en faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, et notamment aux activités liées aux politiques et à la planification, le programme leur permet de contribuer à l’élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d’appliquer une optique du Nord dans l’examen et l’élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l’Ontario afin de stimuler le développement économique.

Ce programme investit dans l’infrastructure du Nord de l’Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques infrastructurels réalisés dans le cadre du Programme des routes du Nord, du Programme des routes d’hiver et du Fonds de soutien à l’exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l’Ontario améliorent les liens entre le Nord et le reste de l’Ontario, le Canada et l’étranger.

Le réseau de conseillers du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l’accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes et services ministériels visent aussi à attirer des débouchés en matière de commerce et d’investissement pour aider les entreprises du Nord à s’implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités, et à attirer de nouveaux investissements d’entreprises dans la région.

La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l’Ontario, un organisme du ministère, propose divers programmes de financement qui soutiennent la croissance économique, la diversification et la création d’emplois dans les secteurs public et privé du Nord de l’Ontario.

Le ministère est chargé de veiller au respect de la Loi sur les offices des services du Nord et d’en assurer la mise en œuvre. Les conseils de services locaux sont créés en vertu de la Loi sur les offices des services du Nord afin de faciliter la prestation de services dans les zones non constituées en municipalité du Nord de l’Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 393 600
Avantages sociaux		1 940 475
Transports et communications		365 303
Services		5 278 076
Fournitures et matériel		81 338
Paiements de transfert		
Développement économique	687 443	
Soutien économique du Nord de l'Ontario	42 306 190	
Associations de municipalités	150 000	
Services communautaires	602 301	
Programme Avantage énergétique pour le Nord	155 300 120	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	70 000 000	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	700 000	
		269 746 054
		289 804 846
Moins : recouvrements		7 826 910
		281 977 936
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		60 057 136
		60 057 136
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**342 035 072**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Services		26 612 231
Paiements de transferts		
Programme des routes d'hiver	14 239 964	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	40 000 000	
Soutien en santé dans les collectivités du Nord	1 994 731	
Réaménagement de l'infrastructure ferroviaire	2 650 505	
Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	14 313 649	
Infrastructures du Nord	8 336 196	
		81 535 045
Autres opérations		3 484 103
		111 631 379
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		420 522 579
		420 522 579
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**532 153 958**
BIENS IMMOBILISÉS		
Développement économique du Nord — biens immobilisés (Poste 4)		
Infrastructure des transports		486 827 552
		486 827 552
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**486 827 552**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Services communautaires	220201	Oui	Oui	602 301
Développement économique	220201	Oui	Oui	687 443
Associations municipales	220201	Oui	Oui	150 000
Programme Avantage énergétique pour le Nord	220201	Oui	Oui	155 300 120
Soutien économique du Nord de l'Ontario	220201	Oui	Oui	42 306 190
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	220201	Oui	Non	70 000 000
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	220201	Oui	Oui	700 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Soutien en santé dans les collectivités du Nord	220202	Oui	Oui	1 994 731
Infrastructures du Nord	220202	Oui	Oui	8 336 196
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	220202	Oui	Non	40 000 000
Fonds de soutien à l'exploitation des richesses naturelles dans le Nord de l'Ontario	220202	Oui	Oui	14 313 649
Réaménagement de l'infrastructure ferroviaire	220202	Oui	Oui	2 650 505
Programme des routes d'hiver	220202	Oui	Oui	14 239 964
TOTAL				**351 281 099**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU NORD

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'administration	250 000	0
Droits liés aux demandes d'accès à l'information	0	285
	250 000	285
DIVERS		
Prêts - Intérêts	1 366 705	4 002 497
Autres	452	785
	1 367 157	4 003 282
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	224 919	331 563
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 842 076**	**4 335 130**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS PAGE

SOMMAIRE..... 2-122

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 2-124

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE..... 2-126

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 2-130

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)..... 2-125, 2-128, 2-129, 2-132

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE..... 2-133

ÉTAT DES RECETTES..... 2-134

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
29 687 287	Administration du ministère	32 694 487	29 838 841
32 062 294 158	Programme d'éducation élémentaire et secondair	32 787 531 200	33 213 819 792
0	Groupement de l’information et de la technologie de l’information pour les services à la collectivité	0	0
4 861 082 303	Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance	6 322 069 900	6 171 464 889
36 953 063 748	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**39 142 295 587**	**39 415 123 522**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Programme d'éducation élémentaire et secondair	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATION		
2 409 164 574	Programme d'éducation élémentaire et secondair	3 022 767 100	2 492 606 155
177 624 385	Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance	259 293 700	214 738 583
2 586 788 959	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**3 282 060 800**	**2 707 344 738**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
437 220	Programme d'éducation élémentaire et secondair	438 500	200 701
755 275	Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance	20 274 500	638 475
1 192 495	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**20 713 000**	**839 176**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	31 908 100	705 200	32 613 300	Administration du ministère.....	29 725 847
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	45 084
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	31 989 287	**705 200**	**32 694 487**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**29 838 841**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, offre des services administratifs et de soutien pour permettre au ministère de respecter ses objectifs et ses priorités budgétaires. Ses fonctions comprennent les services financiers et administratifs, la supervision des paiements de transfert, la coordination générale, les ressources humaines, les services juridiques et les communications.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires		19 362 298	Traitements et salaires	4 577 513	
Avantages sociaux		3 730 741	Avantages sociaux	673 746	
Transports et communications		358 715	Transports et communications	11 630	
Services		8 568 186	Services	382 332	
Fournitures et matériel		102 215	Fournitures et matériel	17 536	
		32 122 155		5 662 757	
Moins : recouvrements		2 396 308	Moins : recouvrements	0	
		29 725 847			5 662 757
Bureau principal			Services juridiques		
Traitements et salaires	4 165 058		Transports et communications	11 126	
Avantages sociaux	651 722		Services	5 580 552	
Transports et communications	64 542		Fournitures et matériel	38 056	
Services	86 171			5 629 734	
Fournitures et matériel	19 236		Moins : recouvrements	1 216 600	
		4 986 729			4 413 134
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	8 175 587		Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Avantages sociaux	2 082 432				
Transports et communications	263 705		Traitements versés aux adjoints parlementaires en *vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		45 084
Services	2 160 899				112 994
Fournitures et matériel	25 746				
	12 708 369		Crédits législatifs		
Moins : recouvrements	1 031 024				
		11 677 345	Autres opérations		
Ressources humaines			Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
Traitements et salaires	2 444 140				0
Avantages sociaux	322 841				
Transports et communications	7 712		**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**		**29 838 841**
Services	358 232				
Fournitures et matériel	1 641				
	3 134 566				
Moins : recouvrements	148 684				
		2 985 882			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
1	31 070 783 300	(195 850 700)	30 874 932 600	Politiques et prestation des programmes.....	30 863 459 631
2	179 349 400	248 200	179 597 600	Activités éducatives.....	179 093 772
L	1 733 000 000	0	1 733 000 000	Régime de retraite des enseignantes.... et des enseignants de l'Ontario.....	2 171 266 389
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	32 983 133 700	**(195 602 500)**	**32 787 531 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....**	**33 213 819 792**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000	0	1 000	Politiques et prestation des programmes.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
3	3 157 039 100	(136 085 100)	3 020 954 000	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....	2 490 850 271
5	1 000	0	1 000	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisés...	0
L	1 812 100	0	1 812 100	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	1 755 884
	3 158 852 200	**(136 085 100)**	**3 022 767 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....**	**2 492 606 155**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	438 500	0	438 500	Éducation élémentaire et secondaire....	200 701
	438 500	**0**	**438 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE....**	**200 701**

Description du programme :

Fournir un système d'éducation de qualité (de la maternelle à la 12e année) à tous les élèves de la province inscrits dans des conseils scolaires financés par les fonds publics, des écoles gérées par la province, des administrations scolaires et des organismes. Cela comprend le financement d'immobilisations pour soutenir des projets de rénovation et la construction d'écoles et de garderies. Le Programme d'éducation élémentaire et secondaire soutient des initiatives clés visant à améliorer les résultats scolaires des élèves, à les préparer pour l'avenir et à renforcer leur engagement et leur bien-être, d'une manière qui reflète la diversité culturelle, religieuse et linguistique de la province. Le programme soutient également des initiatives d'inclusion afin d'offrir la possibilité de réussir à tous les élèves, y compris ceux qui ont des besoins en matière de santé mentale et ceux qui nécessitent des programmes et des services d'éducation spécialisée. Le Programme veille à ce que les élèves soient au centre des préoccupations et s'appuie sur la collaboration avec les parents et les partenaires éducatifs, y compris les partenaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste1)		
Traitements et salaires		71 263 312
Avantages sociaux		10 031 458
Transports et communications		479 634
Services		37 421 871
Fournitures et matériel		157 701
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	22 498 756 864	
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	7 450 546 805	
Frais de service de la dette des conseils scolaires	283 799 383	
Programmes d'éducation ciblés	309 978 614	
Financement aux partenaires externes	104 565 461	
Projets des langues officielles	62 535 214	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	31 633 422	
Subventions pour la viabilité des partenaires	1 701 624	
Fiducies provinciales d'avantages sociaux	588 268	
		30 744 105 655
		30 863 459 631
Moins : recouvrements		0
		30 863 459 631
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		46 634 965
Avantages sociaux		7 304 751
Transports et communications		815 624
Services		17 110 994
Fournitures et matériel		3 593 314
Paiements de transfert		
Consortium Centre Jules-Léger (CCJL)	18 375 531	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	55 102 900	
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	30 216 000	
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	111 647	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	37 425	
		103 843 503
		179 303 151
Moins : recouvrements		209 379
		179 093 772
Crédits législatifs		
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		2 171 266 389
		2 171 266 389
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**33 213 819 792**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE - CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 4)		
Dépôts et charges payées d'avance		0
		0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations - conseils scolaires	2 377 867 130	
Conseils scolaires – Financement des immobilisations pour les services de garde d'enfants	86 886 424	
Programme d'apprentissage des jeunes enfants	8 057 189	
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	7 135 435	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	1 536 000	
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	1 000 000	
		2 482 482 178
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		8 368 093
		2 490 850 271
Éducation élémentaire et secondaire - charges liées aux biens immobilisés (Poste 5)		
Autres opérations		0
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 755 884
		1 755 884
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**2 492 606 155**
BIENS IMMOBILISÉS		
Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		200 701
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés		0
		200 701
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**200 701**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1004				**PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	6 290 524 400	31 544 500	6 322 068 900	Élaboration des politiques et prestation des programmes.....	6 171 464 889
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	6 290 525 400	**31 544 500**	**6 322 069 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....**	**6 171 464 889**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	257 495 600	0	257 495 600	Immobilisations pour les services de garde d'enfants.....	214 738 583
5	1 000	0	1 000	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés.....	0
L	1 797 100	0	1 797 100	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	259 293 700	**0**	**259 293 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....**	**214 738 583**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1004				**PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	20 274 500	0	20 274 500	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants.....	638 475
	20 274 500	**0**	**20 274 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE.....**	**638 475**

Description du programme :

Des expériences de qualité en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ont un impact positif et durable sur l'apprentissage, le comportement et la santé des enfants, tout en jouant un rôle essentiel pour aider les familles à élever leurs enfants. Le ministère s’engage à veiller à ce que les enfants et les familles aient accès à un éventail de programmes sains, abordables, inclusifs, sûrs et de qualité pour la petite enfance et la garde d’enfants, où les parents et les gardiens ont la flexibilité de choisir les options convenant le mieux à leur famille.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE - CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 489 244
Avantages sociaux		3 347 981
Transports et communications		361 023
Services		3 813 868
Fournitures et matériel		76 898
Paiements de transfert		
Garde d'enfants et petite enfance	5 839 704 592	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants	305 671 283	
		6 145 375 875
		6 171 464 889
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE		**6 171 464 889**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance		214 738 583
		214 738 583
Garde d'enfants — charges liées aux biens immobilisés (Poste 5)		
Autres opérations		0
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE		**214 738 583**
BIENS IMMOBILISÉS		
Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants (Poste 4)		
Matériel de technologie de l'information - coûts relatifs aux biens immobilisés		638 475
		638 475
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE		**638 475**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes d'éducation ciblés	100201	Oui	Non	309 978 614
Financement aux partenaires externes	100201	Oui	Non	104 565 461
Projets des langues officielles	100201	Oui	Non	62 535 214
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	100201	Oui	Non	31 633 422
Subventions pour la viabilité des partenaires	100201	Oui	Non	1 701 624
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	100202	Oui	Non	55 102 900
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	100202	Oui	Non	30 216 000
Programme de soutien pour les élèves des écoles provinciales	100202	Oui	Non	111 647
Garde d'enfants et petite enfance	100401	Oui	Non	5 839 704 592
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada (PIIC)	100203	Oui	Yes	7 135 435
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO)	100203	Oui	Non	1 536 000
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario (TFO)	100203	Oui	Non	1 000 000
Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance	100402	Oui	Non	214 738 583
TOTAL				**6 659 959 492**

* Ce tableau ne comprend pas les paiements de transfert de droit.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada	4 070 529 090	2 800 361 921
Apprentissage et garde des jeunes enfants	223 672 222	209 798 014
Langues officielles dans l'enseignement	107 648 915	100 720 326
Financement pour une rentrée scolaire sécuritaire	2 500 000	0
Entente sur le bien-être des Indiens	11 506 031	11 675 894
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	6 831 940	4 105 956
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu	436 124	818 000
	4 423 124 322	3 127 480 111
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	1 062 220	1 073 860
Droits d'inspection des écoles privées	2 502 121	618 238
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée (AVI) - Droits à acquitter	33 935	31 800
Demande d'accès à l'information	4 001	1 638
Frais pour chèques refusés	35	0
	3 602 312	1 725 536
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Général	71 250	52 000
	71 250	52 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	756 262	8 993 415
Autres	62 679 295	174 987 878
	63 435 557	183 981 293
DIVERS		
Pénalités – intérêt	32 018	12 790
Autres	1 840 000	1 888 000
	1 872 018	1 900 790
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**4 492 105 459**	**3 315 139 730**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-136
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-137
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	2-139
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	2-142
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-144, 2-147
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-152
ÉTAT DES RECETTES	2-153

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
26 805 221	Programme d'administration du m	46 588 138	46 374 429
113 846 146	Développement et gestion des sources d'énergie	65 752 600	51 895 552
6 385 417 835	Atténuation du prix de l'électricité	7 025 158 600	6 863 996 103
38 018 461	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	35 236 800	34 878 488
188 472 673	Programme des mines et des minéraux	243 743 700	233 953 361
6 752 560 336	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**7 416 479 838**	**7 231 097 933**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Programme d'administration du ministère	1 000	0
126 800 000	Développement et gestion des sources d'énergie	0	0
0	Atténuation du prix de l'électricité	1 000 000 000	1 000 000 000
0	Programme des mines et des minéraux	1 000	0
126 800 000	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**1 000 002 000**	**1 000 000 000**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programme d'administration du ministère	2 000	0
20 597 590	Développement et gestion des sources d'énergie	35 002 000	35 000 000
440 378 449	Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	414 794 200	340 080 280
30 610 135	Programme des mines et des minéraux	82 235 600	79 968 193
491 586 174	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**532 033 800**	**455 048 473**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Programme d’administration du ministère	1 000	0
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	Programme des mines et des minéraux	651 000	363 633
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**653 000**	**363 633**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	Crédits autorisés par le Conseil	Crédits autorisés Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	15 828 400	11 579 600	27 408 000	Administration du ministère.....	27 400 922
2	7 961 400	11 098 000	19 059 400	Administration du ministère des Mines..	18 815 406
L	2 000	0	2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	1 603
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	68 732
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	31 197
L	48 519	0	48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	56 569
	23 910 538	**22 677 600**	**46 588 138**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...**	**46 374 429**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000	0	1 000	Administration du mnistère Actifs de fonctionnement.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DU MINISTÈRE**	
				Administration du ministère	
4	1 000	0	1 000	Charges d'immobilisation.....	0
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Administration du ministère	
5	1 000	0	1 000	Biens immobilisés.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**0**

Description du programme

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, fournit des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien permettant au ministère d'atteindre les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme procure du leadership et des conseils sur la gestion financière et le contrôle financier, les ressources humaines, la planification, les questions juridiques, les communications, la gestion des urgences et d'autres services généraux pour soutenir les initiatives et les programmes de financement du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère de l'Énergie (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 766 764
Avantages sociaux		1 503 338
Transports et communications		286 113
Services		14 707 527
Fournitures et matériel		137 180
		27 400 922
Bureau principal		
Traitements et salaires	5 147 974	
Avantages sociaux	725 468	
Transports et communications	255 032	
Services	458 897	
Fournitures et matériel	30 469	
		6 617 840
Services ministériels		
Traitements et salaires	2 392 102	
Avantages sociaux	371 966	
Transports et communications	9 939	
Services	265 019	
Fournitures et matériel	59 964	
		3 098 990
Services de communication		
Traitements et salaires	3 226 688	
Avantages sociaux	405 904	
Transports et communications	14 104	
Services	10 442 289	
Fournitures et matériel	30 679	
		14 119 664
Services juridiques		
Transports et communications	7 038	
Services	3 541 322	
Fournitures et matériel	16 068	
		3 564 428
Administration du ministère des Mines (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 345 050
Avantages sociaux		664 372
Transports et communications		112 944
Services		14 525 216
Fournitures et matériel		35 777
		19 683 359
Moins : recouvrements		867 953
		18 815 406
Bureau principal		
Traitements et salaires	813 532	
Avantages sociaux	96 010	
Transports et communications	28 830	
Services	16 363	
Fournitures et matériel	1 909	
		956 644
Services de communication		
Traitements et salaires	778 169	
Avantages sociaux	119 914	
Transports et communications	16 838	
Services	12 130 961	
Fournitures et matériel	731	
		13 046 613
Services juridiques		
Transports et communications	9 601	
Services	1 760 143	
Fournitures et matériel	8 372	
		1 778 116
Analyse et planification		
Traitements et salaires	996 034	
Avantages sociaux	144 360	
Transports et communications	10 301	
Services	39 279	
Fournitures et matériel	2 890	
	1 192 864	
Moins : recouvrements	500 000	
		692 864

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME – CRÉDIT 2901

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 239 424	
Avantages sociaux	188 771	
Transports et communications	26 180	
Services	80 463	
Fournitures et matériel	19 658	
	1 554 496	
Moins : recouvrements	0	
		1 554 496
Ressources humaines		
Traitements et salaires	517 891	
Avantages sociaux	115 317	
Transports et communications	10 292	
Services	39 928	
Fournitures et matériel	2 217	
		685 645
Systèmes informatiques		
Transports et communications	10 902	
Services	458 079	
	468 981	
Moins : recouvrements	367 953	
		101 028
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		68 732
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		31 197
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		56 569
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 603
		158 101
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**46 374 429**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère, actifs de fonctionnement (Poste 3)		
Prêts et investissements		0
		0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère, charges d'immobilisations (Poste 4)		
Autres opérations		0
		0
Crédits législatifs		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**0**
BIENS IMMOBILISÉS		
Administration du ministère, biens immobilisés (Poste 5)		
Fournitures et matériel – coûts relatifs aux biens immobilisés		0
		0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

For the year ended March 31, 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902				**DÉVELOPPEMENT ET GESTION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
1	76,124,700	(10,373,100)	65,751,600	Politiques et programmes.....	51,895,347
L	1,000	0	1,000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	205
	76,125,700	**(10,373,100)**	**65,752,600**	**TOTAL (CHARGE DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**51,895,552**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
3	161,600,000	(161,600,000)	0	Développement et gestion des sources d'énergie Actifs de fonctionnement.....	0
	161,600,000	**(161,600,000)**	**0**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	35,001,000	0	35,001,000	Développement et gestion des sources d'énergie.....	35,000,000
L	1,000	0	1,000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	35,002,000	**0**	**35,002,000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**35,000,000**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902				**DÉVELOPPEMENT ET GESTION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
				Développement et gestion	
5	1,000	0	1,000	des sources d'énergie.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION	
	1,000	**0**	**1,000**	**DES SOURCES D'ÉNERGIE.....**	**0**

Description du programme

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie le rendement énergétique, la modernisation du réseau et la mise en valeur d'énergies plus propres. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones au secteur de l’énergie. Le programme est aussi responsable de la surveillance d’un prêt de construction pour le projet de transport d’énergie Watay Power.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 896 295
Avantages sociaux		2 496 426
Transports et communications		79 842
Services		2 129 133
Fournitures et matériel		20 067
Paiements de transfert		
Projet d'accumulation par pompag	28 797 153	
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	1 216 973	
Fonds pour l'innovation relative à l'hydrogène	259 458	
		30 273 584
		51 895 347
Moins : recouvrements		0
		51 895 347
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables,		
Loi sur l'administration financière		205
		205
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE		**51 895 552**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Actifs de fonctionnement – Développement et gestion des sources d'énergie		
Prêts et investissements		
Wataynikaneyap Power		0
		0
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE		**0**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Développement et gestion des sources d'énergie – biens immobilisés	
Paiements de transfert	
Fonds pour l'électricité propre de demain	35 000 000
Autres opérations	0
	35 000 000
Moins : recouvrements	0
	35 000 000
Crédits législatifs	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	**35 000 000**
BIENS IMMOBILISÉS	
Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 5)	
Parc automobile et flotte de bateaux —	
coûts relatifs aux biens immobilisés	0
Investissements dans des immobilisations corporelles	
Fonds pour l'électricité propre de demain	0
	0
Moins : recouvrements	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2905				**PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	6 462 977 300	562 181 300	7 025 158 600	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité.....	6 863 996 103
	6 462 977 300	**562 181 300**	**7 025 158 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....**	**6 863 996 103**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000 000 000	0	1 000 000 000	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité.....	1 000 000 000
	1 000 000 000	**0**	**1 000 000 000**	**TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....**	**1 000 000 000**

Description du programme

Ce programme aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Programme ontarien d'aide relative aux frais d'électricité.....	206 781 060	
Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées.....	424 134 246	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario.....	255 718 772	
Remise de l'Ontario pour l'électricité.....	32 614 872	
Plan exhaustif relatif à l'électricité.	2 644 383 142	
Fiducie pour des frais d'électricité équitables – coûts de financement.....	3 204 302 700	
Crédit relatif à la livraison dans les réserves pour les Premières Nations.....	63 783 220	
	32 278 091	
		6 863 996 103
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....		**6 863 996 103**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)		
Prêts et investissements		
Injection de capitaux dans OPG.....		1 000 000 000
		1 000 000 000
TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ		**1 000 000 000**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2907				**INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	31 100 000	4 135 800	35 235 800	Réseau à large bande, charges de fonctionnement.....	34 878 488
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	31 101 000	**4 135 800**	**35 236 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE.....**	**34 878 488**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 720 317 800	(1 305 524 600)	414 793 200	Réseau à large bande, charges d'immobilisation.....	340 080 280
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	1 720 318 800	**(1 305 524 600)**	**414 794 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE.....**	**340 080 280**

Description du programme

Le programme est responsable de la réalisation de l'engagement du gouvernement visant à ce que chaque collectivité en Ontario ait accès à un réseau d'Internet haute vitesse. L'extension du réseau à large bande dans les zones rurales et éloignées sera accélérée par la suppression des obstacles au déploiement et la réduction des coûts. Une connexion Internet haut débit fiable est indispensable pour accéder à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation et l'emploi, et pour permettre aux particuliers et aux collectivités de prospérer dans une économie moderne et numérique.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET À LARGE BANDE

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Réseau à large bande, charges de fonctionnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 875 110
Avantages sociaux		608 600
Transports et communications		24 607
Services		30 361 683
Fournitures et matériel		8 488
		34 878 488
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – INFRASTRUCTURE DES RÉSEAUX CELLULAIRES ET A LARGE BANDE		**34 878 488**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Réseau à large bande, charges d'immobilisations (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Accès à large bande pour Matawa	13 686 084	
Infrastructure cellulaire et à large bande	326 394 196	
		340 080 280
Crédits législatifs		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – INFRASTRUCTURE CELLULAIRE ET À LARGE BANDE		**340 080 280**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2908				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	269 345 500	(26 002 800)	243 342 700	Compétitivité du secteur des minéraux..	233 949 588
L	401 000	0	401 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	3 773
	269 746 500	**(26 002 800)**	**243 743 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....**	**233 953 361**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000	0	1 000	Mines et minéraux, actif de fonctionnement.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	5 732 500	2 716 000	8 448 500	Compétitivité du secteur des minéraux, charges d'immobilisations.....	6 304 914
6	2 961 700	70 056 900	73 018 600	Assainissement de l'environnement dans le secteur minier, charges d'immobilisations.....	73 016 563
L	768 500	0	768 500	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	646 716
	9 462 700	**72 772 900**	**82 235 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....**	**79 968 193**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2908				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	651 000	0	651 000	Mines et minéraux, biens immobilisés.....	363 633
	651 000	**0**	**651 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX.....**	**363 633**

Description du programme

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minérales de l’Ontario grâce à la supervision du secteur de l’exploration minérale et l’exploitation minière de la province. Il fait la promotion d’un Ontario dynamique, sain et durable en administrant la Loi sur les mines de l’Ontario de manière équitable et uniforme, afin d’assurer le développement durable et responsable de nos ressources minérales. À cette fin, le programme veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l’Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l’exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent d’une manière sécuritaire et respectueuse de l’environnement. Le programme a également la responsabilité d’encourager et de faciliter la participation des Autochtones aux débouchés économiques associés au secteur minier de l’Ontario de sorte que soient respectés les droits et la culture autochtones et que soit remplie l'obligation de consulter de l'Ontario.

Le programme génère et diffuse des données géoscientifiques afin d’attirer et d’orienter les investissements du secteur minier et d’étayer un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Le programme permet de s’acquitter des engagements pris dans la Stratégie relative aux minéraux critiques, avec notamment des efforts pour faire le lien entre les abondants dépôts de minéraux critiques de l’Ontario et notre secteur manufacturier de calibre mondial. L’objectif est d’élever et de consolider la place de l’Ontario en tant que région compétitive au niveau international qui est prête à répondre à la demande mondiale croissante de minéraux critiques.

Ce programme, qui relève du cadre 1P1P, offre une approche intégrée relativement aux processus de délivrance de permis, d’autorisation et d’approbation pour les projets désignés d’exploration avancée et de développement minier. En vertu du cadre 1P1P, une équipe chargée de la délivrance des autorisations et permis miniers fournira un soutien spécialisé en gestion de projet afin de coordonner la consultation des Autochtones et d’harmoniser les étapes des processus de demande, d’examen et de prise de décision en vue d’obtenir les permis, autorisations et approbations nécessaires à la mise en œuvre d’un projet désigné.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET MINÉRAUX – CRÉDIT 2908

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		
Traitements et salaires		29 355 416
Avantages sociaux		4 753 128
Transports et communications		1 126 151
Services		12 568 855
Fournitures et matériel		1 489 831
Paiements de transfert		
Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques	7 469 016	
Crédit d'impôt pour actions accrédi ciblées de l'Ontario	16 366 072	
Développement économique pour les Autochtones	71 355 612	
Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	8 303 826	
Rapports sur les activités minières	45 481	
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	81 116 200	
		184 656 207
		233 949 588
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		3 773
		3 773
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		**233 953 361**
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT		
Mines et minéraux, actif de fonctionnement (Poste 2)		
Dépôts et charges payées d'avance		0
		0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		**0**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux, charges d'immobilisations (Poste 3)	
Services	6 302 618
Fournitures et matériel	2 296
	6 304 914
Assainissement de l'environnement dans le secteur minier (Poste 6)	
Services	73 016 563
	73 016 563
Crédits législatifs	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	646 716
	646 716
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**79 968 193**
BIENS IMMOBILISÉS	
Mines et minéraux (Poste 4)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	363 633
	363 633
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINERAUX	**363 633**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Fonds pour l'innovation relative aux minéraux critiques	290801	Oui	Oui	7 469 016
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie	290201	Oui	Oui	1 216 973
Fonds pour l'innovation relative à l'hydrogène	290201	Oui	Oui	259 458
Développement économique pour les Autochtones	290801	Oui	Oui	71 355 612
Programme ontarien d'aide aux petites sociétés d'exploration minière	290801	Oui	Oui	8 303 826
Projet d'accumulation par pompage	290201	Oui	Oui	28 797 153
Rapports sur les activités minières en Ontario	290801	Oui	Oui	45 481
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières	290801	Oui	Oui	81 116 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	290702	Oui	Oui	326 394 196
Fonds pour l'électricité propre de demain	290204	Oui	Oui	35 000 000
Accès à large bande pour Matawa	290702	Oui	Oui	13 686 084
TOTAL				**573 643 999**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
RECETTES FISCALES		
Impôt calculé sur la superficie en acres – Loi sur les mines	2,349,597	1,888,737
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure	6 344 557	0
Autres	35 182 256	21 016 768
	41 526 813	21 016 768
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Dividendes de Hydro One Limited	376 286 612	354 936 216
Dividendes d’Ontario Power Generation Inc	14 657 534	0
	390 944 146	354 936 216
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais miniers (Loi sur les mines)	7 441 796	5 009 477
Droits de demande d'accès à l’information	3 554	4 607
Frais pour chèques refusés	315	562
	7 445 665	5 014 646
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 000	2 500
REDEVANCES	4 240 627	2 611 893
VENTES ET LOCATIONS	12 413 173	31 191 372
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 422 038	44 778 248
DIVERS		
Prêts – Intérêts	13 823 620	26 664 589
Autres	289	3 924
	13 823 909	26 668 513
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**478 166 968**	**488 108 893**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS — PAGE

SOMMAIRE 2-156

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-158

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES 2-162

NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT 2-164

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS 2-166

ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES 2-169

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE 2-172

GESTION DES TERRES ET DES EAUX 2-174

PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS 2-178

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 2-160, 2-161, 2-163, 2-165, 2-168, 2-171, 2-176, 2-180

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE 2-181

ÉTAT DES RECETTES 2-183

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
73 416 579	Programme d'administration du ministère	77 697 414	74 558 220
24 290 925	Environmental Policy	25 106 800	24 371 092
42 895 632	Normes et sciences de l'environnement	44 983 500	44 323 972
113 455 040	Conformité environnementale et opérations	107 606 700	106 297 178
31 149 389	Évaluations et permissions environnementales	34 060 900	33 901 695
12 721 892	Climate Change and Resiliency	13 458 700	12 949 426
82 429 677	Gestion des terres et des eaux	101 379 200	100 929 061
85 825	Programme des normes de rendement à l’égard des émissions	25 160 600	69 812
380 444 959	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**429 453 814**	**397 400 456**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Programme des normes de rendement à l’égard des émissions	2 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
76 138	Programme d'administration du ministère	152 600	203 689
4 468 021	Normes et sciences de l'environnement	6 823 300	3 710 269
10 080 578	Conformité environnementale et opérations	104 625 100	104 547 263
4 194 116	Évaluations et permissions environnementales	3 384 800	483 482
0	Climate Change and Resiliency	1 000	0
18 824 153	Gestion des terres et des eaux	30 138 100	29 326 281
335 518	Programme des normes de rendement à l’égard des émissions	100 106 500	53 315 779
37 978 524	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**245 231 400**	**191 586 763**
	BIENS IMMOBILISÉS		
1 313 988	Programme d'administration du ministère	1 511 000	769 326
1 521 273	Normes et sciences de l'environnement	6 054 100	5 416 177
0	Conformité environnementale et opérations	243 900	242 945
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
20 640 924	Gestion des terres et des eaux	32 542 200	30 792 943
0	Programme des normes de rendement à l’égard des émissions	3 000	0
23 476 185	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**40 355 200**	**37 221 391**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**DU MINISTÈRE**	
1	72 996 500	4 635 900	77 632 400	Administration du ministère.....	74 380 752
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	16 173	0	16 173	*Traitement versé à l'adjoint* parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	86 600
	73 061 514	**4 635 900**	**77 697 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**74 558 220**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
L	151 600	0	151 600	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	203 689
	152 600	**0**	**152 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**203 689**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DU MINISTÈRE**	
				Administration du ministère –	
2	1 511 000	0	1 511 000	Infrastructure.....	769 326
	1 511 000	**0**	**1 511 000**	**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**769 326**

Description du programme

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion des situations d’urgence et de l’intervention, les services en français, l’accès à l’information et la protection de la vie privée, les services juridiques et les communications.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 844 428
Avantages sociaux		3 809 645
Transports et communications		301 095
Services		37 406 839
Fournitures et équipement		523 712
Paiement de transfert		
Agence ontarienne des eaux	10 517 700	
		10 517 700
		74 403 419
Moins : Recouvrements		22 667
		74 380 752
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 873 653	
Avantages sociaux	468 406	
Transports et communications	98 612	
Services	85 454	
Fournitures et équipement	18 690	
		4 544 815
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	9 310 530	
Avantages sociaux	1 467 767	
Transports et communications	29 211	
Services	13 206 835	
Fournitures et équipement	397 273	
Paiement de transfert		
Agence ontarienne des eaux	10 517 700	
	34 929 316	
Moins : Recouvrements	22 667	
		34 906 649
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 180 461	
Avantages sociaux	817 621	
Transports et communications	10 698	
Services	563 160	
Fournitures et équipement	15 482	
		3 587 422
Services de communication		
Traitements et salaires	4 389 715	
Avantages sociaux	671 947	
Transports et communications	111 357	
Services	367 347	
Fournitures et équipement	29 169	
		5 569 535
Services juridiques		
Transports et communications	46 660	
Services	14 511 823	
Fournitures et équipement	62 352	
		14 620 835
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	2 090 069	
Avantages sociaux	383 904	
Transports et communications	4 557	
Services	8 672 220	
Fournitures et équipement	746	
		11 151 496
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		86 600
		177 468
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**74 558 220**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère – Immobilisations (Poste 3)	
Services	0
	0
Crédits législatifs	
Autre opération	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	203 689
	203 689
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**203 689**
BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère – infrastructure (Poste 2)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	161 336
Améliorations locatives	607 990
	769 326
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**769 326**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1112				**POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ENVIRONNEMENTALES**	
3	27 905 100	(2 799 300)	25 105 800	Politiques et programmes environnementaux.....	24 371 092
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	27 906 100	**(2 799 300)**	**25 106 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES .....**	**24 371 092**

Description du programme

Ce crédit comprend l’élaboration de politiques, de règlements et de lois soutenant le mandat de protection de l’environnement du ministère, les activités liées à la conception des programmes visant à protéger l’environnement et le détournement des déchets pour créer des ressources précieuses. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones et de la liaison avec le Conseil des ministres, ainsi que le programme relatif à la *Charte des droits environnementaux* .

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1112

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitements et salaires		13 317 697
Avantages sociaux		1 748 902
Transports et communications		35 507
Services		2 066 774
Fournitures et équipement		12 838
Paiements de transfert		
Planification et action en protection environnementale	3 999 674	
Participation des Autochtones et collaboration	189 700	
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	3 000 000	
		7 189 374
		24 371 092
Moins : Recouvrements		0
		24 371 092
Crédits législatifs		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES		**24 371 092**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1114				**NORMES ET SCIENCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	48 588 700	(3 606 200)	44 982 500	Normes et sciences de l'environnement.....	44 323 972
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	48 589 700	**(3 606 200)**	**44 983 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**44 323 972**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	4 602 800	605 800	5 208 600	Sciences de l'environnement – Immobilisations....	2 065 847
L	1 614 700	0	1 614 700	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	1 644 422
	6 217 500	**605 800**	**6 823 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**3 710 269**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	8 972 100	(2 918 000)	6 054 100	Sciences de l'environnement et et laboratoires – Infrastructure.....	5 416 177
	8 972 100	**(2 918 000)**	**6 054 100**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....**	**5 416 177**

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées à la prestation d'expertise scientifique, technique et de laboratoire afin de soutenir la prise de décisions relative aux opérations et aux permissions, d'alimenter l'élaboration et l'évaluation des politiques, de rendre compte des résultats issus de la surveillance et de présenter des rapports au public.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ENVIRONMENTAL SCIENCES AND STANDARDS PROGRAM – CRÉDIT 1114

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		30 752 242
Avantages sociaux		4 768 663
Transports et communications		556 745
Services		5 509 623
Fournitures et équipement		2 569 599
Paiements de transfert		
Environmental Science and Technical Research	167 100	
		167 100
		44 323 972
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT		**44 323 972**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Sciences de l'environnement – immobilisations (Poste 2)		
Autres opérations		2 065 847
		2 065 847
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 644 422
		1 644 422
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT		**3 710 269**
BIENS IMMOBILISÉS		
Sciences de l'environnement et laboratoires – infrastructure (Poste 3)		
Immeubles – coûts relatifs aux biens immobilisés		4 142 051
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés		799 256
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés		474 870
		5 416 177
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT		**5 416 177**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1116				**CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ET OPÉRATIONS**	
1	105 626 500	1 315 900	106 942 400	Conformité environnementale et application des lois.....	105 647 251
3	1 260 400	(598 400)	662 000	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones.	649 927
L	1 300	0	1 300	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
L	1 000	0	1 000	Fiducie, *Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des rivières English et Wabigoon*.....	0
	106 889 200	**717 500**	**107 606 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNE CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....**	**106 297 178**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	3 000	102 430 700	102 433 700	Environmental Remediation – Capital..	102 431 713
7	78 000	1 167 800	1 245 800	Environmental Compliance and Enforcement – Capital.....	1 209 189
L	945 600	0	945 600	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	906 361
	1 026 600	**103 598 500**	**104 625 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ENVIRONMENTAL COMPLIANCE AND OPERATIONS PROGRAM.....**	**104 547 263**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1116				**CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE**	
BIENS IMMOBILISÉS				**ET OPÉRATIONS**	
				Conformité et opérations –	
6	1 000	242 900	243 900	Infrastructure.....	242 945
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE	
	1 000	**242 900**	**243 900**	**ET OPÉRATIONS.....**	**242 945**

Description du programme

Ce crédit comprend la surveillance, à l’échelon provincial, de la conformité environnementale et de l’application des lois dans ce domaine et soutient toutes les collectivités de l’Ontario par l’exécution de programmes novateurs protégeant la salubrité de l’air, des sols et de l’eau, y compris l’eau potable.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Conformité environnementale et application des lois (Poste 1)		
Traitements et salaires		82,860,484
Avantages sociaux		13,697,935
Transports et communications		1,076,790
Services		6,756,660
Fournitures et équipement		1,255,382
Paiements de transfert		
Fonds ontarien de protection de l'environnemen		
à l'échelle communautaire	304,306	
		304,306
		105,951,557
Moins : Recouvrements		304,306
		105,647,251
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones (Poste 3)		
Traitements et salaires		264,970
Avantages sociaux		384,957
		649,927
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
Loi sur l'administration financière		0
Transferts depuis des comptes à fin désignée – Fonctionnement,		
Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets,		
Loi sur la protection de l'environnement		0
		0
Moins : Recouvrements		0
		0
Paiements de transfert		
Fiducie,		
Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement des		
rivières English et Wabigoon		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS		**106,297,178**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Assainissement de l'environnement – Immobilisations (Poste 5)	
Services	102,431,713
	102,431,713
Conformité environnementale et application des lois – immobilisations (Poste 7)	
Services	5,562
Fournitures et équipement	1,203,627
	1,209,189
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	906,361
	906,361
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS	**104,547,263**
BIENS IMMOBILISÉS	
Conformité environnementale et opérations – Infrastructure (Poste 6)	
Machines et équipement –	
coûts relatifs aux biens immobilisés	242,945
	242,945
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS	**242,945**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1118				**ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	33 411 700	649 200	34 060 900	Évaluations et permissions environnementales.....	33 901 695
	33 411 700	**649 200**	**34 060 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....**	**33 901 695**
CHARGES D'IMMOBILISATI(					
3	1 141 400	(649 800)	491 600	Évaluations et permissions environnementales – Immobilisations	483 482
L	2 893 200	0	2 893 200	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	4 034 600	**(649 800)**	**3 384 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....**	**483 482**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000	0	1 000	Évaluations et permissions environnementales – Infrastructure.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES**	**0**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées à la délivrance et la rationalisation des permissions ministérielles en s’appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis et des permissions ainsi que les activités relatives à la modernisation du programme d’évaluations environnementales et à la tenue d’examens exhaustifs des évaluations environnementales.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT AND PERMISSIONS – CRÉDIT 1118

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)	
Traitements et salaires	27,171,704
Avantages sociaux	4,282,647
Transports et communications	111,052
Services	2,309,908
Fournitures et équipement	26,384
	33,901,695
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES	**33,901,695**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Évaluations et permissions environnementales – immobilisations (Poste 3	
Services	483,482
	483,482
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES	**483,482**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Évaluations et permissions environnementales – infrastructure (Poste 3)	
Business application software – coûts relatifs aux biens immobilisés	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES	**0**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1119				**ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	15 708 900	(2 250 200)	13 458 700	Changement climatique et résilience.....	12 949 426
	15 708 900	**(2 250 200)**	**13 458 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....**	**12 949 426**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Action en matière de changement climatique et résilience.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....**	**0**

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées aux domaines suivants : élaboration et mise en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique; suivi d'initiatives liées au changement climatique et soutien de mesures visant à lutter contre le changement climatique; renforcement de la résilience, de l'adaptation et des services analytiques; soutien au développement économique sobre en carbone, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit comprend également les activités liées au soutien apporté au travail réalisé par le MEPP avec les ministères partenaires afin de comprendre les effets du changement climatique et leur incidence sur l'atteinte des objectifs gouvernementaux.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Changement climatique et résilience (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 343 355
Avantages sociaux	1 473 484
Transports et communications	38 044
Services	1 082 529
Fournitures et équipement	12 014
	12 949 426
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE	**12 949 426**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Changement climatique et résilience - immobilisations (Poste 2)	
Services	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE	**0**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1120				**GESTION DES TERRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ET DES EAUX**	
1	29 014 200	3 234 200	32 248 400	Parcs Ontario.....	32 223 400
2	76 183 100	(7 054 300)	69 128 800	Conservation et protection de l'eau.....	68 119 261
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	586 400
L	1 000	0	1 000	Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement, Compte pour la conservation des espèces, *Loi de 2025 sur la conservation des espèces*.....	0
	105 199 300	**(3 820 100)**	**101 379 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....**	**100 929 061**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	11 067 700	(4 662 000)	6 405 700	Parcs Ontario – immobilisations.....	6 389 231
5	35 810 500	(20 700 000)	15 110 500	Conservation et protection de l'eau – immobilisations.....	15 110 500
L	8 621 900	0	8 621 900	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	7 826 550
	55 500 100	**(25 362 000)**	**30 138 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....**	**29 326 281**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1120				**GESTION DES TERRES**	
BIENS IMMOBILISÉS				**ET DES EAUX**	
4	56 206 200	(23 664 000)	32 542 200	Parcs Ontario – infrastructure.....	30 792 943
	56 206 200	**(23 664 000)**	**32 542 200**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....**	**30 792 943**

Description du programme

Ce crédit comprend des activités liées à la surveillance, l’exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux parcs provinciaux, aux offices de protection de la nature, à la protection de l’eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Parcs Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		91 543 196
Avantages sociaux		13 615 521
Transports et communications		2 982 481
Services		47 328 924
Fournitures et équipement		28 747 134
Paiements de transfert		
Partenariat pour la protection de la nature	5 000 000	
		5 000 000
		189 217 256
Moins : Recouvrements		156 993 856
		32 223 400
Conservation et protection de l'eau (Poste 2)		
Traitements et salaires		16 588 773
Avantages sociaux		2 358 418
Transports et communications		181 251
Services		13 337 378
Fournitures et équipement		572 379
Paiements de transfert		
Intendance des espèces en péril en Ontario	19 596 391	
Protection des sources d'eau	7 169 800	
Grands Lacs	6 726 871	
Lac Simcoe	1 388 000	
Programme d'aide relative aux Grands Lacs et au fleuve Saint-Laurent	200 000	
		35 081 062
		68 119 261
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		586 400
Transferts du compte à fin désignée pour les charges de fonctionnement – Compte pour la conservation des espèces, *Loi de 2025 sur la conservation des espèces*		0
		586 400
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX		**100 929 061**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Parcs Ontario - immobilisations (Poste 3)		
Transports et communications		154 362
Services		5 430 768
Fournitures et équipement		1 787 461
Autres opérations		102 940
		7 475 531
Moins : Recouvrements		1 086 300
		6 389 231
Conservation and Water Protection – Immobilisations (Poste 5)		
Services		3 799 972
Paiements de transfert		
Relance et résilience climatique – Evergreen Brick Works	6 300 000	
Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe	700 000	
Soutien au traitement des eaux de lavage agricoles	1 600 000	
Programme de partenariat pour la protection des terres humides	2 710 528	
		11 310 528
		15 110 500
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		7 826 550
		7 826 550
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX		**29 326 281**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Ontario Parks Infrastructure (Poste 4)	
Land Improvements	248 735
Buildings - salaries and wages	(76 209)
Buildings - employee benefits	(15 245)
Buildings – coûts relatifs aux biens immobilisés	9 437 327
ARO Buildings Revaluation	124 427
Transportation infrastructure - salaries and wages	(9 610)
Transportation infrastructure - employee benefits	(476)
Transportation infrastructure – coûts relatifs aux biens immobilisés	4 374 704
Dams and engineering structures - salaries and wages	(179 763)
Dams and engineering structures - employee benefits	(26 982)
Dams and engineering structures – coûts relatifs aux biens immobilisés	15 483 924
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	1 458 819
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés	0
Leasehold improvements	(25 906)
Information Technology hardware	(802)
	30 792 943
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – LAND AND WATER PROGRAM	**30 792 943**

*Negative balances reported are for Construction in Progress (CIP) assets, and result from placing CIP assets into productive use during the fiscal year.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1121				**PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS**	
1	1 000	0	1 000	Emissions Performance Standards Program.....	0
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables - Emissions Performance Standards Program, the *Loi sur l'administration financière*.....	0
L	25 158 600	0	25 158 600	Transfers from Designated Purpose Account Operating, Emissions Performance Standards Program, *Environmental Protection Act, R.S.O. 1990*.....	69 812
	25 160 600	**0**	**25 160 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....**	**69 812**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000	0	1 000	Emissions Performance Standards Program - Accounts Receivable.	0
L	1 000	0	1 000	Loans and Investments, Emissions Performance Standards Program, *Environmental Protection Act, R.S.O. 1990*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....**	**0**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1121				**NORMES DE RENDEMENT**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS**	
3	1 000	0	1 000	Normes de rendement à l'égard des émissions.....	0
L	100 105 500	0	100 105 500	Transfert du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Normes de rendement à l'égard des émissions, *Loi sur la protection de l'environnement,* L.R.O. 1990	53 315 779
	100 106 500	**0**	**100 106 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....**	**53 315 779**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	0	1 000	Normes de rendement à l'égard des émissions – Infrastructure.....	0
L	2 000	0	2 000	Investissements dans des immobilisations corporelles, Normes de rendement à l'égard des émissions, *Loi sur la protection de la nature,* L.R.O. 1990.....	0
	3 000	**0**	**3 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS.....**	**0**

Description du programme

Ce crédit comprend l'administration du Programme des normes de rendement à l'égard des émissions et de l'exécution d'initiatives de réduction des gaz à effet de serre ou du soutien connexe.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS – CRÉDIT 1121

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions (Poste 1)		Programme des normes de rendement à l'égard des émissions (Poste 3)	
Services	69 812	Services	297 210
Paiements de transfert		Paiement de transfert	
Normes de rendement à l'égard des émissions	0	Normes de rendement à l'égard des émissions	53 018 569
	69 812		53 315 779
Moins : Recouvrements	69 812	Moins : Recouvrements	53 315 779
	0		0
Crédits législatifs		Crédits législatifs	
Autres opérations		Autres opérations	
Créances irrécouvrables, Normes de rendement à l'égard des émissions, *Loi sur l'administration financière*	0	Transfert du compte à fin désignée pour les charges d'immobilisations, Normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection *de l'environnement, L.R.O. 1990*	53 315 779
Transferts du compte à fin désignée pour les charge de fonctionnement, Normes de rendement à l'égard des émissions, Loi sur la protection *de l'environnement, L.R.O. 1990*	69 812		53 315 779
	69 812		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS	**69 812**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS**	**53 315 779**
		BIENS IMMOBILISES	
		Normes de rendement à l'égard des émissions - infrastructure (Poste 4)	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés	0
			0
Normes de rendement à l'égard des émissions – débiteurs (Poste 2)		Moins : Recouvrements	0
			0
Prêts et investissements	0	Crédits législatifs	
	0		
Crédits législatifs		Investissements dans des immobilisations corporelle à l'égard des émissions, Loi sur la protection *de l'environnement, L.R.O. 1990*	0
Prêts et investissements			0
Prêts et investissements			
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions, *Loi sur la protection de l'environnement, L.R.O. 19*	0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS**	**0**
	0		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS	**0**		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Agence ontarienne des eaux	110101			
Agence ontarienne des eaux		Oui	Non	10 517 700
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	111203			
Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau		Oui	Non	3 000 000
Participation des Autochtones et collaboration	111203			
Participation des Autochtones et collaboration		Oui	Oui	189 700
Planification et action en protection environnementale	111203			
Planification et action en protection environnementale – Greenbelt Foundation		Oui	Oui	3 999 674
Sciences de l’environnement et recherche technique	111401			
Sciences de l’environnement et recherche technique		Oui	Oui	167 100
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire	111601			
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire		Oui	Oui	304 306
Partnariat pour la protection de la nature	112001			
Programme de partenariat pour la protection des espaces verts		Oui	Oui	5 000 000
Protection des sources d'eau	112002			
Protection des sources d'eau potable		Oui	Oui	7 159 800
Meilleures pratiques en matière de protection des sources d’eau		Oui	Oui	10 000
Lac Simcoe	112002			
Lac Simcoe		Oui	Oui	1 388 000
Grands Lacs	112002			
Fonds d'action locale pour les Grands Lacs		Oui	Oui	715 145
Programme de protection des Grands Lacs		Oui	Oui	6 011 726
Intendance des espèces en péril en Ontario	112002			
Programme d'intendance pour la conservation du caribou		Oui	Oui	7 820 394
Programme d'intendance des espèces en péril en Ontario		Oui	Oui	3 202 200
Programme de conservation des espèces		Oui	Oui	8 573 797
Programme d’aide relative aux Grands Lacs et au fleuve Saint-Laurent	112002			
Programme d’aide relative aux Grands Lacs et au fleuve Saint-Laurent		Oui	Oui	200 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

For the year ended March 31, 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Relance et résilience climatique – Evergreen	112005			
Relance et résilience climatique – Evergreen		Oui	Oui	6 300 000
Soutien au traitement des eaux de lavage agricoles	112005			
Fonds WISE d'encouragement à l'innovation et à l'intendance relatives aux eaux agricoles		Oui	Oui	1 600 000
Programme de partenariat pour la protection des terres humides	112005			
Programme de partenariat pour la protection des terres humides		Oui	Oui	2 710 528
Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe	112005			
Projet de réduction du phosphore pour le lac Simcoe		Oui	Oui	700 000
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions	112103			
Programme des normes de rendement à l'égard des émissions		Oui	Oui	53 018 569
TOTAL				**122 588 639**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Autres	12 056 914	14 422 652
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autorisation environnementale	2 823 844	2 462 410
Programme des normes de rendement à l’égard des émissions	320 457 840	260 551 086
Autres	4 897 933	6 363 250
	328 179 617	269 376 746
VENTES ET LOCATIONS	5 187	931
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	643 835	537 969
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 635 317	991 084
DIVERS		
Compte pour la conservation des espèces	5 242 005	0
Autres	55 999	62 703
	5 298 004	62 703
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**353 818 874**	**285 392 085**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-186
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-187
POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES	2-189
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	2-191
TAXES, AVANTAGES FISCAUX ET RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES	2-194
PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION	2-200
PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ	2-202
TRÉSOR	2-204
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-188, 2-193, 2-199, 2-201, 2-205
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-206
ÉTAT DES RECETTES	2-207
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-210

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
68 176 383	Administration du ministère	56 212 887	54 274 025
147 701 533	Politiques de réglementation et relations avec les organismes	13 045 900	12 530 444
54 374 283	Politiques économiques, budgétaires et financières	18 285 100	62 836 173
4 083 025 744	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière de finances	1 183 006 400	1 231 629 380
6 160 000	Programme du Fonds ontarien pour la construction	15 101 000	468 739 409
0	Programme des politiques en matière d'alcool et de la modernisation relative au marché	103 593 400	99 365 304
14 776 087 924	Trésor	16 054 231 700	15 400 876 649
19 135 525 867	**TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT**	**17 443 476 387**	**17 330 251 384**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
33 611 070	Taxes, avantages fiscaux et relations municipales en matière de finances	36 200 000	34 153 365
33 611 070	**TOTAL ACTIF DE FONCTIONNEMENT**	**36 200 000**	**34 153 365**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Taxes, avantages fiscaux et relati	2 000	0
0	**TOTAL CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	**2 000**	**0**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Taxes, avantages fiscaux et relati	1 000	0
0	**TOTAL BIENS IMMOBILISÉS**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	32 201 800	23 929 900	56 131 700	Administration du ministère.....	54 160 753
				Traitement versé au ministre	
				en vertu de la	
L	47 841	0	47 841	*Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
				Traitement versé à l'adjoint parlementair	
				en vertu de la	
L	32 346	0	32 346	*Loi sur le Conseil exécutif*.....	45 362
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	
	32 282 987	**23 929 900**	**56 212 887**		**54 274 025**

Description du programme

Le Programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre des Finances, assure des fonctions de planification, de consultation, de services juridiques et de contrôle afin de garantir l'orientation et la gestion des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux lois du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère les relations avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et les autres organismes centraux, et veille à ce que le ministère ainsi que ses groupes de clients bénéficient d'un soutien adéquat.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 1)		
Traitements et salaires		16 880 443
Avantages sociaux		2 499 111
Transports et communications		295 956
Services		34 297 549
Fournitures et matériel		187 694
		54 160 753
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 051 954	
Avantages sociaux	539 230	
Transports et communications	148 976	
Services	136 827	
Fournitures et matériel	16 989	
		4 893 976
Services ministériels		
Traitements et salaires	8 580 309	
Avantages sociaux	1 226 159	
Transports et communications	61 694	
Services	668 172	
Fournitures et matériel	44 085	
		10 580 419
Services de communication		
Traitements et salaires	4 248 180	
Avantages sociaux	733 722	
Transports et communications	46 118	
Services	23 905 836	
Fournitures et matériel	9 127	
		28 942 983
Services juridiques		
Transports et communications	39 168	
Services	9 586 714	
Fournitures et matériel	117 493	
		9 743 375
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		45 362
		113 272
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**54 274 025**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202				**POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET RELATIONS AVEC LES ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	5 677 600	137 100	5 814 700	Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite.....	5 528 148
8	7 089 400	140 800	7 230 200	Politiques en matière de services financiers.....	7 002 296
12	1 000	0	1 000	Tribunal des services financiers.....	0
	12 768 000	**277 900**	**13 045 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....**	**12 530 444**

Description du programme

Le Programme des politiques de réglementation et des relations avec les organismes assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le Programme assure l'analyse des politiques dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu et dirige l'élaboration de la législation et la réglementation connexes. Il suit l'évolution et les nouvelles tendances et établit les répercussions sociales, économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et il aide le gouvernement à préparer des projets de loi et des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique. Le programme gère également la relation du gouvernement avec la Société ontarienne de gestion des placements.

Ce programme veille à l'efficience de la réglementation dans le secteur provincial des services financiers, notamment les assurances, les institutions de dépôts, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux.

De plus, le ministère procure du soutien administratif au Tribunal des services financiers, un tribunal décisionnel qui, à la demande des personnes touchées, entend des appels et tient des audiences concernant des décisions rendues ou proposées du directeur général de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers.

Ce programme soutient la coordination interministérielle pour l'élaboration horizontale de politiques visant à soutenir des secteurs essentiels comme les boissons alcoolisées, les jeux et le cannabis.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES – CRÉDIT 1202

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques en matière de sécurité du revenu et de régimes de retraite (poste 6)		Tribunal des services financiers (poste 12)	
Traitements et salaires	4 487 001	Traitements et salaires	217 506
Avantages sociaux	564 409	Avantages sociaux	51 976
Transports et communications	8 091	Transports et communications	1 339
Services	460 247	Services	656 388
Fournitures et matériel	8 400	Fournitures et matériel	1 122
	5 528 148		928 331
		Moins : Recouvrements	928 331
Politiques en matière de services financiers (poste 8)			0
Traitements et salaires	5 433 534	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES**	**12 530 444**
Avantages sociaux	851 270		
Transports et communications	37 921		
Services	813 244		
Fournitures et matériel	39 717		
	7 175 686		
Moins : Recouvrements	173 390		
	7 002 296		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	13 988 900	(1 176 100)	12 812 800	Politiques économiques.....	12 425 927
8	5 781 000	(311 700)	5 469 300	Bureau du budget.....	5 410 246
12	1 000	0	1 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	0
L	1 000	0	1 000	Garanties et indemnités, *Loi sur l'administration financière*.....	0
L	1 000	0	1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, *Loi de 1998 sur l'électricité*.....	45 000 000
	19 772 900	**(1 487 800)**	**18 285 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES....**	**62 836 173**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme des politiques économiques, budgétaires et financières aide le gouvernement à formuler le plan budgétaire. De plus, il surveille la performance économique de l’Ontario et en rend compte par la publication du Budget de l’Ontario, des rapports trimestriels des finances de l’Ontario, des Comptes économiques de l’Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l’Ontario et des Comptes publics de l’Ontario. Il dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l’Ontario et soutient l’examen préélectoral des finances de l’Ontario par le vérificateur général.Ce programme soutient, élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d’emplois; il offre son expertise financière et économique et des conseils à l’appui de l’élaboration, de la mise en œuvre et de l’évaluation de l’effet des politiques et programmes gouvernementaux sur la population ontarienne; il réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l’affectation des ressources et prépare des prévisions démographiques pour l’Ontario et ses 49 divisions de recensement.

Ce programme aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l’Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme facilite la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l’élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l’information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l’Ontario.

Le programme reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l’industrie de l’électricité de l’Ontario des revenus du secteur de l’électricité réservés à la Société.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATIONS ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES – CRÉDIT 1202

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Economic Policy (poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	10 222 245	Autres opérations	
Avantages sociaux	1 332 929	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, *Loi de 1998 sur l'électricité*	45 000 000
Transports et communications	55 189		45 000 000
Services	573 218		
Fournitures et matériel	242 346		
	12 425 927		
Bureau du budget (poste 8)		**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**62 836 173**
Traitements et salaires	4 553 660		
Avantages sociaux	686 810		
Transports et communications	16 536		
Services	113 548		
Fournitures et matériel	39 692		
	5 410 246		

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	596 566 100	(85 470 200)	511 095 900	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations..	490 622 560
5	10 229 400	(2 150 100)	8 079 300	Politiques fiscales.....	7 980 553
6	36 566 400	(2 894 200)	33 672 200	Relations provinciales-municipales en matière de finances.....	32 346 645
7	583 577 100	(4 134 000)	579 443 100	Programmes de soutien aux municipalités.....	579 437 944
L	5 500 000	0	5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement en vertu de la *Loi sur l'administration financière*.....	4 626 939
L	45 215 900	0	45 215 900	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	116 614 739
	1 277 654 900	**(94 648 500)**	**1 183 006 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....**	**1 231 629 380**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES**	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 500 000	0	1 500 000	Actifs.....	699 266
L	20 000 000	0	20 000 000	Avances, *Loi sur l'éducation*.....	18 587 194
L	7 500 000	0	7 500 000	Avances, *Loi sur les régies des services publics*	7 632 178
L	7 200 000	0	7 200 000	Avances, *Loi sur les régies des routes locales*..	7 234 727
	36 200 000	**0**	**36 200 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....**	**34 153 365**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1209				**PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	0	1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....	
	1 000	**0**	**1 000**		**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme des taxes, des avantages fiscaux et des relations municipales en matière de finances élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d’avantages fiscaux et de prestations de l’Ontario, administre les lois fiscales de l’Ontario, les programmes liés aux revenus fiscaux et non fiscaux et divers programmes d’avantages fiscaux, préserve l’intégrité du régime fiscal de l’Ontario et gère les liens budgétaires qu’entretient la province avec les municipalités.

Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que les mesures de soutien fiscal soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. À cette fin, le programme fournit des conseils et des analyses stratégiques ainsi que des services de conception de lois dans divers domaines fiscaux, comme les particuliers, les entreprises, le secteur minier, le secteur de l’électricité, les produits de consommation et les ventes, l’administration des successions et les charges sociales.

Dans le cadre de ce travail, le programme offre un service à la clientèle de première ligne dans toute la province, avec notamment de l’éducation, de la sensibilisation et des conseils concernant les programmes, ainsi que de l’aide tout au long du processus d’inscription et de gestion des comptes. De plus, le programme mène des activités axées sur l’observation des règles fiscales (vérification en ligne, audit, inspection, enquête et recouvrement, etc.). Il exécute aussi des programmes d’avantages fiscaux essentiels à l’intention des particuliers et des familles à faible revenu, y compris des services automatisés de vérification du revenu et des améliorations à l’expérience client en ligne pour d’autres programmes d’avantages fiscaux. Le programme réalise des recherches et des analyses de l’observation fiscale, examine les programmes d’administration fiscale pour veiller à leur efficacité, aux gains en efficience et aux possibilités d’améliorer l’intégrité des revenus. Il coordonne les activités de réduction du fardeau administratif au nom du ministère et gère les relations de la province avec l’Agence du revenu du Canada.

Le programme fournit des conseils en matière d’élaboration des politiques et de textes législatifs régissant le régime de taxation foncière de l’Ontario, y compris les impôts fonciers municipaux, les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l’impôt foncier provincial. Il établit le cadre stratégique et législatif pour le système d’évaluation foncière de l’Ontario et gère les relations de la province avec la Société d’évaluation foncière des municipalités. De plus, le programme assurance la surveillance stratégique des politiques soutenant les accords fiscaux entre la province et les municipalités et prodigue des conseils dans ce domaine, et il conçoit et exécute les programmes de financement des municipalités, y compris le Fonds de partenariat avec les municipalités de l’Ontario, qui constitue la principale subvention générale de soutien aux municipalités.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES – CRÉDIT 1209

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (poste 1)		
Traitements et salaires		72 654 285
Avantages sociaux		12 356 204
Transports et communications		3 638 056
Services		163 805 301
Fournitures et matériel		1 538 997
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux boutiques de vin	351 093	
Partenariats avec les Premières Nations	614 625	
Régime de revenu annuel garanti	233 766 910	
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	5 000	
Programme de remise aux contribuables de l'Ontario	6 249 400	
		240 987 028
		494 979 871
Moins : Recouvrements		4 357 311
		490 622 560
Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes		
Traitements et salaires	10 293 994	
Avantages sociaux	1 436 929	
Transports et communications	63 157	
Services	144 379 578	
Fournitures et matériel	38 521	
Paiements de transfert		
Partenariats avec les Premières Nations	614 625	
Remise aux contribuables de l'Ontario	6 249 400	
		163 076 204
Observation fiscale et avantages fiscaux		
Traitements et salaires	62 360 291	
Avantages sociaux	10 919 275	
Transports et communications	3 574 899	
Services	19 425 723	
Fournitures et matériel	1 500 476	
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux boutiques de vin	351 093	
Régime de revenu annuel garanti	233 766 910	
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale	5 000	
	331 903 667	
Moins : Recouvrements	4 357 311	
		327 546 356
Politique fiscale (poste 5)		
Traitements et salaires		6 163 428
Avantages sociaux		891 416
Transports et communications		20 223
Services		847 420
Fournitures et matériel		58 066
		7 980 553
Relations provinciales-municipales en matière de finances (poste 6)		
Traitements et salaires		9 902 439
Avantages sociaux		1 306 409
Transports et communications		53 109
Services		21 048 658
Fournitures et matériel		36 030
		32 346 645

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES – CRÉDIT 1209

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Programmes de soutien aux municipalités (poste 7)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario		562 500 000
Paiements spéciaux aux municipalités		16 692 996
Aide temporaire et autres types d'aide locale		244 948
		579 437 944
Crédits législatifs		
Services		
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		4 626 939
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		116 614 739
		121 241 678
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES		**1 231 629 380**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs (poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Régime de revenu annuel garanti		699 266
		699 266
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, *Loi sur l'éducation*	18 587 194	
Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	7 632 178	
Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	7 234 727	
		33 454 099
		33 454 099
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES		**34 153 365**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1215				**FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	15 101 000	0	15 101 000	Fonds ontarien pour la construction, *Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction*.....	468 739 409
	15 101 000	**0**	**15 101 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION**.....	**468 739 409**

Description du programme

Le Fonds ontarien pour la construction est un nouvel organisme sans lien de dépendance responsable de mobiliser les investissements des régimes de retraite du secteur public et d'autres investisseurs institutionnels canadiens de confiance afin d'aider à financer des projets d'infrastructure à grande échelle dans toute la province.

Dans un premier temps, les projets financés par l'entremise de ce nouvel organisme se concentreront sur les foyers de soins de longue durée, les infrastructures énergétiques, les logements abordables, les infrastructures municipales et communautaires et les transports.

Ce programme assurera une surveillance efficace du Fonds ontarien pour la construction.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION - Crédit 1215

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Paiements de transfert	
Fonds ontarien pour la construction, *Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction*	468,739,409
	468,739,409
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - FONDS ONTARIEN POUR LA CONSTRUCTION	**468,739,409**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1216				**PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	103 767 400	(174 000)	103 593 400	Politiques en matière d'alcool et modernisaton relative au marché.....	99 365 304
	103 767 400	**(174 000)**	**103 593 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ.....**	**99 365 304**

Description du programme

Le Programme des politiques en matière d'alcool et de la modernisation relative au marché est chargé de diriger et de coordonner l'élaboration des politiques gouvernementales concernant les boissons alcoolisées (y compris la génération de revenus, le soutien aux producteurs, le commerce et l'accès au secteur du détail), à l'expansion du marché, ainsi que de gérer la relation de reddition de comptes et de surveillance entre le gouvernement et la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO).

De plus, il administre le Programme de consignation de l'Ontario pour le retour des contenants de boissons alcoolisées. Ce programme permet au ministère de travailler de façon intégrée, dans de multiples secteurs d'activité et avec de nombreux partenaires, sur l'ensemble des grands dossiers portant sur les politiques en matière d'alcool, la transformation du marché et la mobilisation des intervenants.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHÉ - Crédit 1216

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Mise en oeuvre des politiques en matière d'alcool et modernisation relative au marché (poste 1)	
Traitements et salaires	3 607 386
Avantages sociaux	442 920
Transports et communications	55 580
Services	757 903
Fournitures et matériel	8 315
Autres opérations	94 493 200
	99 365 304
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES POLITIQUES EN MATIÈRE D'ALCOOL ET DE LA MODERNISATION RELATIVE AU MARCHE	**99 365 304**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L					
CHARGES DE FONCTIONNE				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
				Intérêts sur la dette,	
L	16 054 231 700	0	16 054 231 700	*Loi sur l'administration financière*.....	15 400 876 649
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU TRÉSOR.....	**15 400 876 649**
	16 054 231 700	**0**	**16 054 231 700**		

Description du programme

Le Programme du Trésor assure l'élaboration, la formulation, l'orientation, l'application et l'exécution des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de ses cotes de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Pour ce faire, il émet et gère des titres de créance, y compris les Obligations vertes, pour exécuter le programme d'emprunt annuel de la province; il assure la liaison avec les agences de cotation concernant l'évaluation et l'établissement de la cote de crédit de la province; il fournit au gouvernement provincial des services financiers centralisés, notamment la gestion des liquidités et des opérations bancaires; il présente aux investisseurs et au public des rapports sur la situation budgétaire de la province; il assure l'analyse financière et le soutien relatifs au secteur de l'électricité, y compris pour la dette et d'autres passifs, et en surveille les retombées budgétaires; il gère conjointement avec Ontario Power Generation les activités d'investissement relevant de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières, ainsi que sur tout passif provincial, réel ou éventuel; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il conseille les organismes de la Couronne et d'autres organismes publics relativement aux politiques et aux projets financiers et il réalise des investissements au nom de certains organismes publics; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes.

L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à Infrastructure Ontario tout en continuant de soutenir le gouvernement dans ses grandes priorités stratégiques.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDITS LÉGISLATIFS

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, *Loi sur l'administration financière*		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	15 827 316 690	
du régime de pensions du Canada	260 812 126	
		16 088 128 816
Moins : Intérêt capitalisé dans les crédits ministériels		(177 457 560)
Plus : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		120 520 506
Moins : Intérêts sur les investissements		(1 028 320 800)
		15 002 870 962
Intérêt sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		398 005 687
		15 400 876 649
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU TRÉSOR		**15 400 876 649**

MINISTÈRE DES FINANCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Partenariats avec les Premières Nations	120901	Oui	Oui	614 625
Régime de revenu annuel garanti	120901	Oui	Non	233 766 910
Programme de soutien aux boutiques de vin	120901	Oui	Oui	351 093
Accords de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	120901	Oui	Oui	5 000
Remise aux contribuables de l'Ontario	120901	Oui	Oui	6 249 400
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	120907	Oui	Non	562 500 000
Paiements spéciaux aux municipalités	120907	Oui	Non	16 692 996
Aide temporaire et autres types d'aide locale	120907	Oui	Non	244 948
TOTAL				**820 424 972**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	57 652 881 274	56 309 722 838
Taxe de vente harmonisée	34 999 338 303	35 206 774 708
Impôt des sociétés	28 278 205 022	27 756 561 299
Impôt-santé des employeurs	9 525 131 734	9 060 727 301
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 981 730 801	5 887 683 169
Contribution-santé de l'Ontario	5 157 927 711	5 220 671 595
Taxe de vente au détail	4 317 209 083	4 156 034 355
Droits de cession immobilière	3 393 446 455	3 736 044 471
Taxe sur l'essence	1 358 576 289	1 359 123 379
Taxe sur le tabac	683 151 376	692 985 928
Taxe sur les carburants	522 073 386	513 544 281
Taxe sur la bière et le vin	458 307 044	519 048 783
Taxe sur le cannabis	412 273 261	389 745 770
Impôt sur l'administration des successions	369 667 531	346 102 959
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	211 585 389	221 089 376
Impôt sur les bénéfices miniers	127 964 685	201 649 731
Droit d'accise sur les produits du vapotage	123 813 682	74 813 410
Impôt foncier provincial	36 937 808	39 329 219
Revenus fiscaux des spiritueux	6 885 837	10 809 563
Taxe sur le pari mutuel	3 221 542	3 434 547
Redevance sur le revenu brut – composante de l'impôt foncier	4 305 470	4 053 592
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral	(651 012 836)	(608 450 342)
	152 973 620 847	151 101 499 932
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention annuelle par personne –		
Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique	9 779 217	9 779 217
Transfert canadien en matière de santé	21 380 547 760	20 363 244 280
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	6 809 527 000	6 611 407 000
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	84 873	84 873
Fonds de riposte à la COVID-19	0	0
Droit à péréquation	546 350 000	575 696 000
	28 746 288 850	27 560 211 370

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Régie des alcools de l'Ontario – bénéfices	1 760 000 000	2 130 000 000
Société ontarienne de vente du cannabis – bénéfices	545 000 000	223 000 000
	2 305 000 000	2 353 000 000
REVENUS D'INTÉRÊT ET DE PLACEMENTS		
Revenus d'intérêt de portefeuille tiers	581 728 226	939 923 522
Autres revenus d'intérêt et de placements de tiers	213 175 314	297 543 773
	794 903 540	1 237 467 295
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 944	142 327 944
Général	1 937 137	1 749 510
	144 265 081	144 077 454
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	58 253 575	59 910 844
Droits de garantie – autres	178 914	440 457
Autres	1 016 090	1 039 609
	59 448 579	61 390 910
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 090 789	1 472 418
REDEVANCES		
Redevances – Teranet Polaris	45 947 045	44 888 557
	45 947 045	44 888 557
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	83 847 804	7 472 824
	83 847 804	7 472 824

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DIVERS		
Autre revenu – Toronto	(323)	0
Autre revenu – Oshawa	31 675 302	27 514 483
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	7 225 010	4 534 927
Dons – Fonds ontarien d'initiative	217 339	116 693
	39 117 328	32 166 103
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**185 193 529 863**	**182 543 646 863**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Facilité de crédit renouvelable à court terme	1,358,000,000	1,581,000,000
Office ontarien de financement – Prêts	435,634,357	513,367,156
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts à long terme	0	140,000,000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Prêts amortissables	741,601,869	755,382,586
Fonds de garantie des prestations de retraite	11,000,000	11,000,000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – Installations d'eau visant la construction de logements	3,121,558	0
Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique	0	61,009,447
Society of United Professionals	19,268,057	1,494,488
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers	2,478,827	2,587,555
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**2,571,104,668**	**3,065,841,232**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-212
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-214
POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS	2-216
GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT	2-220
PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES	2-225
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-215, 2-218, 2-219, 2-223, 2-224, 2-229
ÉTAT DES RECETTES	2-230
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-231

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 811 616	Programme d'administration	17 732 814	16 136 024
56 593 281	Politiques, planification et projets infrastructurels	30 209 700	30 208 646
347 715 208	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	376 733 373	372 429 404
72 005 386	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	101 863 600	75 018 572
491 125 491	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**526 539 487**	**493 792 646**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	30 754 800	30 435 590
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**30 754 800**	**30 435 590**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 424 536 575	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 463 008 300	1 452 273 593
356 530 485	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	311 246 900	239 601 445
217 391 728	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes	161 416 000	117 398 009
1 998 458 788	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**1 935 671 200**	**1 809 273 047**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Politiques, planification et projets infrastructurels	1 000	0
396 481 714	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement	359 480 100	8 803 188
194 678 876	Projets de partenariats relatifs à l’infrastructure et surveillance des organismes	355 034 700	302 289 588
591 160 590	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**714 515 800**	**311 092 776**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	12 874 200	4 794 600	17 668 800	Administration du ministère.....	16 045 156
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementair en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
	12 938 214	**4 794 600**	**17 732 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**16 136 024**

Description du programme :

Le Programme d'administration interne du ministère procure des conseils stratégiques et opérationnels ainsi que des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification, communications et autres) à l'appui des initiatives et des programmes de financement du ministère.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 416 683
Avantages sociaux		1 680 942
Transports et communications		80 536
Services		2 831 675
Fournitures et matériel		35 320
		16 045 156
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 455 922	
Avantages sociaux	410 335	
Transports et communications	43 456	
Services	139 893	
Fournitures et matériel	10 926	
		3 060 532
Services ministériels		
Traitements et salaires	6 210 251	
Avantages sociaux	873 283	
Transports et communications	26 464	
Services	1 027 983	
Fournitures et matériel	8 846	
		8 146 827
Services de communication		
Traitements et salaires	2 750 510	
Avantages sociaux	397 324	
Transports et communications	8 828	
Services	68 186	
Fournitures et matériel	8 504	
		3 233 352
Services juridiques		
Transports et communications	1 788	
Services	1 595 613	
Fournitures et matériel	7 044	
		1 604 445
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu d *la Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**16 136 024**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4003				**POLITIQUES, PLANIFICATION ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROJETS INFRASTRUCTURELS**	
				Politiques, planification et	
1	14 223 300	15 985 400	30 208 700	projets infrastructurels.....	30 208 646
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables.....	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -	
				POLITIQUES, PLANIFICATION ET	
	14 224 300	**15 985 400**	**30 209 700**	**PROJETS INFRASTRUCTURELS.....**	**30 208 646**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
				Politiques, planification et	
2	1 497 225 900	(34 218 600)	1 463 007 300	projets infrastructurels.....	1 452 273 593
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -	
				POLITIQUES, PLANIFICATION ET	
	1 497 226 900	**(34 218 600)**	**1 463 008 300**	**PROJETS INFRASTRUCTURELS.....**	**1 452 273 593**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Politiques, planification et	
8	1 000	0	1 000	projets infrastructurels.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -	
				POLITIQUES, PLANIFICATION ET	
	1 000	**0**	**1 000**	**PROJETS INFRASTRUCTURELS.....**	**0**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le programme des politiques, de la planification et des projets infrastructurels dirige les politiques globales dans tout le gouvernement afin de moderniser l’infrastructure de la province et d’exécuter ses projets d’investissement. Cette infrastructure comprend notamment les routes, chemins et ponts, le transport en commun, les hôpitaux, les collèges, les écoles, les tribunaux et les établissements correctionnels.

Le programme assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux et élabore des outils et des soutiens pour suivre les biens d’infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, le programme collecte des données et élabore des outils et des analyses des besoins liés à l’état de l’infrastructure, aux capacités et aux rénovations pour étayer la prise de décision concernant les investissements dans l’infrastructure dans tous les secteurs. Le programme fait aussi la promotion des pratiques exemplaires en gestion des actifs provinciaux, fait avancer les discussions stratégiques liées à l’infrastructure avec d’autres ministères et assume le rôle ministériel de soutien à titre d’organisme central, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin d’étayer la hiérarchisation des investissements dans l’infrastructure à l’échelle du gouvernement.

De plus, le programme gère les relations du gouvernement avec les administrations fédérale et municipales concernant les investissements dans l'infrastructure, surveille l'élaboration et l’exécution des politiques et programmes d’infrastructure municipale pour s’assurer de la conformité avec les politiques d’infrastructure générales à l’échelle de la province et élabore des règlements liés aux plans de gestion des actifs pour les municipalités afin de les aider à planifier leurs priorités en infrastructure et de fournir des éléments probants à l’appui des décisions provinciales en matière de financement.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques, planification et projets infrastructurels (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 838 663
Avantages sociaux		1 804 624
Transports et communications		55 093
Services		14 927 648
Fournitures et matériel		13 901
Paiements de transfert		
Gestion des biens	568 717	
		568 717
		30 208 646
Programmes et projets infrastructurels		
Traitements et salaires	8 061 129	
Avantages sociaux	1 146 263	
Transports et communications	42 033	
Services	1 464 596	
Fournitures et matériel	11 496	
Paiements de transfert		
Gestion des biens	568 717	
		11 294 234
Stratégies, politiques et recherche pour l'infrastructure		
Traitements et salaires	4 777 534	
Avantages sociaux	658 361	
Transports et communications	13 060	
Services	13 463 052	
Fournitures et matériel	2 405	
		18 914 412
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
Loi sur l'administration financière		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS		**30 208 646**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, planification et projets infrastructurels (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Infrastructure des collectivités rurales et nordiques - contribution fédérale	4 572 744
Infrastructure des collectivités rurales et nordiques - contribution provinciale	14 526 700
Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions provinciales)	34 685 400
Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives (contributions fédérales)	70 896 886
Infrastructure verte (contributions provinciales)	20 773 400
Infrastructure verte (contributions fédérales)	32 049 400
PIIC - volet Résilience à la COVID-19 (contribution provinciale)	1 093 300
PIIC - volet Résilience à la COVID-19 (contribution fédérale)	5 608 000
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions fédérales	1 267 434
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées - contributions provinciales	404 922
Infrastructure municipale	394 474 207
Projets d'infrastructure prioritaires à l'échelle locale - Fonds pour les priorités stratégiques et l'infrastructure	28 606 550
Programme pour l'infrastructure municipale et le logement	259 273 205
Réaménagement de l'infrastructure sportive et communautaire - Fonds pour les priorités stratégiques et l'infrastructure	4 086 650
Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements	579 954 795
	1 452 273 593

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS	**1 452 273 593**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Politiques, planification et projets infrastructurels (Poste 8)	
Machines et équipement -	
coûts relatifs aux biens immobilisés	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - POLITIQUES, PLANIFICATION ET PROJETS INFRASTRUCTURELS	**0**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4006				**GESTION DU PORTEFEUILLE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT**	
1	396 081 800	(23 887 700)	372 194 100	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement.....	369 593 527
5	4 361 600	17 500	4 379 100	Restauration de l'édifice de ..... l'Assemblée législative.....	2 664 972
L	144 000	0	144 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	170 905
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire *en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*..	0
	400 603 573	**(23 870 200)**	**376 733 373**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....**	**372 429 404**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4006				**GESTION DU PORTEFEUILLE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT**	
2	327 886 000	(17 500 000)	310 386 000	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement.....	239 601 445
3	1 000	0	1 000	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement – immobilisations, charges liées aux biens immobilisés.....	0
L	859 900	0	859 900	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	328 746 900	**(17 500 000)**	**311 246 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....**	**239 601 445**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	359 480 100	0	359 480 100	Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement.....	8 803 188
	359 480 100	**0**	**359 480 100**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT.....**	**8 803 188**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme de gestion du portefeuille immobilier du gouvernement est chargé de gérer le portefeuille immobilier général du gouvernement par l’élaboration de politiques et l’exécution de programmes.

Le programme supervise les activités de gestion immobilière de la Société ontarienne des infrastructures et de l’immobilier (Infrastructure Ontario) pour ce qui a trait à la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l’acquisition et l’aliénation pluriannuelles des biens excédentaires ainsi que la planification des immobilisations. Le programme gère le Plan de gestion des sites contaminés, le programme des biens sociaux confisqués et le Programme d’utilisation des couloirs de transport de l’électricité du ministère.

Le programme est aussi responsable de l’optimisation des immeubles de bureaux de la province et de la direction de la transformation des lieux de travail afin d’assurer l’optimisation de la valeur des biens immobiliers du secteur public (gouvernement et organismes). Pour ce faire, le programme assure une meilleure gestion des biens immobiliers et de la prestation de services, en réduisant la taille et le coût des espaces de bureaux, en veillant à ce que le portefeuille de bureaux ait un taux d'occupation renforcé, plus stratégique et optimal grâce à des investissements stratégiques dans les immeubles loués et détenus en propriété. Le programme vise à moderniser les espaces de bureau utilisés par la fonction publique de l’Ontario afin d’offrir les meilleurs résultats et services. Il assure l’exécution de grands projets immobiliers, notamment la reconstruction de l’édifice Macdonald et les plans d’optimisation des bureaux régionaux et de Toronto.

Le programme englobe également la surveillance du projet de restauration de Queen’s Park, qui est l’édifice législatif de l’Ontario, mené par le Secrétariat de la restauration de Queen’s Park.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement (Poste 1)		
Traitements et salaires		13,838,183
Avantages sociaux		1,935,733
Transports et communications		82,444
Services		344,414,808
Fournitures et matériel		335,213
Paiements de transfert		
Transactions immobilières - charges de fonctionnement	667,452	
		667,452
Autres opérations		8,319,694
		369,593,527
Biens immobiliers		
Traitements et salaires	4,928,707	
Avantages sociaux	716,558	
Transports et communications	15,929	
Services	294,870,046	
Fournitures et matériel	3,169	
Paiements de transfert		
Transactions immobilières - charges de fonctionnement	667,452	
Autres opérations	8,319,694	
		309,521,555
Optimisation des bureaux		
Traitements et salaires	8,909,476	
Avantages sociaux	1,219,175	
Transports et communications	66,515	
Services	49,544,762	
Fournitures et matériel	332,044	
		60,071,972

	$
Restauration de l'édifice de l'Assemblée législative (Poste 5)	
Traitements et salaires	1,154,640
Avantages sociaux	144,187
Transports et communications	3,961
Services	1,361,034
Fournitures et matériel	1,150
	2,664,972
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	170,905
	170,905
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT	**372,429,404**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT - CRÉDIT 4006

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement (Poste 2)		
Transports et communications		6,780
Fournitures et matériel		227,189,106
Services		346,404
Paiements de transfert		
Transactions immobilières - immobilisations	1,560,114	
		1,560,114
Autres opérations		10,499,041
		239,601,445
Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement – immobilisations, charges liées aux biens immobilisés (Poste 3)		
Autres opérations		0
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT		**239,601,445**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Gestion du portefeuille immobilier du gouvernement (Poste 4)	
Terrains	8,803,188
	8,803,188
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - GESTION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER DU GOUVERNEMENT	**8,803,188**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES	
4007					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	99 366 400	2 497 200	101 863 600	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes.....	75 018 572
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....	
	99 366 400	**2 497 200**	**101 863 600**		**75 018 572**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000	30 753 800	30 754 800	Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure.....	30 435 590
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....	
	1 000	**30 753 800**	**30 754 800**		**30 435 590**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES	
4007					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
				Projets de partenariats relatifs	
2	313 688 100	(154 017 100)	159 671 000	à l'infrastructure.....	117 138 969
				Amortissement,	
L	1 745 000	0	1 745 000	*Loi sur l'administration financière*.....	259 040
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....	**117 398 009**
	315 433 100	**(154 017 100)**	**161 416 000**		
BIENS IMMOBILISÉS					
				Projets de partenariats	
3	400 646 400	(45 611 700)	355 034 700	relatifs à l'infrastructure.....	302 289 588
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES.....	**302 289 588**
	400 646 400	**(45 611 700)**	**355 034 700**		

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programm

Le programme de gestion des projets d’infrastructure du gouvernement et de surveillance des organismes supervise le Programme d’aménagement axé sur les transports en commun (ATC), en partenariat avec Infrastructure Ontario et Metrolinx. Le Programme ATC est un élément du plan gouvernemental visant à bâtir des collectivités dynamiques, durables et à usages mixtes axées sur le transport en commun, tout en réduisant pour les contribuables le fardeau de la construction de l’infrastructure des stations de transport en commun. L’ATC devrait augmenter le nombre d’usagers, réduire les embouteillages et procurer une diversité de logements, y compris des options de logements abordables, tout en créant des emplois.

Dans son rôle de surveillance des organismes, le programme collabore étroitement avec Infrastructure Ontario et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto pour veiller à ce que les mandats respectifs de ces organismes soient conformes aux priorités de la province. Le programme collabore avec les partenaires et les ministères de tutelle afin d’élaborer et de transmettre des directives à Infrastructure Ontario de manière opportune, claire et efficace. Il surveille également le programme de prêts et le cadre stratégique d’Infrastructure Ontario et collabore avec cet organisme pour élaborer des politiques et des initiatives visant à améliorer la mise en œuvre des infrastructures. De plus, le programme travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada et la ville de Toronto pour faire progresser la revitalisation du secteur riverain de Toronto.

Le programme collabore également avec Infrastructure Ontario au réaménagement de la Place de l’Ontario en une destination de stature mondiale fréquentée toute l’année qui proposera des divertissements pour les familles, des espaces pour le public et les événements, un parc et un accès au littoral.

Par ailleurs, le ministère assure la supervision du Centre des sciences de l’Ontario et collabore avec Infrastructure Ontario en vue du déménagement de ce dernier à la Place de l’Ontario, créant ainsi une nouvelle installation à la pointe de la technologie.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES – CRÉDIT 4007

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure et surveillance des organismes (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 293 367
Avantages sociaux		1 677 885
Transports et communications		31 219
Services		32 030 415
Fournitures et matériel		1 099 173
Paiements de transfert		
Centre des sciences de l'Ontario	26 591 600	
Réaménagement de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement	232 878	
Collectivités axées sur les transports en commun - financement des municipalités	1 062 035	
		27 886 513
		75 018 572
Aménagement axé sur les transports en commun et surveillance des organismes		
Traitements et salaires	6 158 060	
Avantages sociaux	879 534	
Transports et communications	13 186	
Services	361 424	
Fournitures et matériel	10 249	
Paiements de transfert		
Collectivités axées sur les transports en commun - financement des municipalités	1 062 035	
		8 484 488
Secrétariat du réaménagement de la Place de l'Ontario		
Traitements et salaires	6 135 307	
Avantages sociaux	798 351	
Transports et communications	18 033	
Services	31 668 991	
Fournitures et matériel	1 088 924	
Paiements de transfert		
Centre des sciences de l'Ontario	26 591 600	
Réaménagement de la Place de l'Ontario - charges de fonctionnement	232 878	
		66 534 084
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES		**75 018 572**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure (Poste 4)		
Dépôts et charges payées d'avance		30 435 590
		30 435 590
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES		**30 435 590**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure (Poste 2)		
Services		82 012 213
Paiements de transfert		
Réaménagement de la Place de l'Ontario	1 021 776	
Centre des sciences de l'Ontario	12 000 000	
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	22 104 980	
		35 126 756
		117 138 969

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES – CRÉDIT 4007

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
Crédits législatifs	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	259 040
	259 040
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES	**117 398 009**
BIENS IMMOBILISÉS	
Projets de partenariats relatifs à l'infrastructure (Poste 3)	
Terrains	67 080 000
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	48 348 182
Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	186 861 406
	302 289 588
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROJETS DE PARTENARIATS RELATIFS À L'INFRASTRUCTURE ET SURVEILLANCE DES ORGANISMES	**302 289 588**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure	119 815 392	214 241 716
Autres - gouvernement du Canada	1 154 431	2 986 271
	120 969 823	217 227 987
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	141 283	124 049
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	33 376	41 097
VENTES ET LOCATIONS	107 014 660	108 615 123
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert - recouvrement de dépenses des années précédentes	55 119 258	12 492
Traitements et salaires - recouvrement de dépenses des années précédentes	0	8 772
Avantages sociaux - recouvrement de dépenses des années précédentes	0	378
Services et locations - recouvrement de dépenses des années précédentes	941 553	2 934 940
Recouvrement de dépenses des années précédentes lié aux radiations	242 955	4 022
Recouvrement de dépenses des années précédentes - Autres	2 191 137	3 699 907
Recouvrement de dépenses des années précédentes lié à l'acquisition et à la construction	0	0
Recouvrement de dépenses des années précédentes lié à des accords avec des sociétés et des organismes gouvernementaux	0	0
	58 494 903	6 660 511
DIVERS		
Intérêts sur les prêts	6 766 042	6 451 384
Intérêt - Solde bancaire	6 072 593	7 928 547
Pénalités – intérêt	15 803	768
Autres	51 000 392	5 698 086
	63 854 830	20 078 785
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**350 508 875**	**352 747 552**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Infrastructures communautaires - Prêts	0	0
Société foncière de l'Ontario	828 000	130 750
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**828 000**	**130 750**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-234
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-236
PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	2-240
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	2-242
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	2-246
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	2-249
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES	2-252
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES	2-254
PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO	2-256
PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DU RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX	2-259
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-238, 2-239, 2-241, 2-245, 2-248, 2-251, 2-258, 2-261
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE	2-262
ÉTAT DES RECETTES	2-263

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
246 805 853	Administration du ministère	232 906 992	230 293 349
399 786 527	Poursuites contre les criminels	428 475 000	425 045 406
585 339 172	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	592 868 300	587 679 742
644 736 263	Services juridiques	52 555 700	261 123 957
685 921 333	Services aux tribunaux	729 596 200	735 183 905
159 953 976	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	173 746 700	166 790 413
20 089 200	Crédit d'impôt pour contributions politiques	22 904 300	22 904 254
86 957 020	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	85 477 000	77 842 502
0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	37 401 600	36 471 401
2 829 589 344	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**2 355 931 792**	**2 543 334 929**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
9 200	Administration du ministère	17 200	17 156
1 772 260	Poursuites contre les criminels	2 252 600	1 944 488
117 079	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	138 800	122 252
226 644	Services juridiques	266 800	219 912
96 157	Services aux tribunaux	123 200	96 535
92 901	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	104 500	97 078
1 097 842	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	1 200 000	1 199 928
3 412 083	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**4 103 100**	**3 697 349**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
65 263 241	Administration du ministère	96 881 000	86 132 983
	Politiques, programmes de justice et programme		
0	relatif aux organismes	0	0
0	Services juridiques	1 000	0
8 388 430	Services aux tribunaux	12 600 600	9 707 212
2 249 104	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	2 392 300	2 587 182
0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	1 000	0
75 900 775	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**111 875 900**	**98 427 377**
	BIENS IMMOBILISÉS		
15 985 385	Administration du ministère	27 780 000	27 749 335
397 000	Services aux tribunaux	101 000	54 839
1 529 804	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario	945 000	911 958
0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux	0	0
17 912 189	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**28 826 000**	**28 716 132**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	246 324 800	(13 504 200)	232 820 600	Administration du ministère.....	230 172 030
L	70 219	0	70 219	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	98 361
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
	246 411 192	**(13 504 200)**	**232 906 992**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**230 293 349**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000	16 200	17 200	Actifs payés d'avance.....	17 156
	1 000	**16 200**	**17 200**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**17 156**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	Board Approvals	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAM**	
2	51 503 400	20 000 000	71 503 400	Facilities Renewal.....	66 693 638
8	1 000	(1 000)	0	Modernization Initiative.....	0
L	25 377 600	0	25 377 600	Amortization, the *Loi sur l'administration financière*.....	19 439 345
	76 882 000	**19 999 000**	**96 881 000**	**TOTAL (CHARGES D IMMOBILISATIONS ADMINISTRATION DU MINISTÈRE PROGRAM.....**	**86 132 983**
BIENS IMMOBILISÉS					
7	46 935 000	(19 155 000)	27 780 000	Modernization Initiative.....	27 749 335
	46 935 000	**(19 155 000)**	**27 780 000**	**TOTAL BIENS IMMOBILISÉS ADMINISTRATION DU MINISTÈRE PROGRAM.....**	**27 749 335**

Description du programme

The Administration du ministère Program includes the Attorney General's Office, Associate Attorney General's Office, Parliamentary Assistant's Office, the Deputy Attorney General's Office and the Communications Branch

This program provides for the overall administration of the Ministry. The Services ministériels Management Division (CSMD) provides strategic support and advice in the areas of business and fiscal planning, human resources, diversity, inclusion and accessibility, emergency management, project management, data and analytics, security support, facilities management and oversight of the Ministry's capital, accommodation and lease portfolio. CSMD also delivers shared services for the Justice Sector, including freedom of information and French language services.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 1)		
Traitements et salaires		28 970 850
Avantages sociaux		3 796 735
Transports et communications		379 132
Services		196 597 872
Fournitures et matériel		647 441
		230 392 030
Moins : Recouvrements		220 000
		230 172 030
Bureau principal		
Traitements et salaires	5 273 827	
Avantages sociaux	567 075	
Transports et communications	130 750	
Services	524 578	
Fournitures et matériel	19 851	
		6 516 081
Services de communication		
Traitements et salaires	2 565 653	
Avantages sociaux	408 005	
Transports et communications	22 182	
Services	163 538	
Fournitures et matériel	7 714	
		3 167 092
Locaux – Frais de location		
Transports et communications	0	
Services	182 522 853	
		182 522 853
Services ministériels		
Traitements et salaires	21 131 370	
Avantages sociaux	2 821 655	
Transports et communications	226 200	
Services	13 386 903	
Fournitures et matériel	619 876	
	38 186 004	
Moins : Recouvrements	220 000	
		37 966 004
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		98 361
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		121 319
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**230 293 349**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs payés d'avance (poste 5)		
Dépôts et charges payées d'avance		17 156
		17 156
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**17 156**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		**BIENS IMMOBILISÉS**	
Renouvellement des installations (poste 2)		Projet de modernisation (poste 7)	
Autres opérations		Logiciel d'application d'entreprise – coût de l'actif	2 336 816
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs	54 524 443	Matériel de technologie de l'information	25 412 519
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement	12 169 195		27 749 335
	66 693 638		
Projet de modernisation (poste 8)		**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**27 749 335**
Radiation d'immobilisations	0		
	0		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	19 439 345		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**86 132 983**		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMMES DE POURSUITES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CONTRE LES CRIMINELS**	
2	435 213 200	(6 739 200)	428 474 000	Droit criminel.....	424 990 071
L	1 000	0	1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*.....	55 335
	435 214 200	**(6 739 200)**	**428 475 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....**	**425 045 406**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 000	2 251 600	2 252 600	Actifs payés d'avance.....	1 944 488
	1 000	**2 251 600**	**2 252 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....**	**1 944 488**

Description du programme

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du *Code criminel* et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au sous-procureur général dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (poste 2)		
Traitements et salaires		335 790 263
Avantages sociaux		38 285 198
Transports et communications		2 632 788
Services		33 297 397
Fournitures et matériel		2 796 563
Paiements de transfert		
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	1 332 639	
Centres de justice – partenariats communautaires	4 971 889	
Programmes de responsabilisation directe	3 843 000	
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	2 040 334	
		12 187 862
		424 990 071
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		55 335
		55 335
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**425 045 406**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Actifs payés d'avance (poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance	1 944 488
	1 944 488
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUE, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	**1 944 488**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	316 100 900	30 621 900	346 722 800	Aide juridique Ontario.....	346 574 949
4	166 498 700	21 038 600	187 537 300	Relations avec les organismes et les tribunaux	184 052 915
8	7 540 400	1 129 100	8 669 500	Politiques.....	8 217 896
13	48 092 100	1 844 600	49 936 700	Justice pour les Autochtones.....	48 487 690
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	212 471
L	1 000	0	1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*.....	133 821
	538 234 100	**54 634 200**	**592 868 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**587 679 742**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
12	3 000	135 800	138 800	Actifs payés d'avance.....	122 252
	3 000	**135 800**	**138 800**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**122 252**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000	(1 000)	0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes.....	0
	1 000	**(1 000)**	**0**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme inclut la Division des politiques et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Division des politiques est responsable de l’élaboration de lois, de règlements et de politiques en réponse à des questions diverses dans des domaines comme le droit civil, le droit de la famille, les droits de la personne, le droit administratif et le droit commercial, ainsi que de la réglementation des secteurs des alcools, du jeu, des courses de chevaux et de la vente au détail de cannabis. La Division est également responsable de la surveillance des politiques et de l’établissement de partenariats liés aux organismes réglementaires et opérationnels, aux tribunaux décisionnels et aux programmes du ministère. Elle englobe les organismes, tribunaux et programmes suivants : Tribunaux décisionnels Ontario, Tribunal ontarien de l’aménagement du territoire, Aide juridique Ontario, la Commission des alcools et des jeux de l’Ontario, Jeux en ligne Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d’assistance juridique en matière de droits de la personne, l’Unité des enquêtes spéciales, l’Agence des plaintes contre les forces de l’ordre et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d’administration relève du ministère du Procureur général, le pouvoir d’engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses publié du ministère, tel qu’il est approuvé par l’Assemblée législative de l’Ontario.

Le 12 mai 2025, la *Loi de 2024 sur Jeux en ligne Ontario* était promulguée, prorogeant la CAJO comme personne morale sans capital-actions et établissant celle-ci en tant qu'organisme de la Couronne autonome. La surveillance ministérielle de Jeux en ligne Ontario est passée du ministère du Procureur général à celui du Tourisme, de la Culture et des Jeux.

Par ailleurs, la Division des politiques administre les nominations ministérielles à l’ensemble des organismes et des tribunaux décisionnels, gère le programme des notaires et des commissaires qui assure la prestation de services directs aux candidats aux fonctions de notaires non juristes ou parajuristes et de commissaires et fournit du soutien administratif à deux comités consultatifs sur les nominations à la magistrature, qui recommandent au procureur général des nominations pour les juges et juges de paix en Ontario.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l’heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l’animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l’élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d’autres divisions du ministère du Procureur général, d’autres ministères ontariens comme ceux du Solliciteur général et des Affaires autochtones, la Police provinciale de l’Ontario et les services de police des Premières Nations dans la province, et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d’autres ministères sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

POLICY, JUSTICE PROGRAMS AND AGENCIES PROGRAM – CRÉDIT 303

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Aide juridique Ontario (poste 2)		
Paiements de transfert		
Aide juridique Ontario	346 574 949	
		346 574 949
Relations avec les organismes et les tribunaux (poste 4)		
Traitements et salaires		110 637 442
Avantages sociaux		17 011 259
Transports et communications		2 020 961
Services		30 818 004
Fournitures et matériel		608 704
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des mises en liberté sous caution	17 740 208	
Centre d’assistance juridique en matière de droits de la personne	5 734 442	
		23 474 650
		184 571 020
Moins : Recouvrements		518 105
		184 052 915
Relations avec les organismes et gestion des programmes		
Traitements et salaires	4 166 380	
Avantages sociaux	673 177	
Transports et communications	31 508	
Services	749 976	
Fournitures et matériel	15 167	
		5 636 208
Vérification et supervision des mises en liberté sous caution		
Transports et communications	2 085	
Services	8 700	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des mises en liberté sous caution	17 740 208	
		17 750 993

	$	$
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	4 824 248	
Avantages sociaux	620 901	
Transports et communications	63 262	
Services	355 257	
Fournitures et matériel	26 988	
		5 890 656
Agence des plaintes contre les forces de l’ordre		
Traitements et salaires	6 174 426	
Avantages sociaux	891 044	
Transports et communications	35 229	
Services	660 251	
Fournitures et matériel	19 943	
		7 780 893
Centre d’assistance juridique en matière de droits de la personne		
Paiements de transfert		
Centre d’assistance juridique en matière de droits de la personne	5 734 442	
		5 734 442
Unité des enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	9 538 952	
Avantages sociaux	1 349 865	
Transports et communications	537 222	
Services	1 110 555	
Fournitures et matériel	193 923	
	12 730 517	
Moins : Recouvrements	3 192	
		12 727 325
Tribunaux décisionnels Ontario		
Traitements et salaires	71 789 418	
Avantages sociaux	11 270 738	
Transports et communications	1 202 910	
Services	24 709 277	
Fournitures et matériel	299 856	
	109 272 199	
Moins : Recouvrements	514 913	
		108 757 286

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Tribunaux de l'aménagement du territoire Ontario		
Traitements et salaires	14 144 018	
Avantages sociaux	2 205 534	
Transports et communications	148 745	
Services	3 223 689	
Fournitures et matériel	52 827	
		19 774 813
Renseignements au public		
Services	299	
		299
Politiques (poste 8)		
Traitements et salaires		6 952 529
Avantages sociaux		975 077
Transports et communications		33 699
Services		231 597
Fournitures et matériel		24 994
		8 217 896
Division de la justice pour les Autochtones (poste 13)		
Traitements et salaires		5 178 153
Avantages sociaux		668 787
Transports et communications		160 241
Services		237 969
Fournitures et matériel		24 203
Paiements de transfert		
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	5 666 651	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	22 802 110	
Services aux victimes autochtones	13 619 312	
Liste des jurés	130 264	
		42 218 337
		48 487 690

	$	$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		212 471
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		133 821
		346 292
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**587 679 742**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs payés d'avance (poste 12)		
Dépôts et charges payées d'avance		122 252
		122 252
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**122 252**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (poste 5)		
Autres opérations		0
		0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	35 284 900	10 237 400	45 522 300	Droit civil.....	42 440 024
3	6 078 200	954 200	7 032 400	Services des conseillers législatifs.....	6 744 117
				Règlements – autre,	
				Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances	
L	1 000	0	1 000	*l'intéressant*.....	211 939 816
	41 364 100	**11 191 600**	**52 555 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....**	**261 123 957**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	265 800	266 800	Actifs payés d'avance.....	219 912
	1 000	**265 800**	**266 800**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....**	**219 912**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Droit civil.....	0
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES.....**	**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que l’administration des affaires publiques soit conforme à la loi, et en fournissant des conseils sur les affaires civiles liées aux activités et priorités du gouvernement.

Le Bureau des conseillers législatifs est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit civil (poste 2)		
Traitements et salaires		182 027 885
Avantages sociaux		19 107 228
Transports et communications		183 489
Services		16 890 345
Fournitures et matériel		1 071 264
		219 280 211
Moins : Recouvrements		176 840 187
		42 440 024
Directions centrales		
Traitements et salaires	38 970 333	
Avantages sociaux	4 567 269	
Transports et communications	183 490	
Services	16 890 345	
Fournitures et matériel	1 071 264	
	61 682 701	
Moins : Recouvrements	28 049 477	
		33 633 224
Directions des services juridiques détachés		
Traitements et salaires	143 057 552	
Avantages sociaux	14 539 959	
	157 597 511	
Moins : Recouvrements	148 790 710	
		8 806 801
Services des conseillers législatifs (poste 3)		
Traitements et salaires		7 290 545
Avantages sociaux		838 001
Transports et communications		20 367
Services		199 191
Fournitures et matériel		22 530
		8 370 634
Moins : Recouvrements		1 626 517
		6 744 117
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les instances introduites contre la Couronne		211 939 816
		211 939 816
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**261 123 957**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs payés d'avance (poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance		219 912
		219 912
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**219 912**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	357 703 200	67 454 300	425 157 500	Administration de la justice.....	414 226 843
2	268 533 100	30 605 600	299 138 700	Services juridiques.....	297 362 860
L	5 300 000	0	5 300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	23 594 202
	631 536 300	**98 059 900**	**729 596 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....**	**735 183 905**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	122 200	123 200	Actifs payés d'avance.....	96 535
	1 000	**122 200**	**123 200**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....**	**96 535**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	8 282 500	68 500	8 351 000	Construction de tribunaux.....	8 336 000
4	1 000	(1 000)	0	Services aux tribunaux.....	0
L	4 249 600	0	4 249 600	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	1 371 212
	12 533 100	**67 500**	**12 600 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....**	**9 707 212**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES**	
BIENS IMMOBILISÉS				**AUX TRIBUNAUX**	
5	3 974 000	(3 873 000)	101 000	Services aux tribunaux.....	54 839
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	**54 839**
	3 974 000	**(3 873 000)**	**101 000**		

Description du programme

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (poste 1)		
Salaires et traitements		204 468 827
Avantages sociaux		38 038 143
Transports et communications		15 159 142
Services		98 836 842
Matériel et fournitures		5 449 570
Paiements de transfert		
Programmes de soutien aux tribuna	8 210 467	
Projets de modernisation	352 000	
Loi fédérales sur les contraventions		
Soutien aux services en français	1 778 456	
		10 340 923
Autres opérations		41 933 396
		414 226 843
Moins : Recouvrements		0
		414 226 843
Services judiciaires (poste 2)		
Traitements et salaires		242 180 259
Avantages sociaux		21 327 727
Transports et communications		3 913 360
Services		28 073 970
Fournitures et matériel		1 486 693
Paiements de transfert		
Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges de l'Ontario		380 851
		297,362,860
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		23 594 202
		23 594 202
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**735 183 905**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs payés d'avance (poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance		96 535
		96 535
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**96 535**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Constructioon de tribunaux (poste 3)		
Autres opérations		
Projets d'infrastructure d'enverture – paiements	8 336 000	
		8 336 000
Services aux tribunaux (poste 4)		
Autres opérations		0
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 371 212
		1 371 212
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**9 707 212**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services aux tribunaux (poste 5)		
Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement		54 839
		54 839
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**54 839**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**AUX PERSONNES VULNÉRABLES**	
1	32 683 000	(4 446 700)	28 236 300	Services aux victimes.....	27 742 449
2	33 444 500	(1 690 000)	31 754 500	Programme d'aide aux victimes et aux témoins.....	29 652 974
6	95 783 200	17 972 700	113 755 900	Services aux personnes vulnérables.....	109 394 990
	161 910 700	**11 836 000**	**173 746 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT), PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....**	**166 790 413**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	1 000	103 500	104 500	Actifs payés d'avance.....	97 078
	1 000	**103 500**	**104 500**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....**	**97 078**

Description du programme

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par les Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien judiciaire et de conseil juridique, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public. De plus, le Tuteur et curateur public tient le rôle de comptable pour la Cour supérieure de justice. Pour sa part, le Bureau de l'avocat des enfants a pour mandat de mener des enquêtes, de défendre les enfants, de plaider en leur nom et de protéger leurs droits d'ordre personnel et patrimonial au cours des instances devant les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif prévu par la loi pour conseiller le procureur général de l'Ontario, est également inclus dans ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux victimes (poste 1)		
Traitements et salaires		6 177 317
Avantages sociaux		872 122
Transports et communications		142 179
Services		974 600
Fournitures et matériel		37 101
Paiements de transfert		
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 552 155	
Recours civil à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils – Indemnisation des victimes*	0	
Ordonnances en suspens de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	3 500	
Subventions pour le Programme d'intervention auprès des partenaires violents	12 756 520	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	1 863 800	
Programme des enfants victimes Services spécialisés	3 013 155 / 350 000	
		19 539 130
		27 742 449
Victim Witness Assistance (Item 2)		
Traitements et salaires		23 092 299
Avantages sociaux		4 819 357
Transports et communications		814 187
Services		789 445
Fournitures et matériel		137 686
		29 652 974
Vulnerable Persons (Item 6)		
Traitements et salaires		55 723 275
Avantages sociaux		8 301 600
Transports et communications		895 701
Services		44 390 885
Fournitures et matériel		366 127
		109 677 588
Moins : Recouvrements		282 598
		109 394 990

	$	$
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	11 286 381	
Avantages sociaux	1 367 084	
Transports et communications	108 013	
Services	28 364 092	
Fournitures et matériel	73 516	
	41 199 086	
Moins : Recouvrements	282 598	
		40 916 488
Tuteur et Curateur public/comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	44 436 894	
Avantages sociaux	6 934 516	
Transports et communications	787 688	
Services	16 026 793	
Fournitures et matériel	292 611	
		68 478 502
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		**166 790 413**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actifs payés d'avance (poste 7)		
Dépôts et charges payées d'avance		97 078
		97 078
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		**97 078**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
307				**CRÉDIT D'IMPÔT POUR**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**CONTRIBUTIONS POLITIQUES**	
1	21 319 600	1 584 700	22 904 300	Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	22 904 254
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	
	21 319 600	**1 584 700**	**22 904 300**		**22 904 254**

Description du programme

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des élections* de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Crédit d'impôt pour contributions politiques (poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt pour contributions politiques.....	22 904 254
	22 904 254
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	**22 904 254**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
308				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
				Commison des alcools et des jeux	
1	86 948 300	(1 472 300)	85 476 000	de l'Ontario.....	77 842 502
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
	86 949 300	**(1 472 300)**	**85 477 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT), PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....**	**77 842 502**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
				Commission des alcools et des jeux	
3	1 200 000	0	1 200 000	de l'Ontario.....	1 199 928
	1 200 000	**0**	**1 200 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT), PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....**	**1 199 928**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
				Commission des alcools et des jeux	
2	1 000	0	1 000	de l'Ontario.....	0
				Amortissement,	
L	2 391 300	0	2 391 300	*Loi sur l'administration financière*.....	2 587 182
	2 392 300	**0**	**2 392 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS), PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....**	**2 587 182**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
308				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 884 700	(939 700)	945 000	Commission des alcools et des jeux de l'Ontario.....	911 958
	1 884 700	**(939 700)**	**945 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO.....**	**911 958**

Description du programme

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO) est un organisme de réglementation qui relève du ministère du Procureur général. Elle a été établie le 23 février 1998 en vertu de la Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public, laquelle a été modifiée en 2018 et rebaptisée « Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public » au moment où la CAJO est devenue responsable de la réglementation de la vente au détail de cannabis. Le 29 novembre 2021, cette loi modifiée de 2018 a été abrogée et la Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario a été proclamée en vigueur, prorogeant la CAJO sous un statut distinct de personne morale et autorisant la CAJO à surveiller la mise sur pied de la filiale des loteries et l'administration des loteries en ligne prescrites.

La CAJO est chargée de réglementer les secteurs et les industries des alcools, des jeux et des courses de chevaux ainsi que la vente au détail du cannabis en respectant les principes d'honnêteté et d'intégrité et en veillant à l'intérêt public. Pour ce faire, elle veille à l'application de la Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools, de la Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux et de la Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis. Elle veille également à l'application du Décret 1413/08 sur les licences de loterie pour les organismes de bienfaisance. Les activités réglementées par la CAJO comprennent :

- la vente et le service de boissons alcoolisées dans les locaux pourvus d'un permis et lors des événements faisant l'objet d'un permis de circonstance;
- la vente de boissons alcoolisées dans les épiceries et les dépanneurs;
- les services de livraison d'alcool;
- les fabricants d'alcool, les représentants et les centres de fermentation libre-service;
- les loteries mises sur pied par des organismes de bienfaisance et religieux;
- le jeu commercial comme les casinos et les sites de jeux en ligne;
- les loteries exploitées par la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, un organisme du gouvernement provincial;
- la vente de cannabis récréatif par des détaillants de cannabis autorisés.

La CAJO étant un organisme de réglementation dont le conseil d'administration relève du ministère du Procureur général, le pouvoir d'engager ses dépenses annuelles provient du budget des dépenses publié du ministère, tel qu'il est approuvé par l'Assemblée législative de l'Ontario. La CAJO est financée à l'aide d'une combinaison de revenus provenant du Trésor et de fonds recouvrés.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO – CRÉDIT 308

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 1)		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 2)	
Traitements et salaires	96 623 649	Autres opérations	0
Avantages sociaux	20 539 055		0
Transports et communications	1 357 741		
Services	15 478 024	Crédits législatifs	
Fournitures et matériel	840 426		
	134 838 895	Autres opérations	
Moins : Recouvrements	56 996 393	Amortissement,	
	77 842 502	*Loi sur l'administration financière*	2 587 182
			2 587 182
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO	**77 842 502**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO**	**2 587 182**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		**BIENS IMMOBILISÉS**	
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 3)		Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (poste 4)	
Dépôts et charges payées d'avance	1 199 928	Matériel de technologie de l'information	911 958
	1 199 928		911 958
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO	**1 199 928**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME PROGRAMME DE LA COMMISSION DES ALCOOLS ET DES JEUX DE L'ONTARIO**	**911 958**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
309				**PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 552 000	24 849 600	37 401 600	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux.....	36 471 401
	12 552 000	**24 849 600**	**37 401 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX.....**	**36 471 401**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	(1 000)	0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX.....**	**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX	
309					
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	(1 000)	0	Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux.....	0
	1 000	**(1 000)**	**0**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX.....**	**0**

Description du programme

Le programme de la Division de la technologie judiciaire et du renouvellement relatif aux tribunaux dirige l'intégration et la coordination de projets à long terme qui sont essentiels pour moderniser les activités des tribunaux. La Division, qui gère un portefeuille de solutions numériques, veille à répondre aux besoins des utilisateurs, y compris à ceux de la magistrature et du personnel des tribunaux, et à améliorer le fonctionnement des tribunaux grâce à des technologies modernes, efficientes et efficaces.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

COURTS TECHNOLOGY AND TRANSFORMATION PROGRAM – VOTE 309

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux (poste 1)	
Traitements et salaires	8 639 100
Avantages sociaux	1 210 099
Transports et communications	119 759
Services	26 484 039
Fournitures et matériel	18 404
	36 471 401
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX	**36 471 401**
CAPITAL EXPENSE	
Courts Technology and Transformation (Item 3)	
Other transactions	0
	0
Statutory Appropriations	
Other Transactions	
Amortization, the *Financial Administration Act*	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET DE RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX	**0**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Technologie judiciaire et renouvellement relatif aux tribunaux (poste 4)	
Matériel de technologie de l'information	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - TECHNOLOGIE JUDICIAIRE ET RENOUVELLEMENT RELATIF AUX TRIBUNAUX	**0**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

For the year ended March 31, 2026

Nonm du paiement de transfet discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Recours civil à l'égard d'activités illicites - *Loi sur les recours civils - Indemnisation des victimes*	030601	Non	Non	0
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution	030202	Oui	Non	1 332 639
Vérification et supervision des mises en liberté sous caution	030304	Oui	Non	17 740 208
Programme des enfants victimes	030601	Non	Non	3 013 155
Programme de soutien aux tribunaux	030501	Oui	Non	8 210 467
Programmes de responsabilisation directe	030202	Oui	Non	3 843 000
Tribunaux de traitement de la toxicomanie	030601	Oui	Non	1 552 155
Loi fédérale sur les contraventions - soutien aux services en français	030501	Non	Non	1 778 456
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	030601	Non	Non	12 756 520
Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges de l'Ontario	030502	Non	Non	380 851
Centre d’assistance juridique en matière de droits de la personne	030304	Non	Non	5 734 442
Projets de la justice applicable aux Autochtones	030313	Oui	Non	22 802 110
Services aux victimes autochtones	030313	Oui	Non	13 619 312
Projets liés à l'innovation	030501	Oui	Non	0
Liste des jurés	030313	Oui	Non	130 264
Centres de justice - partenariats communautaires	030202	Oui	Non	4 971 889
Aide juridique Ontario	030302	Non	Non	346 574 949
Projets de modernisation	030501	Oui	Non	352 000
Programme d’assistance parajudiciaire aux Autochtones de l’Ontario	030313	Oui	Non	5 666 651
Ordonnances en suspens de la Commission d’indemnisation des victimes d’actes criminels	030601	Non	Non	3 500
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels	030202	Non	Non	2 040 334
Projets spéciaux d'aide aux victimes	030601	Non	Non	1 863 800
Services spécialisés	030601	Oui	Non	350 000
TOTAL				**454 716 702**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	1 835 548	3 647 381
Loi sur les contraventions (Canada)	1 965 073	1 488 258
Langue française	350 000	712 226
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 115 429	4 115 428
Bandes criminalisées et armes à feu	15 521 712	15 184 342
Aide juridique – Criminel	79 643 546	76 848 014
Travailleurs judiciaires autochtones	5 104 061	10 036 133
Autres	1 393 397	1 654 158
	109 928 766	113 685 940
REVENUS TIRÉS D'ENTREPRISES PUBLIQUES		
Jeux en ligne Ontario – Bénéfices nets	209 000 000	181 000 000
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile	16 470 156	16 946 193
Avocat des enfants	79 298	118 274
Jeux en ligne Ontario	7 005 173	13 942 275
Bureau du tuteur et curateur public	39 000 000	42 776 316
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	17 122 882	18 742 577
Courses de chevaux – frais réglementaires	7 266 030	0
Autres	466 978	0
	87 410 517	92 525 635
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière	617 589	695 061
Cannabis	4 833 293	5 515 750
Frais judiciaires	99 117 542	95 338 237
Frais pour chèques refusés	1 989	2 575
Jeux – Licences des loteries	3 867 882	3 533 726
Jeux – Droits d'inscription	7 929 570	8 362 290
Courses de chevaux	2 329 369	9 266 397
Jeux en ligne Ontario	9 257 978	10 808 117
Droits liés à la Commission de la location immobilière	14 764 882	15 187 235
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis	1 952 526	1 784 944
Permis – Brasseurs provinciaux	652 050	642 600
Permis – Vineries ontariennes	263 295	271 125

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

For the year ended March 31, 2026

	2026 $	2025 $
Permis – Fabricants de spiritueux	254 520	257 040
Droits de cession de permis	1 413 160	1 356 445
Autorisations relatives à l'alcool – épiceries	6 046 650	6 345 500
Permis de vente d'alcool	5 438 960	4 991 245
Droits du Tribunal d'appel de l'aménagement local	834	264 091
Procédure/Recherche/Shérifs	12 101 634	9 640 260
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	12 990	20 370
Permis pour occasions spéciales	5 130 509	5 072 605
Autres	796 838	974 738
	176 784 060	180 330 351
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	316 751	218 583
Amendes – Paiements en trop	3 795	6 610
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	48 645 057	61 613 379
Autres	0	40 814
	48 965 603	61 879 386
VENTES ET LOCATIONS	125 483	130 053
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	6 087 748	25 548 850
DIVERS		
Division du droit civil – Règlements	17 654 040	3 400 020 390
CRIA – Loi sur les recours civils	1 354 702	1 166 229
Confiscations – Produits de la criminalité	2 744 091	3 818 064
Suramendes compensatoires non spécifiées	16 305 064	16 710 802
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence	1 373 923	1 246 280
Fonds de la justice pour les victimes	59 546 400	55 616 900
Autres	129 208 696	37 662 741
	228 186 916	3 516 241 406
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**866 489 093**	**4 171 341 621**

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-266
GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO	2-267
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-269
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE	2-270
ÉTAT DES RECETTES	2-271

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
38 054 335	Gestion des situations d'urgence Ontario	300 946 514	270 876 874
38 054 335	**TOTAL – CHARGES DE FONCTIONNEMENT**	**300 946 514**	**270 876 874**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Gestion des situations d'urgence Ontario	1 000	0
0	**TOTAL – ACTIF DE FONCTIONNEMENT**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
9 183 613	Gestion des situations d'urgence Ontario	8 229 700	4 866 950
9 183 613	**TOTAL – CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	**8 229 700**	**4 866 950**
	BIENS IMMOBILISÉS		
2 350 990	Gestion des situations d'urgence Ontario	6 202 000	4 535 980
2 350 990	**TOTAL – BIENS IMMOBILISÉS**	**6 202 000**	**4 535 980**

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Actual
	$	$	$		$
5401				**GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	2 428 900	659 000	3 087 900	Administration du ministère.....	3 058 369
2	60 687 300	237 107 300	297 794 600	Gestion des situations d'urgence Ontario.....	267 728 918
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 461
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	22 126
	63 180 214	**237 766 300**	**300 946 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....**	**270 876 874**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000	0	1 000	Gestion des situations d'urgence Ontario.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....**	**0**

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
5401				**GESTION DES SITUATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**D'URGENCE ONTARIO**	
				Gestion des situations	
3	3 002 000	5 226 700	8 228 700	d'urgence Ontario.....	3 853 283
				Amortissement en vertu de la	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	1 013 667
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....	
	3 003 000	**5 226 700**	**8 229 700**		**4 866 950**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Gestion des situations	
5	1 000	6 201 000	6 202 000	d'urgence Ontario.....	4 535 980
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO.....	
	1 000	**6 201 000**	**6 202 000**		**4 535 980**

Description du programme

Le programme Gestion des situations d'urgence Ontario est le guichet unique offert à tous les Ontariens et Ontariennes pour que la gestion des situations d'urgence, y compris la continuité des activités du gouvernement, soit coordonnée rapidement et efficacement dans toute la province. En partenariat avec les ministères de l'Ontario, le gouvernement du Canada, les compétences voisines, les municipalités, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les partenaires autochtones, le programme se prépare de manière proactive pour les situations d'urgence et en soutient la gestion. Se basant sur les données, les analyses et les connaissances acquises, le programme détermine les risques potentiels pour éclairer la planification à court et à long terme en vue des situations d'urgence futures. En renforçant la formation à la gestion des situations d'urgence, les exercices d'entraînement, les conseils en matière de planification et l'éducation du public, le programme veille à ce que la population ontarienne soit mieux préparée pour les situations d'urgence, plaçant les groupes prioritaires au coeur de la planification, de la préparation et de l'atténuation des risques.

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO – CRÉDIT 5401

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 1)		
Traitements et salaires		2 287 399
Avantages sociaux		294 384
Transports et communications		94 234
Services		328 808
Fournitures et matériel		53 544
		3 058 369
Gestion des situations d'urgence Ontario (poste 2)		
Traitements et salaires		21 031 873
Avantages sociaux		2 904 848
Transports et communications		838 619
Services		233 917 023
Fournitures et matériel		1 322 659
Paiements de transfert		
Subvention pour les projets communautaires de protection civile	674 826	
Fonds ontarien pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités d'intervention – Charges de fonctionnement	6 135 017	
Fonds pour l'intervention en cas d'urgence	501 233	
Subventions pour les activités de participation des Autochtones	2 820	
Nucléaire	400 000	
		7 713 896
		267 728 918
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 461
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 126
		89 587
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO		**270 876 874**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Gestion des situations d'urgence Ontario (poste 3)		
Paiements de transfert		
Subvention pour les projets communautaires de protection civile – Charges d'immobilisations	3 419 084	
Fonds ontarien pour la préparation aux situations d'urgence et le Charges d'immobilisations	434 199	
		3 853 283
		3 853 283
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		1 013 667
		1 013 667
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO		**4 866 950**
BIENS IMMOBILISÉS		
Gestion des situations d'urgence Ontario (poste 5)		
Machinerie et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés		4 535 980
		4 535 980
TOTAL (ACTIF IMMOBILISÉ) – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE ONTARIO		**4 535 980**

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISTRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subvention pour les projets communautaires de protection civile	540102	Oui	Oui	674 826
Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités – charges de fonctionnement	540102	Oui	Oui	6 135 017
Fonds pour l'intervention en cas d'urgence	540102	Oui	Oui	501 233
Subventions pour les activités de participation des Autochtones	540102	Oui	Oui	2 820
Nucléaire	540102	Oui	Oui	400 000
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités – charges d'immobilisations	540103	Oui	Oui	434 199
Subvention pour les projets communautaires de protection civile – charges d'immobilisations	540103	Oui	Oui	3 419 084
TOTAL				**11 567 179**

MINISTÈRE DE LA PROTECTION CIVILE ET DE L'INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'aide à la gestion des urgences pour les Premières Nations.....	214 949 965	13 308 513
Autres.....	268 520	0
	215 218 485	13 308 513
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES		
Programme de gestion des situations d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Autres.....	20 158	0
	1 145 158	1 125 000
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES ANTÉRIEURES.....	751 368	1 569 136
DIVERS.....	334 829	0
**TOTAL (RECETTES DU MINISTÈRE).....	**217 449 840**	**16 002 649**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-274
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-276
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-278
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	2-285
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-277, 2-282, 2-283, 2-287
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-288
ÉTAT DES RECETTES	2-289

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
90 029 866	Programme d'administration du m	35 783 692	35 516 871
412 234 177	Programme de gestion des richesses naturelles	460 812 900	455 223 430
204 859 041	Protection du public	312 305 800	307 449 407
707 123 084	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**808 902 392**	**798 189 708**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
476 385	Programme de gestion des richesses naturelles	1 021 100	0
57 465	Protection du public	141 500 900	141 487 265
533 850	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**142 522 000**	**141 487 265**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
120 040 667	Programme de gestion des richesses naturelles	131 572 300	127 161 036
8 115 341	Protection du public	20 216 000	7 835 944
128 156 008	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**151 788 300**	**134 996 980**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
30 581 409	Programme de gestion des richesses naturelles	48 422 100	45 010 274
13 512 197	Protection du public	57 333 700	28 663 921
44 093 606	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)**	**105 755 800**	**73 674 195**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	35 222 500	473 800	35 696 300	Administration du ministère.....	35 395 179
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	30 824
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	35 309 892	**473 800**	**35 783 692**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**35 516 871**

Description du programme :

Le programme d'administration offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le ministère partage ses services avec le secteur des richesses naturelles.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 609 170
Avantages sociaux		5 616 030
Transports et communications		295 136
Services		12 426 678
Fournitures et matériel		113 482
Paiements de transfert		
Programmes d'emploi des jeunes	170 306	
		170 306
		36 230 802
Moins : recouvrements		835 623
		35 395 179
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 053 974	
Avantages sociaux	588 293	
Transports et communications	160 211	
Services	97 956	
Fournitures et matériel	28 718	
		4 929 152
Finances et administration		
Traitements et salaires	4 311 626	
Avantages sociaux	706 442	
Services	193 773	
Fournitures et matériel	5 610	
		5 217 451
Ressources humaines		
Traitements et salaires	5 837 904	
Avantages sociaux	3 783 089	
Transports et communications	55 578	
Services	453 298	
Fournitures et matériel	19 257	
Paiements de transfert		
Programmes d'emploi des jeunes	170 306	
	10 319 432	
Moins : recouvrements	835 623	
		9 483 809
Services de communication		
Traitements et salaires	3 405 666	
Avantages sociaux	538 206	
Transports et communications	14 215	
Services	614 195	
Fournitures et matériel	14 595	
		4 586 877
Services juridiques		
Transports et communications	65 132	
Services	10 843 560	
Fournitures et matériel	45 302	
		10 953 994
Systèmes d'information		
Services	223 896	
		223 896
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		30 824
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		121 692
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**35 516 871**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**RICHESSES NATURELLES**	
1	444 247 000	11 473 900	455 720 900	Gestion durable des ressources.....	449 890 959
L	5 091 000	0	5 091 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	5 332 471
L	1 000	0	1 000	Fonds de reboisement, *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*.....	0
	449 339 000	**11 473 900**	**460 812 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....**	**455 223 430**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	3 215 600	(2 194 500)	1 021 100	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement.....	0
	3 215 600	**(2 194 500)**	**1 021 100**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....**	**0**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**RICHESSES NATURELLES**	
				Infrastructure pour la gestion des	
3	31 650 700	82 463 600	114 114 300	richesses naturelles.....	114 113 157
6	1 000	0	1 000	Assainissement de l'environnement.....	0
				Amortissement,	
L	17 457 000	0	17 457 000	*Loi sur l'administration financière*.....	13 047 879
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION	
	49 108 700	**82 463 600**	**131 572 300**	**DES RICHESSES NATURELLES.....**	**127 161 036**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles –	
4	34 744 300	13 677 800	48 422 100	biens immobilisés.....	45 010 274
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES	
	34 744 300	**13 677 800**	**48 422 100**	**RICHESSES NATURELLES.....**	**45 010 274**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l’Ontario, ainsi que des offices de protection de la nature, afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion durable des ressources (Poste 1)		
Traitements et salaires		208 304 590
Avantages sociaux		35 537 162
Transports et communications		9 486 348
Services		173 448 601
Fournitures et matériel		14 828 617
Paiements de transfert		
Partage des recettes liées à l'exploita des ressources forestières	14 414 925	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	1 708 436	
Rentes et primes – Traité numéro 9	106 926	
Partage des revenus tirés des ressources en agrégats	843 293	
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	9 411 800	
Initiatives pour le secteur forestier	49 435 584	
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000	
Services provinciaux – intendance des ressources	1 092 425	
Programmes de soutien aux opérations régionales	13 607 415	
Programme du Grand Nord	886 396	
Protection du poisson et de la faune – intendance des ressources	325 000	
		93 732 200
		535 337 518
Moins : recouvrements		85 446 559
		449 890 959
Cartographie et information géographique		
Traitements et salaires	8 864 115	
Avantages sociaux	1 411 093	
Transports et communications	106 881	
Services	9 656 591	
Fournitures et matériel	40 974	
	20 079 654	
Moins : recouvrements	2 995 107	
		17 084 547
Politiques et planification		
Traitements et salaires	17 874 787	
Avantages sociaux	2 705 996	
Transports et communications	378 428	
Services	1 990 149	
Fournitures et matériel	113 134	
Paiements de transfert		
Rentes et primes – Traité numéro 9	106 926	
Partage des revenus tirés des ressources en agrégats	843 293	
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources	9 411 800	
	33 424 513	
Moins : recouvrements	75 000	
		33 349 513
Industrie forestière		
Traitements et salaires	9 426 976	
Avantages sociaux	1 507 884	
Transports et communications	312 041	
Services	78 262 730	
Fournitures et matériel	510 233	
Paiements de transfert		
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières	14 414 925	
Initiatives pour le secteur forestier	49 435 584	
		153 870 373
Services provinciaux – sciences et recherche		
Traitements et salaires	39 860 666	
Avantages sociaux	6 536 416	
Transports et communications	2 613 570	
Services	22 467 833	
Fournitures et matériel	4 915 005	
Paiements de transfert		
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	1 900 000	
Services provinciaux – intendance des ressources	1 092 425	
	79 385 915	
Moins : recouvrements	1 236 736	
		78 149 179

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Opérations régionales		
Traitements et salaires	78 925 668	
Avantages sociaux	14 447 417	
Transports et communications	2 518 746	
Services	22 191 634	
Fournitures et matériel	2 351 363	
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	1 708 436	
Programmes de soutien aux opérations régionales	13 607 415	
Programme du Grand Nord	886 396	
	136 637 075	
Moins : recouvrements	4 048 863	
		132 588 212
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune		
Traitements et salaires	50 880 313	
Avantages sociaux	8 542 883	
Transports et communications	3 530 079	
Services	15 030 363	
Fournitures et matériel	6 874 321	
Paiements de transfert		
Protection du poisson et de la faune - intendance des ressources	325 000	
	85 182 959	
Moins : recouvrements	77 090 853	
		8 092 106
Administration du programme		
Services	12 854 189	
		12 854 189
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	2 472 065	
Avantages sociaux	385 473	
Transports et communications	26 603	
Services	148 619	
Fournitures et matériel	23 587	
		3 056 347
Systèmes d'information		
Services	10 846 493	
		10 846 493
Crédits législatifs		
Paiements de transfert		
Fonds de reboisement, *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*		69 620 531
Moins : recouvrements		69 620 531
		0
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		5 332 471
		5 332 471
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**455 223 430**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		43 797
Services		69 163 290
Fournitures et matériel		5 261 374
Autres opérations		37 791 860
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	4 875 838	
Cession de biens immobiliers à un prix inférieur à celui du marché.	79 998	
		4 955 836
		117 216 157
Moins : recouvrements		3 103 000
		114 113 157
Services provinciaux - sciences et recherche		
Transports et communications	7 850	
Services	1 231 111	
Fournitures et matériel	3 776 647	
Autres opérations	71 162	
		5 086 770

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Opérations régionales		
Transports et communications	35 947	
Services	64 451 385	
Fournitures et matériel	1 484 727	
Autres opérations	35 107 200	
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	4 875 838	
	105 955 097	
Moins : recouvrements	3 103 000	
		102 852 097
Industrie forestière		
Services	289 900	
		289 900
Infrastructure de soutien ministériel		
Services	3 190 894	
Autres opérations	2 613 498	
Paiements de transfert		
Cession de biens immobiliers à un prix inférieur à celui du marché	79 998	
		5 884 390
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement - *Loi sur l'administration financière*		13 047 879
		13 047 879
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**127 161 036**

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles — biens immobilisés (Poste 4)		
Réévaluation de sites d'enfouissement liée aux OMHS		7 776 694
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés		7 474 810
Réévaluation d'immeubles liée aux OMHS		24 342
Infrastructure des transports — coûts relatifs aux biens immobilisés		10 743 415
Barrages et ouvrages d'art — coûts relatifs aux biens immobilisés		11 056 618
Machines et équipement — coûts relatifs aux biens immobilisés		2 087 378
Logiciels d'application de gestion — coûts relatifs aux biens immobilisés		3 791 644
Parc automobile et flotte de bateaux — coûts relatifs aux biens immobilisés		2 055 373
		45 010 274
Services provinciaux - sciences et recherche		
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 510 994	
Réévaluation d'immeubles liée aux OMHS	22 719	
Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	577 030	
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 153 738	
Logiciels d'application de gestion — coûts relatifs aux biens immobilisés	3 791 644	
Parc automobile et flotte de bateaux — coûts relatifs aux biens immobilisés	2 055 373	
		14 111 498
Opérations régionales		
Réévaluation de sites d'enfouissement liée aux OMHS	7 776 694	
Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	4 268 415	
Barrages et ouvrages d'art - coûts relatifs aux biens immobilisés	10 479 588	
		22 524 697

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Industrie forestière		
Infrastructure des transports - coûts relatifs aux biens immobilisés	6 475 000	
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	320 440	
		6 795 440
Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	963 816	
Réévaluation d’immeubles liée aux OMHS	1 623	
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	613 200	
		1 578 639
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**45 010 274**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	192 738 800	119 557 000	312 295 800	Protection du public.....	307 449 407
L	10 000	0	10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	192 748 800	**119 557 000**	**312 305 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC.....**	**307 449 407**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	63 900	141 437 000	141 500 900	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actif de fonctionnement...	141 487 265
	63 900	**141 437 000**	**141 500 900**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC.....**	**141 487 265**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	3 763 000	1 352 800	5 115 800	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence.....	3 926 032
L	15 100 200	0	15 100 200	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	3 909 912
	18 863 200	**1 352 800**	**20 216 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC.....**	**7 835 944**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	50 534 900	6 798 800	57 333 700	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - biens immobilisés.....	28 663 921
	50 534 900	**6 798 800**	**57 333 700**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC.....**	**28 663 921**

Description du programme

Le programme de protection du public dirige l'exécution du programme de gestion des situations d'urgence et des services d'aviation du ministère aux fins de protection du public et des biens touchés par des feux de végétation et d'autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Protection du public (Poste 1)		
Traitements et salaires		105 344 378
Avantages sociaux		14 167 522
Transports et communications		6 335 241
Services		231 638 192
Fournitures et matériel		27 575 887
Paiements de transfert		
Intendance des services provinciaux	595 727	
Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	420 000	
		1 015 727
		386 076 947
Moins : recouvrements		78 627 540
		307 449 407
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence		
Traitements et salaires	33 587 093	
Avantages sociaux	5 118 940	
Transports et communications	2 290 397	
Services	62 635 309	
Fournitures et matériel	5 007 174	
Paiements de transfert		
Intendance des services provinciaux	595 727	
Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	420 000	
	109 654 640	
Moins : recouvrements	75 201 648	
		34 452 992
Lutte d'urgence contre les incendies		
Traitements et salaires	71 757 285	
Avantages sociaux	9 048 582	
Transports et communications	4 044 844	
Services	169 002 883	
Fournitures et matériel	22 568 713	
	276 422 307	
Moins : recouvrements	3 425 892	
		272 996 415
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC		**307 449 407**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence - actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	141 487 265
	141 487 265
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**141 487 265**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Transports et communications	38 562
Services	2 105 809
Fournitures et matériel	1 432 234
Autres opérations	349 427
	3 926 032
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	3 909 912
	3 909 912
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**7 835 944**
BIENS IMMOBILISÉS	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – biens immobilisés (Poste 4)	
Avions - coûts relatifs aux biens immobilisés	20 286 847
Immeubles - coûts relatifs aux biens immobilisés	7 819 370
Réévaluation d'immeubles liée aux OMHS	32 589
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés	253 515
Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux biens immobilisés	271 600
	28 663 921
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	**28 663 921**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Rentes et primes - Traité numéro 9	210301	Non	Non	106 926
Programme du Grand Nord	210301	Oui	Oui	886 396
intendance des ressources	210301	Oui	Oui	325 000
Initiatives pour le secteur forestier	210301	Oui	Oui	49 435 584
et intendance des ressources	210301	Oui	Oui	9 411 800
Initiative ontarienne Collectivités Intelli-feu	210401	Oui	Oui	420 000
municipalités	210301	Non	Oui	1 708 436
Services provinciaux - intendance des ressources	210301	Oui	Oui	1 092 425
Intendance des services provinciaux	210401	Oui	Oui	595 727
régionales	210301	Oui	Oui	13 607 415
agrégats	210301	Non	Oui	843 293
ressources forestières	210301	Non	Oui	14 414 925
expérimentaux	210301	Oui	Oui	1 900 000
Programmes d'emploi des jeunes	210101	Oui	Oui	170 306
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Infrastructure des offices de protection de la nature	210303	Oui	Oui	4 875 838
Cession de biens immobiliers à un prix inférieur à celui du marché	210303	Oui	Oui	79 998
TOTAL				**99 874 069**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	703 230	5 212 009
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	40 885	40 884
Autres	21 526 651	10 514 356
	22 270 766	15 767 249
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	11 118 227	7 943 167
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agrégats	9 966 860	10 089 798
Autres	934 829	908 614
	10 901 689	10 998 412
AMENDES ET PÉNALITÉS	553 363	575 398
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	13 985 043	14 958 972
	13 985 043	14 958 972
REDEVANCES		
Énergie hydroélectrique	126 044 889	127 094 811
Droits de la Couronne	39 368 452	42 918 947
Ressources pétrolières en mer	1 714 197	984 787
Agrégats	3 068 977	2 677 134
	170 196 515	173 675 679
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	73 515 969	33 795 681
DIVERS	17 601 541	18 627 670
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**320 143 113**	**276 342 228**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-292
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-294
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	2-297
SERVICES NUMÉRIQUES, DONNÉES ET ANALYTIQUE	2-299
PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	2-302
PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE	2-305
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	2-308
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	2-310
SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ	2-313
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-296, 2-304
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-317
ÉTAT DES RECETTES	2-319

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
87 626 107	Administration du ministère	95 379 465	93 684 901
1 340 647 535	Politiques de santé et recherche	1 592 358 100	1 514 105 558
43 968 254	Services numériques, données et analytique	48 422 000	42 719 513
29 444 030 884	Assurance-santé de l'Ontario	31 627 604 200	31 597 121 242
1 795 073 157	Santé de la population et santé publique	1 818 663 300	1 800 806 760
3 204 426 016	Programmes provinciaux et intendance	3 480 817 100	3 416 316 365
39 726 316 854	Services et programmes de santé	41 887 378 600	41 819 778 777
75 642 088 807	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**80 550 622 765**	**80 284 533 116**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
750 000	Santé de la population et santé publique	750 000	750 000
3 914 700	Programmes provinciaux et intendance	4 614 700	3 914 700
38 106 600	Services et programmes de santé	38 107 600	38 106 600
55 771 300	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**56 473 300**	**55 771 300**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Programmes provinciaux et intendance	16 232 000	16 232 000
1 903 497 025	Immobilisations dans le domaine de la santé	3 129 329 700	3 129 329 578
0	Services et programmes de santé	1 000	0
1 903 497 025	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**3 145 562 700**	**3 145 561 578**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	98 573 700	(3 296 800)	95 276 900	Administration du ministère.....	93 561 945
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	30 824
L	32 346	0	32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
L	0	0	0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	1 264
	98 676 265	**(3 296 800)**	**95 379 465**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**93 684 901**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme d’administration du ministère fournit des services administratifs et de soutien permettant au ministère de s’acquitter de son mandat et de soutenir les priorités gouvernementales. Cela inclut une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels, notamment la planification des activités et du budget, la gestion financière, l'approvisionnement, les ressources humaines stratégiques, les services juridiques, les communications, la gestion des documents, l'accès à l’information et le processus de nominations.

De plus, le programme apporte du soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 1)		
Traitements et salaires		48 728 891
Avantages sociaux		9 801 258
Transports et communications		1 229 850
Services		33 553 252
Fournitures et matériel		266 694
		93 579 945
Moins : Recouvrements		18 000
		93 561 945
Bureau principal		
Traitements et salaires	8 640 456	
Avantages sociaux	903 363	
Transports et communications	120 837	
Services	438 130	
Fournitures et matériel	33 927	
		10 136 713
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	29 928 358	
Avantages sociaux	7 490 949	
Transports et communications	1 027 666	
Services	26 122 154	
Fournitures et matériel	130 068	
	64 699 195	
Moins : Recouvrements	18 000	
		64 681 195
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 013 637	
Avantages sociaux	407 636	
Transports et communications	10 391	
Services	521 766	
Fournitures et matériel	12 734	
		3 966 164
Services de communication		
Traitements et salaires	7 146 440	
Avantages sociaux	999 310	
Transports et communications	23 756	
Services	1 635 529	
Fournitures et matériel	37 281	
		9 842 316
Services juridiques		
Transports et communications	47 200	
Services	4 835 673	
Fournitures et matériel	52 684	
		4 935 557
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*		30 824
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 264
		122 956
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**93 684 901**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 6)		
Dépôts et charges payées d'avance		0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		0

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
1	1 557 266 800	35 091 300	1 592 358 100	Politiques de santé et recherche.....	1 514 105 558
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE..	
	1 557 266 800	**35 091 300**	**1 592 358 100**		**1 514 105 558**

Description du programme

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre la recherche sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère et d'autres partenaires ministériels.

Les services essentiels fondés sur la population soutiennent l'équité en matière de santé, renforcent l'accès à des soins adaptés à la culture, améliorent les résultats pour les populations sous-desservies en Ontario et réduisent les coûts du système de santé. Ce travail englobe le renouvellement relatif à la santé des Autochtones, les soutiens à la planification et à la capacité en matière de santé et le dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones. Il inclut également l'amélioration des résultats relatifs à la santé des Premières Nations, des Inuits, des Métis et des Autochtones vivant en milieu urbain en Ontario, ainsi qu'à la santé des Noirs, la santé des femmes, les services en français, les services de santé et les services de traduction et d'autres services essentiels fondés sur la population.

Les recherches appliquées sur le système de santé et la capacité liée aux données probantes soutiennent l'élaboration de politiques et de programmes, en particulier l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, le soutien à la recherche appliquée fondée sur des données probantes, l'application intégrée des connaissances, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé.

La planification et la surveillance réglementaire relatives aux ressources humaines dans le domaine de la santé en Ontario incluent le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre dans la province (professions réglementées de la santé et autres fournisseurs du système). Ce travail englobe également les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice, à l'éducation et la formation ainsi qu'à l'accès à l'exercice de la profession et à la surveillance des fournisseurs de soins de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (poste 1)		
Traitements et salaires		18 744 499
Avantages sociaux		2 562 451
Transports et communications		152 786
Services		7 167 924
Fournitures et matériel		33 957
Paiements de transfert		
Formation clinique	1 281 079 806	
Programme de recherche appliquée fondée sur des données probantes sur la santé	204 364 135	
		1 485 443 941
		1 514 105 558
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**1 514 105 558**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES, DES DONNÉES ET DE L'ANALYTIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	140 792 400	(92 370 400)	48 422 000	Services numériques, données et analytique.....	42 719 513
	140 792 400	**(92 370 400)**	**48 422 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES, DES DONNÉES ET DE L'ANALYTIQUE.....**	**42 719 513**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme des services numériques, des données et de l’analytique s’appuie sur la technologie numérique de l’Ontario en matière de santé pour donner aux patients et aux fournisseurs accès à un système de santé plus moderne, mieux intégré et renforcé par des solutions numériques.

Le programme des solutions numériques pour la santé permet une prestation intégrée et novatrice des soins de santé par des soutiens de nature normative pour améliorer l’interopérabilité des systèmes de santé et réduire la fragmentation et les dédoublements. La stratégie relative aux données et au numérique pour le secteur de la santé permettra d’offrir aux patients une expérience de santé du 21e siècle en élargissant les choix et en rendant l’accès aux soins plus simple, plus facile et plus pratique pour les patients. Cette stratégie établit les fondements numériques de l’Ontario en matière de santé et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients et plus d’outils aux fournisseurs afin de prodiguer les meilleurs soins possibles. La stratégie relative aux données et au numérique est au cœur des efforts du ministère de la Santé pour atteindre ses priorités, notamment respecter les engagements du ministère et mettre en œuvre un système de santé plus intégré. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme de Stratégies et politiques de gestion de l’information élabore une vision et une stratégie en vue d’un écosystème des données sur la santé plus fluide. Cet axe de travail soutient la planification stratégique des systèmes, l’élaboration des politiques, la planification de la gouvernance des données au niveau du macro système ainsi que la législation et la réglementation relatives aux données sur la santé de l’Ontario, en veillant notamment à la protection de la vie privée pour que le système d’apprentissage en matière de santé soit centré sur la personne. Le programme assure une plus grande uniformité dans la gestion des données afin d’améliorer la prestation des soins dans toute la province, en fournissant un appui soutenu aux initiatives de transformation du système de santé du ministère. Le programme veille également à ce que des mesures efficaces d’accès et de protection de la vie privée soient en place pour les initiatives numériques et liées aux données. Son travail comprend la conception, l’élaboration et l’exécution de programmes d’analytique des mégadonnées afin d’atteindre les objectifs du programme d’intégration des données et d’analytique prédictive de la stratégie relative aux données et au numérique.

Le programme des services numériques, des données et de l’analytique est également la source de données et d’analytique faisant autorité pour le ministère. Il procure des outils, des produits et de l’expertise méthodologique à l’appui de la planification et de la prise de décision fondées sur des données probantes pour ministère de la Santé et les partenaires du système. La Division soutient également la prise de décision par le ministère en fournissant des services novateurs et avant-gardistes en analytique et en analytique prédictive, en se fondant sur des recherches de pointe en épidémiologie, en statistiques, en sciences des données et en apprentissage automatique.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES, DES DONNÉES ET DE L'ANALYTIQUE – CRÉDIT 1403

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services numériques, données et analytique (poste 1)		
Traitements et salaires		18 055 805
Avantages sociaux		2 541 204
Transports et communications		53 055
Services		7 675 813
Fournitures et matériel		22 955
Paiements de transfert		
Stratégie des solutions numériques pour la santé et programmes connexes	2 571 820	
Gestion de l'information sur le système de santé	11 798 861	
		14 370 681
		42 719 513
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES NUMÉRIQUES, DES DONNÉES ET DE L'ANALYTIQUE		**42 719 513**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	21 928 483 900	2 257 251 200	24 185 735 100	Assurance-santé de l'Ontario.....	24 162 973 279
2	5 966 149 500	809 650 500	6 775 800 000	Programmes de médicaments.....	6 769 334 336
4	618 837 800	47 229 300	666 067 100	Programmes d'appareils et accessoires fonctionnels.....	664 435 454
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	378 173
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	28 513 473 200	**3 114 131 000**	**31 627 604 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....**	**31 597 121 242**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	13 000 000	0	13 000 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario.....	13 000 000
	13 000 000	**0**	**13 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....**	**13 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme d’assurance-santé de l’Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l’admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l’assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les équipes de santé familiale, les organismes voués à la prestation de soins primaires pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les programmes dans les régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, les services de tests de diagnostic et de tests en laboratoire (y compris les services de tests génétiques, les services de tests en laboratoire hors du pays ou de la province et les tests de dépistage de virus respiratoires), le Programme de gestion de la qualité (services de laboratoire et échocardiographie), les services de radiographie, l’intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (y compris l’oxygénothérapie à domicile), la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés, ainsi que les modèles intégrés de prestation de services par l’entremise des équipes Santé Ontario.

La Division des programmes publics de médicaments de l’Ontario est déterminée à maintenir un régime public de médicaments durable et efficient qui soutiendra la reprise des investissements et la relance économique afin de donner à la population ontarienne accès à de nouveaux traitements médicamenteux de pointe.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu’aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d’assurance-santé de l’Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l’accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l’Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l’Ontario pour accéder aux services d’un spécialiste médical ou d’un établissement de soins de santé auxquels ils n’ont pas accès dans leur collectivité.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (poste 1)		
Traitements et salaires		52 366 000
Avantages sociaux		8 778 860
Transports et communications		1 236 710
Services		31 491 975
Fournitures et matériel		145 164
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour le traitement de l'infertilité	60 000 000	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	23 474 601 164	
Centres de services de santé communautaires intégrés	93 662 216	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	39 526 181	
Programme de subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales	78 391 182	
Programme de gestion de la qualité	5 685 901	
Services de sages-femmes	215 263 815	
Stratégie de prévention des maladies	5 717 853	
Initiatives pour la qualité des services de santé	96 106 258	
		24 068 954 570
		24 162 973 279
Programmes de médicaments (poste 2)		
Traitements et salaires		13 481 006
Avantages sociaux		2 129 230
Transports et communications		836 925
Services		16 066 523
Fournitures et matériel		27 197
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario		6 736 793 455
		6 769 334 336
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (poste 4)		
Traitements et salaires		3 102 200
Avantages sociaux		590 889
Transports et communications		280 714
Services		1 523 128
Fournitures et matériel		2 782
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels		658 935 741
		664 435 454
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		378 173
		378 173
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARO		**31 597 121 242**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	10 000 000	
Services de sages-femmes	3 000 000	
		13 000 000
		13 000 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**13 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406				**PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	1 694 654 600	124 008 700	1 818 663 300	Santé de la population et santé publique.....	1 800 806 760
	1 694 654 600	**124 008 700**	**1 818 663 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....**	**1 800 806 760**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	750 000	0	750 000	Santé de la population et santé publique.....	750 000
	750 000	**0**	**750 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....**	**750 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l’ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

Le Bureau du médecin hygiéniste en chef, santé publique a pour mandat de procurer de l’orientation et du leadership afin de soutenir le plan du ministère en matière de santé publique et son engagement d’améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d’assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l’ensemble du secteur de la santé publique de l’Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l’appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l’efficacité de l’exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d’urgence.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Santé de la population et santé publique (poste 4)

	$	$
Traitements et salaires		24 091 027
Avantages sociaux		3 075 137
Transports et communications		411 909
Services		55 903 125
Fournitures et matériel		73 147
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	957 992 160	
Épidémies	491 787 410	
Prévention de la tuberculose	13 518 654	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	1 437 115	
Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	184 081 400	
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	55 474 776	
Ontario sans fumée	12 960 900	
		1 717 252 415
		1 800 806 760
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION AND PUBLIC HEALTH ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**1 800 806 760**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Santé de la population et santé publique (poste 6)

	$
Avances et montants récupérables	
Organismes de santé locaux officiels	750 000
	750 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE	**750 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	5 004 354 400	(1 875 024 700)	3 129 329 700	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	3 129 329 578
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS	
	5 004 354 400	**(1 875 024 700)**	**3 129 329 700**	**DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ..**	**3 129 329 578**

Description du programme

Le programme d'Immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Santé de la population et santé publique (poste 4)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux.	2 629 783 881	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé.....	286 658 796	
Projets visant les petits hôpitaux...	77 645 006	
Fonds pour l'éqjuipement médical et diagnostique.....	49 500 000	
Programmes de santé communautaire.....	60 110 561	
Programmes des établissements de services de santé intégrés....	23 554 637	
		3 127 252 881
Autres opérations		
Transfert des hôpitaux psychiatriques provinciaux.....	303 471	
Systèmes informatiques pour l'infrastructure du système de santé.....	1 773 226	
		2 076 697
		3 129 329 578
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....		**3 129 329 578**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**INTENDANCE**	
1	1 361 699 700	353 983 400	1 715 683 100	Programmes provinciaux.....	1 653 670 666
2	1 509 911 700	198 303 700	1 708 215 400	Services de santé d'urgence.....	1 708 215 400
4	54 038 800	2 878 800	56 917 600	Intendance.....	54 430 299
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 925 651 200	**555 165 900**	**3 480 817 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....**	**3 416 316 365**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	4 614 700	0	4 614 700	Programmes provinciaux et indendance.....	3 914 700
	4 614 700	**0**	**4 614 700**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....**	**3 914 700**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**INTENDANCE**	
8	14 137 000	2 095 000	16 232 000	Services de santé d'urgence – immobilisations.....	16 232 000
	14 137 000	**2 095 000**	**16 232 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....**	**16 232 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Parmi ces programmes de paiements de transfert figurent les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario. Ce crédit inclut également les programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances gérés par le ministère, comme le logement avec services de soutien et les aides sectorielles fournies par le Centre d’excellence pour la santé mentale et la lutte contre les dépendances de Santé Ontario, notamment le soutien à la mise en œuvre, l’échange des connaissances et la formation, l’amélioration de la qualité et la gestion de l’information à l’appui des fournisseurs de services directs en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances.

Les programmes provinciaux et l'intendance soutiennent aussi la planification des immobilisations dans le domaine de la santé et l'administration de l’agence Santé Ontario et des programmes connexes.

Les Services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le ministère modernise ces services en mettant sur pied un système de répartition et de communication plus actuel, mieux intégré et plus efficient qui répond plus efficacement aux besoins des collectivités.

Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, les services d’ambulance des Premières Nations, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l’entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l’Ontario, ainsi que les services d’ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l’exécution à l’échelle de la province des opérations dans les Centres intégrés de répartition d’ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour ces centres et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d’ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

Le ministère finance les collectivités des Premières Nations ainsi que les organisations inuites et autochtones en milieu urbain pour la prestation de services de soins à domicile et en milieu communautaire à la clientèle autochtone qui réside au sein de réserves et en région urbaine.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux (poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des établissements connexes	32 272 915	
Société canadienne du sang	881 370 012	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	122 205 692	
Services communautaires et prioritaires	617 817 947	
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	4 100	
		1 653 670 666
Services de santé d'urgence (poste 2)		
Traitements et salaires		80 615 695
Avantages sociaux		18 510 250
Transports et communications		3 967 734
Services		22 707 325
Fournitures et matériel		1 129 724
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux	1 127 417 436	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	129 968 040	
Ambulances aériennes	323 899 196	
		1 581 284 672
		1 708 215 400
Intendance (poste 4)		
Traitements et salaires		38 308 769
Avantages sociaux		5 584 278
Transports et communications		480 319
Services		10 016 079
Fournitures et matériel		40 854
		54 430 299
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**3 416 316 365**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux et intendance (poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	375 000	
Services communautaires et prioritaires	3 539 700	
		3 914 700
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**3 914 700**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services de santé d'urgence – immobilisations (poste 8)		
Paiements de transfert		
Services de santé d'urgence – immobilisations	16 232 000	
		16 232 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**16 232 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1416				**SERVICES ET PROGRAMMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE SANTÉ**	
1	36 806 841 500	1 117 635 900	37 924 477 400	Services de santé.....	37 856 958 532
2	3 630 295 200	332 606 000	3 962 901 200	Programmes et administration.....	3 962 820 245
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES	
	40 437 136 700	**1 450 241 900**	**41 887 378 600**	**DE SANTÉ.....**	**41 819 778 777**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	38 107 600	0	38 107 600	Programmes et services de santé.....	38 106 600
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - SERVICES ET PROGRAMMES	
	38 107 600	**0**	**38 107 600**	**DE SANTÉ.....**	**38 106 600**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Solutions numériques pour la santé – immobilisations.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ET PROGRAMMES	
	1 000	**0**	**1 000**	**DE SANTÉ.....**	**0**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le ministère de la Santé collabore avec Santé Ontario et sa filiale Santé à domicile Ontario pour mettre en œuvre les stratégies ministérielles liées au système de santé afin d’améliorer et de connecter les services de santé, y compris les soins à domicile et en milieu communautaire.

En vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés* , Santé Ontario est responsable de la planification et l’intégration du système de santé ainsi que du financement des fournisseurs de services de santé (FSS), y compris Santé à domicile Ontario, et des équipes Santé Ontario pour la prestation des services de santé. Dans le cadre du programme 1416, Santé Ontario finance Santé à domicile Ontario, les hôpitaux, les centres de santé communautaire, les fournisseurs de services communautaires de santé mentale et de lutte contre les dépendances, les fournisseurs sans but lucratif de services de soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que les soins maternels et les services pour des troubles de l’alimentation, que ce soit à des patients externes ou dans le cadre de soins actifs. Santé Ontario exécute aussi les programmes liés à des domaines divers – soins en cancérologie, dépistage du cancer, traitement des troubles rénaux, services de santé numériques, qualité des services de santé, dons et greffes d’organes et de tissus, main-d’œuvre dans le domaine de la santé, télémédecine et soutien aux activités de coordination régionale. L’organisme fournit des conseils et des recommandations cliniques sur les programmes et services liés aux maladies cardiovasculaires et aux accidents vasculaires cérébraux. Santé Ontario assure le soutien administratif du Bureau de l’ombudsman des patients, qui travaille avec les patients et les familles pour faciliter la résolution de plaintes concernant des expériences liées aux soins de santé avec des organismes de prestation de services de santé.

Santé à domicile Ontario fournit les services de soins à domicile répertoriés dans le Règl. de l’Ont. 187/22 en vertu de la *Loi de 2019 pour des soins interconnectés* (soins infirmiers, traitements de réadaptation et autres services professionnels, services de soutien à la personne). L’organisme gère également les placements dans les foyers de soins de longue durée, propose de l’information au public sur d’autres fournisseurs de services de santé et sociaux et fait des renvois vers ces fournisseurs. De plus, l’organisme administre les placements dans des programmes de jour pour adultes et d’aide à la vie autonome et fournit des soutiens opérationnels aux FSS (y compris ceux intégrés aux équipes Santé Ontario approuvées) financés pour l’offre de soins à domicile et en milieu communautaire.

Ce crédit comprend également le programme de santé mentale des enfants et des jeunes géré par le ministère. Ce programme vise à réaliser la vision d’un Ontario où la santé mentale des enfants et des jeunes est reconnue comme un élément déterminant de la santé et du bien-être dans leur ensemble, et où les enfants et les jeunes peuvent réaliser pleinement leur potentiel. Les services de santé mentale financés par l’Ontario sont offerts aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans en vertu de la *Loi de 2017 sur les services à l’enfance, à la jeunesse et à la famille* .

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services de santé (poste 1)		
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	27 456 166 714	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités – hôpitaux	3 620 100	
Hôpitaux psychiatriques spécialisés	909 178 591	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités – hôpitaux psychiatriques spécialisés	120 075	
Soins à domicile	5 004 993 437	
Services communautaires de soutien	937 251 423	
Logements avec services de soutien	491 322 096	
Centres de santé communautaire	690 737 503	
Traumatismes crâniens	108 681 238	
Services communautaires de santé mentale	1 237 291 312	
Programme de lutte contre les dépendances	455 211 114	
Santé mentale des enfants et des jeunes	562 384 929	
		37 856 958 532
Hôpitaux		
Paiements de transfert		
Exploitation des hôpitaux	27 456 166 714	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités - hôpitaux	3 620 100	
Hôpitaux psychiatriques spécialisés	909 178 591	
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités – hôpitaux psychiatriques spécialisés	120 075	
		28 369 085 480
Services communautaires		
Paiements de transfert		
Soins à domicile	5 004 993 437	
Services communautaires de soutien	937 251 423	
Logements avec services de soutien	491 322 096	
Centres de santé communautaire	690 737 503	
Traumatismes crâniens	108 681 238	
		7 232 985 697
Santé mentale et lutte contre les dépendances		
Paiements de transfert		
Services communautaires de santé mentale	1 237 291 312	
Programmes de lutte contre les dépendances	455 211 114	
Santé mentale des enfants et des jeunes	562 384 929	
		2 254 887 355
Programmes et administration (poste 2)		
Paiements de transfert		
Solutions numériqjues pour la santé	668 539 525	
Programmes pour la qualité des services de santé	31 474 013	
Soutien aux activités de coordination régionale	275 871 757	
Services de traitement du cancer	1 893 216 300	
Services de dons et de greffes d'organes et de tissus		
Services de santé cardiovasculaire	90 043 500	
Programmes de dépistage du cancer	174 683 700	
Programmes pour la main-d'oeuvre dans le domaine de la santé	78 335 550	
Services de traitement des troubles rénaux	750 655 900	
		3 962 820 245
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ		**41 819 778 777**

non vérifié

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ – CRÉDIT 1416

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

$

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Services et programmes de santé (poste 10)

Avances et montants récupérables		
Exploitation des hôpitaux.....	24 000 000	
Soins à domicile.....	700 000	
Services communautaires de soutien	2 966 800	
Logements avec services de soutien.....	793 500	
Centres de santé communautaire.....	3 000 000	
Traumatismes crâniens.....	246 300	
Santé mentale communautaire	5 500 000	
Programmes de lutte contre les dépendances.....	900 000	
		38 106 600
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....		**38 106 600**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Solutions numériques pour la santé — immobilisations (poste 3)

Autres opérations.....	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ.....	**0**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
ICES (anciennement l'Institut de recherche en services de santé)	140201	Oui	Oui	19,000,000
Université McMaster – Collectif sur l'engagement du public et des patients (PPEC)	140201	Oui	Oui	127,500
Université McMaster – Soutien et échange pour l'amélioration rapide (RISE)	140201	Oui	Oui	1,470,000
Université Queen's – Innovations soutenant les soins de santé primaires grâce à la recherche (INSPIRE-PHC)	140201	Oui	Oui	750,100
Université Queen's – Réseau ontarien d'apprentissage pratique et de recherche en soins primaires (POPLAR)	140201	Oui	Oui	1,000,000
Unity Health Toronto – Réseau ontarien de recherche sur les politiques en matière de médicaments (ODPRN)	140201	Oui	Oui	767,000
Université de Toronto – Réseau d'amélioration de la performance des systèmes de santé (HSPN)	140201	Oui	Oui	1,457,200
Université de Toronto – Partenariats pour l'évaluation et la recherche sur les politiques (PEPR)	140201	Oui	Oui	462,450
Hôpital Women's College et Réseau universitaire de santé – Projets des IRSC	140201	Oui	Oui	180,000
Bourses de recherche en hygiène du milieu	141201	Oui	Oui	42,300
Programme Your Health Space pour les travailleurs de la santé	141201	Oui	Oui	3,452,800
Financement de l'ARF – cliniques mobiles de santé mentale	141201	Oui	Oui	387,200
Investissements ciblés dans l'infrastructure du système de santé	141201	Oui	Oui	5,575,000
Financement de l'ARF – services avec hébergement	141601	Oui	Oui	33,335,242
Initiatives locales de sécurisation culturelle des Autochtones	141601	Oui	Oui	3,077,500
Santé Ontario pour l'initiative de projets pilotes	141601	Oui	Oui	26,595,000
Programme pilote axé sur les soins palliatifs	141601	Oui	Oui	1,078,000
Maintien de la capacité des programmes de logement avec services de soutien et des programmes pour les Autochtones	141601	Oui	Oui	5,500,000
Financement de l'ARF – projet pilote d'intervention	141601	Oui	Oui	275,600
Financement de l'ARF – programme de guérison fondé sur le territoire	141601	Oui	Oui	3,500,000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
Financement de l'ARF – équipes mobiles d'intervention en cas de crise	141601	Oui	Oui	2,657,800
Formation à l'informatique décisionnelle et capacité de traitement des données – Migration du système d'information sur les clients	141601	Oui	Oui	160,400
Projet de soins de transition de Holland Bloorview en collaboration avec Safe Haven	141601	Oui	Oui	1,550,000
TOTAL				**112,401,092**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Priorités communes en matière de santé	1,057,986,197	1,204,087,473
Vieillir dans la dignité	234,203,334	234,313,341
Stratégie nationale visant les médicaments pour le traitement des maladies rares	178,127,962	178,378,775
Entente cadre d'intégration des services de santé de la région de Weeneebayko	90,000,000	25,000,002
Services sociaux dispensés aux Indiens	6,321,842	2,305,362
Préparation à la pratique médicale en Ontario	5,000,000	0
Logements avec services de soutien	2,122,605	2,823,017
Ontario sans fumée – ligne sans frais pour l'abandon du tabac	470,500	472,600
Gestion des soins à distance	362,002	366,500
Programme de certificat de vaccination contre la COVID-19	0	75,901,265
	1,574,594,442	1,723,648,335
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Subrogation – Médecine / Hôpitaux	35,433,127	25,866,116
Autres	21	14,289
	35,433,148	25,880,405
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	4,639,627	4,265,814
Octroi de permis aux laboratoires	1,659,035	1,780,305
Quote-part des usagers des services d'ambulance	1,518,249	1,360,187
Inspection des installations radiologiques	505,160	542,056
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400,000	400,000
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	322,161	275,250
Autres droits, permis et autorisations	186,148	150,539
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	36,768	42,015
	9,267,148	8,816,166
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1,098,185,191	1,145,577,873

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	$	$
DIVERS		
Autres	2,468,569	309,385
Pénalités – intérêt	728,559	617,168
	3,197,128	926,553
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2,720,677,057**	**2,904,849,333**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-322
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-324
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION	2-327
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	2-330
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR	2-332
CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT	2-335
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES	2-337
BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL	2-338
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-326, 2-329, 2-331, 2-340
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-341
ÉTAT DES RECETTES	2-342

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
29 000 210	Administration du ministère	30 995 887	29 917 994
76 573 366	Relations de travail et rémunération	85 965 500	81 195 888
1 365 286 656	Avantages sociaux et prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur)	2 235 506 000	1 897 585 252
38 994 939	Soutien au Conseil du Trésor	1 279 882 200	39 695 850
102 115 735	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	107 525 500	106 637 007
0	Achat groupé de services médiatiques	5 390 700	0
57 291 352	Bureau du contrôleur général	57 013 800	55 530 896
1 669 262 258	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**3 802 279 587**	**2 210 562 887**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
1 460 426 773	Bureau du contrôleur général	1 000	1 489 410 544
1 460 426 773	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**1 000**	**1 489 410 544**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
1 367 368	Relations de travail et rémunération	2 074 000	1 367 368
203 727	Soutien au Conseil du Trésor	154 926 200	0
1 571 095	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**157 002 200**	**1 367 368**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Relations de travail et rémunération	1 000	0
6 475 261	Soutien au Conseil du Trésor	7 496 700	6 690 538
6 475 261	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**7 498 700**	**6 690 538**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	28 970 600	1 944 100	30 914 700	Administration du ministère.....	29 826 462
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	68 851
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parleme *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 681
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	29 051 787	**1 944 100**	**30 995 887**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**29 917 994**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DU MINISTÈRE**	
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION	
	1 000	**0**	**1 000**	**DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent à celui-ci d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines. Le programme fournit également des services juridiques et de communication. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			Services de communication		
Traitements et salaires		19 243 660	Traitements et salaires	4 769 113	
Avantages sociaux		2 550 897	Avantages sociaux	753 518	
Transports et communications		105 701	Transports et communications	18 169	
Services		10 815 997	Services	2 281 145	
Fournitures et matériel		110 207	Fournitures et matériel	3 866	
		32 826 462		7 825 811	
Moins : Recouvrements		3 000 000	Moins : Recouvrements	3 000 000	
		29 826 462			4 825 811
Bureau principal			Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 720 265		Traitements et salaires	3 145 400	
Avantages sociaux	473 674		Avantages sociaux	427 964	
Transports et communications	46 118		Transports et communications	6 170	
Services	118 499		Services	246 359	
Fournitures et matériel	19 297		Fournitures et matériel	2 496	
		4 377 853			3 828 389
Services financiers et administratifs			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	7 599 288		Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		68 851
Avantages sociaux	894 268		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 681
Transports et communications	11 412				91 532
Services	672 281				
Fournitures et matériel	32 723				
		9 209 972			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**29 917 994**
Services juridiques					
Traitements et salaires	9 594				
Avantages sociaux	1 473				
Transports et communications	23 832				
Services	7 497 713				
Fournitures et matériel	51 825				
		7 584 437			

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	134 388 300	(48 422 800)	85 965 500	Relations de travail et rémunération.....	81 195 888
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	
	134 388 300	**(48 422 800)**	**85 965 500**		**81 195 888**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Relations de travail et rémunération.....	0
				Amortissement,	
L	2 073 000	0	2 073 000	*Loi sur l'administration financière*.....	1 367 368
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	
	2 074 000	**0**	**2 074 000**		**1 367 368**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3402				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION**	
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	0	1 000	Relations de travail et rémunération.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION.....	
	1 000	**0**	**1 000**		**0**

Description du programme

Le programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières, gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO et sert de centre d'expertise pour la gestion organisationnelle et la classification des emplois. Le programme assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Il analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme assure également la prestation de services de paie à la quinzaine et de services à la clientèle liés à la paie et aux avantages sociaux pour le personnel de toute la FPO et de certains organismes, conformément aux exigences législatives et aux conventions collectives. De plus, le programme sert de centre d'expertise à l'appui des initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la politique de rémunération totale dans le secteur parapublic (p. ex., rémunération des cadres de direction et surveillance de la participation au programme d'avantages sociaux lié aux assurances).

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION – CRÉDIT 3402

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Relations de travail et rémunération (Poste 1)	
Traitements et salaires	58 156 739
Avantages sociaux	9 000 074
Transports et communications	356 476
Services	17 089 033
Fournitures et matériel	148 040
	84 750 362
Moins : Recouvrements	3 554 474
	81 195 888
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION	**81 195 888**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	1 367 368
	1 367 368
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION	**1 367 368**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3403				**AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 814 999 000	120 000 000	1 934 999 000	Avantages sociaux et prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur.....	1 915 823 375
L	300 507 000	0	300 507 000	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent *Loi sur l'administration financière*.....	(18 238 123)
	2 115 506 000	**120 000 000**	**2 235 506 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR.....**	**1 897 585 252**

Description du programme

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET DES PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR – CRÉDIT 3403

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 090 743	
Régime de pensions du Canada	298 314 719	
Régime de soins dentaires	77 902 026	
Impôt-santé des employeurs	159 130 412	
Assurance-santé	91 843 394	
Assurance-vie collective	8 709 898	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	2 242 119	
Indemnités de cessation d'emploi prévues par la loi	47 347 248	
Protection du revenu à long terme	179 693 959	
Avantages sociaux – Association de la Police provinciale de l'Ontario	78 356 524	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	272 695 700	
Autres avantages sociaux	18 625 751	
Régime de retraite agréé des juges provinciaux	14 769 250	
Convention de retraite des juges provinciaux	31 818 750	
Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	26 771 838	
Régime de retraite des fonctionnaires	1 235 248 788	
Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	33 001 759	
Prestations aux employés retraités	245 502 000	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	191 387 602	
		3 014 452 480
Moins : Recouvrements		1 098 629 105
		1 915 823 375

	$	$
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, *Loi sur l'administration financière*		
Avantages sociaux		
Régime de retraite complémentaire des juges associés	1 694 223	
Continuation des prestations de la WSIB et des prestations au titre de la protection du revenu à long terme	47 800 000	
Assurance-vie collective*	(26 500 000)	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix*	(1 501 099)	
Indemnités de cessation d'emploi prévues par la loi*	(6 576 181)	
Protection du revenu à long terme	6 000 000	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	50 863 000	
Régime de retraite agréé des juges provinciaux*	(12 823 672)	
Convention de retraite des juges provinciaux	12 189 148	
Régime de retraite complémentaire des juges provinciaux	21 858 881	
Régime de retraite des fonctionnaires*	(586 086 479)	
Convention de retraite du Régime de retraite des fonctionnaires	20 089 406	
Prestations aux employés retraités	27 916 395	
Absences et congés rémunérés	18 172 055	
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB)	409 900 000	
Autres avantages sociaux*	(1 233 800)	
		(18 238 123)
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PARTIE PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		**1 897 585 252**

*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3404				**PROGRAMME DE SOUTIEN**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**AU CONSEIL DU TRÉSOR**	
1	45 997 500	(3 970 900)	42 026 600	Conseil du Trésor – soutien et planification financière	39 695 850
2	4 874 600 000	(3 636 744 400)	1 237 855 600	Fonds de prévoyance.....	0
	4 920 597 500	**(3 640 715 300)**	**1 279 882 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....**	**39 695 850**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	175 000 000	(21 500 000)	153 500 000	Fonds de prévoyance pour les immobilisations.....	0
7	1 000	0	1 000	Soutien au Conseil du Trésor – charges d'immobilisations.....	0
L	1 425 200	0	1 425 200	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	176 426 200	**(21 500 000)**	**154 926 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....**	**0**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3404				**PROGRAMME DE SOUTIEN**	
BIENS IMMOBILISÉS				**AU CONSEIL DU TRÉSOR**	
6	6 491 000	1 005 700	7 496 700	Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés.....	6 690 538
	6 491 000	**1 005 700**	**7 496 700**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....**	**6 690 538**

Description du programme

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels préparés chaque année, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de reddition de comptes et de surveillance.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR – CRÉDIT 3404

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Conseil du Trésor – soutien et planification financière (Poste 1)		
Traitements et salaires		28 859 518
Avantages sociaux		4 003 400
Transports et communications		84 503
Services		6 715 985
Fournitures et matériel		288 548
		39 951 954
Moins : Recouvrements		256 104
		39 695 850
Gestion des dépenses		
Traitements et salaires	19 821 221	
Avantages sociaux	2 712 043	
Transports et communications	62 257	
Services	1 000 901	
Fournitures et matériel	278 812	
		23 875 234
Planification et performance		
Traitements et salaires	9 038 297	
Avantages sociaux	1 291 357	
Transports et communications	22 246	
Services	5 715 084	
Fournitures et matériel	9 736	
	16 076 720	
Moins : Recouvrements	256 104	
		15 820 616
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR		**39 695 850**

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien au Conseil du Trésor – biens immobilisés (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés	6 690 538
	6 690 538
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR	**6 690 538**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3405				**CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	81 573 200	25 951 300	107 524 500	Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent.....	106 637 007
5	1 000	0	1 000	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.....	0
	81 574 200	**25 951 300**	**107 525 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT.....**	**106 637 007**

Description du programme

Le programme du Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent dirige et supervise l'établissement d'une stratégie et de politiques des ressources humaines soutenant l'engagement du gouvernement à l'égard d'un lieu de travail sain, inclusif, accessible et antiraciste dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme assure également le leadership de la prestation de services intégrés, uniformes et axés sur la clientèle en matière de ressources humaines à l'ensemble des ministères. Le programme façonne et définit la culture organisationnelle, la capacité de leadership et le perfectionnement des compétences dans l'optique de constituer en Ontario une fonction publique diversifiée, compétente et engagée. Le Centre stimule le rendement organisationnel par l'établissement des priorités relatives à l'expérience du personnel, des analyses de la main-d'œuvre et l'élaboration de stratégies et de politiques des ressources humaines. Le Centre fournit des conseils stratégiques et des services de secrétariat à la Commission de la fonction publique et permet à la FPO de se conformer à la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* .

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT – CRÉDIT 3405

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent (Poste 1)	
Traitements et salaires	74 447 171
Avantages sociaux	11 160 350
Transports et communications	299 395
Services	18 965 260
Fournitures et matériel	128 730
Autres opérations	10 037 954
	115 038 860
Moins : Recouvrements	8 401 853
	106 637 007
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 5)	
Services	104 635 441
Moins : Recouvrements	104 635 441
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CENTRE POUR LE PERSONNEL, LA CULTURE ORGANISATIONNELLE ET LE TALENT	**106 637 007**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3411				**ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	51 949 200	(46 558 500)	5 390 700	Achat groupé de services médiatiques.....	0
	51 949 200	**(46 558 500)**	**5 390 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES.....**	**0**

Description du programme

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat d'espace médiatique pour les activités de marketing payées du gouvernement. Le financement sert également à assumer les honoraires des agences concernées, les coûts de production créative, les coûts des études de marché, les coûts associés à la technologie, et à assumer les services de marketing et de gestion de données de même que ceux qui se rapportent à l'élaboration de matériel publicitaire destiné à soutenir des campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et fait l'objet d'un examen et d'un rapport par la vérificatrice générale.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3412				**PROGRAMME DU BUREAU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL**	
1	57 466 000	(452 200)	57 013 800	Bureau du contrôleur général.....	55 530 896
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU	
	57 466 000	**(452 200)**	**57 013 800**	**DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....**	**55 530 896**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
L	1 000	0	1 000	Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*.....	1 489 410 544
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU	
	1 000	**0**	**1 000**	**DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL.....**	**1 489 410 544**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le programme du Bureau du contrôleur général est chargé d’établir une orientation et d’exercer un leadership à l’échelle du gouvernement en ce qui concerne le contrôle provincial, la gestion globale des risques et la surveillance administrative liée à la fonction de vérification interne.

Le programme veille à la surveillance des fonctions qui garantissent la responsabilisation financière, la transparence dans la production de rapports, la mise en place d’un cadre de contrôle de la fonction publique moderne ainsi que la mise en œuvre d’une capacité de gestion financière, de gestion des risques et de vérification. Le programme aide le secteur public et le secteur parapublic de l’Ontario à atteindre leurs objectifs opérationnels en exerçant une fonction d’examen critique à l’appui de la planification et de la prise de décisions, ainsi qu’en évaluant et en formulant des recommandations pour d’une part consolider les processus de gouvernance, de gestion des risques, de contrôle, de responsabilisation et de conformité et pour d’autre part améliorer l’efficacité et la rentabilité des activités des ministères et des organismes provinciaux.

En outre, le programme aide le président du Conseil du Trésor et le gouvernement à présenter à la population les Comptes publics, le Rapport annuel et les états financiers consolidés. Il offre au secteur public et au secteur parapublic de l’Ontario une surveillance interne améliorée qui touche la responsabilisation, les politiques de gestion financière et les principales pratiques de gestion des risques dans l’ensemble du gouvernement. De plus, le programme élabore un cadre stratégique pour l’établissement et le renforcement des communautés des finances, de la gestion globale des risques et de la vérification interne, et fournit divers conseils et orientations à cet égard.

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 3412

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du contrôleur général (Poste 1)		
Traitements et salaires		43 748 734
Avantages sociaux		5 844 741
Transports et communications		157 990
Services		7 255 719
Fournitures et matériel		71 043
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques		1 000 000
		58 078 227
Moins : Recouvrements		2 547 331
		55 530 896
Bureau du directeur général de la gestion des risques		
Traitements et salaires	5 719 697	
Avantages sociaux	720 851	
Transports et communications	20 907	
Services	653 697	
Fournitures et matériel	13 837	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	1 000 000	
		8 128 989
Division du contrôleur provincial		
Traitements et salaires	10 863 201	
Avantages sociaux	1 477 738	
Transports et communications	53 193	
Services	4 936 120	
Fournitures et matériel	20 541	
		17 350 793
Division de la vérification interne de l'Ontario		
Traitements et salaires	27 165 836	
Avantages sociaux	3 646 152	
Transports et communications	83 890	
Services	1 665 902	
Fournitures et matériel	36 665	
	32 598 445	
Moins : Recouvrements	2 547 331	
		30 051 114
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL		**55 530 896**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*		1 489 410 544
		1 489 410 544
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONTRÔLEUR GÉNÉRAL		**1 489 410 544**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions à l'appui des pratiques efficaces en matière de gestion financière et de gestion des risques	341201	Oui	Oui	1 000 000
TOTAL				**1 000 000**

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	122 388	133 801
	122 388	133 801
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée	30	1 463
	30	1 463
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	1 581 150	209 291
	1 581 150	209 291
DIVERS	397	1 363
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 703 965**	**345 918**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-344
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-346
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES	2-348
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS	2-353
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-347, 2-350, 2-355
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-356
ÉTAT DES RECETTES	2-357

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
120 578 563	Administration du ministère	125 363 265	124 328 824
20 368 716 929	Services aux enfants et aux adultes	21 130 603 600	21 285 515 103
20 489 295 492	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEM**	**21 255 966 865**	**21 409 843 927**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
103 334 043	Services aux enfants et aux adultes	316 105 000	296 543 938
	Services à l'enfance et Services sociaux et communautair		
0	Programme d'immobilisations	1 000	0
103 334 043	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT**	**316 106 000**	**296 543 938**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	Services à l'enfance et Services sociaux et communautair		
180 527 930	Programme d'immobilisations	174 958 400	175 370 786
180 527 930	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIOI**	**174 958 400**	**175 370 786**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
	Services à l’enfance et Services sociaux et communautair		
3 308 906	Programme d'immobilisations	8 169 500	7 110 762
3 308 906	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**8 169 500**	**7 110 762**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	72 077 400	21 511 500	93 588 900	Administration du ministère.....	93 105 459
2	29 676 200	1 994 600	31 670 800	Politiques stratégiques.....	31 065 616
L	70 219	0	70 219	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	98 734
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	24 621
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	34 394
	101 857 165	**23 506 100**	**125 363 265**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**124 328 824**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise qui touchent ou sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		33 203 075
Avantages sociaux		5 201 783
Transports et communications		402 843
Services		52 378 705
Fournitures et matériel		1 919 053
		93 105 459
Bureaux de la direction		
Traitements et salaires	4 511 160	
Avantages sociaux	596 542	
Transports et communications	84 995	
Services	138 342	
Fournitures et matériel	29 686	
		5 360 725
Services opérationnels		
Traitements et salaires	16 015 107	
Avantages sociaux	2 551 318	
Transports et communications	189 167	
Services	3 868 074	
Fournitures et matériel	1 832 081	
		24 455 747
Ressources humaines		
Traitements et salaires	4 131 137	
Avantages sociaux	791 184	
Transports et communications	42 023	
Services	779 559	
Fournitures et matériel	8 017	
		5 751 920
Services de communication		
Traitements et salaires	6 441 678	
Avantages sociaux	998 420	
Transports et communications	18 822	
Services	937 640	
Fournitures et matériel	10 244	
		8 406 804
Services juridiques		
Traitements et salaires	145 127	
Transports et communications	17 242	
Services	10 171 671	
Fournitures et matériel	31 217	
		10 365 257
Gestion des locaux		
Traitements et salaires	1 958 866	
Avantages sociaux	264 319	
Transports et communications	50 594	
Services	36 483 419	
Fournitures et matériel	7 808	
		38 765 006
Politiques stratégiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		22 644 665
Avantages sociaux		3 548 925
Transports et communications		77 433
Services		4 774 115
Fournitures et matériel		20 478
		31 065 616
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	98 734	
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	24 621	
		123 355
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		34 394
		157 749
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**124 328 824**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ENFANTS ET AUX ADULTES**	
3	10 697 731 100	582 245 400	11 279 976 500	Soutien financier et soutien à l'emploi...	11 275 114 704
7	43 283 400	5 255 600	48 539 000	Bureau des obligations familiales.....	47 794 045
20	2 211 084 500	112 121 600	2 323 206 100	Enfants et jeunes à risque.....	2 322 506 103
21	5 790 803 300	169 933 300	5 960 736 600	Soutiens aux particuliers et aux familles.....	5 958 741 275
22	1 320 195 700	60 110 000	1 380 305 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	1 379 191 366
28	62 291 900	(31 779 400)	30 512 500	Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes.....	30 062 634
L	107 327 200	0	107 327 200	Créances irrécouvrables, the *Loi sur l'administration financière*.....	272 104 976
	20 232 717 100	**897 886 500**	**21 130 603 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....**	**21 285 515 103**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	122 305 000	193 800 000	316 105 000	Services aux enfants et aux adultes.....	296 543 938
	122 305 000	**193 800 000**	**316 105 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMMES DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES..**	**296 543 938**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les programmes des services aux enfants et aux adultes financent des services communautaires efficaces et responsables pour les personnes nécessitant des aides financières et en matière d’emploi, les adultes ayant des déficiences intellectuelles, les enfants ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, les enfants et les jeunes à risque, les jeunes en conflit avec la loi et les victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend les services de protection de l’enfance fournis par les sociétés d’aide à l’enfance et les sociétés autochtones pour protéger les enfants et les jeunes qui risquent d’être victimes de mauvais traitements ou de négligence, les services de justice pour les jeunes pour réduire le taux de récidive et fournir des services de prévention, de rééducation et de réinsertion ainsi que d’autres services adaptés sur le plan culturel à l’intention des collectivités francophones et autochtones, ainsi que des services de divulgation de l’information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants et aux jeunes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l‘intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes.

La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d’aide à l’enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d’épargne à l’intention des jeunes plus âgés pris en charge.

L’Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes travaille avec l’ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l’autonomie économique et sociale des femmes et pour renforcer la sensibilisation à la violence contre les femmes et à la traite des personnes.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		193 002 888
Avantages sociaux		35 903 117
Transports et communications		10 135 633
Services		52 467 418
Fournitures et matériel		1 293 809
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier	6 388 577 813	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi	160 282	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	3 239 315 314	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	103 920 707	
Programme de médicaments de l'Ontario	1 250 337 723	
		10 982 311 839
		11 275 114 704
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires		30 373 833
Avantages sociaux		5 630 335
Transports et communications		1 396 578
Services		10 303 048
Fournitures et matériel		90 251
		47 794 045
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		272 104 976
		272 104 976

	$	$
Enfants et jeunes à risque (Poste 20)		
Traitements et salaires		124 332 802
Avantages sociaux		29 917 033
Transports et communications		2 020 571
Services		38 577 443
Fournitures et matériel		5 948 715
Paiements de transfert		
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	115 646 399	
Services de protection de l'enfance	1 765 228 722	
Services de justice pour la jeunesse	144 902 695	
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	95 931 723	
		2 121 709 539
		2 322 506 103
Services de protection de l'enfance		
Traitements et salaires	13 199 950	
Avantages sociaux	2 115 070	
Transports et communications	220 711	
Services	16 170 181	
Fournitures et matériel	16 591	
Paiements de transfert		
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	95 931 723	
Services de protection de l'enfance	1 765 228 722	
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	115 646 399	
		2 008 529 347
Services de justice pour la jeunesse		
Traitements et salaires	111 132 852	
Avantages sociaux	27 801 963	
Transports et communications	1 799 860	
Services	22 407 262	
Fournitures et matériel	5 932 124	
Paiements de transfert		
Services de justice pour la jeunesse	144 902 695	
		313 976 756

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste21)		
Traitements et salaires		97 848 309
Avantages sociaux		18 767 640
Transports et communications		1 420 668
Services		8 565 731
Fournitures et matériel		1 383 231
Paiements de transfert		
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	179 863 098	
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	383 160 912	
Autisme	814 606 411	
Besoins particuliers complexes	202 599 700	
Résidences avec services de soutien à l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	2 514 061 487	
Soutiens pour l'intégration communautaire	70 148 175	
Crédit d'impôt pour les activités des enfants	40 100	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	59 618 522	
Soutien aux victimes de violence	353 407 435	
Services de soutien	1 151 938 738	
Familles en santé	101 311 118	
		5 830 755 696
		5 958 741 275
Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle		
Traitements et salaires	9 830 308	
Avantages sociaux	1 518 435	
Transports et communications	238 355	
Services	672 557	
Fournitures et matériel	21 606	
Paiements de transfert		
Résidences avec services de soutien à l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	2 514 061 487	
Services de soutien	1 151 938 738	
		3 678 281 486
Populations vulnérables		
Traitements et salaires	3 729 428	
Avantages sociaux	719 657	
Transports et communications	96 135	
Services	581 998	
Fournitures et matériel	2 262	
Paiements de transfert		
Soutiens pour l'intégration communautaire	70 148 175	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	59 618 522	
Soutien aux victimes de violence	353 407 435	
		488 303 612
Services aux enfants et aux adultes		
Traitements et salaires	35 222 762	
Avantages sociaux	6 600 898	
Transports et communications	293 962	
Services	5 624 154	
Fournitures et matériel	1 181 471	
Paiements de transfert		
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	179 863 098	
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	383 160 912	
Autisme	814 606 411	
Besoins particuliers complexes	202 599 700	
Crédit d'impôt pour les activités des enfants	40 100	
Familles en santé	101 311 118	
		1 730 504 586
Bureaux régionaux		
Traitements et salaires	49 065 811	
Avantages sociaux	9 928 650	
Transports et communications	792 216	
Services	1 687 022	
Fournitures et matériel	177 892	
		61 651 591

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES - CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 22)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants..	1 368 000 000	
Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants.....	11 191 366	
		1 379 191 366
Office des perspectives sociales et économiques pour les femmes (Poste 28)		
Traitements et salaires.....		3 337 678
Avantages sociaux.....		442 277
Transports et communications.....		41 689
Services.....		103 154
Fournitures et matériel.....		7 242
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violenc	10 605 934	
Initiatives d'autonomisation économique.....	15 524 660	
		26 130 594
		30 062 634
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....		**21 285 515 103**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables.....		296 543 938
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....		**296 543 938**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
704				**SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	1 000	0	1 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires–programme d'immobilisations dans l'infrastructure–actif de fonctionnement.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	194 296 600	(31 662 900)	162 633 700	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires–infrastructure....	162 063 490
2	1 000	0	1 000	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires–logiciels et applications de gestion.....	0
L	12 322 700	0	12 322 700	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	13 307 296
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	206 621 300	**(31 662 900)**	**174 958 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....**	**175 370 786**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
704				**SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
BIENS IMMOBILISÉS					
3	20 933 300	(12 763 800)	8 169 500	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires–biens immobilisés liés à l'infrastructure.....	7 110 762
4	1 231 500	(1 231 500)	0	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires–logiciels et applications de gestion–biens immobilisés.....	0
	22 164 800	**(13 995 300)**	**8 169 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....**	**7 110 762**

Description du programme :

Le programme d'immobilisations du ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires finance les projets d'infrastructure de toutes tailles du ministère ainsi que les logiciels d'application de gestion.

Le financement de l'infrastructure est fourni aux bénéficiaires des paiements de transfert dans les collectivités et aux installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

Les logiciels d'application de gestion acquis, construits ou développés sont capitalisés et imputés sur la durée de vie utile de l'actif.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - infrastructure (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Initiatives relatives aux immobilisations communautaires	2 000 000	
Subventions d'immobilisations.....	134 558 192	
Renouvellement des installations des partenaires.....	20 805 030	
		157 363 222
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations.....	4 700 268	
		4 700 268
		162 063 490
Crédits législatifs		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....		13 307 296
		13 307 296
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS.....		**175 370 786**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires -biens immobilisés liés à l'infrastructure (Poste 3)		
Investissements dans des immobilisations corporelles		7 110 762
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS.....		**7 110 762**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Autisme	070221	Oui	Non	814 606 411
Services de protection de l'enfance	070220	Oui	Non	1 765 228 722
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention	070220	Oui	Non	95 931 723
Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention	070220	Oui	Non	115 646 399
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes	070221	Oui	Non	179 863 098
enfants	070221	Oui	Non	383 160 912
Besoins particuliers complexes	070221	Oui	Non	202 599 700
Résidences avec services de soutien à l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle	070221	Oui	Non	2 514 061 487
Initiatives d'autonomisation économique	070228	Oui	Non	15 524 660
Familles en santé	070221	Oui	Non	101 311 118
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	070221	Oui	Non	59 618 522
Services de soutien	070221	Oui	Non	1 151 938 738
Soutiens pour l'intégration communautaire	070221	Oui	Non	70 148 175
Soutien aux victimes de violence	070221	Oui	Non	353 407 435
Initiatives de prévention de la violence	070228	Oui	Non	10 605 934
Services de justice pour la jeunesse	070220	Oui	Non	144 902 695
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subventions d'immobilisations	070401	Oui	Oui	134 558 192
Initiatives relatives aux immobilisations communautaires	070401	Oui	Oui	2 000 000
Renouvellement des installations des partenaires	070401	Oui	Oui	20 805 030
TOTAL				**8 135 918 950**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026	2025
	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	341 829 751	324 425 952
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	48 907 577	48 907 577
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	67 820 209	67 577 874
Fonds de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	2 550 764	2 550 800
Logement en milieu de soutien	1 347 011	1 633 195
Fonds de soutien des familles	1 028 858	1 028 858
Initiative Canada-Ontario de lignes d'assistance téléphonique en cas de crise pour les personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe	1 600 000	2 400 000
Fonds canadien de justice familiale	968 866	966 879
Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe - Accord Canada-Ontario	80 786 140	14 114 260
Agent de soutien dans le contexte de la Cour de la famille	1 000 000	1 000 000
Programme national d'alimentation dans les écoles	43 337 700	18 549 423
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	0	17 500 000
Autres	453 424	395 000
	591 630 300	501 049 818
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	32 539 235	9 815 812
	32 539 235	9 815 812
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF	1 557 970	1 396 778
Accès à l'information - Droits	26 137	24 179
Maison pour groupe d'enfants	6 100	10 100
Frais pour chèques refusés	70	1 015
	1 590 277	1 432 072
VENTES ET LOCATIONS	111	356
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	92 690 239	226 955 262
Frais de fonctionnement	1 124 536	5 220 875
Subventions	5 186 603	1 932 080
	99 001 378	234 108 217
DIVERS		
Autres	1 205 487	22 683 666
Pénalités – intérêt	9 033 181	10 657 422
Comptes de subrogation	81 100	229 497
	10 319 768	33 570 585
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**735 081 069**	**779 976 860**

non vérifié

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-360
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-362
POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES	2-366
SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	2-370
SERVICEONTARIO	2-374
SERVICES AUX CONSOMMATEURS	2-377
SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	2-380
SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	2-383
SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS DE LA LOI	2-364, 2-368, 2-370, 2-376, 2-376, 2-379, 2-382, 3-384
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE LONGUE DURÉE	2-390
ÉTAT DES RECETTES	2-391

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEM		
35 515 728	Administration du ministère	40 820 787	39 363 262
37 774 332	Politiques, Archives publiques et données	34 558 700	33 747 459
414 736 508	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	317 508 900	241 864 937
395 387 803	ServiceOntario	442 222 700	411 697 379
30 142 591	Services aux consommateurs	43 967 000	39 694 555
695 921 462	Services d'applications et de technologie de l'information	668 573 900	661 203 005
166 874 866	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	192 618 700	190 617 024
1 776 353 290	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**1 740 270 687**	**1 618 187 621**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	ServiceOntario	1 000	0
6 745 097	Services d'applications et de technologie de l'information	7 391 000	5 634 644
56 838 984	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	57 000 000	49 090 961
63 584 081	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**64 392 000**	**54 725 605**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATION		
0	Administration du ministère	2 000	0
2 752 039	Politiques, Archives publiques et données	2 643 200	2 640 132
11 050 238	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	8 752 500	8 705 235
11 425 580	ServiceOntario	14 469 900	14 129 952
0	Services aux consommateurs	2 000	0
10 947 501	Services d'applications et de technologie de l'information	12 683 100	8 832 675
15 226 411	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	15 039 000	14 822 180
51 401 769	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBIL**	**53 591 700**	**49 130 174**
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Politiques, Archives publiques et données	2 000	0
0	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement	3 000	0
9 553 883	ServiceOntario	16 381 500	14 293 848
0	Services aux consommateurs	1 000	0
14 093 201	Services d'applications et de technologie de l'information	21 299 600	11 095 082
40 136 459	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	39 514 000	39 351 865
63 783 543	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**77 201 100**	**64 740 795**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	38 539 600	2 201 000	40 740 600	Administration du ministère.....	39 272 394
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	32 346	0	32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
	38 619 787	**2 201 000**	**40 820 787**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**39 363 262**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme

Le programme d'administration du ministère procure des services administratifs et de soutien – par example, gestion des finances et des ressources humaines, coordination d'initiatives de politiques et ministérielles, efficacité organisationnelle, services juridiques et de communication.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		23 417 079
Avantages sociaux		3 552 154
Transports et communications		191 613
Services		12 014 224
Fournitures et matériel		97 324
		39 272 394
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 836 800	
Avantages sociaux	505 579	
Transports et communications	94 067	
Services	196 619	
Fournitures et matériel	14 125	
		4 647 190
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	11 255 995	
Avantages sociaux	1 605 706	
Transports et communications	55 455	
Services	471 281	
Fournitures et matériel	34 927	
		13 423 364
Services juridiques		
Transports et communications	22 782	
Services	9 141 628	
Fournitures et matériel	39 020	
		9 203 430
Services de communication		
Traitements et salaires	5 044 898	
Avantages sociaux	733 646	
Transports et communications	11 506	
Services	2 089 226	
Fournitures et matériel	8 453	
		7 887 729
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 279 385	
Avantages sociaux	707 223	
Transports et communications	7 802	
Services	115 470	
Fournitures et matériel	799	
		4 110 679
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**39 363 262**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère (Poste 4)		
Autres		
Perte due à l'aliénation des actifs		0
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1809					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES**	
2	37 484 100	(2 925 400)	34 558 700	Politiques, Archives publiques et données.....	33 747 459
	37 484 100	**(2 925 400)**	**34 558 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES.....**	**33 747 459**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 641 200	0	2 641 200	Politiques, Archives publiques et données.....	2 640 132
L	2 000	0	2 000	Amortissement – Politiques, Archives publiques et données, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 643 200	**0**	**2 643 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES.....**	**2 640 132**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1809					
BIENS IMMOBILISÉS				**POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES**	
4	2 000	0	2 000	Politiques, Archives publiques et données.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES.....**	**0**

Description du programme

Le programme Politiques, Archives publiques et données assure un leadership stratégique en matière de politiques fondées sur des données probantes, afin de permettre la fourniture efficace et responsable de services, de technologies, de solutions numériques et de données en Ontario. Il mène de front une stratégie pour les données de l’Ontario et leur gouvernance, et favorise la conservation du riche patrimoine documentaire de la province, tout en y préservant l’accès.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES – CRÉDIT 1809

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques, Archives publiques et données (Poste 2)		
Traitements et salaires		20 350 036
Avantages sociaux		3 065 398
Transports et communications		485 595
Services		20 210 546
Fournitures et matériel		219 088
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des		
Archives publiques	20 000	
		20 000
		44 350 663
Moins : Recouvrements		10 603 204
		33 747 459
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES		**33 747 459**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, Archives publiques et données (Poste 3)	
Services	2 640 132
Autres opérations	0
	2 640 132
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Politiques, Archives publiques et données, *Loi sur l'administration financière*	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES	**2 640 132**
BIENS IMMOBILISÉS	
Politiques, Archives publiques et données (Poste 4)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	0
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLITIQUES, ARCHIVES PUBLIQUES ET DONNÉES	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	
1811					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	30 587 500	(312 000)	30 275 500	Division des services financiers organisationnels.....	29 246 211
42	355 731 400	(68 499 000)	287 232 400	Services relatifs à la chaîne d'approvisionnement.....	212 618 726
43	1 000	0	1 000	Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario.....	0
L	0	0	0	Équipement de protection individuelle, et fournitures et matériel essentiels, Loi de 202 *sur l'approvisionnement en équipement de protection individuelle et la production d'un tel équipement*.....	0
	386 319 900	**(68 811 000)**	**317 508 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT.....**	**241 864 937**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	
1811					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
12	2 000	0	2 000	Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement.....	0
L	8 750 500	0	8 750 500	Amortissement – Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement, *Loi sur l'administration financière*.....	8 705 235
	8 752 500	**0**	**8 752 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT**	**8 705 235**
BIENS IMMOBILISÉS					
14	3 000	0	3 000	Services financiers organisationnels et service relatifs à la chaîne d'approvisionnement.....	0
	3 000	**0**	**3 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT.....**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les services financiers organisationnels et les services relatifs à la chaîne d’approvisionnement procurent du leadership, de l’expertise, de l’orientation stratégique et des services, notamment le traitement des opérations financières à l’échelle du gouvernement, l’administration des paiements de transfert ainsi que la modernisation et la centralisation de la chaîne d’approvisionnement dans le secteur public.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT – CRÉ

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division des services financiers organisationnels (Poste 5)		
Traitements et salaires		33,000,849
Avantages sociaux		5,292,900
Transports et communications		108,094
Services		12,521,888
Fournitures et matériel		37,856
		50,961,587
Moins : Recouvrements		21,715,376
		29,246,211
Services relatifs à la chaîne d'approvisionnement (Poste 42)		
Traitements et salaires		5,819,947
Avantages sociaux		801,030
Transports et communications		11,158
Services		2,195,036
Fournitures et matériel		3,791,555
Paiements de transfert		
Approvisionnement Ontario	200,000,000	
		200,000,000
		212,618,726
Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario (Poste 43)		
Services		0
Fournitures et matériel		0
		0
Moins : Recouvrements		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT		**241,864,937**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement (Poste 12)	
Autres opérations	
Perte due à l'aliénation des actifs	0
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services financiers organisationnels, *Loi sur l'administration financière*	9,613,294
Moins : Recouvrements	908,059
	8,705,235
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS I SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	**8,705,235**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services financiers organisationnels et services relatifs à la chaîne d'approvisionnement (Poste 14)	
Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires	0
Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux	0
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICES FINANCIERS ORGANISATIONNELS ET SERVICES RELATIFS À LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**SERVICEONTARIO**	
1	275 796 900	94 391 200	370 188 100	ServiceOntario.....	365 257 969
31	1 000	0	1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.	0
L	5 001 000	0	5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement immobiliers*.....	0
L	301 000	0	301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	12 713
L	13 500 000	0	13 500 000	*Loi sur les instances introduites contre la Couronne*.....	12 928 919
L	9 400 000	0	9 400 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*	4 195 086
L	43 829 600	0	43 829 600	Transferts du compte à fin désignée, *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*	28 590 506
L	1 000	0	1 000	Redressement – Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*	712 186
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*	0
	347 831 500	**94 391 200**	**442 222 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICEONTARIO.....**	**411 697 379**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814					
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				**SERVICEONTARIO**	
32	1 000	0	1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICEONTARIO .....**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATI(					
2	1 000	0	1 000	ServiceOntario.....	0
33	1 000	0	1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
L	14 464 300	0	14 464 300	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	14 127 319
L	2 600	0	2 600	Amortissement – Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles, Loi sur l'administration *financière*.....	2 633
L	1 000	0	1 000	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
	14 469 900	**0**	**14 469 900**	**TOTAL (CHARGES – D'IMMOBILISATIONS) – SERVICEONTARIO .....**	**14 129 952**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814				**SERVICEONTARIO**	
BIENS IMMOBILISÉS					
3	3 173 000	13 206 500	16 379 500	ServiceOntario.....	14 293 848
34	1 000	0	1 000	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
L	1 000	0	1 000	Compte à fin désignée pour les investissements dans des immobilisati	0
	3 175 000	**13 206 500**	**16 381 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICEONTARIO.....**	**14 293 848**

Description du programme

ServiceOntario est la porte d’entrée du gouvernement, qui permet de donner aux particuliers aux entreprises un accès simple et pratique à des services gouvernementaux centrés sur le client à des moments importants, et de proposer au gouvernement des services essentiels pour la fonction publique.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
ServiceOntario (Poste 1)		
Traitements et salaires		176 690 572
Avantages sociaux		31 163 735
Transports et communications		19 164 730
Services		167 935 682
Fournitures et matériel		15 596 409
		410 551 128
Moins : Recouvrements		45 293 159
		365 257 969
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*		0
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		12 713
		12 713
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 31)		
Traitments et salaires		2 339 110
Avantages sociaux		365 040
Transports et communications		7 897
Services		6 057 991
Fournitures et matériel		7 281
Paiements de transfert		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	19 813 187	
		19 813 187
		28 590 506
Moins : Recouvrements		28 590 506
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les instances introduites contre la Couronne		12 928 919
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière, Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*		4 195 086
Transferts du compte à fin désignée, *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*		28 590 506
Redressement – Fonds d'indemnisation des victimes *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*		712 186
Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles		0
		46 426 697
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) SERVICEONTARIO		**411 697 379**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 32)		
Dépôts et charges payées d'avance		0
		0
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) SERVICEONTARIO		**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		**BIENS IMMOBILISÉS**	
ServiceOntario (Poste 2)		ServiceOntario (Poste 3)	
Autres opérations		Logiciels d'application de gestion –	
Perte due à l'aliénation des actifs	0	traitements et salaires	0
	0	Logiciels d'application de gestion –	
Crédits législatifs		avantages sociaux	0
		Logiciels d'application de gestion –	
Autres opérations		coûts relatifs aux biens immobilisés	13 280 278
Amortissement,		Machines et équipement –	
Loi sur l'administration financière	14 127 319	coûts relatifs aux biens immobilisés	1 013 570
	14 127 319		14 293 848
		Moins : Recouvrements	0
			14 293 848
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 33)		Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 34)	
Services	0		
	0	Logiciels d'application de gestion –	
		coûts relatifs aux biens immobilisés	0
Crédits législatifs			0
		Crédits législatifs	
Autres opérations			
Amortissement – Fonds d'indemnisation des victime d'accidents de véhicules automobiles,		Compte à fin désignée pour les Investissements dans des immobilisations corporelles	
Loi sur l'administration financière	2 633	Investissements dans des immobilisations	
Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0	corporelles	0
	2 633		0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICEONTARIO	**14 129 952**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICEONTARIO**	**14 293 848**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1816				**SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	
CHARGES DE FONCTIONNE					
1	32 213 200	11 751 800	43 965 000	Services aux consommateurs.....	39 378 719
L	2 000	0	2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	315 836
	32 215 200	**11 751 800**	**43 967 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....**	**39 694 555**
CHARGES D'IMMOBILISATI					
4	1 000	0	1 000	Services aux consommateurs.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
6	1 000	0	1 000	SERVICES AUX CONSOMMATEURS...	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

La Division des Services aux consommateurs favorise un marché équitable, sécuritaire et éclairé pour les consommateurs et les entreprises. Elle dirige l’élaboration de lois et de règlements ainsi que la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services axés sur l’éducation des consommateurs, leur protection et la sécurité publique. En collaborant avec les autorités administratives du ministère et en supervisant leurs activités, la Division des Services aux consommateurs exerce une influence positive sur des secteurs clés afin d’aider les consommateurs et les entreprises. La Division est un organisme de réglementation moderne qui délivre des permis aux entreprises dans des secteurs précis, adopte une approche progressive en matière de conformité, prend des mesures d’application de la loi en réponse aux infractions, soutient la refonte du droit des affaires en Ontario et modernise les exigences relatives aux événements de l’état civil. Elle veille à ce que les restes humains retrouvés à l’extérieur des cimetières, y compris ceux de personnes autochtones, soient traités avec respect et dignité.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 872 712
Avantages sociaux		2 721 195
Transports et communications		233 959
Services		2 572 512
Fournitures et matériel		51 576
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux consommateurs	15 926 765	
		15 926 765
		39 378 719
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		315 836
		315 836
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS		**39 694 555**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux consommateurs (Poste 4)	
Autres opérations	0
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**0**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services aux consommateurs (Poste 6)	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICES AUX CONSOMMATEURS	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1818				**SERVICES D'APPLICATIONS ET DE**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
20	83 527 200	261 900	83 789 100	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse.....	82 479 502
30	59 284 700	2 536 900	61 821 600	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité.....	61 044 148
40	171 828 200	6 351 800	178 180 000	Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	175 022 001
50	33 076 300	3 805 500	36 881 800	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les terres et les ressources.....	36 859 206
60	104 748 200	3 628 500	108 376 700	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....	108 375 538
70	77 346 600	(3 291 200)	74 055 400	Groupement des services technologiques pour la justice.....	73 030 997
80	66 640 400	5 766 500	72 406 900	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports.....	72 086 755
90	42 516 000	10 545 400	53 061 400	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux.....	52 304 218

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1818				**SERVICES D'APPLICATIONS ET DE**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	640
	638 968 600	**29 605 300**	**668 573 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....**	**661 203 005**
ACTIF DE FONCTIONNEMEN					
22	2 000	0	2 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse.....	0
32	1 000	0	1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité.....	0
62	1 785 000	0	1 785 000	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....	935 071
72	5 200 000	402 000	5 602 000	Groupement des services technologiques pour la justice.....	4 699 573
82	1 000	0	1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports.....	0
	6 989 000	**402 000**	**7 391 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION .....**	**5 634 644**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1818				**SERVICES D'APPLICATIONS ET DE**	
CHARGES D'IMMOBILISATI(				**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
				Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les	
43	1 000	0	1 000	services de santé.....	0
				Groupement pour l'intégration	
63	2 000	0	2 000	des services gouvernementaux.....	0
				Groupement des services	
73	1 000	0	1 000	technologiques pour la justice.....	0
				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les	
93	1 000	0	1 000	organismes centraux.....	0
				Amortissement,	
L	12 678 100	0	12 678 100	*Loi sur l'administration financière*.....	8 832 675
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE	
	12 683 100	**0**	**12 683 100**	**DE L'INFORMATION.....**	**8 832 675**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1818				**SERVICES D'APPLICATIONS ET DE**	
BIENS IMMOBILISÉS				**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	
44	19 027 600	0	19 027 600	Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé.....	10 205 895
64	1 000	1 670 000	1 671 000	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux.....	611 883
74	10 269 800	(9 669 800)	600 000	Groupement des services technologiques pour la justice.....	277 304
94	1 000	0	1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux.....	0
	29 299 400	**(7 999 800)**	**21 299 600**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....**	**11 095 082**

Description du programme

Le programme des Services d'applications et de technologie de l'information est le partenaire stratégique de tous les ministères en matière d'information et de technologie de l'information (ITI). Il a pour vocation de fournir des applications numériques rentables et adaptées aux besoins en évolution constante des Ontariens et de la fonction publique de l'Ontario.

Il permet la prestation de programmes novateurs et le renouvellement des activités au moyen d'applications sécurisées et centrées sur l'utilisateur, conçoit et met à jour des applications et des technologies informatiques essentielles et vise à faire avancer la stratégie numérique de la province pour assurer aux Ontariens une expérience fiable, simplifiée et cohérente grâce à des applications sécurisées et centrées sur l'utilisateur, tout en optimisant la réutilisation des technologies et les investissements.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES D'APPLICATIONS ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1818

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information (Poste 20)	
Traitements et salaires	48 182 540
Avantages sociaux	6 979 002
Transports et communications	329 498
Services	78 881 822
Fournitures et matériel	92 814
	134 465 676
Moins : Recouvrements	51 986 174
	82 479 502
les services à la collectivité (Poste 30)	
Traitements et salaires	33 471 058
Avantages sociaux	5 001 445
Transports et communications	62 555
Services	49 011 802
Fournitures et matériel	56 391
	87 603 251
Moins : Recouvrements	26 559 103
	61 044 148
Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (Poste 40)	
Traitements et salaires	55 967 381
Avantages sociaux	8 000 148
Transports et communications	2 094 453
Services	171 879 506
Fournitures et matériel	1 942 530
	239 884 018
Moins : Recouvrements	64 862 017
	175 022 001
les terres et les ressources (Poste 50)	
Traitements et salaires	24 861 138
Avantages sociaux	3 546 925
Transports et communications	179 372
Services	71 855 727
Fournitures et matériel	146 984
	100 590 146
Moins : Recouvrements	63 730 940
	36 859 206
60)	
Traitements et salaires	56 073 425
Avantages sociaux	7 794 029
Transports et communications	1 614 138
Services	181 993 063
Fournitures et matériel	123 460
	247 598 115
Moins : Recouvrements	139 222 577
	108 375 538
Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 70)	
Traitements et salaires	37 606 210
Avantages sociaux	5 420 343
Transports et communications	45 174 194
Services	131 367 210
Fournitures et matériel	225 886
	219 793 843
Moins : Recouvrements	146 762 846
	73 030 997
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports (Poste 80)	
Traitements et salaires	38 961 158
Avantages sociaux	5 441 300
Transports et communications	93 909
Services	116 551 756
Fournitures et matériel	60 041
	161 108 164
Moins : Recouvrements	89 021 409
	72 086 755
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour Technology Cluster (Poste 90)	
Traitements et salaires	58 097 014
Avantages sociaux	8 526 683
Transports et communications	365 380
Services	70 122 741
Fournitures et matériel	112 028
	137 223 846
Moins : Recouvrements	84 919 628
	52 304 218

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1818

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
Crédits législatifs		**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	
Autres opérations		Groupe de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (Poste 43)	
Créances irrécouvrables,		Autres opérations	0
Loi sur l'administration financière	640		0
	640		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**661 203 005**	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 63)	
		Services	0
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Autres opérations	0
			0
les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 22)		Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 73)	
Dépôts et charges payées d'avance	0	Autres opérations	0
Avances et montants récupérables	0		0
	0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 93)	
les services à la collectivité (Poste 32)		Autres opérations	0
			0
Dépôts et charges payées d'avance	0	Crédits législatifs	
	0	Autres opérations	
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 62)		Amortissement,	
Dépôts et charges payées d'avance	935 071	*Loi sur l'administration financière*	10 025 175
	935 071		10 025 175
		Moins : Recouvrements	1 192 500
Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 72)			8 832 675
Dépôts et charges payées d'avance	4 699 573	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**	**8 832 675**
	4 699 573		
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour le travail et les transports (Poste 82)			
Dépôts et charges payées d'avance	0		
	0		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	**5 634 644**		

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1818

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
BIENS IMMOBILISÉS		
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé (Poste 44)		
Matériel de technologie de l'information	1,750,504	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	8,455,391	
	10,205,895	
64)		
Matériel de technologie de l'information	0	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	611,883	
	611,883	
Groupement des services technologiques pour la justice (Poste 74)		
Matériel de technologie de l'information	277,304	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	0	
	277,304	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 94)		
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	0	
	0	
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) SERVICES D'APPLICATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION		**11,095,082**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				SERVICES ORGANISATIONNELS	
1821				**DE TECHNOLOGIE**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**DE L'INFORMATION**	
				Architecture organisationnelle en matière d'information et de	
1	217 812 600	(25 194 900)	192 617 700	technologie de l'information.....	190 617 024
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
	217 813 600	**(25 194 900)**	**192 618 700**	**DE L'INFORMATION.....**	**190 617 024**
ACTIF DE FONCTIONNEMEN					
				Architecture organisationnelle en matière d'information et de	
4	45 000 000	12 000 000	57 000 000	technologie de l'information.....	49 090 961
				TOTAL (ACTIF DE – FONCTIONNEMENT) – SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
	45 000 000	**12 000 000**	**57 000 000**	**DE L'INFORMATION.....**	**49 090 961**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				SERVICES ORGANISATIONNELS	
1821				**DE TECHNOLOGIE**	
CHARGES D'IMMOBILISATI(				**DE L'INFORMATION**	
				Services organisationnels	
2	9 363 400	0	9 363 400	de technologie de l'information.....	9 146 580
				Amortissement,	
L	5 675 600	0	5 675 600	*Loi sur l'administration financière*.....	5 675 600
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
	15 039 000	**0**	**15 039 000**	**DE L'INFORMATION.....**	**14 822 180**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Programme des services organisationne	
3	51 514 000	(12 000 000)	39 514 000	de technologie de l'information.....	39 351 865
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE	
	51 514 000	**(12 000 000)**	**39 514 000**	**DE L'INFORMATION.....**	**39 351 865**

Description du programme

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership stratégique relativement à la mise à profit de l'information et de la technologie pour répondre aux besoins en constante évolution en modernisant la fonction publique de l'Ontario. Le programme transforme la prestation des services publics grâce à des solutions numériques axées sur l'utilisateur et il gère stratégiquement la technologie afin d'obtenir des résultats favorables à la population ontarienne. De plus, le programme applique des mesures de protection pour assurer l'intégrité et la disponibilité des systèmes et des données, met en œuvre une infrastructure et une gouvernance communes, élabore et établit des politiques et des normes opérationnelles en TI, et fournit des services communs tels que l'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE – CRÉDIT 1821

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	
Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 1)		Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	132 798 388	Services	2 642 849
Avantages sociaux	19 459 293	Autres opérations	6 503 731
Transports et communications	24 722 648		9 146 580
Services	374 838 993		
Fournitures et matériel	10 981 316	Crédits législatifs	
	562 800 638		
Moins : Recouvrements	372 183 614	Autres opérations	
	190 617 024	Amortissement,	
		Loi sur l'administration financière	46 460 780
Crédits législatifs		Moins : Recouvrements	40 785 180
			5 675 600
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,		**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE**	**14 822 180**
Loi sur l'administration financière	0		
	0		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE	**190 617 024**	**BIENS IMMOBILISÉS**	
		amme des services organisationnels de technologie de l'information (Pos	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		Matériel de technologie de l'information	39 351 865
		Logiciels d'application de gestion -	
Programme des services organisationnels de technologie de l'information (Poste 4)		coûts relatifs aux biens immobilisés	0
			39 351 865
Dépôts et charges payées d'avance	49 090 961		
	49 090 961	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE**	**39 351 865**
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES ORGANISATIONNELS D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE	**49 090 961**		

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Ppaiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Subventions à l'appui des Archives publiques	180902	Oui	Non	20 000
Subventions pour les services aux consommateurs	181601	Oui	Non	15 926 765
TOTAL				**15 946 765**

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Dons de fournitures du gouvernement fédéral en lien avec la COVID-19	0	540 095
	0	540 095
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	8 401 816	3 887 709
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les noms commerciaux	10 035 101	9 172 773
Certificat d'authenticité	3 358 010	3 112 388
Loi sur le changement de nom	1 662 426	1 791 756
Loi sur les agences de recouvrement	14 970	26 160
Commissaire aux affidavits	447 571	417 612
Constitutions en sociétés	34 860 852	32 261 065
Loi sur les organismes d'application délégataires	4 598 263	4 509 456
Permis extraprovinciaux	66 300	79 650
Loi sur les sociétés en commandite	1 679 600	1 671 774
Loi sur le mariage	6 388 684	5 722 233
Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire	499 547	483 608
Loi sur les sûretés mobilières	63 808 114	63 041 283
Recherches et certificats	13 754 810	14 439 187
Loi sur les statistiques de l'état civil	20 624 722	21 483 959
Autres	42 975 483	45 986 893
	204 774 454	204 199 797
AMENDES ET PÉNALITÉS	1 000	2 000
REDEVANCES	109 648	106 458
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes	2 445 372	2 531 496
Autres	6 687 903	5 157 879
	9 133 275	7 689 375
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	7 556 605	7 667 465

MINISTÈRE DES SERVICES AU PUBLIC ET AUX ENTREPRISES ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DIVERS		
Intérêt	102 834	157 794
Autres	2 423 745	4 357 086
	2 526 579	4 514 880
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**232 503 377**	**228 607 779**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-394
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-395
POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES	2-398
ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPEÉS DE L'ONTARIO	2-401
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-397, 2-400, 2-402
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE... DE DURÉE LIMITÉE	2-403
ÉTAT DES RECETTES	2-404

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
7 661 573	Administration du programme	8 656 413	8 147 920
147 858 741	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	146 181 004	145 726 785
7 099 915	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario	18 207 397	7 648 231
162 620 229	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**173 044 814**	**161 522 936**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du programme	2 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**4 000**	**0**
	BIEN IMMOBILISÉS		
0	Administration du programme	1 000	0
0	Politiques, programmes et partenariats stratégiques	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	8 945 100	(352 701)	8 592 399	Administration du ministère.....	8 057 052
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	22 958
	9 009 114	**(352 701)**	**8 656 413**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**8 147 920**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère — Immobilisations	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D’ADMINISTRATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DU MINISTÈRE**	
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère — Immobilisations	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D’ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
	1 000	**0**	**1 000**		**0**

Description du programme :

Le Programme d’administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l’information et d’administration à l’appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 568 718
Avantages sociaux	761 155
Transports et communications	44 357
Services	1 653 542
Fournitures et matériel	29 280
	8 057 052
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*	22 958
	90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATI DU MINISTÈRE	**8 147 920**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère — Immobilisations (Poste 3)	
Autres opérations	0
Crédits législatifs	
Autres opérations Amortissement *Loi sur le Conseil exécutif*	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATI DU MINISTÈRE	**0**

BIENS IMMOBILISÉS	
Administration du ministère (Poste 2)	
Améliorations locatives	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3502				**POLITIQUES, PROGRAMMES ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PARTENARIATS STRATÉGIQUES**	
1	163 659 900	(17 479 896)	146 180 004	Politiques, programmes et partenariats stratégiques.....	145 581 415
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	145 370
	163 660 900	**(17 479 896)**	**146 181 004**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES...**	**145 726 785**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTALES (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES...**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000	0	1 000	Politiques, programmes et partenariats stratégiques.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES...**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme :

Le ministère élabore, met en œuvre et évalue des politiques, des programmes et des partenariats stratégiques dans toutes les administrations pour aider les adultes et les personnes handicapées à rester autonomes, en santé, actifs et intégrés socialement dans leur communauté et l’économie.

Cela comprend des initiatives aux objectifs divers :
– favoriser les collectivités-amies des aînés et exemptes d’obstacles qui favorisent l’inclusion, la sécurité et l’engagement;
– aider les résidents vieillissants à rester en santé, actifs, intégrés socialement et en sécurité, tout en optimisant leur apprentissage continu, leur participation au sein de la collectivité, leur autonomie et leur dignité (p. ex., Programme de subventions aux projets communautaires pour l’inclusion des personnes âgées, programmes des centres de vie active pour personnes âgées)
– s’associer avec les collectivités pour éviter les mauvais traitements à l’égard des personnes âgées et y remédier;
– superviser l’Office de réglementation des maisons de retraite, qui veille à ce que les résidents des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité;
– faire avancer l’accessibilité et éduquer les intervenants sur la *Loi de 2005 sur l’accessibilité pour les personnes handicapées de l’Ontario* dans le cadre du programme InterActions pour le changement et aider les personnes handicapées à s’épanouir pleinement;
– et soutenir financièrement les organismes sans but lucratif qui servent les personnes âgées et les personnes handicapées.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES — CRÉDIT 3502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 489 453
Avantages sociaux		924 017
Transports et communications		19 357
Services		1 086 154
Fournitures et matériel		9 548
Paiements de transfert		
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées	33 560 504	
Accessibilité — paiement de transfert	2 249 282	
Programme d'adaptation des habitations et des véhicules	15 628 100	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les soins à domicile à l'intention des aînés	85 615 000	
		137 052 886
		145 581 415
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables		
Loi sur l'administration financière		145 370
		145 370
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES		**145 726 785**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 3)	
Autres opérations	0
	0
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES	**0**
BIENS IMMOBILISÉS	
Politiques, programmes et partenariats stratégiques (Poste 2)	
Investissements dans des immobilisations corporelles	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3503				**ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	8 435 000	9 771 397	18 206 397	Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario.....	7 630 731
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	17 500
	8 436 000	**9 771 397**	**18 207 397**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO.....**	**7 648 231**

Description du programme :

Le ministère encadre l'élaboration, la mise en œuvre et l'application de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO) et du *règlement 191/11* (Normes d'accessibilité intégrées) s'y rattachant. Cela comprend la gérance générale et le soutien opérationnel de l'élaboration et de l'examen des normes et de la réglementation régissant l'accessibilité en vertu de la LAPHO, tel que l'exige celle-ci, de l'examen législatif de la LAPHO même, tel que l'exige celle-ci, ainsi que de la conformité avec cette loi et de son application. Le ministère assure également la surveillance de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* (LPHO).

Le ministère mène un certain nombre d'activités de sensibilisation et d'éducation du public. Cela inclut l'apport de formation et de soutien pratique (p. ex., outils, webinaires et ressources pédagogiques) à l'intention des organisations des secteurs privé, sans but lucratif et parapublic ainsi qu'au public pour les aider à comprendre, à faire progresser et à promouvoir l'accessibilité et à se conformer à la LAPHO.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 658 383
Avantages sociaux		758 099
Transports et communications		68 299
Services		1 121 826
Fournitures et matériel		14 124
Paiements de transfert		
Accessibilité	10 000	
		10 000
		7 630 731
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
Loi sur l'administration financière		17 500
		17 500
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES DE L'ONTARIO		**7 648 231**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées*	350201	Oui	Oui	33,560,504
Accessibilité - paiement de transfert	350201	Oui	Oui	2,249,282
Programme d'adaptation des habitations et des véhicules	350201	Oui	Non	15,628,100
TOTAL				**51,437,886**

* La ligne de paiement de transfert pour les aînés comprend des programmes de paiement de transfert à la fois ponctuels et

MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	14,000	22,500
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	335	360
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	816,139	1,302,844
DIVERS	7,418	4,604
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**837,892**	**1,330,308**

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-406
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-407
PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE	2-409
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-408, 2-411
ÉTAT DES RECETTES	2-412

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
12 625 216	Administration du ministère	14 514 814	14 234 421
8 497 439 719	Foyers de soins de longue durée	8 936 995 700	8 838 785 163
8 510 064 935	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**8 951 510 514**	**8 853 019 584**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
22 107 959	Foyers de soins de longue durée	20 430 000	20 429 959
22 107 959	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**20 430 000**	**20 429 959**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
10 645 000	Foyers de soins de longue durée	3 001 000	3 000 000
10 645 000	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**3 001 000**	**3 000 000**

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	13 109 400	1 341 400	14 450 800	Administration du ministère.....	14 143 553
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 958
	13 173 414	**1 341 400**	**14 514 814**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**14 234 421**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère, qui comprend les bureaux du ministre, du sous-ministre et de l'adjoint parlementaire, les Services ministériels et la Direction des communications, exécute les activités de planification, de consultation, de gestion stratégique des ressources humaines, de services opérationnels intégrés et de contrôle de gestion, et définit l'orientation générale du ministère afin d'appuyer les priorités du gouvernement.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 845 160
Avantages sociaux		1 499 593
Transports et communications		112 490
Services		1 653 227
Fournitures et matériel		33 083
		14 143 553
Bureau principal		
Traitements et salaires	8 594 823	
Avantages sociaux	1 184 848	
Transports et communications	95 862	
Services	1 001 264	
Fournitures et matériel	30 294	
		10 907 091
Services de communication		
Traitements et salaires	2 250 337	
Avantages sociaux	314 745	
Transports et communications	16 628	
Services	651 963	
Fournitures et matériel	2 789	
		3 236 462
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en *vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		22 958
		90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**14 234 421**

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4502				**PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	9 279 277 500	(342 531 800)	8 936 745 700	Programme de foyers de soins de longue durée.....	8 838 785 163
L	250 000	0	250 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	9 279 527 500	**(342 531 800)**	**8 936 995 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE.....**	**8 838 785 163**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
10	20 430 000	0	20 430 000	Programme de foyers de soins de longue durée.....	20 429 959
	20 430 000	**0**	**20 430 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE.....**	**20 429 959**

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4502				**PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE LONGUE DURÉE**	
2	1 000	3 000 000	3 001 000	Programme de foyers de soins de longue durée.....	3 000 000
	1 000	**3 000 000**	**3 001 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE.....**	**3 000 000**

Description du programme :

L'Ontario poursuit la mise en œuvre de ses priorités stratégiques visant à réformer le système de soins de longue durée pour que chaque résident ait la meilleure qualité de vie possible, soutenue par des soins de qualité et sécuritaires, tout en favorisant des politiques et des programmes novateurs destinés à améliorer les soins prodigués aux personnes vieillissant dans la collectivité. À cet effet, le gouvernement réalise des investissements dans quatre domaines prioritaires : créer des conditions propices à la construction de logements; financer les services et le fonctionnement du système de soins de longue durée et des services communautaires; augmenter l'offre de personnel pour soutenir les soins directs aux résidents; et améliorer la responsabilisation, l'application de la réglementation et la transparence.

Le ministère continuera à progresser dans le renforcement des capacités des foyers de soins de longue durée en créant 58 000 lits de soins de longue durée, nouveaux ou modernisés, d'ici 2028, et en renforçant les effectifs de santé dans ces établissements afin de respecter les objectifs législatifs en matière d'heures de soins directs. En outre, le ministère vise à promouvoir une culture d'amélioration continue de la qualité en collaborant avec ses partenaires afin d'offrir des soins adaptés aux résidents des foyers de soins de longue durée et aux aînés dans la collectivité, en répondant à leurs besoins complexes et variés. Cela inclut de meilleurs soins aux personnes atteintes de démence, des services cliniques et diagnostiques renforcés, ainsi que des services paramédicaux communautaires pour les SLD. Par ailleurs, le ministère favorisera le rendement et la responsabilisation grâce à l'amélioration des inspections et des outils d'application de la loi, à la gestion du rendement et aux initiatives d'amélioration de la qualité.

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE – CRÉDIT 4502

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 1)		
Traitements et salaires		69 723 005
Avantages sociaux		11 832 025
Transports et communications		2 621 619
Services		16 691 992
Fournitures et matériel		111 358
Paiements de transfert		
Foyers de soins de longue durée renforcement de la capacité du système et modernisation	2 811 776 609	
Foyers de soins de longue durée – fonctionnement	5 926 028 555	
		8 737 805 164
		8 838 785 163
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		0
		0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE		**8 838 785 163**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programme de foyers de soins de longue durée (Poste 10)		
Avances et montants récupérables		
Foyers de soins de longue durée – fonctionnement		20 429 959
		20 429 959
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE		**20 429 959**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foyers de soins de longue durée (IPoste 2)	
Paiements de transfert	
Foyers de soins de longue durée – immobilisations	3 000 000
	3 000 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE	**3 000 000**

MINISTÈRE DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENTDU CANADA		
Vieillir dans la dignité – Ontario	229 314 047	229 421 195
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	9 695 690	15 325 797
Lits d'accès prioritaire pour anciens combattants	971 519	1 693 936
	239 981 256	246 440 928
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	118 085	196 097
AMENDES ET PÉNALITÉS	696 800	779 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	187 366 849	637 119 896
DIVERS	2 421	12 901 874
VENTES ET LOCATIONS	0	10 645 000
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**428 165 411**	**908 082 795**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-414
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-416
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-419
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-423
SERVICES CORRECTIONNELS	2-427
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2-431
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-433
DIVISION DES POLITIQUES STRATÉGIQUES	2-436
DIRECTION DES INSPECTIONS	2-437
TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE	2-440
DONNÉES, RENSEIGNEMENTS ET INITIATIVES STRATÉGIQUES	2-443
SERVICES DE SANTÉ	2-445
INFRASTRUCTURE	2-448
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-418, 2-422, 2-425, 2-430, 2-435, 2-447, 2-449
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-450
ÉTAT DES RECETTES	2-451

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
80 433 307	Administration du ministère	54 171 792	73 375 163
645 805 428	Division de la sécurité publique	771 369 800	731 505 977
1 749 440 299	Police provinciale de l'Ontario	1 918 594 900	1 910 932 317
1 256 481 619	Services correctionnels	1 395 494 000	1 368 759 593
1 981 628	Organismes, conseils et commissions	2 829 900	2 742 171
135 018 611	Planification et gestion des situations d'urgence	155 283 800	154 714 259
8 675 960	Division des politiques stratégiques	9 452 300	9 124 363
9 292 856	Division des inspections	11 810 700	10 063 710
116 390 129	Télécommunications des services d'urgence	96 805 500	89 127 130
5 859 430	Données, renseignements et initiatives stratégiques	15 148 000	11 438 635
208 431 217	Services de santé	252 321 400	240 720 681
171 855 274	Infrastructure	178 212 000	178 183 198
4 389 665 758	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**4 861 494 092**	**4 780 687 197**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
2 345 223	Télécommunications des services d'urgence	2 723 400	2 686 119
2 345 223	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**2 723 400**	**2 686 119**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
40 488 999	Division de la sécurité publique	48 574 500	40 301 959
16 389 111	Police provinciale de l'Ontario	26 084 500	18 358 447
700 251	Services correctionnels	836 100	758 131
794 421	Planification et gestion des situations d'urgence	2 008 800	1 038 155
0	Division des politiques stratégiques	1 000	0
16 528 355	Télécommunications des services d'urgence	73 301 900	30 134 068
0	Services de santé	627 000	20 110
112 906 354	Infrastructure	243 286 200	144 856 096
187 807 491	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**394 721 000**	**235 466 966**
	BIENS IMMOBILISÉS		
69 563 007	Police provinciale de l'Ontario	85 225 000	85 183 131
873 744	Services correctionnels	2 771 500	2 711 454
7 217 318	Planification et gestion des situations d'urgence	2 903 500	2 830 017
177 218 650	Télécommunications des services d'urgence	213 746 000	75 725 089
0	Services de santé	80 000	29 771
330 785 028	Infrastructure	323 389 400	246 787 880
585 657 747	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**628 115 400**	**413 267 342**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONI				**DU MINISTÈRE**	
1	84 365 000	(30 530 600)	53 834 400	Administration du ministère.....	48 467 151
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	68 283
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	30 451
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	22 126
L	250 000	0	250 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*.....	375 000
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	24 412 152
	84 702 392	**(30 530 600)**	**54 171 792**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**73 375 163**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES D'IMMOBILISA				**DU MINISTÈRE**	
5	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère, charges liées aux biens immobilisés.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administation financière*.....	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère.....	0
	1 000	**(1 000)**	**0**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE .....**	**0**

Description du programme

Le programme d'administration du ministère offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et d'autres fonctions spécialisées à durée limitée. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information et de services en français.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$		$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (poste 1)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires		32 605 793	Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux		3 496 817	*Loi sur le Conseil exécutif*		68 283
Transports et communications		408 182	Traitement versé au ministre sans portefeuille		
Services		11 773 005	*en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		30 451
Fournitures et matériel		183 354	Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
		48 467 151	*en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		22 126
					120 860
Bureau principal			Autres opérations		
			Paiements effectués en vertu de la		
Traitements et salaires	5 467 176		*Loi sur l'administration financière*		24 412 152
Avantages sociaux	674 795		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications	193 104		*Loi sur l'administration financière*		375 000
Services	511 678				24 787 152
Fournitures et matériel	42 313				24 908 012
		6 889 066			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**73 375 163**
Services ministériels					
Traitements et salaires	23 647 635				
Avantages sociaux	2 264 905				
Transports et communications	152 844				
Services	2 027 502				
Fournitures et matériel	88 318				
		28 181 204			
Services de communication					
Traitements et salaires	3 493 975				
Avantages sociaux	557 117				
Transports et communications	12 510				
Services	893 913				
Fournitures et matériel	3 975				
		4 961 490			
Services juridiques					
Traitements et salaires	(2 993)				
Transports et communications	49 724				
Services	8 339 912				
Fournitures et matériel	48 748				
		8 435 391			

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603				**PROGRAMME DE**	
CHARGES DE FONCTIONNI				**SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
				Programme de sécurité publique –	
1	1 250 100	115 000	1 365 100	Bureau du sous-ministre adjoint.....	1 363 715
5	501 602 200	100 219 200	601 821 400	Direction des relations extérieures....	573 513 002
				Services privés de sécurité	
6	5 564 400	(488 500)	5 075 900	et d'enquête.....	4 657 375
7	37 131 800	9 087 000	46 218 800	Centre des sciences judiciaires.....	44 218 514
10	58 013 900	(5 809 000)	52 204 900	Collège de police de l'Ontario.....	46 722 345
				Services relatifs au	
11	46 830 000	17 853 700	64 683 700	bien-être des animaux.....	61 031 026
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ	
	650 392 400	**120 977 400**	**771 369 800**	**PUBLIQUE.....**	**731 505 977**
CHARGES D'IMMOBILISATI					
9	49 466 200	(3 187 600)	46 278 600	Programme de sécurité publique.....	39 606 623
				Amortissement,	
L	2 295 900	0	2 295 900	*Loi sur l'administration financière..*	695 336
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE	
	51 762 100	**(3 187 600)**	**48 574 500**	**SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**40 301 959**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603				**PROGRAMME DE**	
BIENS IMMOBILISÉS				**SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
8	3 176 000	(3 176 000)	0	Programme de sécurité publique.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE	
	3 176 000	**(3 176 000)**	**0**	**SÉCURITÉ PUBLIQUE.....**	**0**

Description du programme

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police, des municipalités, des Premières Nations et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration et modification de lois, de règlements et d'orientations sur les services de police; formation et soutien spécialisés du personnel des services de police et d'autres agents de la sécurité publique; satisfaction des besoins en matière d'application de la loi; élaboration de programmes et administration des subventions pour la sécurité communautaire; mise en œuvre et soutien à la planification pour la sécurité et le bien-être dans les collectivités de toute la province; soutien aux opérations d'application de la loi axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales; mise en œuvre de Gestion des cas graves de l'Ontario; administration et application de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux, notamment la protection des animaux; engagement plus général, élaboration de programmes et administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières Nations pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme de sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (poste 1)		
Traitements et salaires		1 082 930
Avantages sociaux		214 026
Transports et communications		12 820
Services		51 025
Fournitures et matériel		2 914
		1 363 715
Direction des relations extérieures (poste 5)		
Traitements et salaires		8 830 356
Avantages sociaux		1 431 387
Transports et communications		524 244
Services		17 227 179
Fournitures et matériel		479 059
Paiements de transfert		
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers	82 587 119	
Stratégie de sécurité dans les tribunaux	123 191 025	
Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières Nations	256 597 000	
Fonds pour les agents des Premières Nations	10 537 533	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	2 065 571	
Subventions diverses – Services policiers	69 841 842	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	1 250 000	
Association ontarienne d'Échec au crime	225 000	
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	1 087 171	
		547 382 261
		575 874 486
Moins : Recouvrements		2 361 484
		573 513 002
Services privés de sécurité et d'enquête (poste 6)		
Traitements et salaires		2 750 081
Avantages sociaux		468 604
Transports et communications		26 096
Services		1 402 600
Fournitures et matériel		9 994
		4 657 375
Centre des sciences judiciaires (poste 7)		
Traitements et salaires		25 134 620
Avantages sociaux		4 478 955
Transports et communications		409 847
Services		8 084 504
Fournitures et matériel		6 110 588
		44 218 514
Collège de police de l'Ontario (poste 10)		
Traitements et salaires		17 966 343
Avantages sociaux		1 997 381
Transports et communications		6 081 366
Services		15 633 255
Fournitures et matériel		5 043 646
Autres opérations		354
		46 722 345
Services relatifs au bien-être des animaux (poste 11)		
Traitements et salaires		17 546 801
Avantages sociaux		3 230 989
Transports et communications		574 169
Services		38 900 995
Fournitures et matériel		778 072
		61 031 026
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE		**731 505 977**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Division de la sécurité publique (poste 9)		
Paiements de transfert		
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers – immobilisations.....	8 569 500	
Ententes fédérales-provinciales sur les services policiers des Premières Nations.....	23 377 441	
Équipement des services policiers	7 659 682	
		39 606 623
		39 606 623
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
Loi sur l'administration financière.....		695 336
		695 336
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....		**40 301 959**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE L'ONTARIO**	
1	332 478 000	11 890 400	344 368 400	Services ministériels et stratégiques.....	344 365 545
2	7 824 000	(618 100)	7 205 900	Bureau du contrôleur des armes à feu.....	7 153 979
3	278 562 900	(6 992 500)	271 570 400	Enquêtes et crime organisé.....	271 452 706
4	1 161 438 200	24 063 500	1 185 501 700	Services régionaux et circulation.....	1 177 390 479
5	107 126 900	2 820 600	109 947 500	Gestion du parc automobile.....	109 939 100
L	1 000	0	1 000	Paiements effectués en vertu de la oi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers	630 508
	1 887 431 000	**31 163 900**	**1 918 594 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....**	**1 910 932 317**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	376 000	(297 000)	79 000	Police provinciale de l'Ontario.....	48 541
L	26 005 500	0	26 005 500	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	18 309 906
	26 381 500	**(297 000)**	**26 084 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....**	**18 358 447**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DE L'ONTARIO**	
7	111 311 000	(26 086 000)	85 225 000	Police provinciale de l'Ontario.....	85 183 131
	111 311 000	**(26 086 000)**	**85 225 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....**	**85 183 131**

Description du programme

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre des services de police de première ligne collaboratifs, préventifs et adaptés dans 329 municipalités et collectivités des Premières Nations de toute la province. Dotée d'un mandat multiple, la Police provinciale dirige également diverses stratégies et initiatives menées à l'échelon provincial pour lutter contre la victimisation engendrée par le crime organisé, notamment les gangs et les armes illégales, les vols d'automobiles, le respect des conditions de mise en liberté sous caution, les drogues illicites, l'exploitation des enfants, la traite des personnes, le blanchiment d'argent, les fraudes graves, la cybercriminalité et la sécurité à la frontière Canada–États-Unis. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable de la sécurité dans un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers de la province. La Police provinciale gère des programmes et des systèmes informatiques provinciaux spécialisés comme le Programme d'alerte AMBER, le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario et l'Unité mixte d'appui aérien. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale mène des activités stratégiques de renseignements en collaboration avec d'autres autorités législatives, sur des thèmes touchant les crimes haineux et le terrorisme international, intérieur et lié à des problématiques précises. Les responsabilités prévues par son mandat incluent aussi l'intervention de gestion d'urgence, la surveillance et le soutien en cas d'incidents et d'événements majeurs, de même que les services spécialisés de sécurité et de protection des représentants du système de justice pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ONTARIO PROVINCIAL POLICE PROGRAM – CRÉDIT 2604

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Services ministériels et stratégiques (poste 1)		Gestion du parc automobile (poste 5)	
Traitements et salaires	184 142 736	Transports et communications	93 795
Avantages sociaux	18 744 723	Services	51 742 692
Transports et communications	26 080 464	Fournitures et matériel	61 307 378
Services	80 399 605		113 143 865
Fournitures et matériel	36 394 807	Moins : Recouvrements	3 204 765
	345 762 335		109 939 100
Moins : Recouvrements	1 396 790	Crédits législatifs	
	344 365 545	Autres opérations	
Bureau du contrôleur des armes à feu (poste 2)		Paiements effectués en vertu de la Loi de 2019 sur la sécurité communautaire *et les services policiers*	630 508
Traitements et salaires	4 408 700		630 508
Avantages sociaux	515 073		
Transports et communications	81 655	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**1 910 932 317**
Services	2 095 321		
Fournitures et matériel	53 230	**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	
	7 153 979	Police provinciale de l'Ontario (poste 8)	
Enquêtes et crime organisé (poste 3)		Autres opérations	
Traitements et salaires	200 536 406	Investissements dans les immobilisations	48 541
Avantages sociaux	16 161 071		48 541
Transports et communications	10 699 180	Crédits législatifs	
Services	41 605 023	Autres opérations	
Fournitures et matériel	3 341 271	Amortissement, Loi sur l'administration financière	18 309 906
	272 342 951		18 309 906
Moins : Recouvrements	890 245		
	271 452 706	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**18 358 447**
Services régionaux et circulation (poste 4)			
Traitements et salaires	956 438 328		
Avantages sociaux	193 267 607		
Transports et communications	13 703 605		
Services	41 877 472		
Fournitures et matériel	14 206 535		
	1 219 493 547		
Moins : Recouvrements	42 103 068		
	1 177 390 479		

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (poste 7)	
Avions – coûts relatifs aux biens immobilisés	39 711 107
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	17 822 160
Matériel de technologie de l'information	4 511 842
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés	23 138 022
	85 183 131
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	**85 183 131**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**SERVICES CORRECTIONNELS**	
1	47 141 700	5 237 500	52 379 200	Soutien opérationnel.....	49 638 770
2	16 448 200	5 045 100	21 493 300	Centre d'avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels.....	20 817 070
3	946 666 800	201 702 900	1 148 369 700	Services en établissement.....	1 129 079 661
4	168 687 400	(2 141 200)	166 546 200	Services correctionnels communautaires.....	162 653 169
5	6 381 400	324 200	6 705 600	Direction des enquêtes et des renseignements relatifs aux services correctionnels.....	6 570 923
	1 185 325 500	**210 168 500**	**1 395 494 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....**	**1 368 759 593**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES**	
CHARGES D'IMMOBILISATI				**SERVICES CORRECTIONNELS**	
10	1 000	(1 000)	0	Services en établissement, charges liées aux biens immobilisés.....	0
11	1 000	(1 000)	0	Services communautaires, charges liées aux biens immobilisés.....	0
L	836 100	0	836 100	Amortissement – Services en établissement, *Loi sur l'administration financière*.....	758 131
	838 100	**(2 000)**	**836 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....**	**758 131**
BIENS IMMOBILISÉS					
8	151 000	2 620 500	2 771 500	Services en établissement.....	2 711 454
	151 000	**2 620 500**	**2 771 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....**	**2 711 454**

Description du programme

Le ministère est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficience, à renforcer les résultats à long terme pour les personnes aux prises avec la justice et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Dans les établissements et les bureaux de probation et de libération conditionnelle, ces objectifs seront atteints par la mise à profit de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la priorité accordée à la réadaptation et la réinsertion, le développement d'un leadership et d'autres ressources pour mieux soutenir le personnel de première ligne, la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen ainsi que la collaboration avec d'autres ministères, les intervenants et les collectivités de tout l'Ontario. Les services correctionnels de l'Ontario protègent la sécurité publique et contribuent à un système de justice pénale intégré, efficient et durable soutenant la prévention et la réadaptation et favorisant une réinsertion réussie des contrevenants.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (poste 1)		
Traitements et salaires		19 967 402
Avantages sociaux		3 268 892
Transports et communications		398 318
Services		24 382 012
Fournitures et matériel		9 792 565
Paiements de transfert		
Programme de travail communautaire	585 438	
Réinsertion sociale et programmes spécialisés	2 018 083	
		2 603 521
		60 412 710
Moins : Recouvrements		10 773 940
		49 638 770
Centre d’avancement professionnel et de formation pour les services correctionnels (poste 2)		
Traitements et salaires		13 601 325
Avantages sociaux		2 339 112
Transports et communications		560 948
Services		3 572 566
Fournitures et matériel		743 119
		20 817 070
Services en établissement (poste 3)		
Traitements et salaires		742 962 328
Avantages sociaux		186 422 314
Transports et communications		8 779 523
Services		68 943 329
Fournitures et matériel		118 205 351
Paiements de transfert		
Programme de sensibilisation à la violence	167 964	
Programmes de réadaptation des délinquants	3 598 852	
		3 766 816
		1 129 079 661
Services correctionnels communautaires (poste 4)		
Traitements et salaires		112 077 636
Avantages sociaux		21 451 003
Transports et communications		1 968 601
Services		8 930 106
Fournitures et matériel		1 099 828
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	17 125 995	
		17 125 995
		162 653 169
Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (poste 5)		
Traitements et salaires		5 248 376
Avantages sociaux		713 588
Transports et communications		106 145
Services		461 359
Fournitures et matériel		41 455
		6 570 923
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**1 368 759 593**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement - services en établissement,	
Loi sur l'administration financière.....	758 131
	758 131
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....	**758 131**
BIENS IMMOBILISÉS	
Services en établissement (poste 8)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés.....	2 711 454
	2 711 454
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**2 711 454**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607				**ORGANISMES, CONSEILS**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**ET COMMISSIONS**	
1	7 146 800	(4 316 900)	2 829 900	Organismes, conseils et commissions...	2 742 171
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	
	7 146 800	**(4 316 900)**	**2 829 900**		**2 742 171**

Description du programme

Le programme des organismes, conseils et commissions assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission ontarienne d'arbitrage et de décision pour la police et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (poste 1)		
Traitements et salaires		1 284 673
Avantages sociaux		187 148
Transports et communications		23 902
Services		1 238 887
Fournitures et matériel		7 561
		2 742 171
Commission ontarienne d’arbitrage et de décision pour la police		
Traitements et salaires	764 643	
Avantages sociaux	104 685	
Transports et communications	10 940	
Services	1 137 325	
Fournitures et matériel	5 512	
		2 023 105
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires	520 030	
Avantages sociaux	82 463	
Transports et communications	12 962	
Services	101 562	
Fournitures et matériel	2 049	
		719 066
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		**2 742 171**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	75 622 700	15 610 500	91 233 200	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario.....	90 692 644
8	55 263 600	8 787 000	64 050 600	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence.	64 021 615
	130 886 300	**24 397 500**	**155 283 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**154 714 259**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	1 000	(1 000)	0	Bureau du commissaire des incendies.....	0
9	1 000	(1 000)	0	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario.....	0
L	1 784 800	0	1 784 800	Amortissement, Bureau du commissaire des incendies, *Loi sur l'administration financière*.....	0
L	224 000	0	224 000	Amortissement, Service de médecine légale de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*.....	1 038 155
	2 010 800	**(2 000)**	**2 008 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**1 038 155**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
BIENS IMMOBILISÉS					
6	17 648 600	(17 175 100)	473 500	Commissaire des incendies.....	400 017
10	1 900 000	530 000	2 430 000	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario.....	2 430 000
	19 548 600	**(16 645 100)**	**2 903 500**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....**	**2 830 017**

Description du programme

La Division de la planification et gestion des situations d'urgence se consacre à la prestation de services de qualité relatifs à la sûreté, à la sécurité publique, à la santé publique et aux enquêtes sur les décès. Ces activités sont menées par l'entremise du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario et du Bureau du commissaire des incendies. Ces sections se consacrent à la détection des problèmes et à leur résolution par des initiatives efficaces de protection, de prévention, d'intervention, à caractère scientifique, d'enquête, de formation et d'éducation du public. Elles s'attachent à être à la pointe des efforts déployés pour assurer la sûreté, la santé et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, ce qui aide le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE PLANIFICATON ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Office of the Chief Coroner and Ontario Forensic Pathology Service (poste 5)		
Traitements et salaires		39,239,979
Avantages sociaux		5,129,186
Transports et communications		770,522
Services		41,162,505
Fournitures et matériel		792,652
Paiements de transfert		
Subventions pour les services judiciaires	3,597,800	
		3,597,800
		90,692,644
Commissaire des incendies (poste 8)		
Traitements et salaires		22,771,831
Avantages sociaux		4,125,722
Transports et communications		2,297,651
Services		8,048,594
Fournitures et matériel		4,260,369
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité-incendie	22,517,448	
		22,517,448
		64,021,615
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE		**154,714,259**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	1,038,155
	1,038,155
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**1,038,155**
BIENS IMMOBILISÉS	
Planification et gestion des situations d'urgence (poste 6)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	176,739
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés	223,278
	400,017
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (poste 10)	
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés	2,430,000
	2,430,000
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PLANIFICATION ET DE GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**2,830,017**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2610				**PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 408 300	(2 956 000)	9 452 300	Programme des politiques stratégiques.	9 124 363
	12 408 300	**(2 956 000)**	**9 452 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES.**	**9 124 363**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Programme des politiques stratégiques, charges liées aux biens immobilisés...	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - STRATEGIC POLICY PROGRAM.....**	**0**

Description du programme

Le programme des politiques stratégiques est chargé de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de textes législatifs et réglementaires, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES – CRÉDIT 2610

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programme des politiques stratégiques (poste 1)	
Traitements et salaires	7 641 159
Avantages sociaux	1 223 269
Transports et communications	51 344
Services	171 999
Fournitures et matériel	36 592
	9 124 363
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES	**9 124 363**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2612				**PROGRAMME DES INSPECTIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNE					
2	11 312 600	498 100	11 810 700	Programme des inspections.....	10 063 710
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INSPECTIONS...	10 063 710
	11 312 600	**498 100**	**11 810 700**		

Description du programme

L'inspecteur général des services policiers a pour mandat d'améliorer le rendement et la responsabilisation en matière de services de police et de gouvernance policière en veillant à ce que des services de police adéquats et efficaces soient offerts partout en Ontario, conformément à la *Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers* (la Loi) et à ses règlements.

L'inspecteur général dirige le Service d'inspection des services policiers, une division indépendante du ministère du Solliciteur général. Le Service d'inspection fournit un soutien opérationnel pour la réalisation du mandat de l'inspecteur général, à l'appui notamment de ses fonctions, ses pouvoirs et ses prises de décision. En vertu de la partie VII de la Loi, ce mandat consiste à mener des inspections, des enquêtes et des activités de surveillance des services policiers, des commissions de service de police et des organisations qui emploient des agents spéciaux de l'Ontario, et à prodiguer des conseils à ces intervenants. Par la mise à profit de recherches indépendantes, l'analyse de données pour créer des renseignements et la promotion de pratiques exemplaires, le Service d'inspection améliore le rendement des services de police de l'Ontario et leur gouvernance pour que toute la population ontarienne soit davantage en sécurité.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES INSPECTIONS – CRÉDIT 2612

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des inspections (poste 2)	
Traitements et salaires	7 077 646
Avantages sociaux	1 109 243
Transports et communications	157 882
Services	1 655 378
Fournitures et matériel	63 561
	10 063 710
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES INSPECTIONS	**10 063 710**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME	
2614				**DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES SERVICES D'URGENCE**	
				Télécommunications	
1	203 478 600	(106 673 100)	96 805 500	des services d'urgence.....	89 127 130
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	
	203 478 600	**(106 673 100)**	**96 805 500**	**DES SERVICES D'URGENCE.....**	**89 127 130**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
				Services de télécommunications	
3	2 820 000	(96 600)	2 723 400	des services d'urgence.....	2 686 119
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	
	2 820 000	**(96 600)**	**2 723 400**	**DES SERVICES D'URGENCE.....**	**2 686 119**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
				Services de télécommunications	
2	4 489 800	(4 489 800)	0	des services d'urgence.....	0
				Amortissement,	
L	73 301 900	0	73 301 900	*Loi sur l'administration financière*.....	30 134 068
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	
	77 791 700	**(4 489 800)**	**73 301 900**	**DES SERVICES D'URGENCE.....**	**30 134 068**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2614				**PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUICATIONS**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DES SERVICES D'URGENCE**	
				Emergency Services	
4	315 353 300	(101 607 300)	213 746 000	Telecommunications.....	75 725 089
	315 353 300	**(101 607 300)**	**213 746 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE.....**	**75 725 089**

Description du programme

La Division des télécommunications des services d'urgence (DTSE) assure un leadership et un soutien spécifiques pour trois programmes de télécommunications complexes à grande échelle du ministère : 1) Projet de réseau de radiocommunications pour la sécurité publique (PRRSP) 2) les Services 9-1-1 de prochaine génération et 3) l'élaboration d'un réseau à large bande de sécurité publique. La Division est responsable de l'exécution des radiocommunications et du PRRSP modernisé, qui vise à soutenir le rôle essentiel des premiers intervenants dans toute la province par une technologie numérique améliorée et interopérable. La DTSE soutient la transition provinciale au nouveau réseau des Services 9-1-1 de prochaine génération en vue de satisfaire les normes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et d'assurer la sécurité en Ontario. La Division dirige également l'élaboration du réseau à large bande de sécurité publique en collaboration avec des intervenants intergouvernementaux et d'autres partenaires ministériels.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE – CRÉDIT 2614

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Télécommunications des services d'urgence (poste 1)		
Traitements et salaires		8 827 203
Avantages sociaux		1 176 076
Transports et communications		51 699 522
Services		5 870 972
Fournitures et matériel		358 141
Paiements de transfert		
Services 9-1-1 de prochaine génération	21 870 000	
		21 870 000
		89 801 914
Moins : Recouvrements		674 784
		89 127 130
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE		**89 127 130**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Télécommunications des services d'urgence (poste 3)		
Dépôts et charges payées d'avance		2 686 119
		2 686 119
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE		**2 686 119**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Télécommunications des services d'urgence (poste 2)		
Autres opérations		
Amortissement		
Loi sur l'administration financière		30 134 068
		30 134 068
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE		**30 134 068**
BIENS IMMOBILISÉS		$
Télécommunications des services d'urgence (poste 4)		
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux biens immobilisés		19 003 002
Technologie de l'information		56 722 087
		75 725 089
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DES SERVICES D'URGENCE		**75 725 089**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2615				**PROGRAMME DES DONNÉES, DES RENSEIGNEMENTS ET DES INITIATIVES STRATÉGIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	9 204 800	5 943 200	15 148 000	Données, renseignements et initiatives stratégiques.....	11 438 635
	9 204 800	**5 943 200**	**15 148 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DONNÉES, DES RENSEIGNEMENTS ET DES INITIATIVES STRATÉGIQUES.....**	**11 438 635**

Description du programme

La Division des données, des renseignements et des initiatives stratégiques s'attache à faire progresser le secteur ontarien de la justice pénale par des services et des solutions fondés sur l'innovation, l'intégration numérique, les données et les analyses, les renseignements et la priorité accordée à la clientèle. La Division continuera de renforcer les capacités du ministère dans divers domaines – gestion de projet, gestion du changement, littératie et maturité numériques et approche Lean.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES DONNÉES, DES RENSEIGNEMENTS ET DES INITIATIVES STRATÉGIQUES – CRÉDIT 2615

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Données, renseignements et initiatives stratégiques (poste 1)		
Traitements et salaires		7 803 508
Avantages sociaux		1 278 906
Transports et communications		32 406
Services		2 315 409
Fournitures et matériel		8 406
		11 438 635
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - DATA INSIGHTS AND STRATEGIC INITIATIVES PROGRAM		**11 438 635**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2616				**PROGRAMME**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES SERVICES DE SANTÉ**	
1	174,029,600	78,291,800	252,321,400	Services de santé.....	240,720,681
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME	
	174,029,600	**78,291,800**	**252,321,400**	**DES SERVICES DE SANTÉ.....**	**240,720,681**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1,000	(1,000)	0	Services de santé.....	0
				Amortissement,	
L	627,000	0	627,000	*Loi sur l'administration financière ...*	20,110
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES	
	628,000	**(1,000)**	**627,000**	**DE SANTÉ.....**	**20,110**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	451,000	(371,000)	80,000	Services de santé.....	29,771
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES	
	451,000	**(371,000)**	**80,000**	**DE SANTÉ.....**	**29,771**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les Services de santé assurent le leadership stratégique pour faire progresser un modèle accrédité de soins de santé à l’appui d’une norme de soins équivalente aux soins de santé communautaires et qui prenne en compte l’équité en matière de santé et l’adaptation à la culture. Ces services sont chargés d’établir une autonomie en matière de soins cliniques et une surveillance indépendante des ressources et du personnel de soins de santé, en restant en lien avec les partenaires du système de santé pour s’assurer de l’accès aux soins aux points de transition et de l’application de normes et de pratiques exemplaires dans la prestation de soins cliniques au sein des services correctionnels. De plus, les Services de santé sont chargés de soutenir la santé mentale et le bien-être du personnel des services correctionnels de première ligne et d’autres services de sécurité publique. Des unités spécialisées veillent à la mise en œuvre d’initiatives fondées sur des données probantes afin de promouvoir l’intervention précoce et l’accès à divers soutiens et ressources en santé mentale adaptés à la culture.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

HEALTH SERVICES PROGRAM – CRÉDIT 2616

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Health Services (poste 1)		
Traitements et salaires		133 498 066
Avantages sociaux		12 049 764
Transports et communications		344 372
Services		29 017 653
Fournitures et matériel		40 577 601
Paiements de transfert		
Services de santé mentale pour le personnel de la santé publique.	4 764 900	
Unité de traitement en milieu fermé..	20 468 325	
		25 233 225
		240 720 681
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ		**240 720 681**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		20 110
		20 110
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ		**20 110**
BIENS IMMOBILISÉS		
Services de santé (poste 3)		
Machines et équipement - coûts relatifs aux biens immobilisés		29 771
		29 771
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES DE SANTÉ		**29 771**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2617					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
1	175 781 800	2 430 200	178 212 000	Infrastructure.....	178 183 198
	175 781 800	**2 430 200**	**178 212 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE.....**	**178 183 198**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	284 099 200	(45 940 800)	238 158 400	Infrastructure.....	142 349 760
L	5 127 800	0	5 127 800	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	2 506 336
	289 227 000	**(45 940 800)**	**243 286 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE.....**	**144 856 096**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	430 332 800	(106 943 400)	323 389 400	Infrastructure.....	246 787 880
	430 332 800	**(106 943 400)**	**323 389 400**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE.....**	**246 787 880**

Description du programme

La Division de l'infrastructure assure le leadership stratégique pour la supervision des projets d'immobilisations et d'infrastructure du ministère, y compris les locaux loués, de l'approvisionnement à l'achèvement de la construction, ainsi que pour le respect de la conformité avec les normes de conception technique et de sécurité. Le programme est responsable de gérer à long terme les politiques et normes régissant les immobilisations. Il supervise la construction de nouvelles installations et la réfection d'installations existantes au moyen de modèles de prestation rapides, traditionnels et axés sur les partenariats publics-privés en matière de passation de marchés pour l'infrastructure, en collaboration stratégique avec le ministère de l'Infrastructure, Infrastructure Ontario et d'autres ministères partenaires.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

INFRASTRUCTURE PROGRAM – CRÉDIT 2617

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Infrastructure (poste 1)		
Traitements et salaires		6 604 198
Avantages sociaux		913 893
Transports et communicationss		183 940
Services		131 421 907
Fournitures et matériel		14 609
Autres opérations		39 044 651
		178 183 198
Infrastructure		
Traitements et salaires	6 604 198	
Avantages sociaux	913 893	
Transports et communications	183 940	
Services	174 491	
Fournitures et matériel	14 609	
		7 891 131
Coûts des locaux		
Services	95 563 916	
		95 563 916
Coûts contractuels liés aux projets réalisés dans le cadre d'un PPP		
Services	35 683 500	
Autres opérations	39 044 651	
		74 728 151
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**178 183 198**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure (poste 2)		
Services		36 285 293
Fournitures et matériel		660 101
Autres opérations		105 404 366
		142 349 760
Crédits législatifs		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		2 506 336
		2 506 336
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**144 856 096**
BIENS IMMOBILISÉS		
Infrastructure (poste 3)		
Immeubles – coûts relatifs aux biens immobilisés		65 955 836
Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement		150 378 638
Matériel de technologie de l'information		8 554 893
Machines et équipement		21 898 513
		246 787 880
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**246 787 880**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nonm du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026
				Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Réinsertion sociale et programmes spécialisés	260501	Oui	Non	2 018 083
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	260501	Oui	Non	585 438
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes	260504	Oui	Non	17 125 995
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers	260305	Oui	Non	82 587 119
Stratégie de sécurité dans les tribunaux	260305	Oui	Non	123 191 025
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières Nations	260305	Oui	Non	256 597 000
Fonds pour les agents des Premières Nations	260305	Oui	Non	10 537 533
Subvention pour la sécurité-incendie	260908	Oui	Non	22 517 448
Subventions pour les services judiciaires	260905	Oui	Non	3 597 800
Subventions pour les programmes municipaux RIDE	260305	Oui	Non	2 065 571
Services de santé mentale pour le personnel de la sécurité publique	261601	Oui	Oui	4 764 900
Subventions diverses – Services policiers	260305	Oui	Non	69 841 842
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme	260305	Oui	Non	1 250 000
Services 9-1-1 de prochaine génération	261401	Oui	Non	21 870 000
Programmes de réadaptation des délinquants	260503	Oui	Non	3 598 852
Association ontarienne d'Échec au crime	260305	Oui	Non	225 000
Subvention pour des collectivités sûres et dynamiques	260305	Oui	Non	1 087 171
Unité de traitement en milieu fermé	261601	Oui	Non	20 468 325
Programme de sensbilisation à la violence	260503	Oui	Non	167 964
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subvention pour la sécurité communautaire et les services policiers	260309	Oui	Oui	8 569 500
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières Nations	260309	Oui	Oui	23 377 441
Équipement des services policiers	260309	Oui	Oui	7 659 682
TOTAL				**683 703 689**

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux services de biologie	7 340 567	7 103 071
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé	251 120	2 298 992
Entente sur le conrôle des armes à feu	7 025 808	7 021 159
Entente sur les services policiers des Premières Nations	10 623 467	10 455 323
Fonds de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	9 960 254	9 960 194
Entente sur la surveillance des immigrants	1 301 432	3 736 571
Entente de placement dans un établissement pénitencier	22 374 989	17 014 193
Autres droits, permis et autorisations	1 386 630	3 190 583
	60 264 267	60 780 086
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remaniement des services locauxLocal Services Realignment	458 090 576	436 319 903
Maintien de l'ordre dans les municipalités	9 434 902	8 491 361
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	3 814 929	3 293 277
Acquittement – compte Bell	1 147 164	1 118 363
Autres	2 381 777	6 118 747
	474 869 348	455 341 651
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais pour chèques refusés	490	385
Droits, permis et autorisations	17 460 668	18 664 740
	17 461 158	18 665 125
AMENDES ET PÉNALITÉS	221	0
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – fonctionnement	3 295 569	3 961 674
Les Industries TRILCOR	209 727	175 260
	3 505 296	4 136 934
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	37 924 197	50 593 584
DIVERS	600 927	4 025 359
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**594 625 414**	**593 542 739**

non vérifié

MINISTÈRE DU SPORT

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-454
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-455
SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES	2-457
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-456
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-460
ÉTAT DES RECETTES	2-461

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
0	Programme d'administration du ministère	4 141 114	4 126 245
60 297 299	Sports, loisirs et programmes communautaires	83 936 200	83 322 160
60 297 299	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**88 077 314**	**87 448 405**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Sport, loisirs et programmes communautaires	79 149 200	79 147 993
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS**	**79 149 200**	**79 147 993**

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

VOTE et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
5301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	2 589 300	1 487 800	4 077 100	Administration du ministère.....	4 035 377
S	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	67 910
S	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjointe parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	22 958
	2 653 314	**1 487 800**	**4 141 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**4 126 245**

Descriptiondu programme

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjointe parlementaire et du sous-ministre. Il vise à atteindre les objectifs ministériels et gouvernementaux en fournissant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels.

MINISTÈRE DU SPORT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 5301

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (poste 1)	
Traitements et salaires	1 935 786
Avantages sociaux	302 542
Transports et communications	72 248
Services	1 715 110
Fournitures et matériel	9 691
	4 035 377
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	67 910
Traitement versé à l'adjointe parlementaire en vertu de *la Loi sur le Conseil exécutif*	22 958
	90 868
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**4 126 245**

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
5302				**SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	60 212 200	23 723 000	83 935 200	Sport, loisirs et prog. communautaires...	83 322 160
S	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	60 213 200	**23 723 000**	**83 936 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....**	**83 322 160**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	150 001 000	(70 851 800)	79 149 200	Sport, loisirs et prog. communautaires...	79 147 993
	150 001 000	**(70 851 800)**	**79 149 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....**	**79 147 993**

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les secteurs du sport et des loisirs sont importants pour le bien-être physique, social et économique de la population ontarienne. Les programmes du ministère promeuvent les activités sportives et récréatives dans toute la province. Les programmes du ministère appuient les sports et les activités de loisir dans toute la province.

Le ministère fait avancer les priorités de l’Ontario en matière de loisirs en finançant des partenaires clés pour l’exécution de programmes qui haussent le niveau d’activité physique, fournissent une aide ciblée qui soutient la participation des communautés autochtones, offrent des activités périscolaires aux enfants et aux jeunes et assurent une coordination pour les intérêts provinciaux en vertu de la *Loi de 2016 sur les sentiers de l'Ontario* .

Le ministère gère le Programme ontarien d’accueil d’événements sportifs, qui accorde un financement fondé sur des projets pour aider les demandeurs à organiser des événements sportifs amateurs nationaux et internationaux en Ontario. Le ministère produit également cinq Jeux multisports dans le cadre de la marque Jeux de l’Ontario.

Le soutien au sport amateur est axé sur la participation, la formation, et l’excellence, en collaboration avec les partenaires du secteur. L’objectif est de promouvoir et d’accroître les possibilités offertes aux athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l’Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport grâce à un nouveau système moderne de surveillance relevant de la Loi de 2019 sur les sports de combat et de ses règlements d’application.

MINISTÈRE DU SPORT

SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES - CRÉDIT 5302

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sport, loisirs et programmes communautaires (poste 1)		
Traitements et salaires		6 283 683
Avantages sociaux		956 757
Transports et communications		431 856
Services		766 960
Fournitures et matériel		268 751
Paiements de transfert		
Subventions pour les événements sportifs et les initiatives relatives au sport	30 804 525	
Fonds pour la promotion du sport	17 089 359	
Soutien direct aux athlètes	3 100 000	
Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs	3 200 000	
Fonds pour les loisirs des Autochtones et des jeunes	20 420 269	
		74 614 153
		83 322 160
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES		**83 322 160**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sport, loisirs et programmes communautaires (poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions à l'appui des sports et des loisirs	79 147 993
	79 147 993
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SPORT, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES	**79 147 993**

MINISTÈRE DU SPORT

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Soutien direct aux athlètes	530201	Oui	Oui	3 100 000
Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs	530201	Oui	Oui	3 200 000
Fonds pour les loisirs des Autochtones et des jeunes	530201	Oui	Oui	20 420 269
Fonds pour la promotion du sport	530201	Oui	Oui	17 089 359
Subventions pour événements sportifs et initiatives relatives au sport	530201	Oui	Oui	30 804 525
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subentions à l'appui des sports et des loisirs	530203	Oui	Oui	79 147 993
TOTAL				**153 762 146**

MINISTÈRE DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subventions aux initiatives communautaires visant des loisirs inclusifs.....	1 128 228	1 128 228
DROITS, LICENCES ET PERMIS.....	83 300	115 833
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	1 000	0
RECOUVREMENT DES DÉPENSES DES ANNÉES ANTÉRIEURES.....	291 432	180 873
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	**1 503 960**	**1 424 934**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-464
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-466
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES	2-469
PROGRAMME DU TOURISME ET DE LA CULTURE	2-471
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	2-474
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS	2-476
PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES	2-478
PROGRAMME RELATIF AUX JEUX	2-481
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-468, 2-480
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-483
ÉTAT DES RECETTES	2-484

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEME		
30 240 496	Administration du ministère	33 194 014	31 212 618
86 068 596	Programmes du tourisme et de la culture	95 349 500	93 295 769
103 557 000	Programme de la Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000	103 557 000
1 019 908 618	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	1 041 875 700	1 041 875 541
235 010 192	Programmes relatifs aux organismes	247 905 700	246 461 560
1 978 700	Programme relatif aux jeux	3 973 500	3 551 451
1 476 763 602	**TOTAL (CHARGES DE FONCTI(**	**1 525 855 414**	**1 519 953 939**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	6 000	0
30 346 326	Programme d'immobilisations touristiques et culturelles	49 914 500	48 312 989
0	Programmes du tourisme et de la culture	2 000	0
0	Programmes relatifs aux organismes	2 000	0
30 346 326	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILI**	**49 924 500**	**48 312 989**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	3 000	0
0	Programmes du tourisme et de la culture	1 000	0
0	Programmes relatifs aux organismes	1 000	0
0	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**5 000**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	26 241 200	6 888 800	33 130 000	Administration du ministère.....	31 121 313
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	23 395
	26 305 214	**6 888 800**	**33 194 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**31 212 618**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	4 000	0	4 000	Administration du ministère.....	0
L	2 000	0	2 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	6 000	**0**	**6 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DU MINISTÈRE**	
2	3 000	0	3 000	Administration du ministère.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	**0**
	3 000	**0**	**3 000**		

Description du programme

The Ministry Administration Program includes the Offices of the Minister, Parliamentary Assistant(s) and Deputy Minister, as well as the Regional and Corporate Services Division, Communications Branch and Legal Services Branch. The program works to achieve ministry and government objectives by providing strategic advice and vital support services, including communications, legal services, human resources, regional program delivery and support, strategic policy, corporate and fiscal planning, controllership activities, and information technology and business solutions. Regional and Corporate Services Division and Legal Services Branch serve multiple client ministries.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		21 907 611
Avantages sociaux		3 338 705
Transports et communications		478 081
Services		5 262 136
Fournitures et matériel		134 780
		31 121 313
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 234 139	
Avantages sociaux	379 106	
Transports et communications	104 456	
Services	265 332	
Fournitures et matériel	16 147	
		3 999 180
Services de communication		
Traitements et salaires	3 215 827	
Avantages sociaux	515 450	
Transports et communications	17 532	
Services	2 804 086	
Fournitures et matériel	12 363	
		6 565 258
Technologie de l'information		
Transports et communications	1 560	
Services	1 353 622	
		1 355 182
Services juridiques		
Transports et communications	4 223	
Services	2 183 835	
Fournitures et matériel	25 201	
		2 213 259
Services régionaux		
Traitements et salaires	7 369 325	
Avantages sociaux	1 222 895	
Transports et communications	321 450	
Services*	(1 581 684)	
Fournitures et matériel	60 574	
		7 392 560
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 046 057	
Avantages sociaux	387 365	
Transports et communications	8 501	
Services	11 388	
Fournitures et matériel	5 308	
		2 458 619
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	3 820 478	
Avantages sociaux	475 151	
Transports et communications	14 941	
Services	206 783	
Fournitures et matériel	13 937	
		4 531 290
Élaboration des politiques stratégiques et planification		
Traitements et salaires	2 221 785	
Avantages sociaux	358 738	
Transports et communications	5 418	
Services	18 774	
Fournitures et matériel	1 250	
		2 605 965
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitements versés aux adjoints parlementaires *en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif*		23 395
		91 305
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**31 212 618**

*Solde négatif dû aux journaux de recouvrement

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**TOURISTIQUES ET CULTURELLES**	
1	60 892 200	(10 977 700)	49 914 500	Immobilisations touristiques et culturelles.....	48 312 989
	60 892 200	**(10 977 700)**	**49 914 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES**	**48 312 989**

Description du programme

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination touristique et culturelle auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		6 245 534
Fournitures et matériel		364 112
Paiements de transfert		
Subventions pour la culture	4 700 000	
Réparations et rénovations – immobilisations	19 943 962	
Soutien dans le secteur des organismes et des attractions	17 059 381	
		41 703 343
		48 312 989
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES		**48 312 989**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE**	
1	98 438 200	(3 089 700)	95 348 500	Programmes du tourisme et de la cultu	93 295 769
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	98 439 200	**(3 089 700)**	**95 349 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....**	**93 295 769**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Programmes du tourisme et de la culture.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....**	**0**
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000	0	1 000	Programmes du tourisme et de la culture.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE.....**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le ministère est responsable des politiques stratégiques, des programmes et des services, ainsi que des projets de recherche liés aux arts, aux industries culturelles, aux musées communautaires, aux bibliothèques publiques et au tourisme en Ontario.

En collaboration avec ses partenaires, le ministère présente l’Ontario en province riche en attractions et en ressources culturelles, à l'échelle nationale et à l'étranger. Le ministère aide à bâtir des collectivités fortes et dynamiques qui favorisent l'apprentissage continu grâce à l’accès à l’information par l’entremise des bibliothèques publiques et à une offre d’expériences culturelles par l’entremise des musées communautaires. Le ministère contribue à promouvoir et à renforcer l’image touristique régionale et économique de l’Ontario, et accorde des subventions pour soutenir les festivals et les événements qui enrichissent la vie de tous les Ontariens.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes du tourisme et de la culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 625 718
Avantages sociaux		1 267 859
Transports et communications		41 342
Services		1 587 535
Fournitures et matériel		62 773
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des festivals, des événements et des attractions	23 215 637	
Fonds pour les régions touristiques	19 352 200	
Subventions pour le tourisme	1 000 000	
Fonds pour le secteur des arts et de la culture	5 075 000	
Fonds pour le secteur des bibliothèques	23 069 373 4 908 316	
Mesures légiférées de soutien au secteur des musées	4 865 016	
Subventions au secteur des arts et de la culture	225 000	
		81 710 542
		93 295 769
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES DU TOURISME ET DE LA CULTURE		**93 295 769**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3806				**PROGRAMME DE LA FONDATION**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	103 557 000	0	103 557 000	Fondation Trillium de l'Ontario.....	103 557 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION	
	103 557 000	**0**	**103 557 000**	**TRILLIUM DE L'ONTARIO**	**103 557 000**

Description du programme

La Fondation Trillium de l'Ontario a pour mission de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l’Ontario en investissant dans des initiatives communautaires et en renforçant le poids du secteur à but non lucratif de l’Ontario.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ONTARIO TRILLIUM FOUNDATION PROGRAM – CRÉDIT 3806

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	103 557 000
	103 557 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	**103 557 000**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3808				**CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 028 352 400	13 523 300	1 041 875 700	Ontario Cultural Media Tax Credits.....	1 041 875 541
	1 028 352 400	**13 523 300**	**1 041 875 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – FOR ONTARIO CULTURAL MEDIA TAX CREDITS.....**	**1 041 875 541**

Description du programme

Ontario's cultural media tax credits incentivize increased levels of production in the film and television, interactive digital media and book publishing industries in Ontario. The tax credits help stimulate economic activity and job creation in Ontario while also enhancing the province's cultural profile.

The program is jointly administered by Ontario Creates, an agency of the ministry, and the Canada Revenue Agency.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ONTARIO CULTURAL MEDIA TAX CREDITS – CRÉDIT 3808

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	4 605 620	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatique.....	74 497 300	
Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	354 455 700	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	125 115 873	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	483 201 048	
		1 041 875 541
		1 041 875 541
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MEDIAS CULTURELS.....		**1 041 875 541**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3811					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**AGENCY PROGRAMS**	
1	213 475 500	34 429 200	247 904 700	Programmes relatifs aux organismes.....	246 455 070
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	6 490
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	**246 461 560**
	213 476 500	**34 429 200**	**247 905 700**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Programmes relatifs aux organismes.....	0
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	**0**
	2 000	**0**	**2 000**		
BIENS IMMOBILISÉS					
2	1 000	0	1 000	Programmes relatifs aux organismes.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES.....	**0**
	1 000	**0**	**1 000**		

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Les organismes, les entités recevant des paiements de transfert et les attractions du ministère font la promotion du tissu culturel de l’Ontario et favorisent la croissance économique et la création d’emplois grâce à une gamme de programmes éducatifs, récréatifs et culturels et de programmes de divertissement à l’intention des résidents et des visiteurs. Le ministère a pour responsabilités la gouvernance, les nominations, la reddition de comptes et la surveillance du financement de fonctionnement et d’immobilisations des organismes et des attractions qui relèvent de son portefeuille, y compris les deux attractions dont il assure lui-même l'exploitation.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES – CRÉDIT 3811

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes relatifs aux organismes (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 368 414
Avantages sociaux		1 868 296
Transports et communications		82 218
Services		2 755 222
Fournitures et matériel		1 509 982
Paiements de transfert		
Soutien dans le secteur des organismes et des attractions	19 000 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	21 072 300	
Collection McMichael d'art canadien	3 328 800	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	36 219 800	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	41 728 338	
Conseil des arts de l'Ontario	59 937 400	
Jardins botaniques royaux	4 036 000	
Musée royal de l'Ontario	27 280 900	
Science Nord	7 780 900	
Commission des parcs du Saint-Laurent	8 486 500	
		228 870 938
		246 455 070
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		6 490
		6 490
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES RELATIFS AUX ORGANISMES		**246 461 560**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3812					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME RELATIF AUX JEUX**	
1	3 391 000	582 500	3 973 500	Programme relatif aux jeux.....	3 551 451
	3 391 000	**582 500**	**3 973 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX JEUX.....**	**3 551 451**

Description du programme

Le ministère oriente l'élaboration de la politique provinciale régissant un secteur des jeux solide et socialement responsable, notamment en surveillant la gouvernance de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et en mettant en place des politiques relatives aux questions commerciales, au partage des revenus avec les Premières Nations, aux jeux de bienfaisance et au jeu responsable.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

GAMING PROGRAM – CRÉDIT 3812

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme relatif aux jeux (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 810 819
Avantages sociaux		210 110
Transports et communications		10 090
Services		1 520 043
Fournitures et matériel		389
		3 551 451
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX JEUX		**3 551 451**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Soutien dans le secteur des organismes et des attractions	381101	Oui	Oui	19 000 000
Musée des beaux-arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	21 072 300
Fonds pour le secteur des arts et de la culture	380501	Oui	Non	5 075 000
Subventions au secteur des arts et de la culture	380501	Oui	Oui	225 000
Subventions à l'appui des festivals, des événements et des attractions	380501	Oui	Oui	23 215 637
Fonds pour le secteur des bibliothèques	380501	Oui	Non	4 908 316
Mesures légiférées de soutien au secteur des bibliothèques	380501	Non	Non	23 069 373
Collection McMichael d'art canadien	381101	Oui	Non	3 328 800
Mesures légiférées de soutien au secteur des musées	380501	Non	Non	4 865 016
Conseil des arts de l'Ontario	381101	Oui	Non	59 937 400
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	381101	Oui	Non	36 219 800
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	381101	Oui	Non	41 728 338
Fondation Trillium de l'Ontario	380601	Oui	Non	103 557 000
Jardins botaniques royaux	381101	Oui	Non	4 036 000
Musée royal de l'Ontario	381101	Oui	Non	27 280 900
Science Nord	381101	Oui	Non	7 780 900
Commission des parcs du Saint-Laurent	381101	Oui	Non	8 486 500
Programme Expérience Été	380101	Oui	Oui	0
Subventions pour le tourisme	380501	Oui	Oui	1 000 000
Fonds pour les régions touristiques	380501	Oui	Non	19 352 200
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Soutien au secteur des organismes et des attractions	380401	Oui	Oui	17 059 381
Subventions pour la culture	380401	Oui	Oui	4 700 000
Réparations et rénovations – immobilisations	380401	Oui	Oui	19 943 962
TOTAL				**455 841 823**

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES JEUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet Canada-Ontario d'infrastructure – part fédérale	163 500	0
	163 500	0
REVENUS TIRÉS DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – bénéfices	2 448 960 243	2 402 784 000
	2 448 960 243	2 402 784 000
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux fort William	194 783	10 340
	194 783	10 340
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronie	1 138 177	1 044 177
Vieux fort William	532 407	893 977
	1 670 584	1 938 154
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	8 228 941	5 536 030
DIVERS	12 784	22 552
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**2 459 230 835**	**2 410 291 076**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS — PAGE

SOMMAIRE 2-486

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-488

TRANSPORTS EN COMMUN 2-492

SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT 2-495

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT 2-498

POLITIQUES ET PLANIFICATION INTÉGRÉES 2-502

OPÉRATIONS 2-505

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES 2-508

SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT 2-511

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 2-490, 2-491, 2-497, 2-501, 2-507, 2-510, 2-513

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE 2-514

ÉTAT DES RECETTES 2-515

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
50 724 844	Administration du ministère	66 033 092	64 689 961
1 896 743 295	Transports en commun	2 030 084 100	1 993 670 346
85 982 929	Sécurité en matière de transport	110 573 600	104 682 603
51 009 817	Gestion de l'infrastructure de transport	52 943 800	51 855 920
26 764 689	Politiques et planification intégrées	29 315 700	27 135 366
775 673 661	Opérations	892 710 600	917 693 997
173 361 834	Surveillance et gouvernance des organismes	165 495 600	158 216 064
59 185 100	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	84 120 100	81 554 077
3 119 446 169	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**3 431 276 592**	**3 399 498 334**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Transports en commun	1 000	0
0	Sécurité en matière de transport	1 000	0
0	Gestion de l'infrastructure de transport	1 000	0
0	Politiques et planification intégrées	1 000	0
0	Opérations	1 000	0
0	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	0
0	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)**	**8 000**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
14 934 278	Administration du ministère	16 727 600	16 274 365
10 869 412 294	Transports en commun	10 978 055 400	10 637 095 852
26 702 392	Sécurité en matière de transport	9 682 900	31 027 971
1 472 524 347	Gestion de l'infrastructure de transport	1 624 399 100	1 555 892 990
0	Politiques et planification intégrées	0	0
81 033 128	Opérations	92 461 000	87 959 457
801 390	Surveillance et gouvernance des organismes	802 400	801 390
0	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	14 325 900	3 356 639
12 465 407 829	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**12 736 454 300**	**12 332 408 664**
	BIENS IMMOBILISÉS		
28 635 247	Administration du ministère	39 451 800	39 045 898
0	Transports en commun	1 000	0
46 657 823	Sécurité en matière de transport	50 396 900	45 212 118
2 328 289 439	Gestion de l'infrastructure de transport	3 203 973 700	3 069 778 250
0	Opérations	1 000	0
0	Surveillance et gouvernance des organismes	1 000	0
0	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial	1 000	0
2 403 582 509	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**3 293 826 400**	**3 154 036 266**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	55 604 000	10 341 700	65 945 700	Soutien opérationnel.....	64 575 967
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu *de la Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	22 378	0	22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	0
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	45 084
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	1 000
	55 691 392	**10 341 700**	**66 033 092**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**64 689 961**
ACTIF DE FONCTIONNEMEN					
2	1 000	0	1 000	Soutien opérationnel.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DU MINISTÈRE**	
4	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
				Amortissement,	
L	16 726 600	0	16 726 600	*Loi sur l'administration financière*.....	16 274 365
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	
	16 727 600	**0**	**16 727 600**		**16 274 365**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	46 451 800	(7 000 000)	39 451 800	Administration du ministère.....	39 045 898
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	
	46 451 800	**(7 000 000)**	**39 451 800**		**39 045 898**

Description du programme

Le Programme d'administration du ministère offre du leadership et des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services de soutien opérationnel spécialisés et rentables à valeur ajoutée pour aider le ministère à atteindre ses objectifs généraux.

Le programme fournit des conseils et un appui stratégiques dans les domaines des finances générales, des ressources humaines stratégiques et des soutiens opérationnels, et il supervise le programme du parc de véhicules de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		35 429 198
Avantages sociaux		5 370 256
Transports et communications		348 538
Services		23 603 742
Fournitures et matériel		373 749
		65 125 483
Moins : Recouvrements		549 516
		64,575,967
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 737 194	
Avantages sociaux	494 549	
Transports et communications	132 084	
Services	32 118	
Fournitures et matériel	22 242	
	4 418 187	
		4 418 187
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	6 758 753	
Avantages sociaux	929 575	
Transports et communications	47 021	
Services	2 203 401	
Fournitures et matériel	18 168	
	9 956 918	
		9 956 918
Facilities and Business Services		
Traitements et salaires	14 302 291	
Avantages sociaux	2 418 226	
Transports et communications	99 992	
Services	13 810 587	
Fournitures et matériel	244 355	
	30 875 451	
Moins : Recouvrements	531 086	
		30 344 365
Services de communication		
Traitements et salaires	4 267 833	
Avantages sociaux	625 085	
Transports et communications	22 101	
Services	5 052 604	
Fournitures et matériel	31 016	
	9 998 639	
		9 998 639
Ressources humaines		
Traitements et salaires	6 363 127	
Avantages sociaux	902 821	
Transports et communications	29 890	
Services	147 347	
Fournitures et matériel	10 285	
	7 453 470	
		7 453 470
Services juridiques		
Transports et communications	17 450	
Services	2 357 685	
Fournitures et matériel	47 683	
	2 422 818	
Moins : Recouvrements	18 430	
		2 404 388
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		45 084
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		1 000
		113 994
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**64 689 961**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
Loi sur l'administration financière		18 114 503
Moins : Recouvrements		1 840 138
		16 274 365
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**16 274 365**
BIENS IMMOBILISÉS		
Administration du ministère (Poste 3)		
Machines et équipement –		
coûts relatifs aux biens immobilisés		4 765 345
Parc automobile et flotte de bateaux –		
coûts relatifs aux biens immobilisés		34 280 553
		39 045 898
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**39 045 898**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**TRANSPORTS EN COMMUN**	
1	14 884 300	(1 667 300)	13 217 000	Administration – transports en commun.....	12 827 099
2	1 045 252 500	595 003 600	1 640 256 100	Transports en commun.....	1 599 376 501
L	376 610 000	0	376 610 000	Financement des transports en commun municipaux, *Loi réservant des fonds aux transports en commun*.....	381 466 746
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	1 436 747 800	**593 336 300**	**2 030 084 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – TRANSPORT EN COMMUN.....**	**1 993 670 346**
ACTIF DE FONCTIONNEME					
4	1 000	0	1 000	Transports en commun.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – TRANSPORTS EN COMMUN.....**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**TRANSPORTS EN COMMUN**	
3	10 477 446 400	500 608 000	10 978 054 400	Transports en commun.....	10 637 095 852
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière.*	0
	10 477 447 400	**500 608 000**	**10 978 055 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – TRANSPORTS EN COMMUN.....**	**10 637 095 852**
BIENS IMMOBILISÉS					
7	1 000	0	1 000	Transit.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – TRANSPORTS EN COMMUN.....**	**0**

Description du programme

Le programme relatif aux transports en commun supervise les activités de planification, de conception et de réalisation du réseau de transport en commun de la province. Cela comprend l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de programmes de financement qui soutiennent et optimisent les transports en commun dans toute la province dans le cadre d'un réseau de transports intégré, multimodal et axé sur la clientèle. De plus, le programme finance et supervise l'exécution des projets d'immobilisations pour les transports en commun et est responsable des négociations intergouvernementales avec les administrations fédérales et municipales concernant les investissements dans le transport en commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSPORTS EN COMMUN – CRÉDIT 2702

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration – transports en commun (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 392 038
Avantages sociaux		1 486 107
Transports et communications		33 046
Services		909 436
Fournitures et matériel		6 472
		12 827 099
Transports en commun (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement de Metrolinx	1 202 655 761	
Intégration des tarifs et des services	172 788 874	
Financement des transports en commun municipaux	378 010 646	
Commission de transport Ontario Northland	132 916 045	
Société de transport d'Owen Sound	9 357 401	
Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	7 454 900	
Transport en commun des municipalités	72 811 556	
Fonds ontarien d'investissement dans les transports en commun	1 391 964	
Programme de subventions pour les transports communautaires	3 456 100	
		1 980 843 247
Moins : Recouvrements		381 466 746
		1 599 376 501
Fonds réservés aux transports en commun		
Financement des transports en commun municipaux, *Loi réservant des fonds aux transports en commun.*		381 466 746
		381 466 746
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – TRANSPORTS EN COMMUN		**1 993 670 346**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports en commun (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Metrolinx	9 738 455 937	
Transports en commun des municipalités	567 452 635	
Commission de transport Ontario Northland	326 307 609	
Électrification des transports	3 677 280	
Société de transport d'Owen Sound	1 202 391	
		10 637 095 852
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – TRANSPORTS EN COMMUN		**10 637 095 852**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**SÉCURITÉ EN MATIÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE TRANSPORT**	
1	65 505 900	44 767 700	110 273 600	Sécurité en matière de transport.....	104 425 765
				Créances irrécouvrables,	
L	300 000	0	300 000	*Loi sur l'administration financière*.....	256 838
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	
	65 805 900	**44 767 700**	**110 573 600**		**104 682 603**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000	0	1 000	Sécurité en matière de transport.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	
	1 000	**0**	**1 000**		**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	0	1 000	Sécurité en matière de transport.....	0
				Amortissement,	
L	9 681 900	0	9 681 900	*Loi sur l'administration financière*.....	31 027 971
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT.....	
	9 682 900	**0**	**9 682 900**		**31 027 971**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**SÉCURITÉ EN MATIÈRE**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DE TRANSPORT**	
3	84 396 900	(34 000 000)	50 396 900	Sécurité en matière de transport.....	45 212 118
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE	
	84 396 900	**(34 000 000)**	**50 396 900**	**DE TRANSPORT.....**	**45 212 118**

Description du programme

Le Programme de sécurité en matière de transport élabore et exécute les politiques opérationnelles, la législation, la réglementation, les programmes et la transformation des services numériques afin d'améliorer la sécurité routière et la prestation de services dans toute la province. Cela inclut les politiques et les programmes relatifs à la délivrance des permis de conduire et aux véhicules, la recherche sur la sécurité en matière de transport, la micromobilité et les programmes pilotes de mise à l'essai des véhicules automatisés, les programmes d'amélioration de la conduite et d'étude des dossiers médicaux, l'éducation et la sensibilisation du public ainsi que les solutions en ligne.

Le programme collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) pour élaborer, promouvoir et évaluer des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, milieu médical, chercheurs universitaires, industrie des assurances) pour définir les améliorations permettant de réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

TRANSPORTATION SAFETY PROGRAM – CRÉDIT 2703

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sécurité en matière de transport (Poste 1)		
Traitements et salaires		31 814 808
Avantages sociaux		5 347 430
Transports et communications		334 957
Services		24 530 608
Fournitures et matériel		113 816
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité publi	186 065	
Initiatives de sécurité en matière d	42 000 001	
Subventions de recherche	148 273	
		42 334 339
Autres opérations		(50 193)
		104 425 765
Autres opérations		
Créances irrécouvrables,		
Loi sur l'administration financière		256 838
		256 838
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT		**104 682 603**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	31 027 971
	31 027 971
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SECURITE EN MATIERE DE TRANSPORT	**31 027 971**
BIENS IMMOBILISÉS	
Sécurité en matière de transport (Poste 3)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés	45 212 118
	45 212 118
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SÉCURITÉ EN MATIÈRE DE TRANSPORT	**45 212 118**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**GESTION DE L'INFRASTRUCTURE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE TRANSPORT**	
1	75 663 600	(22 720 800)	52 942 800	Infrastructure des transports – fonctionnement.....	51 855 920
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	75 664 600	**(22 720 800)**	**52 943 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....**	**51 855 920**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000	0	1 000	Gestion de l'infrastructure de transport.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT.....**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**GESTION DE L'INFRASTRUCTURE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE TRANSPORT**	
				Génie des transports	
2	184 437 500	(11 000 000)	173 437 500	et construction.....	157 693 297
4	1 000	0	1 000	Travaux routiers en cours.....	1
6	1 000	6 000 000	6 001 000	Assainissement de l'environnement.....	5 509 528
				Amortissement, génie des transports et construction,	
L	1 444 959 600	0	1 444 959 600	*Loi sur l'administration financière*.....	1 392 690 164
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE	
	1 629 399 100	**(5 000 000)**	**1 624 399 100**	**DE TRANSPORT.....**	**1 555 892 990**
BIENS IMMOBILISÉS					
				Gestion de l'infrastructure	
3	3 408 973 700	(205 000 000)	3 203 973 700	de transport.....	3 069 778 250
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE	
	3 408 973 700	**(205 000 000)**	**3 203 973 700**	**DE TRANSPORT.....**	**3 069 778 250**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme de gestion de l'infrastructure de transport gère la réfection et l'expansion des routes provinciales dans le cadre d'un système de transport intégré et efficace. Ces améliorations apportées aux immobilisations garantissent la sécurité des personnes et des biens et soutiennent l'économie de l'Ontario.

Les activités du Programme comprennent la planification des investissements et la gestion des actifs, le génie et la conception, l'acquisition de propriétés, l'approvisionnement et la planification de nouvelles constructions, la réfection et le renouvellement des actifs ainsi que l'expansion du réseau routier.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT – CRÉDIT 2704

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Infrastructure des transports – fonctionnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 828 835
Avantages sociaux		4 558 344
Transports et communications		265 183
Services		24 564 984
Fournitures et matériel		150 852
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	11 503 182	
		11 503 182
Autres opérations		28 385 517
		80 256 897
Moins : Recouvrements		28 400 977
		51 855 920
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT		**51 855 920**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Génie des transports et construction (Poste 2)		
Services		584 715
Paiements de transfert		
Travaux sur les actifs de tiers	3 347 800	
dans le cadre des projets routiers	78 406 732	
	30 145 898	
		111 900 430
Autres opérations		45 208 152
		157 693 297
Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Traitements et salaires		124 667 248
Avantages sociaux		17 827 152
Transports et communications		1 536 382
Services		5 351 416
Fournitures et matériel		1 114 790
		150 496 988
Moins : Recouvrements		150 496 987
		1
Assainissement de l'environnement (Poste 6)		
Services		5 509 528
		5 509 528
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, génie et construction, *Loi sur l'administration financière*		1 392 690 164
		1 392 690 164
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT		**1 555 892 990**
BIENS IMMOBILISÉS		
Gestion de l'infrastructure de transport (Poste 3)		
Terrains et immeubles		1 271 270 893
Infrastructure de transport – coûts relatifs aux biens immobilisés		2 264 120 275
Réévaluation d'immeubles liée aux OMHS		1 576
Machines et équipement – coûts relatifs aux biens immobilisés		830 368
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés		4 733 175
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux biens immobilisés		15 649 515
		3 556 605 802
Moins : Recouvrements		486 827 552
		3 069 778 250
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT		**3 069 778 250**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2706				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES**	
1	42 707 300	(13 392 600)	29 314 700	Politiques et planification intégrées.....	27 135 366
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES.....	
	42 708 300	**(13 392 600)**	**29 315 700**		**27 135 366**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000	0	1 000	Politiques et planification intégrées.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES.....	
	1 000	**0**	**1 000**		**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2706				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES**	
3	5 000 000	(5 000 000)	0	Politiques et planification intégrées.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES.....	
	5 000 000	**(5 000 000)**	**0**		**0**

Description du programme

Le programme des politiques et de la planification intégrées élabore des stratégies, des politiques et des plans en matière de transport multimodal, dirige l'élaboration de la législation et oriente les relations intergouvernementales et autochtones de l'Ontario. Le programme garantit la réalisation du mandat et des priorités stratégiques du MTO, qui visent à assurer un système de transport sûr, durable, moderne, pratique, inclusif et accessible.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INTÉGRÉES – CRÉDIT 2706

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification intégrées (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 759 607
Avantages sociaux		2 980 010
Transports et communications		121 025
Services		4 564 448
Fournitures et matériel		22 839
Paiements de transfert		
Subventions pour la participation et la sensibilisation	637 437	
Association canadienne de normalisation	50 000	
		687 437
		27 135 366
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DE L'INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT		**27 135 366**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2707					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	789 260 100	103 449 500	892 709 600	Opérations et entretien.....	891 441 028
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	26 252 969
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS...	**917 693 997**
	789 261 100	**103 449 500**	**892 710 600**		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000	0	1 000	Operations.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS...	**0**
	1 000	**0**	**1 000**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	161 460 000	(69 000 000)	92 460 000	Services aux usagers du système de transport.....	87 959 457
				Amortissement,	
L	1 000	0	1 000	*Loi sur l'administration financière*.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS.....	**87 959 457**
	161 461 000	**(69 000 000)**	**92 461 000**		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2707					
BIENS IMMOBILISÉS				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
4	1 000	0	1 000	Opérations.....	0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES OPÉRATIONS...	**0**
	1 000	**0**	**1 000**		

Description du programme

Le programme des opérations protège et optimise les investissements publics dans l'infrastructure de transport par des activités d'exploitation et d'entretien efficaces, la gestion des couloirs routiers et la gestion des urgences, afin d'assurer un réseau de transport efficient, résilient et durable. Le programme gère divers services tels la diffusion de l'information aux voyageurs, la délivrance de permis pour les chargements surdimensionnés et la direction d'initiatives spéciales telles que le Projet des zones de dépannage. De plus, il supervise les services dans les aéroports éloignés du Nord, les traversiers et les aires de service autoroutières dans toute la province.

En outre, le programme gère les contrats de concession à long terme avec la 407 ETR, et finance l'exploitation des routes locales dans les communautés non enregistrées, des routes désignées comme voies de jonction avec les routes provinciales et des routes dans de nombreuses collectivités des Premières Nations. Dans le cadre de ces activités, il collabore étroitement avec les partenaires locaux, les collectivités autochtones et les intervenants pour garantir que l'infrastructure de transport de l'Ontario réponde aux besoins du public.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS – CRÉDIT 2707

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Opérations et entretien (Poste 1)		
Traitements et salaires		88 786 517
Avantages sociaux		13 103 079
Transports et communications		4 114 751
Services		784 611 025
Fournitures et matériel		29 752 997
Paiements de transfert		
Traversiers municipaux	6 049 574	
Travaux routiers effectués par des tiers	12 609 003	
Transport actif	1 720 060	
		20 378 637
		940 747 006
Moins : Recouvrements		49 305 978
		891 441 028
Opérations et entretien		
Traitements et salaires	81 404 855	
Avantages sociaux	12 143 541	
Transports et communications	2 979 582	
Services	779 220 052	
Fournitures et matériel	26 712 195	
Paiements de transfert		
Traversiers municipaux	6 049 574	
Travaux routiers effectués par des tiers	12 609 003	
Transport actif	1 720 060	
	922 838 862	
Moins : Recouvrements	49 270 114	
		873 568 748
L'aviation à distance		
Traitements et salaires	7 381 662	
Avantages sociaux	959 538	
Transports et communications	1 135 169	
Services	5 390 973	
Fournitures et matériel	3 040 802	
	17 908 144	
Moins : Recouvrements	35 864	
		17 872 280
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		26 252 969
		26 252 969
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES OPÉRATIONS		**917 693 997**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux usagers du système de transport (Poste 2)		
Transports et communications		98 892
Services		2 721 151
Fournitures et matériel		1 211 990
Paiements de transfert		
Fonds de transition	12 214 349	
Partenariats pour les transports	24 175 009	
Routes de raccordement	42 161 586	
Premières Nations	5 376 480	
		83 927 424
		87 959 457
Paiements de transfert pour opérations, et autres dépenses		
Paiements de transfert		
Routes de raccordement	42 161 586	
Premières Nations	5 376 480	
Fonds de transition	12 214 349	
Partenariats pour les transports	24 175 009	
		83 927 424
L'aviation à distance		
Transports et communications	98 892	
Services	2 721 151	
Fournitures et matériel	1 211 990	
		4 032 033
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – OPÉRATIONS		**87 959 457**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2708				**SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES ORGANISMES**	
1	190 148 400	(24 653 800)	165 494 600	Surveillance et gouvernance des organismes.....	158 216 064
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	190 149 400	**(24 653 800)**	**165 495 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES.....**	**158 216 064**
ACTIF DE FONCTIONNEMEN					
2	1 000	0	1 000	Surveillance et gouvernance des organismes.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES.....**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2708				**SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	0	1 000	Surveillance et gouvernance des organismes.....	0
S	801 400	0	801 400	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	801 390
	802 400	**0**	**802 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES.....**	**801 390**
BIENS IMMOBILISÉS					
3	1 000	0	1 000	Surveillance et gouvernance des organismes.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES.....**	**0**

Description du programme

Le programme de surveillance et de gouvernance des organismes dirige la gérance et la supervision par le ministère de ses trois organismes – Metrolinx, la Société de transport d'Owen Sound et la Commission de transport Ontario Northland – et d'autres fournisseurs de services tiers. S'appuyant sur des mécanismes de gouvernance et des cadres de surveillance éprouvés, le programme facilite la prestation efficace de services de transport intégrés dans tout l'Ontario et collabore avec ses fournisseurs de services afin de garantir une gestion adéquate des risques et la prestation de services de haute qualité au public. Le programme dirige également, au nom du ministère, un centre d'excellence sur les pratiques exemplaires en matière de gestion des services, de responsabilité et de conformité par les tiers afin de garantir la bonne gestion des deniers publics.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Surveillance et gouvernance des organsimes – CRÉDIT 2708

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Surveillance et gouvernance des organismes (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 406 132
Avantages sociaux		1 515 169
Transports et communications		11 314 691
Services		146 427 900
Fournitures et matériel		20 191
		169 684 083
Moins : Recouvrements		11 468 019
		158 216 064
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES		**158 216 064**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
Loi sur l'administration financière		801 390
		801 390
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE DES ORGANISMES		**801 390**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2709				**SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	75 637 900	8 481 200	84 119 100	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial....	81 554 077
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	75 638 900	**8 481 200**	**84 120 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....**	**81 554 077**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000	0	1 000	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL	
2709					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial.....	0
L	14 324 900	0	14 324 900	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	3 356 639
	14 325 900	**0**	**14 325 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....**	**3 356 639**
BIENS IMMOBILISÉS					
4	1 000	0	1 000	Sécurité et application des lois en matière de transport commercial.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL.....**	**0**

Description du programme

Le programme de la sécurité et de l'application des lois en matière de transport commercial est responsable des inspections de véhicules utilitaires, de l'application de la loi, de la sécurité, de la délivrance de permis, des normes et de la conformité avec l'objectif clé qui consiste à assurer la circulation sécuritaire des biens et des personnes et à rendre les routes de l'Ontario plus sûres. Le programme mène également des efforts de sensibilisation et d'éducation du public et travaille avec de nombreux partenaires (organismes chargés de l'application de la loi ou voués à la sécurité, partenaires fédéraux et provinciaux, intervenants, chercheurs universitaires, industrie des assurances) pour réduire le nombre de collisions, d'accidents mortels et de blessures sur toutes les routes provinciales, quel que soit le moyen de transport commercial.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Sécurité et application des lois en matière de transport commercial – CRÉDIT 2709

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sécurité et application des lois en matière de transport commercial (Poste 1)		
Traitements et salaires		45 842 512
Avantages sociaux		7 576 228
Transports et communications		1 407 544
Services		16 909 763
Fournitures et matériel		3 411 030
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'investissement dans les chemins de fer d'intérêt local	7 000 000	
		7 000 000
		82 147 077
Moins : Recouvrements		593 000
		81 554 077
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL		**81 554 077**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement,		
Loi sur l'administration financière		3 356 639
		3 356 639
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – SÉCURITÉ ET APPLICATION DES LOIS EN MATIÈRE DE TRANSPORT COMMERCIAL		**3 356 639**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025–2026 Dépenses réelles $
Subventions pour la participation et la sensibilisation				
Transport actif	270701	Oui	Non	1 720 060
Subventions pour la sécurité publique	270301	Oui	Non	186 065
Programme de subventions pour les transports communautaires	270202	Non	Oui	3 456 100
Fonds ontarien d'investissement dans les transports en commun	270202	Oui	Non	1 391 964
Subventions pour la participation et la sensibilisation	270601	Oui	Non	687 437
Subventions de recherche	270301	Oui	Non	148 273
Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	270701	Oui	Oui	12 609 003
Initiatives de sécurité en matière de transport	270301	Oui	Non	42 000 001
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Routes de raccordement	270702	Oui	Non	42 161 586
Premières Nations	270702	Oui	Non	5 376 480
Routes et cession immobilière	270402	Oui	Non	3 347 800
Transports en commun des municipalités	270203	Oui	Oui	567 452 635
Cercle de feu	270402	Oui	Oui	30 145 898
Travaux sur les actifs de tiers dans le cadre des projets routiers	270402	Oui	Oui	78 406 732
Fonds de transition	270702	Oui	Non	12 214 349
Électrification des transports – immobilisations	270203	Oui	Oui	3 677 280
Partenariats pour les transports	270702	Oui	Oui	24 175 009
TOTAL				**829 156 672**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

For the year ended March 31, 2026

	2026 $	2025 $
REVENUS FISCAUX		
Revenus bruts de la taxe sur l'essence	382 044 817	360 078 298
	382 044 817	360 078 298
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	8 096 193	8 096 193
Fonds Chantiers Canada	79 862 604	61 601 693
Validations des véhicules de défense	2 551 838	2 166 868
Autres infrastructures	5 716 307	4 712 413
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 451 853	2 451 853
Code national de sécurité	1 144 068	1 123 233
Paiement du gouvernement fédéral	261 265	219 495
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun	4 038 771	8 510 757
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 142	6 720 142
Autres	264 877 635	193 364 957
	375 720 676	288 967 604
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	264
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 201 123 207	1 232 173 663
Frais pour chèques refusés	6 405	8 073
Autres	54 765 890	120 851 254
	1 255 895 502	1 353 032 990
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dommages-intérêts extrajudiciaires	2 426 917	3 239 091
Autres	50 149 322	8 761 496
	52 576 239	12 000 587
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – immobilisations	1 098 992	1 451 722
Ventes et locations – fonctionnement	6 873 747	5 209 185
Ventes et locations – autres	4 634 358	9 077 851
	12 607 097	15 738 758

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

For the year ended March 31, 2026

	2026 $	2025 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	54 367 322	96 705 015
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	1 735 531	1 729 467
Autres.....	198 452	229 441
	1 933 983	1 958 908
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	**2 135 145 636**	**2 128 482 424**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EXERCICE 2025-2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-518
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-520
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-523
RELATIONS DE TRAVAIL	2-525
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-527
DROITS ET RESPONSIBILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	2-532
EMPLOI ONTARIO	2-535
TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT	2-538
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI	2-522, 2-530, 2-534, 2-537
SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE	2-540
ÉTAT DES RECETTES	2-541

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
33 668 615	Administration du ministère	38 132 214	36 145 765
3 393 936	Commission de l'équité salariale	3 557 500	3 367 309
30 460 511	Relations de travail	30 934 800	29 704 146
240 543 405	Santé et sécurité au travail	246 416 000	237 476 649
40 797 674	Droits et responsabilités en matière d'emploi	45 052 800	41 763 118
1 623 133 730	Emploi Ontario	1 618 711 500	1 409 127 072
110 822 264	Talents étrangers et services d'aide à l'établissement	137 615 000	135 063 319
2 082 820 135	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**2 120 419 814**	**1 892 647 378**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
2 562 742	Santé et sécurité au travail	4 865 600	4 227 704
1 400 368	Droits et responsabilités en matière d'emploi	1 415 800	1 344 431
63 062 288	Emploi Ontario	84 965 900	71 170 466
67 025 398	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**	**91 249 300**	**76 742 601**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	BIENS IMMOBILISÉS		
0	Administration du ministère	1 000	0
8 520 858	Santé et sécurité au travail	1 777 000	1 761 648
6 626 955	Emploi Ontario	7 183 400	6 625 359
15 147 813	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**	**8 961 400**	**8 387 007**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	29 698 800	8 368 400	38 067 200	Administration du ministère.....	35 447 403
L	47 841	0	47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	67 910
L	16 173	0	16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*.....	44 530
L	1 000	0	1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*.....	585 922
	29 763 814	**8 368 400**	**38 132 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**36 145 765**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
L	1 000	0	1 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	0
	2 000	**0**	**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
BIENS IMMOBILISÉS				**DU MINISTÈRE**	
2	1 000	0	1 000	Administration du ministère.....	0
	1 000	**0**	**1 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....**	**0**

Description du programme

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (poste 1)		
Traitements et salaires		19 189 449
Avantages sociaux		2 544 696
Transports et communications		264 173
Services		13 239 714
Fournitures et matériel		209 371
		35 447 403
Bureau principal		
Traitements et salaires	5 639 817	
Avantages sociaux	707 304	
Transports et communications	145 496	
Services	433 369	
Fournitures et matériel	37 447	
		6 963 433
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 917 568	
Avantages sociaux	390 421	
Transports et communications	36 404	
Services	550 357	
Fournitures et matériel	116 215	
		4 010 965
Activités stratégiques de ressources humaines		
Traitements et salaires	4 110 132	
Avantages sociaux	533 902	
Transports et communications	9 867	
Services	134 488	
Fournitures et matériel	4 245	
		4 792 634
Services de communications		
Traitements et salaires	3 849 539	
Avantages sociaux	565 168	
Transports et communications	13 754	
Services	587 939	
Fournitures et matériel	12 836	
		5 029 236
Services juridiques		
Transports et communications	56 143	
Services	10 974 172	
Fournitures et matériel	33 506	
		11 063 821
Systèmes informatiques		
Services	162 088	
		162 088
Services ministériels		
Traitements et salaires	2 672 393	
Avantages sociaux	347 901	
Transports et communications	2 509	
Services	397 301	
Fournitures et matériel	5 122	
		3 425 226
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		67 910
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		44 530
		112 440
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		585 922
		698 362
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**36 145 765**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DE LA COMMISSION**	
CHARGES DE FONCTIONNE				**DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	3 177 200	70 000	3 247 200	Bureau de l'équité salariale.....	3 117 120
2	475 300	(165 000)	310 300	Tribunal de l'équité salariale.....	250 189
	3 652 500	**(95 000)**	**3 557 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....**	**3 367 309**

Description du programme

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail historiquement stéréotypé comme du travail de femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de l'éducation publique et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale* .

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (poste 1)	
Traitements et salaires	2 320 052
Avantages sociaux	332 997
Transports et communications	22 772
Services	415 416
Fournitures et matériel	25 883
	3 117 120
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	198 235
Avantages sociaux	19 774
Transports et communications	0
Services	32 180
Fournitures et matériel	0
	250 189
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 367 309**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	13 576 600	88 700	13 665 300	Commission des relations de travail de l’Ontario.....	13 429 230
2	2 700 900	0	2 700 900	Commission de règlement des griefs.....	2 573 537
3	11 334 600	3 234 000	14 568 600	Solutions en matière de relations de travail.....	13 701 379
	27 612 100	**3 322 700**	**30 934 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL.....**	**29 704 146**

Description du programme

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province. Cela passe par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres et par des services modernisés d'information sur les négociations collectives.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, y compris les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique.

Les services de règlement des différends sont fournis par la Division des solutions en matière de relations de travail du ministère. Ces services incluent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres ainsi que la fourniture d'information sur les négociations collectives, la recherche et l’analyse.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l’Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaries	8 961 514
Avantages sociaux	1 172 892
Transports et communications	97 230
Services	3 150 416
Fournitures et matériel	47 178
	13 429 230
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaries	464 311
Avantages sociaux	81 013
Transports et communications	11 501
Services	3 917 869
Fournitures et matériel	656
	4 475 350
Moins : Recouvrements	1 901 813
	2 573 537
Solutions en matière de relations de travail (Poste 3)	
Traitements et salaries	9 550 312
Avantages sociaux	1 227 212
Transports et communications	250 431
Services	2 660 332
Fournitures et matériel	13 092
	13 701 379
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**29 704 146**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	102 938 900	1 321 100	104 260 000	Santé et sécurité au travail.....	98 986 960
2	606 300	0	606 300	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l’assurance contre les accidents du travail.....	605 300
3	12 950 400	(685 000)	12 265 400	Bureau des conseillers des travailleurs.....	11 355 631
4	4 219 000	(135 000)	4 084 000	Bureau des conseillers des employeurs.....	3 715 396
7	125 331 500	(131 200)	125 200 300	Bureau de la prévention.....	122 813 362
	246 046 100	**369 900**	**246 416 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....**	**237 476 649**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000	0	1 000	Santé et sécurité au travail.....	0
8	490 000	1 210 000	1 700 000	Bureau de la prévention – Immobilisations.....	1 637 637
L	3 164 600	0	3 164 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*.....	2 590 067
	3 655 600	**1 210 000**	**4 865 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....**	**4 227 704**
BIENS IMMOBILISÉS					
5	1 000	1 775 000	1 776 000	Santé et sécurité au travail.....	1 761 648
9	3 826 500	(3 825 500)	1 000	Prévention pour la santé et la sécurité au travail – biens immobilisés.....	0
	3 827 500	**(2 050 500)**	**1 777 000**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....**	**1 761 648**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Program Description

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la LSST) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la LSST et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d’initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l’élaboration d’une stratégie provinciale pour la santé et la sécurité afin d’harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, le programme d’excellence en santé et sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également la recherche sur la prévention et des subventions qui financent dans le domaine de la recherche des bénéficiaires et des partenaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d’ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des représailles en vertu de l'article 50 de la LSST.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaries		73 048 457
Avantages sociaux		11 231 304
Transports et communications		1 614 810
Services		11 130 802
Fournitures et matériel		1 846 624
Paiements de transfert		
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	114 963	
		114 963
		98 986 960
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaries		505 200
Avantages sociaux		75 900
Transports et communications		8 200
Services		5 600
Fournitures et matériel		10 400
		605 300
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)		
Traitements et salaries		7 036 738
Avantages sociaux		2 265 902
Transports et communications		96 153
Services		1 876 246
Fournitures et matériel		80 592
		11 355 631
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Traitements et salaries		2 756 623
Avantages sociaux		733 732
Transports et communications		33 279
Services		175 959
Fournitures et matériel		15 803
		3 715 396
Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitements et salaries		11 159 042
Avantages sociaux		1 503 414
Transports et communications		95 397
Services		3 022 564
Fournitures et matériel		97 172
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité	95 617 434	
Recherche en matière de prévention	10 059 083	
Subventions aux programmes de prévention	1 259 256	
		106 935 773
		122 813 362
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**237 476 649**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Associations en santé et sécurité - Immobilisations	1 507 637	
		1 507 637
Autres opérations		130 000
		1 637 637
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		2 590 067
		2 590 067
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**4 227 704**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Details of Expenses and Assets by Items and Accounts Classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
BIENS IMMOBILISÉS	
Santé et sécurité au travail (Poste 5)	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	1 761 648
Machines et équipement – coûts relatifs immobilisations	0
	1 761 648
Prévention pour la santé et la sécurité au travail – biens immobilisés (Poste 9)	
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux biens immobilisés	0
	0
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	**1 761 648**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605				**DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	43 673 600	1 379 200	45 052 800	Normes d'emploi.....	41 763 118
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	
	43 673 600	**1 379 200**	**45 052 800**		**41,763,118**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000	0	1 000	Normes d'emploi.....	0
L	1 414 800	0	1 414 800	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	1 344 431
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	
	1 415 800	**0**	**1 415 800**		**1 344 431**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi, de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes et de la Loi de 2022 sur les droits des travailleurs de plateformes numériques.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage la conformité et l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EMPLOYMENT RIGHTS AND RESPONSIBILITIES PROGRAM – VOTE 1605

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (poste 1)	
Traitements et salaires	32 160 427
Avantages sociaux	5 347 842
Transports et communications	491 964
Services	3 581 457
Fournitures et matériel	181 428
	41 763 118
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**41 763 118**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crrédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
Loi sur l'administration financière	1 344 431
	1 344 431
TOTAL(CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**1 344 431**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1607				**EMPLOI ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	1 856 006 300	(245 854 500)	1 610 151 800	Système Emploi Ontario.....	1 405 751 664
2	1 934 700	125 000	2 059 700	Commissaire à l'équité.....	1 824 957
L	6 500 000	0	6 500 000	Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*.....	1 550 451
	1 864 441 000	**(245 729 500)**	**1 618 711 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – EMPLOI ONTARIO.....**	**1 409 127 072**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	200 893 900	(118 845 500)	82 048 400	Système Emploi Ontario.....	68 526 634
L	2 917 500	0	2 917 500	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*.....	2 643 832
	203 811 400	**(118 845 500)**	**84 965 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – EMPLOI ONTARIO.....**	**71 170 466**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	3 468 400	3 715 000	7 183 400	Programme Emploi Ontario Biens immobilisés.....	6 625 359
	3 468 400	**3 715 000**	**7 183 400**	**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – EMPLOI ONTARIO.....**	**6 625 359**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

Description du programme

Emploi Ontario (EO), le réseau d’emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d’œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d’emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l’économie actuelle et future, les investissements dans l’éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir. Les programmes et les services d’Emploi Ontario relèvent des catégories suivantes : apprentissage, programmes, services d’emploi intégrés, intervention communautaire et compétences fondamentales, Fonds pour le développement des compétences et crédits d’impôt.

La majorité des programmes et services d’EO sont exécutés par l’entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d’emploi administrés par des gestionnaires de système de services, de fournisseurs de services d’alphabétisation, des collèges publics et des agents responsables de la formation, entre autres. EO a pour but de fournir des services d’emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d’accroître l’avantage économique de l’Ontario. Le secteur de programme dirige également l’élaboration des politiques et stratégies d’analyse du marché du travail et de formation de la main-d’œuvre afin de faciliter l’établissement de liens entre l’économie, les établissements d’enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d’un emploi.

Ce programme administre également, en partenariat avec Métiers spécialisés Ontario, le système d’apprentissage et des métiers spécialisés qui offre relativement à ces métiers des formations et des agréments actualisés fondés sur l’information fournie par l’industrie, conformément à la Loi de 2021 ouvrant des perspectives dans les métiers spécialisés.

Le Bureau du commissaire à l’équité (BCE) travaille avec les professions réglementées et les métiers à accréditation obligatoire en Ontario pour veiller à ce que les pratiques d’inscription soient transparentes, objectives, impartiales et équitables, conformément à la Loi de 2006 sur l’accès équitable aux professions réglementées et aux métiers à accréditation obligatoire. Le BCE s’efforce d’informer et de mettre en œuvre les nouvelles obligations légales, contribuant ainsi à garantir l’application de pratiques d’enregistrement équitables qui permettent aux gens de mettre leurs compétences et leur expérience à profit, qu’ils aient étudié au Canada ou à l’étranger. Ces efforts visent à la fois les Canadiens qui ont étudié à l’étranger et les immigrants.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 1607

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (poste 1)		
Traitements et salaires		77 295 970
Avantages sociaux		13 215 911
Transports et communications		718 332
Services		35 481 930
Fournitures et matériel		193 200
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative*	88 496 600	
Programmes liés à l'apprentissage	278 587 355	
Métiers spécialisés Ontario	7 900 000	
Services d'emploi intégrés	556 385 718	
Intervention communautaire et compétences fondamentales	263 111 285	
Volet Formation du Fonds pour le développement des compétences	84 365 363	
		1 278 846 321
		1 405 751 664
Commissaire à l'équité (poste 2)		
Traitement et salaires		1 105 489
Avantages sociaux		170 171
Transports et communications		3 820
Services		543 189
Fournitures et matériel		2 288
		1 824 957
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'admnistration financière*		1 550 451
		1 550 451
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – EMPLOI ONTARIO		**1 409 127 072**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Système Emploi Ontario (poste 4)	
Paiements de transfert	
Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	32 794 586
Volet Immobilisations du Fonds pour le développement des compétences	35 732 048
	68 526 634
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	2 643 832
	2 643 832
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – EMPLOI ONTARIO	**71 170 466**
BIENS IMMOBILISÉS	
Programme Emploi Ontario, biens immobilisés (poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux biens immobilisés	6 625 359
	6 625 359
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – EMPLOI ONTARIO	**6 625 359**

*Comprend les montants liés au crédit d'impôt pour la formation en apprentissage qui a été éliminé pour les programmes d'apprentissage admissibles ayant débuté le 15 nobembre 2017 ou après cette date.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1608				**TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	21 439 700	4 970 000	26 409 700	Programme ontarien des candidats à l'immigration.....	24 376 020
2	111 692 500	(487 200)	111 205 300	Programme de formation linguistique pour adultes.....	110 687 299
	133 132 200	**4 482 800**	**137 615 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT.....**	**135 063 319**

Description du programme

Le programme relatif aux talents étrangers et aux services d'aide à l'établissement aide à réaliser les priorités économiques de l'Ontario en désignant les talents étrangers dont les employeurs ont besoin et en intégrant les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Le Programme ontarien des candidats à l'immigration travaille en partenariat avec le gouvernement du Canada par l'entremise d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada pour choisir et désigner les candidats à la résidence permanente qui ont les compétences professionnelles et scolaires nécessaires pour contribuer au marché du travail de la province. Le programme utilise également des outils de conformité et d'application afin de réduire le risque de fraude et de fausses déclarations parmi les candidats à une nomination.

Le Programme de formation linguistique pour adultes offre des services d'aide à l'établissement et de la formation en anglais et en français langue seconde afin d'aider les nouveaux arrivants à s'établir et s'intégrer avec succès en Ontario et à acquérir les compétences dont ils ont besoin dans les langues officielles pour participer efficacement à la vie communautaire et au marché du travail. Le programme dirige également l'élaboration des politiques sur l'immigration ainsi que des initiatives visant à éliminer les obstacles à la reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger pour aider les immigrants qualifiés à intégrer rapidement le marché du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À L'ÉTABLISSEMENT – CRÉDIT 1608

Détails des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme ontarien des candidats à l'immigration (poste 1)		
Traitements et salaires		15,676,166
Avantages sociaux		2,747,493
Transports et communications		141,082
Services		5,783,977
Fournitures et matériel		27,302
		24,376,020
Programme de formation linguistique pour adultes (poste 2)		
Traitements et salaires		4,670,805
Avantages sociaux		676,667
Transports et communications		19,230
Services		188,363
Fournitures et matériel		5,172
Paiements de transfert		
Établissement et intégration	105,127,062	
		105,127,062
		110,687,299
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – TALENTS ÉTRANGERS ET SERVICES D'AIDE À 'ÉTABLISSEMENT		**135,063,319**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

SOMMAIRE DES PAIEMENTS DE TRANSFERT DISCRÉTIONNAIRES ET DE DURÉE LIMITÉE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

Nom du paiement de transfert discrétionnaire et de durée limitée	Crédit et poste	Paiement de transfert discrétionnaire	Paiement de transfert de durée limitée	2025-2026 Dépenses réelles $
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Programmes liés à l'apprentissage	160701	Oui	Non	278 587 355
intervention communautaire et compétences fondamentales	160701	Oui	Non	263 111 285
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	160401	Oui	Non	114 963
Associations en santé et sécurité	160407	Oui	Non	95 617 434
Services d'emploi intégrés	160701	Oui	Non	556 385 718
Subventions aux programmes de prévention	160407	Oui	Non	1 259 256
Prevention Research	160407	Oui	Non	10 059 083
Établissement et intégration	160802	Oui	Non	105 127 062
Métiers spécialisés Ontario	160701	Oui	Non	7 900 000
Volet Formation du Fonds pour le développement des compétences	160701	Oui	Non	84 365 363
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Subvention d'immobilisations pour les agences de formation par l'apprentissage	160704	Oui	Non	32 794 586
Associations en santé et sécurité – Immobilisations	160408	Oui	Non	1 507 637
Fonds pour le développement des compétences – immobilisations	160704	Oui	Non	35 732 048
TOTAL				**1 472 561 790**

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	675 179 221	641 027 883
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	28 180	25 025
Compétences pour réussir	3 960 791	595 306
Entente sur le développement de la main-d'œuvre	205 295 372	205 411 470
Autre – gouvernement du Canada	219	0
	884 463 783	847 059 684
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs	2 250	6 000
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l’employeur	424 889	375 167
Loi sur la santé et la sécurité au travail – CSPAAT	246 201 470	250 074 129
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT	15 676 174	16 041 366
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	2 195 726	2 159 466
	264 500 509	268 656 128
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Programme de perfectionnement des arbitres	0	200
Frais pour chèques refusés	35	140
Droits de demande d'accès à l'information	932	260
Demande d'accès à l'information	8 492	0
Laboratoire d'essai des matériaux	687 694	811 134
Programme ontarien des candidats à l'immigration	20 952 000	32 838 500
Agence de placement temporaire	2 400 000	1 034 250
	24 049 153	34 684 484
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi – frais administratifs (ordonnance de versement)	2 808 321	2 203 545
Amendes et pénalités – amendes administratives	558 400	264 999
Pénalités monétaires (Avis de contravention)	232 760	252 635
	3 599 481	2 721 179
VENTES ET LOCATIONS	667	0

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'IMMIGRATION, DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	58 704 411	96 470 774
DIVERS		
Audiences de grief dans l’industrie de la construction.....	595 250	524 625
Autre.....	1 738 407	1 899 944
	2 333 657	2 424 569
**TOTAL (RECETTES DU MINISTÈRE).....	**1 237 651 661**	**1 252 016 818**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-544
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-545
COMMISSAIRES	2-548
ÉTAT DES RECETTES	2-550

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
183 532 827	Bureau de l'Assemblée législative	238 687 900	205 163 751
39 511 534	Commissaires	47 817 100	44 282 972
223 044 361	**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**	**286 505 000**	**249 446 723**

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptal

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	1 025 000	0	1 025 000	Présidence	864 624
2	2 186 700	0	2 186 700	Bureau du greffier	2 137 531
3	22 699 900	0	22 699 900	Services parlementaires	18 317 658
4	21 430 000	67 600	21 497 600	Services d'information et de technologie	18 218 680
5	11 857 600	(67 600)	11 790 000	Services administratifs	9 468 209
8	15 345 300	0	15 345 300	Services de soutien aux groupes parlementaires	14 448 487
9	37 545 500	0	37 545 500	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	33 118 101
10	73 549 000	0	73 549 000	Services de soutien aux bureaux des députés	69 036 758
11	634 600	0	634 600	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	633 676
13	5 893 500	0	5 893 500	Modernisation des installations	4 507 926
14	19 489 500	0	19 489 500	Services de l'édifice de l'Assemblée législative	16 753 883
15	27 031 300	0	27 031 300	Sergent d'armes	17 658 218
	238 687 900	**0**	**238 687 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**205 163 751**

Description du program

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Présidence (Poste 1)		Services administratifs (Poste 5)	
Traitments et salaries	0	Traitements et salaires	6 477 649
Avantages sociaux	0	Avantages sociaux	1 735 199
Transports et communications	107 495	Transports et communications	136 186
Services	686 957	Services	954 197
Fournitures et matériel	70 172	Fournitures et matériels	164 978
	864 624		9 468 209
Bureau du greffier (Poste 2)		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 389 229		
Avantages sociaux	269 308	Traitements et salaires	7 608 810
Transports et communications	13 486	Avantages sociaux	1 775 120
Services	450 805	Transports et communications	308 049
Fournitures et matériels	14 703	Services	4 129 054
	2 137 531	Fournitures et matériels	627 454
			14 448 487
Services parlementaires (Poste 3)		Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	11 949 020		
Avantages sociaux	2 754 732	Traitements et salaires	21 301 382
Transports et communications	549 826	Avantages sociaux	6 972 109
Services	1 630 450	Transports et communications	1 578 282
Fournitures et matériels	1 680 669	Services	3 228 075
	18 564 697	Fournitures et matériels	38 253
Less: Recoveries	247 039		33 118 101
	18 317 658		
Services d'information et de technologie (Poste 4)		Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
		Traitements et salaires	36 188 834
Traitements et salaires	11 029 031	Avantages sociaux	8 399 227
Avantages sociaux	2 684 119	Transports et communications	2 805 348
Transports et communications	464 873	Services	17 563 533
Services	2 885 218	Fournitures et matériels	4 079 816
Fournitures et matériels	1 155 485		69 036 758
	18 218 726		
Moins : Recouvrements	46	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
	18 218 680		
		Paiements de transfert	
		Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	633 676
			633 676

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
Modernisation des installations (IPoste 13)	
Services	3 791 625
Fournitures et matériels	716 301
	4 507 926
Services de l'édifice de l'Assemblée législative (Poste 14)	
Traitements et salaires	5 436 935
Avantages sociaux	1 223 761
Transports et communications	7 070
Services	7 576 132
Fournitures et matériel	4 541 846
	18 785 744
Moins : Recouvrements	2 031 861
	16 753 883
Sergent d'armes (Poste 15)	
Traitements et salaires	10 098 739
Avantages sociaux	2 564 687
Transports et communications	67 007
Services	4 208 591
Fournitures et matériel	719 194
	17 658 218
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**205 163 751**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
				Bureau du commissaire à l'information	
2	37 633 600	0	37 633 600	et à la protection de la vie privée.....	35 521 810
3	5 600 800	0	5 600 800	Bureau du commissaire à l'intégrité.....	4 419 076
6	4 582 700	0	4 582 700	Directeur de la responsabilité financière	4 342 086
	47 817 100	**0**	**47 817 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....**	**44 282 972**

Description du programme

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario* ; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* , de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes* , de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte* , de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses publiques* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* ; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.*

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	23 390 317
Avantages sociaux	5 214 161
Transports et communications	217 148
Services	6 348 409
Fournitures et matériel	351 775
	35 521 810
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 996 411
Avantages sociaux	698 359
Transports et communications	48 050
Services	642 539
Fournitures et matériel	33 717
	4 419 076
Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitements et salaires	3 020 876
Avantages sociaux	702 328
Transports et communications	7 927
Services	573 064
Fournitures et matériel	37 891
	4 342 086
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**44 282 972**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
VENTES ET LOCATIONS	72 252	75 390
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	438 467	417 355
DIVERS	1 286 323	2 213 427
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**1 797 042**	**2 706 172**

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-552
OMBUDSMAN ONTARIO	2-553
ÉTAT DES RECETTES	2-555

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
30 087 856	Ombudsman Ontario	32 900 000	31 697 439
30 087 856	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**32 900 000**	**31 697 439**

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	32 900 000	0	32 900 000	The Ombudsman.....	31 697 439
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....	**31 697 439**
	32 900 000	**0**	**32 900 000**		

Description du programme :

L'ombudsman est un fonctionnaire indépendant et non partisan de l'Assemblée législative de l'Ontario, nommé par tous les partis, dont le rôle est de veiller à ce que le gouvernement provincial et le secteur public servent les citoyens d'une manière équitable, responsable, transparente et respectueuse de leurs droits.

Fondé en 1975, le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario reçoit les plaintes concernant les décisions administratives et les actions de plus de 1 000 organismes du secteur public et du gouvernement de l'Ontario, ainsi que les services en français et les services fournis dans le secteur de la protection de l'enfance.

Au cours de l'exercice 2025-2026, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 35 023 plaintes. L'effectif approuvé du bureau était de 186 ETP pour cet exercice.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	20,318,826
Avantages sociaux	4,870,583
Transports et communications	591,352
Services	5,089,008
Fournitures et matériel	827,670
	31,697,439
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO	**31,697,439**

BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l’exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	15,325	15,881
DIVERS.....	157,985	256,281
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....	**173,310**	**272,162**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-558
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-559
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-560
ÉTAT DES RECETTES	2-561

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
221 208 979	Bureau du directeur général des élections	55 789 900	108 517 916
221 208 979	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**55 789 900**	**108 517 916**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 144 766	0	22 144 766	Administration des élections	22 144 766
2	24 965 440	0	24 965 440	Administration du financement des élections	24 965 440
L	0	0	0	*Loi électorale*	34 868 716
	47 110 206	**0**	**47 110 206**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**81 978 922**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 124 circonscriptions électorales.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections* . Plus de 797 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections* .

En vertu de la *Loi sur le financement des élections* , le directeur général des élections supervise l'inscription et les activités financières des partis politiques, des associations de circonscription, des candidats à l'investiture, des candidats aux élections, des candidats à la direction d'un parti et des annonceurs tiers de l'Ontario. Le directeur général des élections mène également des enquêtes et rend compte de toute infraction apparente.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* .

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU MINISTÈRE – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	18 086 730
Avantages sociaux	4 058 036
	22 144 766
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 124 977
Avantages sociaux	476 212
Transports et communications	11 334
Services	954 831
Fournitures et matériel	3 713
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	21 417 575
	24 988 642
Moins : Recouvrements	23 202
	24 965 440
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	34 868 716
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**81 978 922**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
DIVERS	1 793 148	301 865
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 793 148**	**301 865**

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

EXERCICE 2025–2026

TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE	2-564
BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE	2-565
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-566

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

2024-2025		2025-2026	
Dépenses réelles	Programmes	Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
30 474 497	Bureau de la vérificatrice générale	31 482 400	30 880 183
30 474 497	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**	**31 482 400**	**30 880 183**

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME DU BUREAU DE LA**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE**	
1	30 894 000	0	30 894 000	Bureau de la vérificatrice générale.....	30 409 570
L	588 400	0	588 400	*Loi sur le vérificateur général*.....	470 613
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DE LA	
	31 482 400	**0**	**31 482 400**	**VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE.....**	**30 880 183**

Description du programme :

Le vérificateur général procède à des vérifications impartiales des Comptes publics de l'Ontario, des organismes de la Couronne et des institutions bénéficiaires de subventions du gouvernement en vertu de la *Loi sur le vérificateur général.* Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* , d'examiner certains types d'annonces publicitaires, d'imprimés ou de messages sujets à examen proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi. Conformément à la *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières* , le Bureau rend compte, lors d'une année électorale, du caractère raisonnable d'un plan budgétaire pluriannuel élaboré par le ministère des Finances. Depuis le 1er avril 2019, le vérificateur général est aussi tenu de présenter un rapport annuel sur l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993.

BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE – CRÉDIT 2501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de la vérificatrice générale (Poste 1)		
Traitements et salaires		17 833 282
Avantages sociaux		4 599 861
Transports et communications		203 172
Services		6 512 052
Fournitures et matériel		1 235 828
Paiements de transfert		
CAAF-FCAR Inc.	25 375	
		25 375
		30 409 570
Crédits législatifs		
Loi sur le vérificateur général		
Traitements et salaires		298 613
Services		172 000
		470 613
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE		**30 880 183**

COMPTE DE LIQUIDATION DU PROGRAMME DE PLAFONNEMENT ET D'ECHARGE

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
9 620 722	-	-	-	-	-	9 620 722

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant du compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

NORMES DE RENDEMENT À L'ÉGARD DES ÉMISSIONS

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
415 183 521	320 457 840	8 882 904	53 315 779	69 812	-	691 138 674

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des normes de rendement à l'égard des émissions se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs.

3. Les paragraphes 176.1 (6) et (7) de la *Loi sur la protection de l'environnement* comprennent des dispositions formelles qui stipulent que les sommes d'argent collectées dans le cadre du programme doivent être déposées dans un compte distinct du Trésor.

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS DE VÉHICULES AUTOMOBILES

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
126 815 614	37 471 081	-	-	29 302 692	-	134 984 003

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère des Services au public et aux entreprises.

PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ - ÉCHELLE PROVINCIALE

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
18 584 470	3 095 649	-	-	-	-	21 680 119

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des produits de la criminalité à l'échelle provinciale se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère du solliciteur général.

FONDS RÉSERVÉS AUX TRANSPORTS EN COMMUN

Au 31 mars, 2026

Autorisation d'engager des dépenses 1er avril 2025	Rentrées de fonds		Outflow			Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2026
	Revenus	Intérêts sur le solde du fonds (Équité)	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
4 327 898	383 383 217	-	-	381 466 746	-	6 244 369

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la Loi de crédit.

2. Les revenus, charges et investissements liés aux actifs provenant des fonds réservés aux transports en commun se trouvent, s'il y a lieu, dans les états financiers du ministère des Transports.

Section 3

annexe – Dette

(non audité)

DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-12 à 3-29 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
		PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS	
DMTN271	2,95	8 septembre 2030	2 000 000 000
DMTN274	CORRA+41	19 novembre 2030	1 500 000 000
DMTN275	CORRA+36	13 janvier 2031	1 500 000 000
DMTN277	3,00	8 septembre 2031	1 500 000 000
DMTN268	3,65	3 février 2034	1 000 000 000
DMTN269	3,60	2 juin 2035	4 750 000 000
DMTN273	3,95	2 décembre 2035	7 750 000 000
DMTN276	3,90	2 juin 2036	4 500 000 000
DMTN267	4,10	7 octobre 2054	600 000 000
DMTN265	4,60	2 décembre 2055	2 350 000 000
DMTN272	4,45	2 décembre 2056	7 650 000 000
			35 100 000 000
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			35 100 000 000

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G100	3,80	29 janvier 2029	3 500 000 000
G98	3,90	4 septembre 2030	3 000 000 000
G97	4,85	11 juin 2035	2 000 000 000
G99	4,45	20 novembre 2035	2 000 000 000
			10 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,38267 $			14 518 020 000
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN EUROS			
EMTN128	3,25	3 juillet 2035	2 000 000 000
EMTN132	3,125	5 mars 2036	3 000 000 000
EMTN130	3,75	18 août 2055	150 000 000
EMTN131	3,891	25 février 2056	250 000 000
			5 400 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,60592 $			8 671 945 000

DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES			
EMTN129	1,0175	30 juillet 2035	390 000 000
			390 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,71527 $			668 953 688
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			23 858 918 688
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			(779 571 941)
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			63 710 200
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**58 243 056 947**
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales			15 234 045
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			58 258 290 992
Dette contractée ou réévaluée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			24 185 000
TOTAL – DETTE À LONG TERME			**58 282 475 992**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP733	5,19	4 avril 2025	144 170 000
CPP734	5,01	2 mai 2025	45 000 000
CPP735	4,97	5 mai 2025	55 000 000
CPP736	4,98	6 mai 2025	55 000 000
CPP737	4,99	9 mai 2025	25 917 000
CPP738	4,87	3 juin 2025	60 000 000
CPP739	4,83	6 juin 2025	120 000 000
CPP740	4,67	10 juin 2025	69 525 000
			574 612 000
Société canadienne d'hypothèque et de logement :			
CMHC	6,089	2 janvier 2026	3 543 416
			3 543 416
REMBOURSEMENTG DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			578 155 416

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN227	2,60	5 mai 2025	7 000 000 000
DMTN227	2,60	2 juin 2025	5 550 000 000
JE	9,50	2 juin 2025	460 000 000
JB	9,4688	10 juillet 2025	927 180
DMTN245	1,75	11 août 2025	3 000 000 000
DMTN245	1,75	8 septembre 2025	6 050 000 000
JQ	8,50	2 décembre 2025	1 000 000 000
JB	9,4688	12 janvier 2026	1 092 000
CDPV-JY	8,00	6 février 2026	12 500 000
			23 074 519 180

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	10 300
1996	Divers	21 juin 2001	4 000
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004	126 100
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005	10 600
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006	169 000
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007	56 800
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008	20 100
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009	22 300
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010	141 600
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011	32 900
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012	4 000
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013	32 100
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014	41 500
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015	118 500
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016	280 200
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020	95 400
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021	171 600
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022	114 000
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023	208 200
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024	1 241 800
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025	5 091 700
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026	232 700
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027	387 600
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028	322 800
			8 935 800
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			23 661 610 396

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G87	0,625	21 janvier 2026	3 500 000 000
			3 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,3195 $			4 618 256 000
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
AUD4	3,10	26 août 2025	365 000 000
			365 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,95491 $			348 541 500
PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN EUROS			
EMTN116	0,625	17 avril 2025	1 500 000 000
			1 500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,60596 $			2 408 935 402
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			7 375 732 902

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement			30 331 140
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**31 067 674 438**
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			31 067 674 438
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			2 050 633 782
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			**33 118 308 220**

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor			399 032 000
Effets de commerce américains			5 248 730 719
			5 647 762 719
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			(586 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			21 402 750
TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			**5 668 579 469**

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2026

	2026	2025
	$	$
Dette contractée aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	5 750 952 000	6 325 564 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	2 204 010	5 747 426
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	**5 753 156 010**	**6 331 311 426**
Investisseurs publics	460 043 454 024	432 250 649 162
Obligations d'épargne de l'Ontario	61 291 700	70 227 500
Bons du Trésor	22 401 777 000	22 002 745 000
Effets de commerce américains	10 681 950 944	5 433 220 225
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**493 188 473 668**	**459 756 841 887**
Dette de la School Board Trust	419 457 979	449 789 119
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	**499 361 087 657**	**466 537 942 432**
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 407 111 555	1 370 474 761
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**500 768 199 212**	**467 908 417 193**
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Investisseurs publics	6 419 843 000	7 445 658 000
Bons du Trésor	656 523 000	657 109 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	7 076 366 000	8 102 767 000
Dette directe de la SFIEO.....	1 944 014 183	2 944 647 965
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	**9 020 380 183**	**11 047 414 965**
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE.....	**509 788 579 395**	**478 955 832 158**
Moins : Détention d'Obligations d'épargne et de bons du Trésor de l'Ontario	(10 775 075 000)	(12 548 912 000)
Moins : Primes, escomptes et commissions non amorties	(4 637 772 168)	(4 363 045 712)
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE.....	**494 375 732 227**	**462 043 874 446**
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	1 677 516 013	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**6 803 516 013**	**6 803 516 013**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2026

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux. La dette comprend 2,2 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province émet, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement de valeur de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat des produits de la vente de parts de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2031	2009	RPC	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	RPC	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	RPC	3,41 – 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000	
2038	2008-2017	RPC	2,64 – 4,68.....	375 952 000	
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	RPC	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000	
				5 750 952 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2027	1999	CMHC	6,089	1 708 701	
2028	1999	CMHC	6,089	495 309	
				2 204 010	(4)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**5 753 156 010**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40	7 500 000 000	
8 septembre 2026	19 avril 2021	DMTN250	1,35	2 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(5)
1 février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85	3 250 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60	8 400 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
8 septembre 2027	24 août 2020	DMTN247	1,05	2 000 000 000	
8 mars 2028	11 juillet 2022	DMTN256	3,60	5 500 000 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADINES EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
8 septembre 2028	6 octobre 2023	DMTN259	3,40	1 000 000 000	
27 novembre 2028	27 novembre 2023	DMTN261	CORRA+36,5	2 600 000 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
8 mars 2029	10 avril 2024	DMTN264	4,00	2 150 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70	9 258 201 000	
1 novembre 2029	29 juillet 2021	DMTN251	1,55	5 500 000 000	
21 février 2030	21 février 2025	DMTN270	CORRA+44	1 500 000 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05	11 650 000 000	
8 septembre 2030	24 mars 2025	DMTN271	2,95	3 500 000 000	
19 novembre 2030	19 novembre 2025	DMTN274	CORRA+41	1 500 000 000	
2 décembre 2030	13 octobre 2020	DMTN248	1,35	7 000 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
13 janvier 2031	13 janvier 2026	DMTN275	CORRA+36	1 500 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
2 juin 2031	12 avril 2021	DMTN249	2,15	8 850 000 000	
8 septembre 2031	3 mars 2026	DMTN277	3,00	1 500 000 000	
2 décembre 2031	14 octobre 2021	DMTN253	2,25	6 350 000 000	
2 février 2032	2 mars 2023	DMTN257	4,05	3 000 000 000	
2 juin 2032	9 mai 2022	DMTN254	3,75	9 650 000 000	
4 mars 2033	4 mars 2024	DMTN263	4,10	2 750 000 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADINES EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	
2 juin 2033	6 avril 2023	DMTN258	3,65	12 950 000 000	
3 février 2034	3 février 2025	DMTN268	3,65	2 250 000 000	
2 juin 2034	19 janvier 2024	DMTN262	4,15	11 713 000 000	
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(6)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
2 décembre 2034	20 août 2024	DMTN266	3,80	7 500 000 000	
Du 10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(7)
"	"	JA	9,4688	2 315 904	(7)
"	"	JB	9,4688	5 090 584	(7)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(7)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(7)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35	150 000 000	
2 juin 2035	7 février 2025	DMTN269	3,60	7 250 000 000	
2 décembre 2035	2 juillet 2025	DMTN273	3,95	7 750 000 000	
2 juin 2036	15 janvier 2026	DMTN276	3,90	4 500 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel..	3 300 516 481	(8)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADINES EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 décembre 2037	1 février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(9)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(10)
1 mars 2045	1 mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS CANADINES EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80	12 049 000 000	
2 juin 2049	30 novembre 2017	DMTN236	2,90	12 624 500 000	
2 décembre 2050	28 mai 2019	DMTN242	2,65	14 073 900 000	
2 décembre 2051	20 août 2020	DMTN246	1,90	12 750 000 000	
2 décembre 2052	25 août 2021	DMTN252	2,55	8 250 000 000	
2 décembre 2053	30 mai 2022	DMTN255	3,75	12 400 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
7 octobre 2054	7 octobre 2024	DMTN267	4,10	1 600 000 000	
2 décembre 2054	24 juillet 2023	DMTN260	4,15	12 000 000 000	
2 décembre 2055	25 avril 2024	DMTN265	4,60	12 250 000 000	
2 décembre 2056	29 mai 2025	DMTN272	4,45	7 650 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	525 000 000	
				382 643 063 537	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(158 554 614)	(8)
				382 484 508 923	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20	6 007 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20	4 945 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15	4 043 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15	2 675 400	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85	734 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85	1 075 500	

Séries en circulation				19 481 900	(11)
Séries arrivées à échéance				41 809 800	(12)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				61 291 700	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				382 545 800 623	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				300 000 000

Dette en devises étrangères (13)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50	315 000 000
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20	115 000 000
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70	40 000 000
10 décembre 2031	10 décembre 2021	ADI9	2,50	36 000 000
10 décembre 2032	10 décembre 2021	ADI10	2,60	36 000 000
8 mai 2034	8 mai 2024	ADI11	5,35	1 500 000 000
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00	355 000 000
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				2 397 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,96030 $				2 301 827 846

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

8 avril 2027	8 avril 2020	EMTN117	0,375	1 000 000 000
25 novembre 2030	24 novembre 2020	EMTN120	0,01	2 500 000 000
9 juin 2031	9 juin 2021	EMTN123	0,25	1 000 000 000
31 janvier 2034	31 janvier 2024	EMTN127	3,10	1 250 000 000
3 juillet 2035	3 juillet 2025	EMTN128	3,25	2 000 000 000
5 mars 2036	5 mars 2026	EMTN132	3,125	3 000 000 000
2 octobre 2040	6 mai 2020	EMTN118	0,699	50 000 000
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82	52 000 000
9 décembre 2041	9 décembre 2021	EMTN125	0,70	75 000 000
3 décembre 2046	3 décembre 2021	EMTN124	0,76	160 000 000
18 août 2055	18 août 2025	EMTN130	3,75	150 000 000
25 février 2056	25 février 2026	EMTN131	3,891	250 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				11 487 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,60892 $				18 481 700 253

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN LIVRES STERLING

26 mai 2026	26 mai 2022	EMTN126	2,25	500 000 000
15 décembre 2026	13 janvier 2021	EMTN121	0,25	1 750 000 000
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				2 250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,84374 $				4 148 406 737

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25	400 000 000
12 mai 2033	12 mai 2021	EMTN122	0,05	250 000 000
30 juillet 2035	30 juillet 2025	EMTN129	1,0175	390 000 000
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				1 040 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,74118 $				1 810 822 765

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

14 avril 2026	14 avril 2021	G89	1,05	3 000 000 000
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50	1 000 000 000
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30	1 750 000 000
19 mai 2027	19 mai 2022	G92	3,10	2 250 000 000
21 mai 2027	21 mai 2020	G85	1,05	1 750 000 000
18 janvier 2029	18 janvier 2024	G93	4,20	3 000 000 000
29 janvier 2029	29 janvier 2026	G100	3,80	3 500 000 000
17 septembre 2029	17 septembre 2024	G95	3,70	2 000 000 000
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00	1 250 000 000
15 janvier 2030	15 janvier 2025	G96	4,70	3 000 000 000
4 septembre 2030	4 septembre 2025	G98	3,90	3 000 000 000
7 octobre 2030	7 octobre 2020	G86	1,125	1 250 000 000
25 février 2031	25 février 2021	G88	1,60	1 500 000 000
14 octobre 2031	14 octobre 2021	G90	1,80	1 000 000 000
21 janvier 2032	21 janvier 2022	G91	2,125	1 500 000 000
24 avril 2034	24 avril 2024	G94	5,05	1 500 000 000
11 juin 2035	11 juin 2025	G97	4,85	2 000 000 000
20 novembre 2035	20 novembre 2025	G99	4,45	2 000 000 000

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				36 250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,39355 $				50 516 187 500

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – OBLIGATIONS				**460 104 745 724**	
BONS DU TRÉSOR				**22 401 777 000**	
BILLET DE TRÉSORERIE AMÉRICAIN (en dollars américains)				**7 665 280 000**	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
TAUX DE CHANGE DE 1,39355 $				10 681 950 944	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**493 188 473 668**	
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**498 941 629 678**	
DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(471 542 021)	
				419 457 979	(14)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**499 361 087 657**	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Fair Hydro Trust				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara				5 018 350	
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario				7 143 993	
Ornge				164 768 348	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations				(385 100 170)	
Bons du Trésor				(449 424 966)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				**1 407 111 555**	(15)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION				**500 768 199 212**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt		Encours	Référence
			%		$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)						
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS						
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS						
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	.....	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	.....	78 600 000	
8 septembre 2028	17 avril 2023	DMTN259	3,40	.....	1 000 000 000	
8 mars 2029	10 avril 2024	DMTN264	4,00	.....	600 000 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70	.....	66 799 000	
2 juin 2034	19 janvier 2024	DMTN262	4,15	.....	537 000 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00	Rendement réel	1 077 594 000	(8)
2 juin 2037	1 septembre 2006	DMTN164	4,70	.....	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	.....	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	.....	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	.....	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45	.....	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90	.....	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80	.....	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90	.....	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65	.....	26 100 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				.....	6 419 843 000	
TOTAL – OBLIGATIONS				.....	**6 419 843 000**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

BONS DU TRÉSOR	**656 523 000**
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**7 076 366 000**
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO	**7 076 366 000**
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO	1 944 014 183
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	**9 020 380 183**
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	**509 788 579 395**
Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO	**10 775 075 000**
Moins : PRIMES, ESCOMPTES ET COMMISSIONS NON AMORTIES	**4 637 772 168**
TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE	**494 375 732 227**

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*

ONTARIO POWER GENERATION INC.	5 126 000 000
HYDRO ONE INC.	1 677 516 013
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....	**6 803 516 013**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli. Cet indice de taux variable est le Taux des opérations de pension à un jour (CORRA). Les dettes sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.
2. Les séries de dettes suivantes sont émises pour la Province et pour la SFIEO : KJ, LQ, DMTN259, DMTN264, DMTN240, DMTN262, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1 er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance. Chaque paiement consiste en une combinaison de capital et d'intérêts. La dette comprend 2,2 millions de dollars de dette de la SCHL transférée de la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) lors de la dissolution de cette dernière durant l'exercice 2020-2021.
5. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
6. DMTN157 : L'intérêt était payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
7. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2025-2026, le principal remboursé s'est élevé à 2 millions de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
8. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,548 39 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,183 52. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis. L'encours représente la valeur indexée du principal.
9. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
10. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
11. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
    Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.
    <u>OEO – Taux fixe :</u>
    En 2016, 2017 et 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et dix ans. Seules les obligations à dix ans restent en circulation.
12. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
13. Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en équivalents en dollars canadiens au 31 mars 2026. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2026 sont les suivants : en dollar australien : 0,96030, en euro : 1,60892, en franc suisse : 1,74118, en livre sterling : 1,84374, en dollar américain : 1,39355.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2026

14. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

15. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :

Obligations d'épargne de l'Ontario :

Fonds de réserve d'assurance-dépôts : DMTN229 – 11 millions de dollars, DMTN238 – 10 millions de dollars, DMTN247 – 1 million de dollars, DMTN250 – 1 million de dollars, DMTN256 – 1 million de dollars et DMTN259 – 1 million de dollars, KJ – 10 millions de dollars et LK – 1 million de dollars

Autorité de réglementation des services financiers : DMTN244 – 1 million de dollars, DMTN247 – 1 million de dollars, DMTN250 – 1 million de dollars, DMTN259 – 1 million de dollars et LK – 1 million de dollars.

Fonds de réserve forestier : DMTN240 – 1 million de dollars, DMTN254 – 3 millions de dollars et DMTN258– 2 millions de dollars

Fonds de reboisement : DMTN240 – 3 millions de dollars, DMTN254 – 7 millions de dollars et DMTN258– 4 millions de dollars

Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN234 – 13 millions de dollars, DMTN247 – 13 millions de dollars, DMTN250 – 14 millions de dollars, DMTN256 – 12 millions de dollars, DMTN259 – 12 millions de dollars et LK – 11 millions de dollars

Fonds de garantie des prestations de retraite : DMTN204 – 7 millions de dollars, DMTN214 – 3 millions de dollars, DMTN236 – 4 millions de dollars, DMTN240 – 24 millions de dollars, DMTN252 – 30 millions de dollars, DMTN260 – 14 millions de dollars, DMTN262 – 7 millions de dollars, DMTN265 – 6 millions de dollars, DMTN267 – 5 millions de dollars, DMTN272 – 1 million de dollars, DMTN273 – 12 millions de dollars et DMTN276 – 4 millions de dollars.

Secteur public élargi - Sociétés de l'aide à l'enfance : moins de 1 million de dollars de DMTN251

Secteur public élargi - Collèges : 71 millions de dollars de divers DMTN,

Secteur public élargi - Hôpitaux : 41 millions de dollars de divers DMTN, 1 million de dollars de divers marchés mondiaux et LK – 2 millions de dollars

Secteur public élargi - Conseils scolaires : 17 millions de dollars de divers DMTN.

Bons du Trésor :

Fonds de réserve d'assurance-dépôts : 132millions de dollars; Fonds de réserve forestier : 2 millions de dollars; Fonds de reboisement : 1 million de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 14 millions de dollars; Croisance Ontario : 300millions de dollars; et Secteur public élargi – Collèges : moins de 1 million de dollars.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2026

	2026 $	2025 $
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(1 050 000 000)	(1 550 000 000)
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	24 185 000	619 572 000
Variation nette des emprunts à court terme	(586 000)	(3 773 000)
Augmentation/(diminution) nette en débentures et billets aux fins de la SFIEO	(1 026 401 000)	(934 201 000)
Dette garantie par la Province	(1 000 633 782)	(552 831)
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	232 764 273	273 049 483
À court terme	15 490 339	23 663 927
	248 254 612	296 713 410
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	1 050 000 000	1 550 000 000
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(24 185 000)	(619 572 000)
Variation nette des emprunts à court terme	586 000	3 773 000
Recouvrements/(avances) nets	1 026 401 000	934 201 000
Dette garantie par la Province	1 000 633 782	552 831
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme	(232 764 273)	(273 049 483)
À court terme	(15 490 339)	(23 663 927)
	(248 254 612)	(296 713 410)

Section 4

Autres annexes supplémentaires (non auditées)

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1er avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	$	$	$	$	$
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise					
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux…	10 713 728	1 943 400	1 999 105	-	10 658 023
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir.....	294 783	-	-	(6 345)	288 438
	11 008 511	1 943 400	1 999 105	(6 345)	10 946 461
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalité.....	49 003	-	6 081	-	42 922
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – intérêts à recevoir…….....	721	-	-	(101)	620
	49 724	-	6 081	(101)	43 542
Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité					
Prêts d'études en souffrance.....	499 196 929	-	16 592 168	65 831 142	548 435 903
Prêt de départ – Université Laurentienne.....	32 941 926	-	1 555 918	-	31 386 008
Prêt de départ – Université Laurentienne – intérêts à recevoir……	1 843 814	-	-	(87 087)	1 756 727
	34 785 740	-	1 555 918	(87 087)	33 142,735
Collège Loyalist……	-	11 000 000	-	-	11 000 000
Capital.....	2 114 915 050	589 657 066	193 977 513	(51 167 551)	2 459 427 052
Capital – intérêts à recevoir.....	4 679 762	-	-	1 230 698	5 910 460
Moins : Escompte non amorti sur les prêts en cours.	(36 930 955)	-	-	(14 862 175)	(51 793 130)
	2 082 663 857	589 657 066	193 977 513	(64 799 028)	2 413 544 382
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce					
Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile…….	137 570 068	-	196 529	-	137 373 539
Moins : Escompte non amorti.....	(79 929 665)	-	-	1 735 709	(78 193 956)
	57 640 404	-	196 529	1 735 709	59 179 584
Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe.....	13 326 869	-	-	-	13 326 869
Moins : Escompte non amorti.....	0	-	-	-	0
	13 326 869	-	-	-	13 326 869
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	42 441	-	-	-	42 441
Moins : Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	42 441	-	-	-	42 441

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1er avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	$	$	$	$	$
Investissements stratégiques	19 000 000	-	-	-	19 000 000
Moins : Escompte non amorti	(4 175 446)	-	-	2 291 488	(1 883 958)
	14 824 554	-	-	2 291 488	17 116 042
MaRS Phase 2	76 101 729	-	1 709 353	-	74 392 376
Fonds pour l'emploi et la prospérité	13 372 911	597 749	5 552 003	-	8 418 657
Moins : Escompte non amorti	(33 405)	-	-	9 088	(24 317)
	13 339 506	597 749	5 552 003	9 088	8 394 340
Programme pour le développement régional – volet ICSFP	16 341 362	15 483 368	4 561 480	-	27 263 250
Moins : Escompte non amorti	(865 857)	-	-	(62 619)	(928 476)
	15 475 505	15 483 368	4 561 480	(62 619)	26 334 774
Programme pour le développement régional - Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario	49 288 842	21 324 533	11 836 487	-	58 776 888
Moins : Escompte non amorti	(2 057 704)	-	-	635 771	(1 421 933)
	47 231 138	21 324 533	11 836 487	635 771	57 354 955
Investissements Ontario	46 150 018	1 397 778	-	-	47 547 796
Moins : Escompte non amorti	-	-	-	(79 941)	(79 941)
	46 150 018	1 397 778	-	(79 941)	47 467 855
Programme de financement pour protéger l'Ontario	-	800 000	-	-	800 000
Moins : Escompte non amorti	-	-	-	-	-
	-	800 000	-	-	800 000
Ministère de l'Énergie et des Mines					
Hydro One	1 248 339 072	-	-	-	1 248 339 072
Ontario Power Generation	5 912 720 000	1 014 657 534	-	-	6 927 377 534
Développement économique	466 123 520	-	-	-	466 123 520
Développement économique – intérêts à recevoir	688 003	-	157 541	-	530 462
	466 811 523	-	157 541	-	466 653 982

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1er avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	$	$	$	$	
Ministère des Finances					
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier					
Prêt à long terme	949 680 827	-	-		949 680 827
Prêt amortissable	5 020 161 190	619 425 169	741 601 869		4 897 984 490
Facilité de crédit renouvelable à court terme	540 000 000	1 607 000 000	1 358 000 000		789 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier – IECL	-	125 670 691	3 121 558	-	122 549 133
Prêts de l'Office ontarien de financement					
Conseils scolaires	3 463 113 709	-	291 889 116		3 171 224 593
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité	274 000 000	1 297 237 733	1 205 237 733	-	366 000 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	73 160 939	4 731 190	11 543 794	-	66 348 335
Musée royal de l'Ontario	19 006 433	-	608 587	-	18 397 846
Commission de transport Ontario Northland	809 064	-	122 833	-	686 231
Municipalité régionale de Peel	450 000 000	-	11 713 637	-	438 286 363
Commission des parcs du Niagara	1 307 146	-	503 693	-	803 453
Société ontarienne de vente du cannabis	43 519 598	-	43 519 598	-	-
Centre des congrès d'Ottawa	40 114 847	-	1 000 000	-	39 114 847
Science Nord	-	803 378	-	-	803 378
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	-	802 541 173	-	-	802 541 173
Collèges d'arts appliqués et de technologie	381 383 279	1 780 453	50 411 576	-	332 752 155
Unity Health Toronto	87 654 277	-	2 469 401	-	85 184 876
Arnprior Regional Health	21 768 664	-	754 002	-	21 014 662
Lennox and Addington County General Hospital Association	38 898 333	1 811 163	355 833	-	40 353 663
Régie des alcools de l'Ontario	8 183 070	-	8 183 070	-	-
Hôpital général de Brockville	14 726 065	403 773	-	-	15 129 838
Hôpital Memorial de Campbellford	1 562 716	-	286 384	-	1 276 332
Deep River and District Health	6 567 369	18 498 611	-	-	25 065 980
Hôpital général de la baie Georgienne	5 832 359	-	623 023	-	5 209 336
Hôpital Notre-Dame Hospital (Hearst)	-	4 213 440	-	-	4 213 440
Système de santé de Niagara	80 154 948	2 044 172	-	-	82 199 120
Hôpital du district de Perth et de Smiths Falls	9 407 000	1 974 349	-	-	11 381 349
Providence Care Centre	10 046 290	90 380 790	-	-	100 427 080
Quinte Health	46 979 511	1 293 336	-	-	48 272 847
Hôpital Ross Memorial	12 992 721	-	852 830	-	12 139 891
Centre de soins de santé Runnymede	69 506 844	1 037 437	10 796 979	-	59 747 302
Réseau universitaire de santé	234 973 462	-	-	389 090	235 362 552
	5 395 668 644	2 228 750 998	1 640 872 090	389 090	5 983 936 642

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1er avril 2025	Émissions	Remboursements	Autre	Solde au 31 mars 2026
	$	$	$	$	$
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)	99 000 000	-	11 000 000	-	88 000 000
Moins : Escompte non amorti……	(48 483 180)	-	-	5 387 020	(43 096 160)
	50 516 820	-	11 000 000	5 387 020	44 903 840
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario……	-	1 500 000 000	-	-	1 500 000 000
Prêts hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario.....	195 273	-	-	-	195 273
Society of United Professionals.....	26 965 900	-	19 268 057	-	7 697 843
OFN Power Holdings LP……..……	244 865 246	-	-	-	244 865 246
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers……	43 650 698	-	2 478 827	-	41 171 871
Ministère de l'Infrastructure					
Infrastructure communautaire – prêts.....	9 334 705	-	-	-	9 334 705
Société foncière de l'Ontario.....	1 608 078	-	828 000	-	780 078
Développement économique…….....	171 230 822	-	-	-	171 230 822
Moins : Escompte non amorti……..…..	(51 138 558)	-	-	6 344 952	(44 793 606)
	120 092 264	-	-	6 344 952	126 437 216
Ministère des Affaires municipales et du Logement					
Crédit d'impôt pour les municipalités et les écoles…	122 091	-	600	-	121 491
Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord					
Développement économique……..…	92 500 740	-	5 562 571	(3 000 000)	83 938 168
Développement économique – intérêts à recevoir…….....	12 202 878	-	-	960 398	13 163 276
	104 703 618	-	5 562 571	(2 039 602)	97 101 445
Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement					
Office du secteur des condominiums.....	2 473 892	-	592 293	-	1 881 599
Office du secteur des condominiums – intérêts à recevoir.....	-	-	-	-	-
	2 473 892	-	592 293	-	1 881 599

TOTAL DES PRÊTS ET DES INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Au 31 mars 2026……	**26 780 994 413**
TOTAL DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2026……	**(864 384 215)**

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Les débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges fonciers.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises à des particuliers dans les territoires non érigés en municipalité et garanties par des privilèges sur les propriétés. Les débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité

Le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO) est un programme continu permettant d'offrir une aide financière fondée sur les besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le ministère accorde des prêts étudiants par l'entremise du Centre de service national de prêts aux étudiants (CSNPE). L'Office ontarien de financement (OFA) facilite le transfert des fonds au CSNPE qui, à son tour, verse les prêts directement aux étudiants admissibles. Les POE sont sans intérêt pendant que l'emprunteur est aux études à temps plein. Le remboursement commence le premier jour du septième mois qui suit immédiatement le mois au cours duquel l'étudiant a cessé ses études à temps plein. Les POE portent intérêt au taux préférentiel plus 1 %. La période de remboursement d'un prêt est généralement de 9,5 ans.

Par l'entremise du ministère des Collèges et des Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité, la province est devenue le prêteur de l'Université Laurentienne de Sudbury. Le prêt émis sur 15 ans viendra à échéance le 30 avril 2038.

Par l'entremise du ministère des Collèges et des Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité, la province est devenue le prêteur du Collège Loyalist d'arts appliqués et de technologie. Le prêt émis sur 10 ans viendra à échéance le 30 septembre 2035.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile versait du financement au titre d'investissements stratégiques dans le secteur de l'automobile. Il a permis des avancées dans la conception et la fabrication des véhicules, les technologies de fabrication novatrices et la formation. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques fournissait un financement visant à attirer des investissements stratégiques novateurs pour favoriser la transition de l'économie ontarienne et en assurer la compétitivité à l'échelle mondiale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario offre des bourses et des prêts visant à garantir les emplois, les investissements, l'innovation, ainsi que le développement de groupes et les collaborations. Ce fonds et le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (dans le cadre duquel aucun prêt n'a été accordé) ont été remaniés pour devenir le Programme pour le développement régional.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité (FEP) a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FEP, étalé sur dix ans et doté d'une enveloppe de 2,7 milliards de dollars, favorisait un climat d'affaires dynamique et novateur, et améliorait la productivité et l'accès au marché pour les entreprises de l'Ontario. Il comportait quatre volets : le volet Nouvelle économie, le volet Partenariats stratégiques, le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons et le Fonds de développement du secteur forestier. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Programme pour le développement régional (PDR), axé sur une nouvelle approche visant à favoriser la croissance économique, est le premier programme lancé dans le cadre de l'initiative de transformation des soutiens aux entreprises. Le PDR gère le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO) et le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario (FDSOO). Dans le cadre du FDEO et du FDSOO, les entreprises et les collectivités peuvent recevoir un soutien financier et accéder à un vaste éventail de services et de soutiens complémentaires, ce qui aide ces régions à être ouvertes aux affaires et aux emplois. Grâce au PDR, les contribuables en ont pour leur argent et des occasions viables sont offertes aux entreprises et aux collectivités de la province pour les années à venir. Le PDR offre aussi un volet distinct : le volet Innovation et compétitivité dans le secteur de la fabrication de pointe (ICSFP). Le volet ICSFP fournit un soutien financier aux entreprises de fabrication de pointe et met l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME) de l'Ontario.

Investissements Ontario est un organisme indépendant qui se consacre à obtenir du secteur privé des investissements commerciaux et de capitaux stratégiques, pour appuyer le développement économique, la résilience et la création d'emplois en Ontario, avec attention particulière aux secteurs de la fabrication de pointe, de la technologie et des sciences de la vie. L'organisme cherche à attirer davantage les investissements directs nationaux et étrangers dans la province en générant des pistes au moyen d'une approche proactive centrée sur le client.

Le Programme d'investissement et d'innovation dans le secteur forestier (PIISF) fournit du financement pour des investissements stratégiques dans le secteur forestier. Il vise à améliorer la productivité et l'innovation, à accroître la compétitivité, à soutenir l'accès aux nouveaux marchés et à renforcer les économies régionales.

Les investissements stratégiques ne constituent pas un programme en soi; ils sont plutôt approuvés individuellement par le SCT et utilisent les mêmes centres de coûts.

Le fonds L'Ontario, ensemble pour le commerce apporte un soutien financier aux entreprises pour leurs investissements à court terme afin qu'elles puissent servir davantage de clients interprovinciaux, conquérir de nouveaux marchés et rapatrier des chaînes d'approvisionnement essentielles dans le contexte des droits de douane imposés par les États-Unis. Axé sur les petites et moyennes entreprises (PME), le fonds soutiendra les entreprises, renforcera les capacités locales, améliorera la résilience commerciale et permettra de réaliser les investissements nécessaires pour réussir à pénétrer de nouveaux marchés.

Ministère de l'Énergie et des Mines

La province détient 282 412 648 actions ordinaires dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 248 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans l'Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars. La Province détient également 1 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur comptable de 1 015 millions de dollars, dont 15 millions de dollars correspondent à des dividendes en nature accumulés et non versés.

À la fin de l'exercice 2026, un montant de 466,7 millions de dollars était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère des Finances

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2026, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2025) qui arrive à échéance le 31 mars 2053.

L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé trimestriellement en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. De plus, la Société a obtenu des rétrocessions de prêts. Au 31 mars 2026, le solde était de 670,0 millions de dollars (670,0 millions de dollars en 2025).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la Société. Au 31 mars 2026, le solde impayé de ce programme était de 4 898,0 millions de dollars (5 020,2 millions de dollars en 2025).

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 600,0 millions de dollars. Au 31 mars 2026, le solde impayé du crédit était de 789,0 millions de dollars (540,0 millions de dollars en 2025) à des taux d'intérêt allant de 2,31 % à 2,36 %.

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant d'octroyer des prêts aux municipalités pour des projets d'infrastructure hydraulique, jusqu'à concurrence de 1,0 milliard de dollars. Au 31 mars 2026, le solde impayé du crédit était de 122,5 millions de dollars (0 million de dollars en 2025) à des taux d'intérêt allant de 2,26 % à 4,61 %.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, donne des conseils sur le financement de projets et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi des prêts sont empruntées à la province.

L'OOF accorde des prêts à divers organismes publics sur instruction de la province, à l'aide de fonds fournis par celle-ci.

De 2006 à 2017, les conseils scolaires ont obtenu des prêts dans le cadre de divers programmes. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026, les conseils scolaires ont fait des paiements semestriels en principal et intérêts exigibles, réduisant l'encours total à 3 171,2 millions de dollars (3 463,1 millions de dollars en 2025). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,99 % et 5,38 %, arrivent à échéance durant la période de 2024 à 2042.

Au cours de l'année, la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), société constituée aux termes de la *Loi de 1998 sur l'électricité*, s'est vu offrir une facilité de crédit renouvelable jusqu'en juin 2026 d'un montant maximal de 1 000,0 millions de dollars pour faire face à la liquidité des marchés, et de 190,0 millions de dollars pour les besoins de la société. Au 31 mars 2026, le solde impayé de ces facilités s'élevait à 246,0 millions de dollars (154,0 millions de dollars en 2025). Au 31 mars 2026, ces facilités portent intérêt à des taux variables se situant entre 2,55 % et 5,33 %. La SIERE a également obtenu un prêt à terme de 120,0 millions de dollars pour le refinancement de la dette à un taux d'intérêt de 4,78 %, prêt arrivé à échéance en juin 2026. (120,0 millions de dollars en 2025).

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*, a obtenu une facilité de prêt pour financer plusieurs projets de construction. La facilité de construction pour les terminaux de loterie et le réseau a été convertie en un prêt à terme, dont le solde au 31 mars 2026 était de 5,9 millions de dollars (17,4 millions de dollars en 2025), portant un taux d'intérêt de 1,64 % et arrivant à échéance en avril 2026. Au 31 mars 2026, les retraits sur le prêt de construction pour l'expansion des points de vente de billets de loterie - technologie libre-service totalisent 60,5 millions de dollars (56,1 millions de dollars en 2025) et portent un taux d'intérêt variable qui s'élève actuellement à 3,57 %.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Le Musée royal de l'Ontario (ROM), organisme de la Couronne établi par la province en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario, a bénéficié d'un prêt pour financer son projet Renaissance ROM. Au 31 mars 2026, le solde impayé du prêt était de 18,4 millions de dollars (19,0 millions de dollars en 2025). Ce prêt porte un taux d'intérêt variable qui s'établit actuellement à 6,30 % et arrive à échéance en mars 2027.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON), organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*, a obtenu un prêt qui affichait un solde de 0,7 million de dollars au 31 mars 2026 (0,8 million de dollars en 2025). Il porte intérêt au taux de 4,90 % et arrivera à échéance en 2031.

La Commission des parcs du Niagara, organisme provincial de la Couronne régi par la *Loi sur les parcs du Niagara* (L.R.O. 1990), a obtenu une facilité de prêt de construction pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls, ainsi que pour le réaménagement de la Centrale électrique Canadian Niagara Power. Cette facilité de crédit a été convertie en deux prêts à terme à l'achèvement des projets respectifs. Au 31 mars 2026, les soldes respectifs des prêts en cours étaient de 0,8 million de dollars (1,3 million de dollars en 2025) portant un taux d'intérêt de 5,07 % et arrivant à échéance en avril 2027.

La Société ontarienne de vente du cannabis, une succursale de la Régie des alcools de l'Ontario et une société provinciale de la Couronne régie par la *Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis*, a obtenu un prêt pour déployer ses activités en Ontario. Le solde du prêt à terme est de 0,0 million de dollars au 31 mars 2026 (43,5 millions de dollars en 2025). Il porte intérêt au taux de 2,79 % et arrivera à échéance en janvier 2030.

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision de 47,1 millions de dollars contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a effectué le septième paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue entre la province et l'OOF. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 39,1 millions de dollars (40,1 millions de dollars en 2025).

Des prêts ont été accordés à des collèges d'arts appliqués et de technologie pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour leur agrandissement, la construction ou l'agrandissement de résidences d'étudiants, du matériel informatique, des parcs de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Au 31 mars 2026, le solde impayé des prêts était de 332,8 millions de dollars (381,4 millions de dollars en 2025). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,15 % et 5,75 %, arrivent à échéance durant la période de 2024 à 2049.

Unity Health Toronto (autrefois appelé Providence St. Joseph's and St. Michael's Healthcare), organisme sans but lucratif établi en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a obtenu un prêt pour financer ses projets d'immobilisations et ses obligations opérationnelles. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,99 % et viendra à échéance en mai 2049. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 85,2 millions de dollars (87,7 millions de dollars en 2025).

Arnprior Regional Health, société établie en vertu de la *Companies Act, 1937*, s'est vu offrir un prêt de 25,8 millions de dollars assorti d'intérêts capitalisés pour le financement à long terme des coûts du projet. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,49 % et viendra à échéance en octobre 2046. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 21,0 millions de dollars (21,8 millions de dollars en 2025).

La Lennox and Addington County General Hospital Association, société sans capital-actions régie par les lois de l'Ontario, a obtenu : i) un prêt non renouvelable dont le capital maximal s'élève à 7,0 millions de dollars pour la conception, la construction et la mise en œuvre d'un système régional d'information sur la santé (RHIS) pour le regroupement des hôpitaux du Sud-Est, et ii) un prêt dont le capital maximal s'élève à 31,5 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à une maison de soins infirmiers de 128 lits. Au 31 mars 2026, le solde impayé de la facilité de crédit était de 40,4 millions de dollars (38,9 millions de dollars en 2025). Ces prêts portent intérêt à des taux se situant entre 2,28 % et 5,21 %.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

La Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), société établie en vertu de la *Loi sur les alcools* (1990), a reçu un prêt pour le déménagement de son siège social. Ce prêt porte intérêt au taux de 2,76 % et arrive à échéance en avril 2025. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 0,0 million de dollars (8,2 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital général de Brockville, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt pour financer la conception, la construction et la mise en œuvre d'un système régional d'information sur la santé (RHIS) de Cerner Corporation. Ce prêt portant intérêt à un taux de 3,34 % à 4,31 % viendra à échéance en décembre 2040.

Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 15,1 millions de dollars (14,7 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital Memorial de Campbellford, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC avec dossiers numériques complets. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,33 %, vient à échéance en février 2030. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 1,3 million de dollars (1,6 million de dollars en 2025).

Deep River and District Health, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 42,0 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un établissement de 96 lits de soins de longue durée. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 2,39 % à 3,99 %, arrive à échéance en février 2027. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 25,1 millions de dollars (6,6 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital général de la baie Georgienne, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt pour mettre en œuvre le projet CARE4 de mise à niveau du dossier médical électronique avec trois autres hôpitaux de la région. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,40 %, vient à échéance en octobre 2032. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 5,2 millions de dollars (5,8 millions de dollars en 2025).

Le système de santé de Niagara, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 95,5 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS). Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 2,69 % à 3,27 %, arrive à échéance en décembre 2026. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 82,2 millions de dollars (80,2 millions de dollars en 2025).

Le Providence Care Centre, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 22,4 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS) et au projet de réaménagement du Providence Manor. Ce prêt, qui porte intérêt à des taux se situant entre 2,39 % et 4,08 %, arrive à échéance en décembre 2025. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 100,4 millions de dollars (10,0 millions de dollars en 2025).

Quinte Health, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 46,0 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS). Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 4,08 %, arrive à échéance en décembre 2040. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 48,3 millions de dollars (47,0 millions de dollars en 2025).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

L'Hôpital du district de Perth et de Smiths Falls, organisme à but non lucratif et organisme de bienfaisance inscrit constitué en personne morale sans capital-actions en vertu de la *Loi sur les personnes morales* (Ontario), a reçu un prêt dont le capital maximal s'élève à 13,4 millions de dollars avec capitalisation des intérêts pour financer en partie les coûts du projet associé à un système régional d'information sur la santé (RHIS). Ce prêt, qui porte intérêt au taux allant de 2,27 % à 4,08 % arrive à échéance en décembre 2040. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 11,4 millions de dollars (9,4 millions de dollars en 2025).

La municipalité régionale de Peel a reçu un prêt dont le principal est d'un maximum de 450,0 millions de dollars. Ce prêt portant intérêt à un taux de 3,77 % à 4 60 % viendra à échéance entre octobre 2034 et octobre 2054. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 438,3 millions de dollars (450,0 millions de dollars en 2025).

L'Hôpital Ross Memorial, constitué en personne morale en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*, L.R.O. 1990, chap. P.40, a reçu un prêt pour financer la mise en œuvre du système d'information EPIC avec dossiers numériques complets. Ce prêt porte intérêt au taux de 3,35 % et arrive à échéance en avril 2037. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 12,1 millions de dollars (13,0 millions de dollars en 2025).

Le Centre de soins de santé Runnymede, personne morale sans capital-actions régie par la *Loi sur les personnes morales* (Ontario) et organisme de bienfaisance inscrit en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), a reçu une facilité de crédit non renouvelable de 65,0 millions de dollars pour financer un projet concernant un foyer de soins de longue durée. Au 31 mars 2026, le solde impayé du crédit avec intérêts capitalisés était de 59,7 millions de dollars (69,5 millions de dollars en 2025).

Le Réseau universitaire de santé, association prorogée en vertu de la *Loi de 1997 sur le Réseau universitaire de santé*, a reçu un prêt dont le principal est d'un maximum de 250,0 millions de dollars : i) pour financer la mise en œuvre d'un système d'information sur la santé; et ii) pour financer les améliorations à apporter aux systèmes et aux dispositifs existants, ainsi que l'acquisition de systèmes et de dispositifs supplémentaires, afin de permettre le déploiement du système d'information sur la santé. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 235,4 millions de dollars (235,0 millions de dollars en 2025).

Science Nord a obtenu une facilité de crédit dont le principal est d'un maximum de 3,0 millions de dollars. Ce prêt porte intérêt à un taux de 2,39 % et vient à échéance entre août 2025 et août 2027. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 0,8 million de dollars (0,0 million de dollars en 2025).

La Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB), organisme du gouvernement de l'Ontario, est indépendante du ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences et est financée exclusivement par les cotisations de l'employeur, les frais d'administration et les revenus de placements. Elle a obtenu une facilité de prêt non renouvelable, dont le principal est d'un maximum de 800,0 millions de dollars, portant intérêt au taux de 2,64 % et arrivant à échéance en octobre 2027. Au 31 mars 2026, le solde impayé du prêt avec intérêts capitalisés était de 802,9 millions de dollars (0,0 million de dollars en 2025).

L'Hôpital Notre-Dame Hospital (Hearst), constitué en personne morale en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*, L.R.O. 1990, chap. P.40, a obtenu une facilité de prêt non renouvelable de 4,7 millions de dollars afin de financer la conception, la construction et la mise en œuvre du système d'information hospitalier (SIH) et d'un projet de cogénération. Ce prêt porte intérêt au taux de 4,28 % et arrive à échéance en mars 2041. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 4,2 millions de dollars (0,0 million de dollars en 2025).

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario a obtenu un prêt dont le capital maximal s'élève à 1,5 milliard de dollars. Ce prêt porte intérêt au taux de 3,0 % et arrivera à échéance en septembre 2031. Au 31 mars 2026, le solde impayé était de 1,5 milliard de dollars (0,0 milliard de dollars en 2025).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) si, à tout moment, le montant inscrit au crédit du Fonds est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc., au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au FGPR, remboursable en 30 versements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a pris en charge les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution initiale le 31 mars 1987. Le solde impayé est de 0,2 million de dollars (0,2 million de dollars en 2025).

La province a consenti, à certaines conditions, un prêt à la fiducie de la Society of United Professionals (Society) afin de financer leurs achats respectifs d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés à la Society s'élevait à 36,0 millions de dollars, répartis en deux tranches (soit la tranche A de 12,0 millions de dollars et la tranche B de 24,0 millions de dollars). Le prêt de la tranche B a été intégralement remboursé en 2025-2026.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires d'Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

En juin 2019, l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) a remplacé la Commission des services financiers de l'Ontario et la Société ontarienne d'assurance-dépôts à titre d'organisme de réglementation des services financiers, des services d'assurance et des régimes de retraite en Ontario. Les coûts administratifs et opérationnels initiaux de l'ARSF ont été financés au moyen d'un prêt à terme du gouvernement de 40,0 millions de dollars. L'ARSF a également reçu un prêt de 20,0 millions de dollars sur trois ans pour soutenir les dépenses en immobilisations qu'elle a engagées pour moderniser ses systèmes et ses installations de base. L'ARSF a effectué son dernier prélèvement sur le prêt le 30 mars 2022.

Ministère de l'Infrastructure

En mai 2018, le ministère de l'Infrastructure et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ont conclu une entente conjointe concernant un prêt de 24 millions de dollars accordé au YMCA de la région de la capitale nationale (YMCA) pour soutenir les besoins en matière d'infrastructure communautaire. La part du prêt relatif à l'infrastructure communautaire assumée par la province est de 12 millions de dollars. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 3 %.

La date d'échéance du prêt avait été fixée, à l'origine, au 24 avril 2019. Le YMCA n'effectue actuellement que des paiements d'intérêts sur le prêt. En avril 2024, le ministère de l'Infrastructure et la SCHL ont prorogé cette échéance au 30 avril 2026 pour faciliter le remboursement du prêt, y compris les intérêts différés (611 000 $) en raison de la pandémie.

La province a inscrit une créance irrécouvrable de 4 millions de dollars au poste de la provision pour créances douteuses en raison d'une forte probabilité de moins-value du prêt attribuable à l'incidence de la COVID-19 sur la fermeture continue des services clés du YMCA.

Le YMCA a remboursé 6 millions de dollars aux deux prêteurs sur le principal du prêt en janvier 2022 en raison de la vente de l'une de ses installations. De ces 6 millions de dollars, la province a compensé 3 millions de dollars pour la portion qu'elle assume, portant ainsi le principal du prêt à 9 millions de dollars.

En 2025-2026, le YMCA a payé 0,421 million de dollars (y compris les intérêts différés) en paiements d'intérêts sur la part du prêt consentie par la province. Le solde total du prêt est actuellement de 18 millions de dollars, réparti également entre le ministère de l'Infrastructure (9 millions de dollars) et la SCHL (9 millions de dollars).

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

En prévision de l'expiration de la 12e entente de modification, prévue le 30 avril 2026, les prêteurs ont adressé une lettre de prorogation au YMCA, prolongeant les modalités de l'entente en vigueur de 90 jours, soit jusqu'au 31 juillet 2026, afin de permettre la tenue de discussions en vue du renouvellement du prêt. L'objectif est de conclure un prêt comprenant le capital et les intérêts, conformément aux modalités de la 12e entente de modification.

L'entente de prêt à Hamilton Trunk Sewer a été conclue dans les années 60 ou 70 entre le ministère des Services au public et aux entreprises et la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) pour favoriser l'octroi d'un prêt à long terme à la ville de Hamilton en vue de la construction d'un réseau d'égout sanitaire.

La province a consenti ce prêt pour des travaux de construction et de mise à niveau visant le réseau d'égout de Hamilton et, chaque année, la ville versera à la province 250 $ par habitation/logement construit dans la vieille ville.

Au 31 mars 2026, le ministère de l'Infrastructure détient un solde de 0,78 million de dollars sur le prêt en cours concernant le réseau d'égout de Hamilton, déduction faite du montant de 0,83 million de dollars remboursé au cours de l'exercice 2025-2026 (en mars 2026).

Le prix d'achat initial des terrains de Sa Majesté le Roi qui font l'objet d'un transfert est fixé par îlot dans l'accord relatif au projet d'ATC; il sera également fixé dans l'accord d'achat et de vente des terrains de Sa Majesté le Roi ayant été cédés. Le prix d'achat de ces terrains sera ajusté à la JVM de la densité de base pour l'îlot concerné (ou une partie de celui-ci) à la date d'échéance prévue pour la perception des redevances liées au financement par le vendeur.

Le partenaire de la construction versera à la province un acompte égal à 2,5 % du prix d'achat des terrains de Sa Majesté le Roi ayant fait l'objet d'un transfert.

Le remboursement des redevances liées au financement par le vendeur est prévu lorsque le partenaire de construction obtient un permis de construire au-dessus du sol pour les ATC érigés sur des terrains excédentaires du portefeuille immobilier général transférés par la province.

L'hypothèque financée par le vendeur est un prêt à long terme sans intérêt accordé au partenaire de la construction des ATC à la station Bridge. Il doit donc être traité comme des actifs financiers représentant la valeur des terres de la province cédées; ces valeurs seront déduites des contributions des partenaires de la construction dans le cadre des échanges d'attribution des valeurs.

Au 31 mars 2026, le ministère de l'Infrastructure détient un solde de 171,2 millions de dollars sur le prêt en cours pour l'hypothèque financé par le vendeur, avec un amortissement de l'escompte net sur le prêt en cours de 6,345 millions de dollars pendant la période 2025-2026.

Ministère des Affaires municipales et du Logement

Le prêt sous forme de crédit d'impôt pour les municipalités et les écoles a été autorisé en vertu de la loi intitulée Municipal and School Tax Credit Assistance Act, 1967. Il prévoyait le paiement des impôts fonciers et scolaires applicables aux résidences principales que possédaient et occupaient des aînés. Chaque personne pouvait recevoir le moindre des montants suivants : 150 $ ou 50 % des impôts fonciers et scolaires perçus pour le bien imposable; les bénéficiaires pouvaient recevoir ces fonds pour un seul bien foncier par année.

La municipalité ou le conseil scolaire devait enregistrer l'intérêt de la province au moyen d'un avis de privilège sur le bien foncier à l'égard duquel le crédit d'impôt avait été accordé. Le programme a pris fin en 1980. Le montant du privilège est exigible au moment de la vente ou de la cession du bien foncier à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint de l'auteur de la demande. Ce programme ne comporte pas d'intérêts.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord

À la fin de l'exercice 2025-2026, un montant de 97 101 445 $ était dû au ministère pour soutenir la croissance économique et l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement

Pour constituer l'autorité du secteur des condominiums décrite dans la *Loi de 1998 sur les condominiums*, telle que modifiée.

Établir la gouvernance et l'infrastructure opérationnelle de l'emprunteur (l'Office ontarien du secteur des condominiums); élaborer et mettre en œuvre les programmes et les services que l'autorité du secteur des condominiums sera tenue par la loi et les règlements d'administrer et de fournir; et remplir les exigences nécessaires pour permettre la désignation de l'emprunteur à titre d'autorité du secteur des condominiums aux fins de la *Loi de 1998 sur les condominiums*.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1er avril 2025 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2026 $
Ministère du Procureur général			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis	3 643 376	1 616 362	5 259 738
Fonds d'aide aux victimes	39 889 798	33 682 250	73 572 048
Recours civils	5 408 937	6 498 052	11 906 989
Produits de la criminalité	15 877 397	1 965 243	17 842 640
Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires			
Bureau des obligations familiales	37 533 799	(1 793 871)	35 739 928
Ministère des Collèges et Universités de l'Excellence en recherche et de la Sécurité			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	21 338 894	3 082 282	24 421 176
Ministère du Développement économique de la Création d'emplois et du Commerce			
Retenues sur les paiements de transfert	32 023 430	37 701 200	69 724 631
Ministère de l'Énergie et des Mines			
Annulation du projet de parc éolien White Pines	11 592 067	(128 231)	11 463 837
Fonds de réhabilitation des mines	21 963 054	(6 842 370)	15 120 684
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs			
Fonds de garanties financières	134 100 737	3 323 620	137 424 357
Parcs Ontario – *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* (CFP)	62 020 408	(1 683 542)	60 336 866
Ministère des Finances			
Réserve pour chèques en circulation	49 598 140	(7 305 203)	42 292 937
Ministère de la Santé			
Règlements relatifs à l'hépatite C	17 709 994	(50 000)	17 659 994
Convention de règlement fédérale relative à l'hépatite C	24 446 677	(3 339 853)	21 106 824
Règlements relatifs au VIH	53 685 944	(5 414 373)	48 271 571
Réserve pour chèques en circulation	15 121 351	2 420 807	17 542 158

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

	Solde au 1er avril 2025 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2026 $
Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières……..	24 872 292	470 474	25 342 766
Réserve de fonds non réclamés (programme)…..…….	19 018 142	1 191 349	20 209 491
Ministère du Solliciteur général			
Produits de la criminalité…….	13 611 850	372 735	13 984 585
Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique…….	5 504 528	(5 613)	5 498 915
Ministère des Transports			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité……..…	18 944 185	(911 889)	18 032 296
Réclamations de construction…….…….……	127 370 714	(77 796 900)	49 573 813
Expropriations…….	66 364 486	198 627 576	264 992 062
Retenue de 10 % prévue dans la loi…….……..	120 213 297	24 132 905	144 346 202
TVH perçue, remise…….……..	6 275 861	(1 963 451)	4 312 410
Plan d'enregistrement international (IRP)……..…….	1 324 953	4 483 900	5 808 853
Secrétariat du Conseil du Trésor			
Pensions et prestations supplémentaires :			
Caisse de retraite des juges provinciaux……	622 745 091	13 041 227	635 786 318
Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres – dépôts……..	32 700 244	(1 530 979)	31 169 265
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO……..	27 424 938	534 339	27 959 276
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM……..	25 040 204	3 171 320	28 211 524
Régime de retraite complémentaire des juges de paix….	36 402 317	2 089 557	38 491 874
Autres……	140 356 469	(19 387 003)	120 969 466

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère du Procureur général

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux* et la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*. Des amendes sont prévues aux termes du Règlement 722/21 pris en application de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*. Conformément au paragraphe 12 (2) de la *Loi de 2019 sur la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario*, les amendes perçues ne peuvent être utilisées qu'à des fins d'éducation, de formation et de sensibilisation. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, les auteurs d'une demande d'inscription et les personnes inscrites doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes liées à leur inscription en vertu de la Loi. Aux termes de l'article 7 de la *Loi de 2019 sur les permis d'alcool et la réglementation des alcools*, un avis public concernant la demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs d'une demande n'ont plus à acquitter de droits pour les annonces étant donné que les informations utiles sont, depuis lors, publiées dans le site Web de la CAJO. Aux termes de l'article 12 de la *Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Aux termes de l'article 9 de la *Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis*, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables liés à une enquête ou fournir une garantie au registrateur sous une forme que ce dernier juge acceptable. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2026, les dépôts pour les jeux, l'alcool, les courses de chevaux et le cannabis s'élevaient à 5 259 738 $.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. Les fonds proviennent à la fois de la législation fédérale et de la législation provinciale. Les revenus provinciaux découlant de la *Loi sur les infractions provinciales* et du Code de la route constituent la majeure partie du fonds et sont gérés dans un compte à des fins particulières. Les revenus fédéraux générés par l'article 737 du Code criminel du Canada sont gérés au moyen d'un compte à fins déterminées. Le ministère du Procureur général veille à ce que les fonds provenant des suramendes compensatoires fédérales et provinciales servent à aider les victimes, assure la tenue d'un compte séparé de ces fonds et permet que les fonds non utilisés soient reportés sur l'exercice suivant sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun deux comptes ouverts dans le but de détenir l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Le compte à fins déterminées prévu par la loi fédérale est régi par la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), le Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués (1995) et la Partie XII.2 du Code criminel (Canada) (1985). Le compte à fins déterminées prévu par la loi provinciale est régi par la *Loi sur les procureurs de la Couronne* (1990). L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

Les recours civils sont établis dans le cadre du Programme de confiscation par recours civil et administratif; ils permettent au gouvernement de saisir des biens liés à des activités illégales, même en l'absence de condamnation pénale, et de les utiliser au profit des victimes ou pour octroyer des subventions à des programmes visant à prévenir la victimisation. En Ontario, cela est principalement régi par la *Loi de 2001 sur les recours civils*. La confiscation administrative, introduite en 2021, simplifie le processus pour certains types de biens personnels, évalués à moins de 75 000 $, dans les cas non contestés. Le programme répond à un certain nombre d'objectifs importants d'intérêt public, notamment :

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

- il vise à réprimer et à dissuader les activités illégales en sapant la capacité d'en tirer profit ou d'utiliser les profits pour financer de nouvelles activités illégales;

- il protège les victimes et le public en retirant les biens utilisés dans le cadre d'activités illégales qui sont susceptibles d'entraîner une victimisation;

- il indemnise les victimes directes qui ont subi une perte en raison des activités illégales ayant mené à la confiscation;

- il soutient les programmes qui aident les victimes et préviennent la victimisation (au moyen de subventions).

Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires

Le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la *Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*. L'article 5 de la Loi autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario*. Le FAAF est administré par le surintendant des collèges d'enseignement professionnel. Les collèges d'enseignement professionnel de l'Ontario doivent être inscrits et contribuer au FAAF. Si un collège d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois la sûreté financière épuisée, le règlement des réclamations impayées des étudiants se fera à même le FAAF.

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Les retenues sur les paiements de transfert concernent de multiples programmes de paiements de transfert du ministère. Les montants retenus sont déterminés conformément aux modalités des ententes de paiement de transfert.

Ministère de l'Énergie et des Mines

Coûts associés à l'annulation du projet de parc éolien White Pines conformément à la *Loi de 2018 sur l'annulation du projet de parc éolien White Pines* et au Règlement de l'Ontario 237/19 (Fermeture de la centrale éolienne white pines).

En vertu de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour l'exécution et la mise en œuvre des mesures de réhabilitation prévues dans un plan de fermeture.

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement de mesures environnementales telles que la mise en œuvre de toute action (p. ex. des opérations de dépollution environnementale et de remise en état de sites) prévue dans un instrument juridique (ordonnances, autorisations et certificats d'usage de biens) délivré par le ministère. Certaines contributions constituant la garantie financière sont en espèces et produisent des intérêts tant que le ministre des Finances en a la garde. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables, mais seulement lorsque le ministère est convaincu qu'une garantie financière n'est plus requise.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

La *Loi de 2006 sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation* prévoit la création d'un compte distinct, au sein du Trésor pour le Programme de Parcs Ontario, pour la conservation des revenus issus de la perception de droits dans les parcs provinciaux ainsi que d'autres sources. Ces fonds sont utilisés pour compenser les dépenses occasionnées par le programme.

Ministère des Finances

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministère des Finances entre 2019 et 2024 qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2026.

Ministère de la Santé

La convention de règlement fédérale relative à l'hépatite C pour la période 1986-1990 est un fonds d'indemnisation ordonné par un tribunal et créé en 1998 afin d'offrir une indemnisation sur demande aux personnes admissibles ayant contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise du système canadien d'approvisionnement en sang entre le 1er janvier 1986 et le 1er juillet 1990.

Le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C, créé en 1999, offre une indemnisation aux personnes admissibles qui ont contracté le virus de l'hépatite C par l'entremise de l'approvisionnement en sang en Ontario pendant deux périodes d'admissibilité : avant le 1er janvier 1986 ou entre le 2 juillet 1990 et le 28 septembre 1998.

Le Régime d'aide interprovincial territorial, établi en 1993, offre une indemnisation sur demande aux personnes admissibles qui ont contracté le VIH par transfusion sanguine ou par des produits sanguins en Ontario.

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le ministre de la Santé qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2026.

Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement

En vertu du Règlement 913 (R.R.O. 1990) pris en application de la *Loi sur les sûretés mobilières*, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi aux fins de l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est tenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

La *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* définit les règles régissant la manière dont les agences de recouvrement gèrent les fonds collectés auprès des débiteurs. Plus précisément, ces réserves d'argent non réclamé sont considérées comme des fonds fiduciaires et doivent être déposées sur un compte en fiducie respectant les dispositions précises de la loi. La *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* exige que les agences de recouvrement versent ces fonds fiduciaires au créancier, moins les frais appropriés, dans un délai précis. Si l'agence de recouvrement n'est pas en mesure de respecter ce délai (par exemple, en raison de l'impossibilité de contacter le créancier ou d'informations incorrectes sur le compte) et que six mois se sont écoulés, la loi exige que l'agence remette les fonds collectés au ministre des Finances. Le ministre peut alors distribuer les fonds au créancier légitime après avoir reçu une preuve suffisante de son droit.

Les réserves non réclamées désignent les fonds détenus en fiducie dans le cadre de transactions immobilières annulées. Ces fonds ont été transférés par le Conseil ontarien de l'immobilier au ministre des Finances conformément à la *Loi de 2002 sur le courtage commercial et immobilier*. Le ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement est responsable de l'administration des fonds non réclamés.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère du Solliciteur général

Le ministère du Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte à fins déterminées qui a été ouvert pour détenir l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. Conformément à la *Loi sur l'administration des biens saisis* (1993), au Règlement sur le partage du produit de l'aliénation des biens confisqués (1995) et à la Partie XII.2 du Code criminel (Canada) (1985), l'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province à utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités établies et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale, le compte à fins déterminées est toutefois réservé aux fonds versés par le gouvernement fédéral. Les fonds provinciaux sont comptabilisés dans un compte à fins déterminées et ne constituent donc pas un passif. Selon cette répartition, le MPG reçoit 25 % des fonds versés par le gouvernement fédéral, tandis que le SolGen en reçoit 75 %.

Dans le budget de mai 1997, afin de reconnaître l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique et leur famille pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe Macdonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à des fins particulières doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte deux fois par année.

Ministère des Transports

Le compte du Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment de régies de routes locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes, ainsi que le financement reçu dans le cadre du Fonds pour le développement des collectivités du Canada applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le Programme des routes des collectivités non érigées en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle des représentants des conseils et de ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits opérés sur le CFP précité.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts d'expropriation immobilière lorsque des offres en vertu de l'article 25 sont faites aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à la *Loi sur la construction*, une retenue est l'obligation pour tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants de retenir 10 % du prix des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'argent pour satisfaire à d'éventuelles réclamations en vertu de privilèges qui pourraient être exercés.

Le compte de la TVH perçue et remise est utilisé pour consigner la TVH perçue sur les biens et services fournis par le gouvernement de l'Ontario et remise à l'ARC au moment opportun.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Le plan d'enregistrement international (International Registration Plan ou IRP) est une entente internationale en vigueur sur tout le continent pour permettre la perception et la distribution des droits d'enregistrement de véhicules commerciaux applicables à tous les membres de l'IRP en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains sont membres de l'IRP. Le compte de passif de l'IRP représente les revenus d'enregistrement perçus pour le compte de compétences territoriales américaines et d'autres compétences territoriales canadiennes et déposés dans des comptes bancaires américains et canadiens du gouvernement de l'Ontario. Ces revenus d'enregistrement sont accumulés et distribués mensuellement aux compétences territoriales américaines et canadiennes membres de l'IRP.

Secrétariat du Conseil du Trésor

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre de la convention de retraite et du régime complémentaire des juges provinciaux. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés, moins les prestations de retraite et avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Compte des avantages sociaux supplémentaires des juges associés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

La province tient des comptes au sein du Trésor pour toutes les cotisations et les revenus d'intérêts, moins les prestations de retraite et les avantages connexes versés au titre du Régime de retraite complémentaire des juges de paix. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO
Au 31 mars 2026

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2026	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Continu	Préférentiel	27 196 377	
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement…	Continu	Multiples	86 599 171	
Programme pilote de garanties de prêts pour l'entreposage du ginseng	2022	Préférentiel	8 319 769	
TOTAL – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGROENTREPRISE			122 115 317	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ				
Prêts d'études de l'Ontario : Catégorie « C »	Multiples	Préférentiel + 1	186 825	
TOTAL, MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS, DE L'EXCELLENCE EN RECHERCHE ET DE LA SÉCURITÉ			186 825	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Programme de logements sociaux	Multiples	Multiples	814 457 461	
Prêt de Meridian Credit Union pour Habitat pour l'humanité	2024	à confirmer	15 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			829 457 461	
TOTAL, PRÊTS GARANTIS			**951 759 603**	

PASSIF ÉVENTUEL –
OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin
Au 31 mars 2026

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2026	Références
		%	$	
MINISTÈRE DES FINANCES				
Facilité de prêt consentie par United Communities Credit Union Ltd. à Pelee Island Co-operative Association	2010	7,30	296 591	(1)
Garanties d'emprunt dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones	2011-2012 à 2025-2026	Multiples	646 267 415	(2)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			646 564 006	
TOTAL, AUTRES GARANTIES			**800 000 000**	
TOTAL, PRÊTS ET AUTRES GARANTIES			**2 398 323 609**	

Références :

1. La province a garanti le remboursement d'un prêt de 600 000 $ consenti par United Communities Credit Union Limited à Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant à la première des dates suivantes : le 1er avril 2015 ou le jour où tous les montants empruntés auront été remboursés. La garantie sera prolongée en conséquence, mais pas au-delà du 1er avril 2035. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, plus les intérêts, les coûts et les dépenses impayés.
2. Au 31 mars 2026, la province avait fourni 14 garanties de prêts dans le cadre du Programme de financement pour les initiatives autochtones (PFIA) : deux en 2011-2012, deux en 2013-2014, une en 2014-2015, deux en 2015-2016, une en 2016-2017, une en 2017-2018, une en 2019-2020, une en 2021-2022, et trois en 2025-2026. Deux des prêts sous-jacents ont été intégralement remboursés et la garantie n'est plus en vigueur. Le capital total des prêts garantis s'élève à environ 646 millions de dollars. Il convient de noter que tous les prêts garantis n'ont pas encore été entièrement utilisés. Les prêts visés par ces garanties arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2055-2056, date à laquelle les garanties respectives prendront fin. Pour les garanties accordées à ce jour, les emprunteurs versent à la province des droits annuels de garantie de prêt de 0,125 % à 0,25 % du montant garanti non remboursé. Le Programme de financement pour les initiatives autochtones est un programme discrétionnaire sur demande qui fournit des garanties d'emprunt pour soutenir la participation financière des Autochtones dans la production d'énergie renouvelable, le transport d'électricité, la mise en valeur des ressources et des projets liés aux minéraux critiques; il dispose d'une enveloppe maximale approuvée de 3 milliards de dollars.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE *

Au 31 mars 2026

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice, déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à l'égard de particuliers ou de biens. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Grann, Toni c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario, le MSSC (auparavant Papassay, Holly c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario). Recours collectif en dommages-intérêts au motif que l'Ontario a manqué à ses obligations de préserver et, le cas échéant, d'intenter des poursuites civiles ou de demander l'indemnisation des victimes au nom des membres du recours collectif, au titre des délits civils commis à leur encontre par des tiers avant ou pendant la période où ces membres étaient sous la tutelle de la Couronne.
2. Recours collectif concernant les listes d'attente excessives (Leroux, Mark, tuteur à l'instance de Leroux, Briana) alléguant la négligence, la violation de devoir judiciaire et atteinte aux droits prévus dans la Charte, en ce qui concerne la durée des temps d'attente pour la prestation de services, de soutien et de financement aux adultes ayant une déficience intellectuelle.
3. Francis, Conrey c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif concernant la surutilisation systématique de l'isolement préventif dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
4. Chandra, Adrian c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif concernant la surutilisation systématique de l'isolement préventif dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
5. Bowman, Dana, et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario (MSESC). Recours collectif concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base, certifié sur les questions de rupture de contrat et d'enrichissement injustifié.
6. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership ("OFNLP") – Nouvelle loteries. Avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre OFNLP (dont presque toutes les Premières Nations de l'Ontario sont des associés commanditaires), OLG et l'Ontario.
7. Betty Wei, et autres c. Ontario et autres. Recours collectif proposé pour dommages-intérêts découlant de la réglementation par la Commission des services financiers de l'Ontario des entités qui font la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux en lien avec un projet d'aménagement à Kingston.
8. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Déclaration, au nom de huit fournisseurs de services ayant conclu trois, quatre et cinq contrats dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Les plaignants éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du PC, avant qu'il prenne le pouvoir le 29 juin 2018, exigeant qu'ils retardent la délivrance des ordres d'exécution (c.-à-d. approuver la construction des projets d'énergie solaire ou éolienne des promoteurs) ou de reporter ces décisions. 2387276 Ontario Inc. et autres c. SIERE et autres. Poursuite intentée au nom de 16 fournisseurs ayant conclu des contrats dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (la « SIERE ») entre 2016 et 2018. Ils soutiennent qu'une directive ministérielle délivrée le 5 juillet 2018 exigeant la cessation du programme était illégale.
9. Fareau et autres c. Bell Canada et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système Offender Telephone Management System (OTMS). Les demandeurs proposés soutiennent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, générant pour l'Ontario des revenus substantiels auxquels il n'a pas droit.
10. Robertson et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario et autres. Recours collectif certifié concernant les éclosions de COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée conformément à la *Loi de 1992 sur les recours collectifs*.
11. Foxgate Developments Inc., et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Demande en dommages-intérêts pour les pertes que les plaignants auraient subies en ce qui concerne la perturbation de leurs lotissements dans la région de Caledonia en raison de protestations.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - SUITE

Au 31 mars 2026

12. Poorkid Investment Inc., et autres c. Solliciteure générale de l'Ontario, Sylvia Jones et autres. Les plaignants réclament des dommages-intérêts pour méfait dans l'exercice d'une charge publique, inaction fautive et négligence, au motif que les défendeurs auraient manqué à leur obligation de faire respecter les injonctions et de maintenir la paix dans la région de Caledonia.
13. Perte due à un incendie au York Memorial Collegiate – 2690 av. Eglinton Ouest. Le Toronto District School Board a reçu une déclaration contre le Bureau du commissaire des incendies à la suite d'un incendie qui a eu lieu le 7 mai 2019 et brûlé une partie importante de l'école secondaire York Memorial Collegiate et d'un centre communautaire adjacent appartenant à la cité de Toronto.
14. Dell et autres c. Ontario et autres. Des particuliers résidant à Niagara-on-the-Lake réclament des dommages-intérêts contre Sa Majesté le Roi et d'autres relativement à un digesteur anaérobie situé sur une propriété de leur quartier.
15. Banman, Martha c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario, et autres. Recours collectif certifié contre Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario en lien avec le programme judiciaire mis en œuvre à l'Hôpital psychiatrique de St. Thomas entre 1976 et 1988.
16. Wheatley Gas Leak. Recours collectif proposé lié à de fréquentes fuites de gaz et à une explosion à Wheatley (Ontario).
17. Recours collectif. Alertes de naissance. Recours collectif certifié alléguant que les alertes de naissance faites par l'Ontario et les SAE vont à l'encontre des droits constitutionnels fondamentaux des personnes enceintes. L'Ontario en appelle de la décision, et l'appel doit être rendu opposable d'ici le 15 septembre 2025.
18. B.M. et autres c. Ontario. Recours collectif en deux parties alléguant la discrimination et la prestation inadéquate de services à : 1) des jeunes Autochtones de moins de 18 ans qui ne résidaient pas habituellement dans une réserve et qui ont été retirés de leur foyer; 2) des jeunes Autochtones de moins de 18 ans dont le besoin d'un service essentiel avait été confirmé et qui ont fait face à un délai, à un refus ou à une lacune concernant ce service (« Recours collectif relatif aux services essentiels »).
19. Ontario First Nations Limited Partnership (« OFNLP ») c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario et Jeux en ligne Ontario. L'OFNLP a soulevé des objections selon lesquelles Jeux en ligne Ontario n'avait pas correctement comptabilisé la part de l'OFNLP dans ses recettes brutes conformément à l'Entente de partage des recettes de jeux et de gestion financière en traitant tous ses produits comme de nouveaux programmes de loterie et en calculant les paiements de l'OFNLP nets des lots.
20. Dent-X Canada. Avis d'action de Verona Medical Group Inc. exerçant ses activités sous le nom de Dent-X Canada (« Dent-X ») pour fausses déclarations faites par Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario au sujet de la nécessité et de la ferme volonté d'acheter des masques fabriqués localement pendant la pandémie.
21. Recours collectif. Fouille à nu. Recours collectif proposé concernant les fouilles à nu de jeunes dans les centres de détention pour mineurs. Loteries et calcul des paiements de l'OFNLP nets des lots.
22. Hallson, Kyle et autres. Recours collectif concernant les substances éternelles. Recours collectif proposé visant à obtenir réparation pour des dommages liés à la contamination par les PFAS (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées) à proximité de l'aéroport régional de Dryden.
23. Waterdown Collision & Paint Services Inc. et Massimo Difelice c. Ontario (MTO). Waterdown réclame diverses indemnités en vertu de la *Loi sur l'expropriation* à la suite de l'expropriation de ses biens commerciaux.
24. Revendication des Premières Nations chippewa de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce. Elles affirment que le traité de 1854 par lequel la majeure partie de la péninsule Bruce a été cédée à la Couronne ne visait pas à inclure les lits des plans d'eau situés à l'intérieur de la péninsule, les rives de ces plans d'eau ou les rives du lac Huron ou de la baie Georgienne, et elles revendiquent le titre autochtone sur lesdits lits. La revendication concerne aussi la violation présumée de l'obligation fiduciaire et de l'honneur de la Couronne. La revendication du titre autochtone a été abandonnée en juin 2025. La deuxième phase de l'autre revendication concernant les recours pour atteinte à l'honneur de la Couronne est en cours.
25. Six Nations of the Grand River Band. Les plaignants demandent une comptabilisation de la gestion et de la vente par la Couronne des terres qui leur ont été concédées à l'origine dans les années 1780 et 1790 et du produit des ventes ultérieures de certaines parties de ces terres.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - SUITE

Au 31 mars 2026

26. Fletcher, Chief John. Missanabie Cree First Nation c. Ontario et Canada. Les demandeurs prétendent qu'ils n'étaient pas parties au Traité no 9 et qu'ils ont donc un titre ancestral non éteint. Par contre, les demandeurs prétendent que s'ils sont parties au Traité no 9, ils n'ont pas encore reçu leurs droits fonciers issus du traité.
27. Wikwemikong Indian Band. Revendication de titre ancestral sur les îles du lac Huron et de la baie Georgienne.
28. Begetikong Anishnabe First Nation (alias Ojibways of Pic River), le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher. La Première Nation demanderesse prétend détenir un titre ancestral sur une vaste étendue de terre située sur la rive nord-est du lac Supérieur.
29. Whitesand First Nation et Red Rock First Nation. Demandes de rentes. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire pour l'augmentation de la rente payable en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850.
30. Twain, Jim Chief. Déclaration pour négligence, rupture de contrat, obligation fiduciaire et droits conventionnels.
31. Pays Plat First Nation c. Canada et Ontario. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre située le long de la rive du lac Supérieur.
32. Long Lake No. 58 First Nation. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
33. Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek First Nation (Rocky Bay Band). Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
34. Sand Point First Nation. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
35. Pic Mobert First Nation. Les plaignants allèguent détenir un titre ancestral exclusif sur une étendue de terre situé le long de la rive du lac Supérieur.
36. Atikameksheng Anishna-wbek c. le Procureur général du Canada et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Demande en dommages-intérêts découlant de l'aliénation alléguée du demandeur des terres de la réserve décrites dans le traité Robinson-Huron.
37. Restoule, et autres c. Canada et Ontario. Les demandeurs réclament un redressement déclaratoire reconnaissant l'obligation de la Couronne, aujourd'hui et dans le passé, d'augmenter les rentes prévues au traité [Robinson Huron] [de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils demandent également une comptabilisation et des dommages-intérêts.
38. Aundeck OMNI Kaning First Nation et autres. La demande modifiée cherche toujours à faire reconnaître le titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Le litige est en suspens pendant que les parties tentent de négocier une résolution.
39. Gull Bay First Nation c. Canada et Ontario. Le plaignant prétend que la Couronne n'a pas arpenté en temps opportun la réserve à laquelle il a droit en vertu du traité Robinson-Supérieur de 1850, ce qui a donné lieu à une réserve plus petite que celle convenue.
40. Grand Chef Coon Come, Mathew. Avis d'action pour le titre ancestral et les droits sur le territoire traditionnel.
41. Kitigan Zibi Anishinabeg, et autres c. Procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Au nom de la nation algonquine Anishinabe, les plaignants revendiquent un titre autochtone sur des terres situées à Ottawa, sur la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
42. Red Rock First Nation et Whitesand First Nation c. Canada et Ontario. Les plaignants revendiquent des droits fonciers issus d'un traité en vertu du traité Robinson-Supérieur au motif que les communautés demanderesses ont adhéré au traité en 1850 en percevant des rentes.
43. Iskatewizaagegan No. 39 Independent First Nation c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Le plaignant réclame une indemnisation à Winnipeg en vertu d'un décret de l'Ontario datant de 1913 et autorisant Winnipeg à pénétrer dans le lac Shoal, où se trouvent les réserves du demandeur, et à en détourner l'eau. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts à l'Ontario pour violation de l'obligation fiduciaire.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - SUITE

Au 31 mars 2026

44. Ginoogaming First Nation c. Ontario et autres. Action d'une Première Nation du Traité no 9 en vue d'obtenir des dommages-intérêts, des déclarations et des injonctions concernant un permis d'exploration minière précoce délivré en juin 2019 et une demande de permis en attente.
45. Mississauga First Nation c. MEPP et autres (requête). Réclamation de la Première Nation de Mississauga selon laquelle la Couronne a violé le traité Robinson-Huron de 1850, a manqué à son obligation fiduciaire, a manqué à son obligation de consultation et d'accommodement, et a violé les droits issus de traités de la Première Nation de Mississauga en ce qui concerne la construction et l'exploitation des centrales de Red Rock, Rayner, Aubrey et Wells.
46. Revendication de la Première Nation des Mississaugas de Credit affirmant un titre autochtone sur des parties du lac Ontario, du lac Érié et des plans d'eau (comprenant les plaines inondables) situés sur des terres intermédiaires. Elle demande également une compensation monétaire pour les plans d'eau qui sont entre les mains de tiers.
47. Cat Lake First Nation. Réclamation de la Première Nation de Cat Lake visant à obtenir des déclarations de titre, des déclarations d'atteinte à l'honneur de la Couronne et aux obligations fiduciaires, des dommages-intérêts liés à la perte d'utilisation du territoire dont elle revendique le titre, des injonctions d'enrichissement sans cause liées aux activités prévues aux termes de la *Loi sur les mines*.
48. Demande relative à l'exploitation forestière au titre du Traité no 9. Demande des Premières Nations du Traité no 9 visant à mettre un terme à la dégradation de la forêt boréale et au non-respect par l'Ontario des promesses faites au titre du Traité no 9.
49. Revendication de compétence au titre du Traité no 9. Revendication d'un certain nombre de Premières Nations du Traité no 9 visant à obtenir des déclarations et des injonctions fondées sur des revendications de compétence partagée sur le territoire du Traité no 9.
50. Première Nation Grassy Narrows c. Ontario et autres. Trois revendications découlant du rejet de mercure et d'autres contaminants dans un réseau fluvial voisin par une usine de pâtes et papiers à Dryden, y compris (i) une action pour violation des droits issus de traités alléguant que le Canada et l'Ontario ont omis d'empêcher les dommages causés par le rejet de mercure et d'autres contaminants, (ii) un recours collectif proposé alléguant la responsabilité délictuelle et une violation injustifiée de l'art. 7 de la Charte (vie, liberté, sécurité de la personne), et (iii) une action représentative proposée qui présente des allégations semblables à celles du recours collectif proposé.
51. Gautier, Jason. (Recours collectif concernant les rentes prévues par le Traité n° 9). Recours collectif proposé visant à obtenir une augmentation des rentes prévues par le Traité n° 9 et déclaration que les clauses de renonciation et de libération du Traité n° 9 devraient être annulées. Le Canada prend des mesures pour que l'Ontario soit ajouté comme partie.
52. Alderville First Nation, et autres c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario et autres (projet de loi 5). Contestation de la *Loi de 2025 visant à protéger l'Ontario en libérant son économie* (projet de loi 5) et de la *Loi visant à bâtir le Canada* présentée par neuf Premières Nations.
53. Marten Falls First Nation c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario (projet de loi 5). Avis d'action de la Première Nation de Marten Falls visant à obtenir diverses déclarations et des dommages-intérêts d'un montant de 300 millions de dollars.
54. OECTA c. ON; OSSTF/FEESO c. ON; ETFO/AEFO c. ON; OPSEU/SEFPO c. ON; AMAPCEO c. ON; UNIFOR c. ON; OFL Coalition c. ON; ERFP c. ON; CUASA c. ON; Society of United Professionals c. ON; PWU c. ON. Question de savoir sur le projet de loi 124, *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*, et le comportement de la Couronne lors des négociations centrales en 2019 avec les syndicats des enseignantes et des enseignants enfreint les alinéas 2 d) et 2 b).
55. Rosy Kapoor c. Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé selon lequel la réduction des paiements du POSPH pour les étudiants handicapés en fonction de l'augmentation de la Bourse d'études canadienne pour étudiants ayant une incapacité permanente était contraire à la loi ou, subsidiairement, discriminatoire en vertu de l'article 15 de la Charte.

DEMANDES À L'ENCONTRE DE LA COURONNE - FIN

Au 31 mars 2026

56. Chippewas of Nawash Unceded First Nation et Saugeen First Nation (« SON ») c. Ontario. Les demandeurs réclament des déclarations et des dommages-intérêts pour manquement à l'obligation de consultation relativement à l'autorisation accordée par la Couronne pour l'extraction d'agrégats sur le territoire de SON. Les demandeurs réclament également des dommages-intérêts pour négligence et manquement à l'obligation de diligence relativement au fait que la Couronne aurait omis de conclure une entente de partage des revenus tirés des ressources avec SON à l'égard de la mine de sel Goderich.
57. Gull Bay First Nation et autres c. Ontario et Canada (services de police des Premières Nations). Recours collectif proposé mettant en cause un prétendu manquement de l'Ontario (et du Canada) à financer/administrer les services de police dans les réserves à des niveaux comparables à ceux des services de police dans les communautés non autochtones, sur la base, entre autres allégations, d'une violation de l'article 15 de la Charte, de manquement à l'obligation fiduciaire, à l'honneur de la Couronne, de négociation abusive et d'autres allégations contractuelles. La déclaration a été déposée le 15 juillet 2025 (mais n'a pas encore été signifiée), avec une demande non précisée d'au moins 100 millions de dollars en dommages-intérêts.
58. Celik, Serdar, et autres c. MEPP et autres. Déclaration (sans préavis) nommant Sa Majesté le Roi du chef de l'Ontario (MEPP) et un champ de tir, déposée par un groupe de résidents concernant des niveaux de bruit excessifs sur leurs propriétés. Les plaignants allèguent que le ministère n'a pas enquêté et/ou donné suite à leurs plaintes contre le champ de tir.
59. Bemco Confectionary and Sales Ltd.et autres c. Ministre des Finances. Les cotisations faisant l'objet de l'appel se rapportent à la vente de cigares et d'autres produits du tabac et comprennent des ventes remontant jusqu'en avril 2010.
60. Vale Canada Inc. c. Ministre des Finances. Il y a des appels en matière fiscale en vertu de la *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière* pour les années d'imposition 1999 à 2008 et des oppositions pour les exercices 2009 à 2017.

*Mis à jour pour tenir compte des changements survenus jusqu'à la publication des Comptes publics.

PERTES RADIÉES DES COMPTES

(en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2026

Ministère	2025-2026
	$
Agriculture, Alimentation et Agroentreprise	20 235
Procureur général	22 620 318
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	34 237 532
Collèges et Universités, Excellence en recherche et Sécurité	45 275 330
Éducation	460
Énergie et Mines	5 579
Environnement, Protection de la nature et Parcs	12 685
Finances	22 013 128
Santé	453 942
Travail, Immigration, Formation et Développement des compétences	2 136 373
Affaires municipales et Logement	50 308
Richesses naturelles	303 283
Développement et croissance économique du Nord	3 000 005
Services au public et aux entreprises et Approvisionnement	3 665 749
Solliciteur général	67 852
Transports	1 965 044
TOTAL	**135 827 823**

REMISE DE REVENUS

Le ministère des Finances n'a aucune remise supérieure à 1 000 dollars à signaler pour l'exercice 2025-2026.

Vous pouvez accéder au document en ligne à **Ontario.ca/comptespublics**

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2026 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)